



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



MG
276
1.7

*Bibliothèque
de M^{re} le comte Ricant*

MG 276.1.7

HARVARD UNIVERSITY LIBRARY

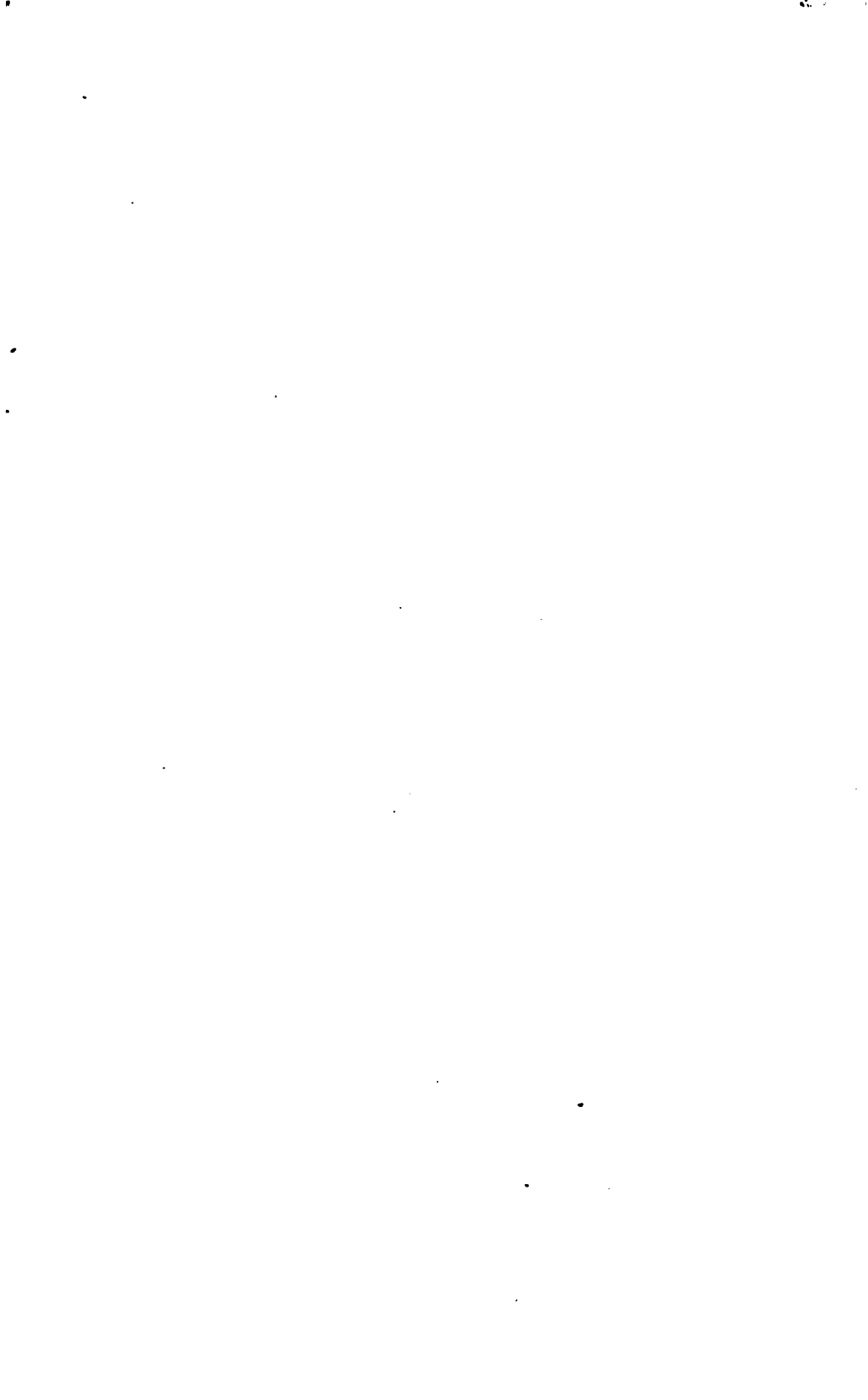


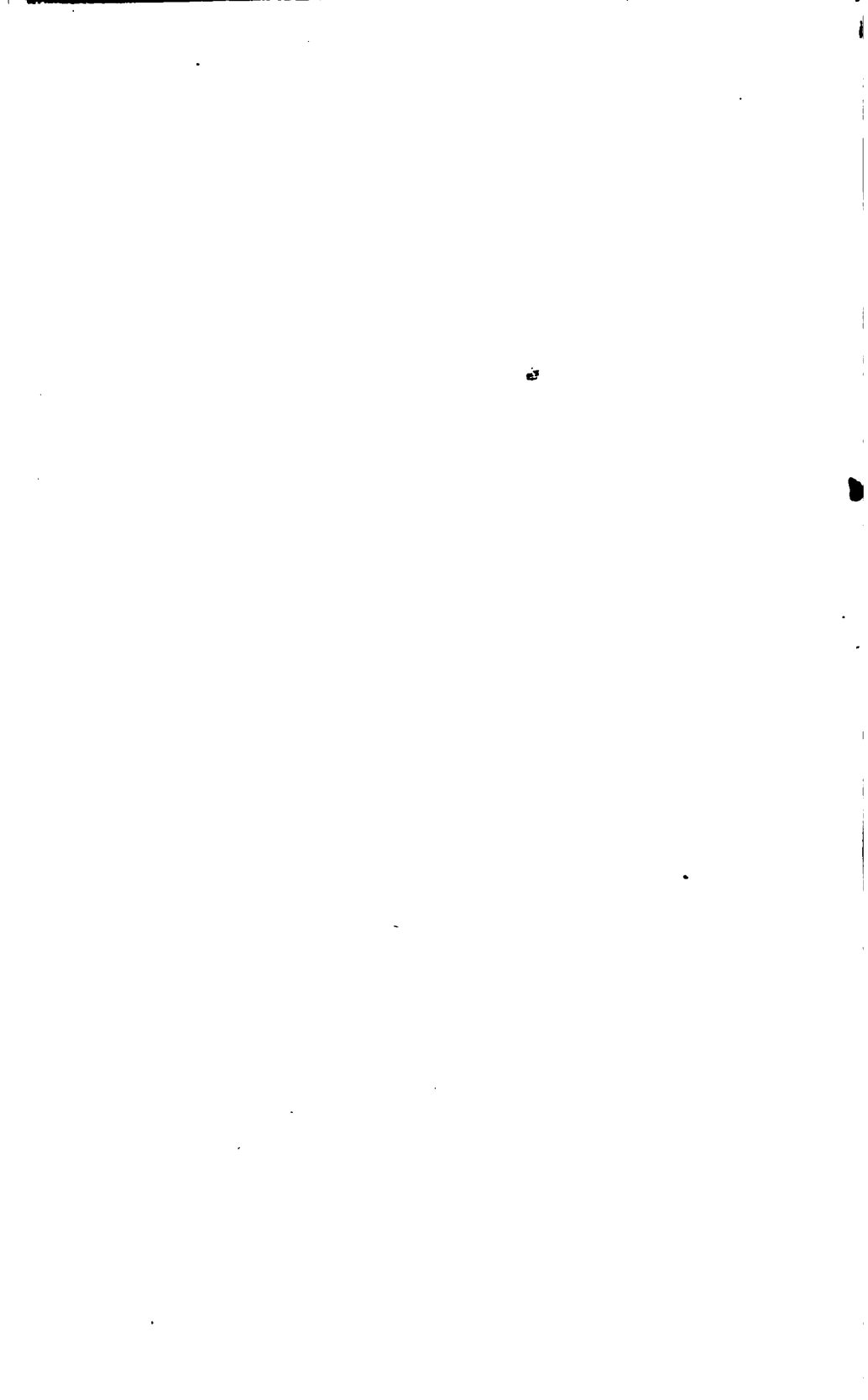
FROM THE LIBRARY OF
COUNT PAUL RLANT

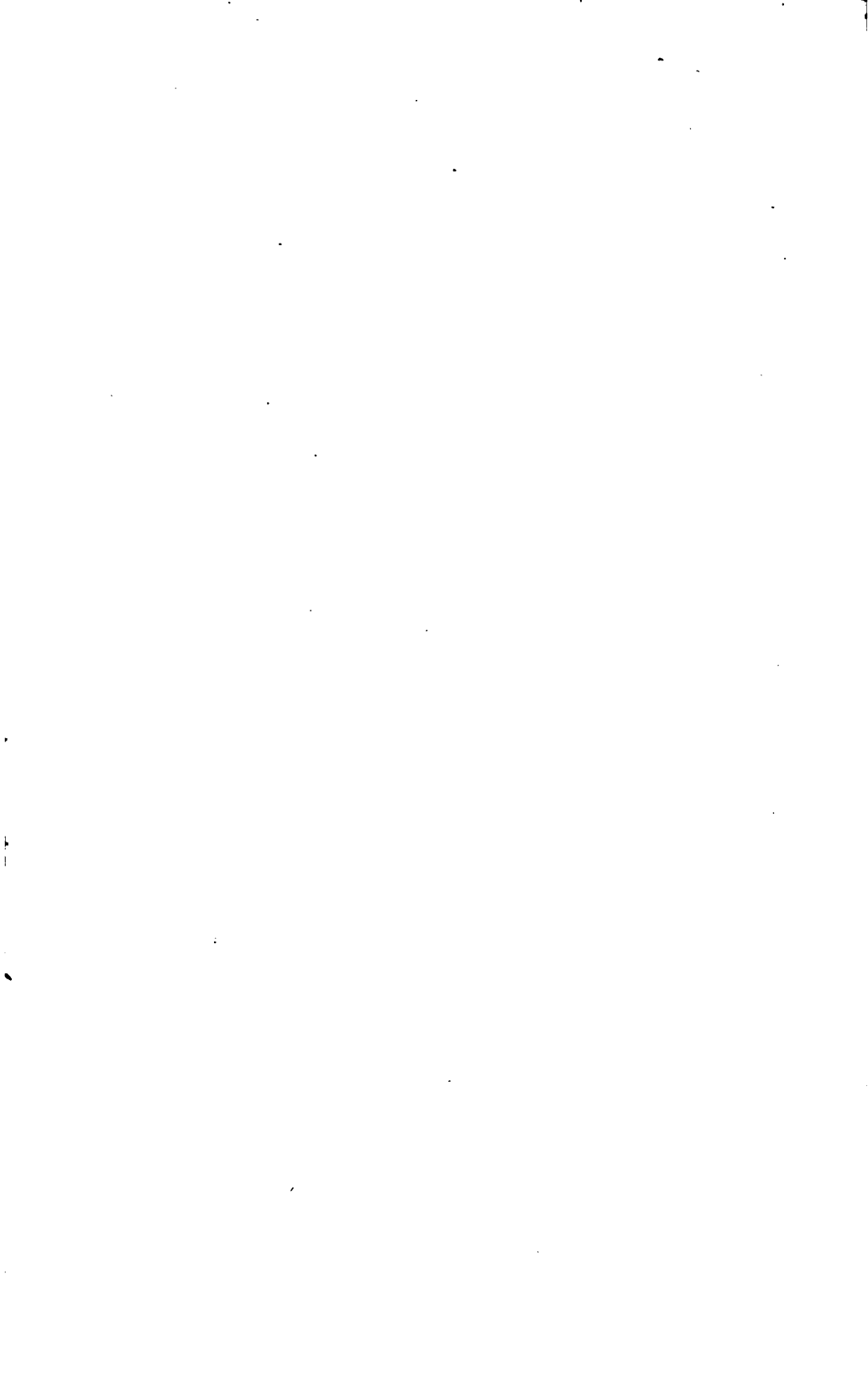
MEMBER OF THE
INSTITUTE OF FRANCE
HISTORIAN OF THE
LATIN EAST

MDCCC GIFT OF J. RANDOLPH COOLIDGE
AND ARCHIBALD CARY COOLIDGE









HISTOIRE
DE LA
CIVILISATION HELLÉNIQUE



HISTOIRE
DE LA
CIVILISATION HELLÉNIQUE

PAR

M. C. PAPARRIGOPOULO

PROFESSEUR D'HISTOIRE A L'UNIVERSITÉ D'ATHÈNES

Konstantinos Paparrégopoulos.

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—
1878

Tous droits réservés.

m.g. 276.1.7

Harvard University
Library
Cambridge, Mass.
U.S.A.

A

M. GRÉGOIRE MARASLY

Témoignage d'amitié.

PRÉFACE

On a beaucoup écrit sur l'histoire du peuple grec ; en Angleterre, en Allemagne et en France, on publie tous les jours des travaux plus ou moins remarquables sur ce grand sujet. J'expliquerai en quelques mots les motifs qui ont décidé l'auteur à tenter cette nouvelle publication.

L'unité de la civilisation hellénique a été tantôt niée, tantôt fermement affirmée. Les uns ont prétendu qu'elle vint expirer à la bataille de Chéronée ; d'autres lui ont accordé deux siècles de plus ; ils en ont prolongé l'existence jusqu'à la conquête romaine. Quant à ceux, en petit nombre, qui ont admis que la race grecque n'a jamais cessé de marquer dans l'histoire, ils n'ont pas suffisamment signalé les affinités qui rattachaient ses nombreuses évolutions à son caractère primitif. Tronquée ou défigurée, on dirait que l'histoire de la Grèce subit la destinée de ces monuments qui en couvrent le sol et dont la main des hommes, bien plus que le temps, n'a pas respecté l'incomparable harmonie.

Si le caractère général de la civilisation hellénique

n'a pas été bien saisi, c'est que les détails n'en ont pas été étudiés sous leur véritable jour. De toutes les connaissances humaines, l'histoire est celle qui prête le plus aux aberrations de l'esprit de système, aux erreurs des passions religieuses, aux influences des intérêts politiques. L'histoire du peuple grec pouvait d'autant moins éviter ces écueils qu'elle a été jusqu'à présent livrée à la discrétion de la science étrangère. Conçoit-on une histoire de France qui n'aurait été écrite que par des Anglais ou des Allemands ? Quoi qu'on puisse dire de l'amour-propre national, il y a dans les traditions et dans les sentiments de chaque peuple un fond de vérité à côté duquel les intelligences les plus élevées, par cela seul qu'elles appartenaient à un autre milieu, ont bien souvent passé sans l'apercevoir ou sans l'apprécier à sa juste valeur.

J'ai parlé de l'esprit de système ; c'est là un des fléaux de la science historique. Tout le monde connaît les trésors d'érudition qui ont été prodigués de notre temps pour confisquer au profit exclusif de la race doriennne les origines de la civilisation hellénique ; et personne n'ignore les efforts qu'a tentés un historien éminent, qui appartenait aux fractions avancées des partis politiques de son pays, pour réhabiliter, malgré Thucydide et Aristophane, la mémoire de Cléon et de toute la tourbe des démagogues de la cité athénienne.

Les discussions religieuses qui ont amené la séparation des Églises au moyen âge et ont provoqué le grand mouvement des Croisades furent non moins fécondes en malentendus historiques. Ces malentendus, compliqués d'intérêts politiques, prirent souvent le caractère d'une véritable iniquité. Si l'on ajoute à tout cela l'esprit d'incrédulité et d'ironie qui a inspiré l'œuvre capitale de Gibbon au dix-huitième siècle, on peut se faire une idée de la manière réellement cruelle dont la civilisation hellénique fut défigurée, pour toute la longue période de temps qui s'est écoulée depuis le premier jusqu'au dernier des Constantin. Cet empire byzantin, qui a eu des moments de faiblesse et des siècles de grandeur, qui a sauvé l'occident de la conquête musulmane, qui a donné à l'Église ses dogmes et à l'Évangile ses plus brillants prédicateurs, qui a préparé la réforme religieuse et sociale des temps modernes, qui a contribué à la renaissance des lettres en Europe, devint l'objet d'une animadversion et d'un mépris inconcevables.

Rétablir l'unité méconnue de la civilisation hellénique, donner à ses principales phases leur véritable signification, faire entendre la voix de la Grèce dans ce procès historique qui a été jugé par contumace, pour ainsi dire, tel est le but de cet ouvrage. Il est le produit d'une étude de trente ans et le résumé d'un grand travail en cinq volumes qui n'a été publié qu'en

grec. Ce résumé lui-même a paru, il y a déjà quelques mois, à Athènes. En traitant mon sujet sous un point de vue bien différent de celui qui a prévalu jusqu'à présent en Europe, j'ai évité autant que possible toute discussion passionnée. La cause étant juste, elle ne peut que gagner à être plaidée avec modération. D'ailleurs, si depuis deux siècles, en France même, les idées et le génie de la Grèce n'ont pas toujours été appréciés comme ils me paraissent le mériter, je ne pouvais, je ne devais pas oublier que j'ai été l'hôte de ce grand pays, que des hommes marquants dans sa littérature m'ont aidé de leurs conseils, de leurs encouragements, j'oserai dire de leur collaboration, et qu'une maison puissante de la librairie française a bien voulu se charger de la publication de mon œuvre.

HISTOIRE

DE LA

CIVILISATION HELLÉNIQUE

DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER

PREMIER AGE DE L'HELLÉNISME

Principales phases de cette histoire. — Temps homériques. — Invasion doriennne. — Premières migrations. — L'hellénisme hors de Grèce et en Grèce. — Diminution de la population libre ; accroissement du nombre des esclaves. — Destruction de l'unité politique. — Sparte. — Réveil des indigènes. — Athènes. — Lutte de Sparte et d'Athènes ; tristes résultats de cette lutte. — Opposition entre les indigènes et les conquérants ; supériorité des indigènes. — Opinion moderne sur les Doriens ; l'État, la poésie, la musique et l'art doriens. — Vie politique à Athènes et à Sparte. — Supériorité des Athéniens. — L'histoire et le drame chez les Athéniens. — Constitutions d'Athènes et de Sparte. — Décadence simultanée de ces constitutions ; leurs résultats. — Conclusion.

Je me propose de tracer rapidement l'histoire d'une race qui a joué un grand rôle dans l'antiquité et au moyen âge, et qui tient encore une grande place en Orient. La longue carrière que cette race a fournie est déjà un fait unique dans l'histoire ; les vicissitudes par lesquelles elle a passé ne sont pas moins extraordinaires : elle a transporté son centre d'action d'Europe en Asie et d'Asie en Europe, du midi au nord et du nord au

midi, elle a perdu et repris son nom, sans jamais cesser d'être une et originale. A sa première apparition dans les contrées situées au sud de l'Olympe et des monts Cérauniens, l'*Iliade* et l'*Odysée* ont chanté sa gloire. Quelque temps après, le peuple grec alla déployer son activité en Asie Mineure, dans l'Italie méridionale et en Sicile. Plus tard il brilla de nouveau dans ses foyers primitifs; il y enfanta ces belles conceptions politiques et intellectuelles, qui devinrent une source inépuisable d'enseignements pour l'humanité et un objet d'admiration à toutes les époques. Le peuple grec reprit alors la route de l'Orient : il y acheva la tâche qu'il avait à remplir dans le monde ancien en répandant les dernières lumières de son génie païen sur les vastes pays de l'Asie occidentale et de l'Égypte; il y prépara l'avènement du monde moderne et devint le parrain et l'apôtre d'une nouvelle religion.

La force irrésistible d'influence et d'assimilation exercée de tout temps par la race grecque sur les races étrangères prit à ce moment une telle intensité, qu'une expression particulière fut créée pour l'exprimer : on l'appela *hellénisme*. Mais l'hellénisme subit à son tour l'influence du milieu dans lequel il eut à se mouvoir pendant six cents ans, l'influence surtout des doctrines, des pratiques, des mœurs du christianisme. Ainsi transformé, il s'établit à Constantinople, s'appropriant l'Empire d'Orient, présida aux conciles œcuméniques; il y tenta même une grande réforme religieuse, sociale et politique; il ne réussit qu'à demi, mais ce demi-succès

suffirait pour sa gloire. Il redevint dès lors et pour longtemps le centre de la civilisation du monde ; il sauva l'Europe de la conquête arabe ; il dompta, pour les éclairer, une foule de barbares. Il éprouva sans doute bien des altérations dans sa constitution nationale, mais il ne perdit jamais son caractère primitif. Exténué par ces luttes dix fois séculaires, l'hellénisme tomba sous la domination ottomane. Sa condition fut alors affreuse, mais ne le fit pas désespérer de l'avenir. Il refaisait ses forces et protestait sans cesse contre le joug qui pesait sur lui ; enfin il parvint à reconquérir son indépendance politique dans son premier berceau et sous ce nom antique qui ne l'avait pas toujours suivi dans ses pérégrinations.

Telles furent les principales étapes de la carrière qu'a fournie l'hellénisme pendant environ trois mille ans. En entrant dans le monde, il s'est annoncé par deux chefs-d'œuvre inimitables. Est-ce à dire qu'il naquit parfait, accompli, et tout armé comme Minerve ? Il semblerait plutôt qu'on se trouve en présence d'une civilisation déjà ancienne, et qu'il avait déjà traversé de longues périodes avant que l'*Iliade* et l'*Odyssée* vinsent nous donner une image de sa situation morale et matérielle. On a de tout temps beaucoup écrit sur les poèmes homériques ; depuis un siècle on en a même souvent nié l'unité. Pour employer les termes dont s'est servi Goethe, les partisans de cette doctrine ont considéré Homère comme un phénomène composé, une réunion de plusieurs éléments, tandis que leurs adver-

saires ont continué à voir en lui « une sublime unité, et dans les œuvres transmises sous son nom des créations divines jaillies d'une grande âme de poète. » Sans entrer dans la controverse soulevée par ces puissantes productions, nous ferons remarquer seulement qu'elle ne leur a rien fait perdre de leur importance pour l'histoire de la nation grecque. De telles œuvres présupposent toujours un terrain propre à leur manifestation, et surtout un état social susceptible de cette description idéale qui est et qui s'appelle la poésie. Aussi, de l'aveu général, on aperçoit dans l'*Iliade* et l'*Odyssée* un état de choses réel plutôt qu'une conception purement imaginaire.

Qui ignore aujourd'hui le magnifique tableau déroulé à nos yeux dans ces deux épopées homériques? Nulle part peut-être et à aucune époque les sentiments de la vie de famille n'ont été plus vifs ni plus tendres. L'harmonie des pensées de l'homme et de la femme était regardée comme le plus grand bien de ce monde; la séparation des époux, si courte qu'elle fût, comme une épreuve cruelle. Ces sentiments ne cessaient pas avec la vie. Andromaque, pleurant la mort d'Hector, se lamente, à la fin, de ce qu'il n'a pu, en expirant, lui tendre les mains et lui dire quelque parole fortifiante qu'elle se fût rappelée nuit et jour. Il n'y avait pas non plus de secret entre les époux; et quand Anticlée, la mère d'Ulysse, lui eut dévoilé le triste sort des âmes descendues aux enfers, elle ajouta qu'il devait apprendre toutes ces choses pour en faire part ensuite à la compagne de sa

vie. Mais l'estime de nos premiers ancêtres pour la femme apparaît surtout dans ces traditions où les femmes jouent le principal rôle. Assurément elles ne se distinguent pas toutes par leurs vertus ; mais Nausicaa est un modèle incomparable de simplicité virginale, de tendresse et d'hospitalité ; Pénélope, Arété et Andromaque se font admirer par leur dévouement conjugal et maternel. Si, après avoir considéré les sentiments de famille, nous tournons les yeux vers les autres vertus nationales, nous voyons l'amitié poussée jusqu'au dévouement, l'hôte et le suppliant traités comme des frères. Ces qualités, il est vrai, ne sont pas toujours étrangères à des nations moins policées. Mais il en est d'autres dans le premier monde hellénique que nous chercherions vainement ailleurs. L'amour du beau, qui a produit plus tard tant de chefs-d'œuvre, existait certes déjà dans le cœur du peuple hellène, ainsi que le prouvent surabondamment les épopées homériques. A l'époque de la grandeur hellénique, Phidias, interrogé par Panænos sur la forme qu'il donnerait à sa statue de Jupiter, n'hésita pas à indiquer le grand modèle que le poète l'invitait à reproduire, et s'écria :

« A ces mots, le fils de Saturne, en agitant ses noirs sourcils, fait un signe de promesse ; sa chevelure divine frémit sur la tête immobile du Roi, et le vaste Olympe est ébranlé. »

Homère fit plus que concevoir ces grandes images propres à inspirer les arts plastiques ; il est lui-même un grand artiste lorsqu'il cisèle le bouclier d'Achille sur

lequel ce profond sentiment de l'art projeta de si splendides rayons. Un trait non moins caractéristique des générations d'alors, c'est l'amour de la gloire et le souci de la renommée après la mort. Achille chante la gloire des héros, et Hector se réjouit fièrement à la pensée que ses exploits rendront sa mémoire immortelle. Mais rien ne témoigne peut-être mieux de l'élévation morale de l'hellénisme primitif que ce cri du poète : « Défendre la patrie est le meilleur des présages. » Dans cette maxime, l'homme plane au-dessus des préjugés vulgaires que nous voyons régner même chez des nations civilisées, jusque chez les Grecs du cinquième et du quatrième siècle avant notre ère.

Il est vrai que le poète nous représente aussi des vices odieux : le meurtre, la vengeance, la ruse, la cupidité. Mais ces vices sont mêlés à des vertus. Voyez l'implacable Achille ; sa vengeance semble ne pas avoir de bornes : non content d'avoir tué Hector, il lui perce les talons, il l'attache à son char, il traîne dans la poussière la tête et la chevelure du cadavre, et n'est pas encore satisfait : douze prisonniers troyens doivent partager le bûcher de Patrocle. Soudain paraît devant lui le père de cet odieux ennemi ; il vient demander les restes aimés de son fils. A la vue de Priam, Achille, qui tout à l'heure menaçait de manger les chairs sanglantes d'Hector, qui jurait qu'aucune rançon ne serait assez forte pour qu'il rendit le cadavre à ses parents, ce même Achille, à la vue du vieillard prosterné, malheureux et humilié, s'émeut, pense à son propre père, oublie sa vengeance et

pleure avec le suppliant. Il rend la dépouille mortelle d'Hector et console Priam. Devant cette douleur paternelle, ce cœur farouche s'adoucit et devient magnanime.

Les instincts moraux étaient donc dès lors assez puissants pour modérer les emportements, qu'on n'est pas surpris de voir encore au sein de cette société. Bien plus, ces hommes impétueux étaient déjà soumis à des institutions dans lesquelles nous trouvons les germes d'une monarchie tempérée. La constitution qui régissait la Grèce était une *amphictyonie*, une ligue à la tête de laquelle marchait le roi d'Argos dans les guerres générales. Chaque roi commandait dans ses États, administrait, gouvernait, présidait aux prières et aux sacrifices. Mais ses pouvoirs n'étaient pas illimités. Il y avait à côté de lui une aristocratie d'hommes distingués par leur courage, leurs richesses et leur prudence : ils s'appelaient *aristi*, *anactes*, *rois* même, comme le chef suprême, et formaient un conseil dont il ne pouvait mépriser les arrêts ; en temps de guerre seulement il avait le droit d'exiger de tous une plus grande obéissance. En outre le roi, après avoir délibéré avec son conseil, devait soumettre la décision prise à la ratification de l'assemblée du peuple. Les chefs seuls parlaient devant l'assemblée. On n'allait pas aux voix, la foule ne prenait pas de résolution définitive ; mais souvent la désapprobation du peuple, manifestée par ses clameurs, modifiait la décision du roi et de son conseil. « Nous ne devons pas prétendre régner tous ici, Achéens, dit Ulysse, il n'est pas bon qu'il y ait beaucoup de chefs ; il en faut un seul, un roi. »

Le roi pouvait parfois employer la force ; mais il était ordinairement obligé de gagner le peuple par la persuasion. Aussi devait-il présenter habilement ses propres résolutions, en les ornant de figures capables d'exalter l'imagination, en appelant à son aide des sentiments propres à toucher les cœurs. C'est pourquoi l'art de la parole était regardé dès lors chez les Grecs comme un avantage enviable. Combien de fois dans les épopées ne célèbre-t-on pas l'éloquence de Nestor et d'Ulysse ! Achille se proclame le premier des Achéens dans la guerre ; mais « dans l'assemblée, ajoute-t-il lui-même, il y a des gens qui lui sont supérieurs. » Jusqu'à un certain point d'ailleurs cette vie politique n'était pas incompatible avec l'organisation de forces assez considérables pour mener à bonne fin de grandes entreprises nationales. Sans doute la guerre de Troie n'est pas un événement historique, au sens actuel du mot ; mais il y a un fait incontestable : selon la croyance commune, la nation s'était trouvée à une certaine époque en état de réunir une armée et une flotte capables de traverser la mer Égée et d'aller en Asie détruire un État puissant soutenu par de nombreux alliés. Si les récentes interprétations des hiéroglyphes sont exactes, elles fortifient plutôt qu'elles n'affaiblissent les traditions sur les forces organisées de la nation à cette époque. En effet, d'après ces textes, sous le règne de Ménephtha, fils de Sésostris, vers le quatorzième siècle avant Jésus-Christ, *les nations de la mer*, s'étant liguées avec les Libyens, envahirent le Delta. Parmi ces peuples de la mer on cite les Achéens ;

ceux-ci possédaient donc des forces navales suffisantes pour traverser la mer de Libye et faire une descente dans la basse Égypte.

Telle était la situation des tribus grecques jusqu'au onzième siècle environ avant Jésus-Christ. La face des choses changea vers cette époque. Une tradition nous apprend qu'à ce moment les Thessaliens, venus d'Épire, envahirent la contrée appelée depuis Thessalie, occupée alors par diverses tribus. Deux d'entre elles, les Béotiens et les Doriens, furent contraintes par cette invasion de s'avancer vers le sud et de s'établir dans les contrées qui prirent d'elles les noms de Doride et de Béotie. Peu de temps après, les Doriens entreprirent, de concert avec les Éoliens, la conquête du Péloponnèse, qu'ils occupèrent en grande partie. Ces invasions successives forcèrent plusieurs peuples de la péninsule et de la Grèce continentale à abandonner leurs foyers. Ils se dirigèrent vers l'Orient, vers l'Asie Mineure surtout, vers les îles qui en avoisinent les côtes ; ils y fondèrent de nombreuses colonies. Parmi ceux qui étaient restés dans leur patrie, plusieurs, chassés par les convulsions politiques que provoqua l'établissement du nouvel ordre de choses, allèrent plus tard, eux aussi, chercher un meilleur sort à l'étranger. C'est ainsi qu'au huitième et au septième siècle les Hellènes émigrèrent de nouveau en masse vers l'Occident, en Italie, en Sicile, dans quelques autres îles, et sur toutes les côtes de la Méditerranée ; vers le nord en Illyrie, en Macédoine, en Thrace, sur les bords du Pont-Euxin ; au sud, en Cyrénaïque et en Libye.

Nous n'avons aucun moyen de fixer le nombre de ceux qui restèrent et de ceux qui partirent. Mais, du fait que le commencement de l'émigration coïncide avec la fin de la première période de l'existence historique de l'hellénisme en Grèce, il est permis de conclure que la partie la plus éclairée de la population avait abandonné la mère patrie. En effet l'Asie Mineure et l'Italie méridionale furent, du huitième au sixième siècle surtout, bien supérieures au Péloponnèse et aux contrées voisines du continent, au point de vue politique, moral et matériel. Amoindri, affaibli dans son premier foyer, l'hellénisme prospéra en pays étranger. L'Asie Mineure prit, comme la Grèce proprement dite, le nom d'*Hellas*. L'Italie méridionale ne se contenta pas de ce nom : elle se donna le titre de *Grande-Grèce*. Les villes d'Italie et les colonies ioniennes établies en Asie Mineure devinrent alors beaucoup plus riches, plus grandes, plus puissantes sur mer que les villes de la Grèce. Les murs de Sybaris avaient 50 stades ou 6,400 mètres de circuit, à une époque où le périmètre de ceux d'Athènes était certainement beaucoup moins considérable ; car au temps des guerres médiques, c'est-à-dire de sa plus grande prospérité, le pourtour d'Athènes ne mesurait que 60 stades. Une autre ville de l'Italie méridionale, Crotone, avait au septième siècle 100 stades, ou 12,800 mètres de circonférence. On affirme, en outre, que Sybaris pouvait mettre sur pied une armée de 300,000 hommes, chiffre évidemment exagéré, mais qui, même en le diminuant de deux tiers, se trouverait encore égal aux forces que, un siècle plus

tard, la Grèce entière avait de la peine à réunir sur le champ de bataille de Platée. D'autre part, les colonies ioniennes établies en Asie Mineure avaient, au sixième siècle, une flotte supérieure à celle que la Grèce entière conduisit à Salamine. En effet, dans cette dernière rencontre les forces navales des Grecs s'élevaient de 300 à 310 trirèmes au plus, tandis que 353 trirèmes ioniennes combattirent à Ladé contre les Perses. Ces deux ailes de l'hellénisme, l'une à l'orient, l'autre au couchant, avaient entre elles des relations plus suivies qu'avec les villes de la métropole. Lorsque les Crotoniates détruisirent, en 510 avant Jésus-Christ, la ville de Sybaris, les habitants de Milet se rasèrent la tête en signe de deuil. Au dehors de la Grèce, dans les villes de l'Asie Mineure surtout, la poésie, la prose et les arts étaient florissants à une époque où, dans le premier berceau de l'hellénisme, on ne comptait encore ni prosateur, ni philosophe ni artiste de renom ; à peine y pouvait-on citer quelques poètes.

Cette création d'une seconde Grèce, qui a toujours été considérée comme une des preuves les plus brillantes de l'activité de l'hellénisme et l'une des principales causes de la grandeur nationale, finit néanmoins par devenir fatale à ses intérêts politiques. Les colonies établies en Italie et dans l'Asie Mineure prospérèrent aussi longtemps qu'elles eurent à côté d'elles des tribus plus ou moins parentes : en Asie les Pélasges, les Cariens, les Léléges, les Crétois ; en Italie les Énotriens. Mais, à partir du sixième siècle avant Jésus-Christ, l'Asie vit la fonda-

tion de vastes et puissants empires, celui de Crésus d'un bord, celui de Cyrus immédiatement après. En Italie, les Opiques et les Osques, tribus indigènes, belliqueuses et entièrement étrangères aux Grecs, commencèrent à descendre vers le sud. Des forces ennemies considérables se groupèrent donc autour des colonies grecques en Asie et en Italie, et ces parties isolées de l'hellénisme se virent dans l'impossibilité de résister; les unes furent détruites, les autres asservies; toutes perdirent leur prospérité première. L'hellénisme ressembla alors à une armée dont les détachements nombreux, envoyés en reconnaissance dans toutes les directions et au hasard, auraient été détruits faute de soutien. Le corps principal, sur qui porte désormais tout le poids de la lutte, se trouve découvert et affaibli.

Ainsi l'hellénisme, resserré désormais dans son ancienne patrie, perdit une grande partie de ses forces. Les Doriens et les Éoliens, qui avaient jadis causé par leurs invasions la dispersion des forces de la Grèce et les bouleversements qui s'ensuivirent, étaient assurément des tribus helléniques, mais n'avaient que faiblement participé au progrès social et politique de la nation. Les Doriens surtout, qui dominaient sur la plus grande partie de la Grèce, étaient des hommes aux mœurs rudes. Il n'est pas question d'eux dans l'*Iliade*; mais l'aspect seul du pays d'où ils sont partis pour envahir le Péloponnèse, de cette région située entre les précipices abrupts et les gorges sauvages de l'Œta et du Parnasse, nous permet de nous former une idée de ce peuple.

Leurs alliés, les habitants des parties les plus montagneuses de l'Étolie, qui, du temps même de Thucydide, n'habitaient pas des villes, mais des bourgs ouverts, qui se nourrissaient de chair crue et parlaient une langue inconnue aux autres Grecs, ne leur étaient pas, à coup sûr, supérieurs en civilisation. On comprend donc que les suites de la conquête, se fussent-elles bornées à l'émigration, aient été de véritables désastres. Le premier, le principal résultat de ce changement fut la décroissance de la population. Les envahisseurs étaient loin de pouvoir par leur nombre remplir le vide que laissaient les émigrants. L'ancienne population, qui n'avait pas quitté la Grèce, résista à ses oppresseurs. Aussi les guerres intestines furent-elles pendant longtemps continues. L'anarchie, le défaut de sûreté publique, l'absence de tout travail productif, ne pouvaient que hâter la dépopulation.

La continuité d'un état de choses aussi anormal provoqua la seconde émigration. Cet événement eut des effets d'autant plus grands, que les seconds émigrants, comme les premiers, appartenaient aux classes les plus avancées, les plus industrieuses de la nation. Dans les temps modernes, l'Europe a envoyé et envoie encore des colons dans les autres parties du monde ; mais ce fait n'exerce pas sur le sort des habitants de la métropole l'influence qu'ont eue les anciennes émigrations helléniques. Comme la population des contrées centrales et occidentales de l'Europe est très-dense, les habitants qui abandonnent leur patrie en sont toujours l'infime

minorité ; ils en sont aussi la classe la plus pauvre. Je n'oublie pas qu'au dix-septième siècle l'Angleterre proprement dite comptait à peine cinq millions et demi d'habitants, moins du tiers de ce qu'elle en compte aujourd'hui ; mais alors plusieurs causes, et principalement la difficulté de traverser l'Océan, restreignaient assez le nombre des colons qui passaient en Amérique pour que leur départ ne causât pas de vide sensible dans le pays. Le contraire arriva en Grèce depuis la fin des temps préhistoriques jusqu'au huitième et au septième siècle. La population y était moins dense et les émigrants avaient été relativement plus nombreux.

Un peuple n'a jamais une population bien compacte dans les premiers temps de sa formation. En outre, tous les documents nous montrent des tribus entières passant dans l'Asie Mineure : Achéens, Éoliens, Ioniens, Pyliens et bien d'autres. Car, selon Hérodote, les colonies dites Ioniennes n'étaient pas seulement composées d'Ioniens, mais aussi d'Abantes, de Minyens d'Orchomènes, de Cadméiens, de Dryopiens, de Phocéens, de Molosses, de Pélasges Arcadiens, de Doriens d'Épidaure. Plus tard des Corinthiens, des Mégariens, des Chalcidiens, des habitants de Cumes et d'Érétrie avec d'autres Eubéens, des Trézéniens, des Messéniens, des Achéens, des Locriens, quittèrent leurs foyers au huitième et vers la fin du septième siècle, pour fonder de nouvelles colonies surtout dans la basse Italie et en Sicile. En citant avec Hérodote parmi les émigrants les Doriens d'Épidaure, nous ne prétendons pas admettre que ces habitants

d'Epidaure fussent de race doriennne, non plus que d'autres colonies fondées vers ce temps et qualifiées du même nom, car il n'est pas probable que des conquérants peu nombreux aient voulu s'étendre si vite ; ils n'avaient pas intérêt à s'affaiblir, en face des indigènes toujours prêts à se soulever. Cette considération et les rares informations qui nous sont parvenues sur ces prétendues colonies doriennes nous portent à conclure qu'elles étaient principalement composées d'indigènes, sujets des Dorien, mais protestant contre leur sort, et que la race victorieuse finit par envoyer au loin sous la conduite de chefs pris dans son sein. De là le nom de colonies doriennes qui a été accepté par l'histoire. Quoi qu'il en soit, la plus grande partie des émigrants appartenait aux habitants primitifs du Péloponnèse, de la Grèce centrale et de la Thessalie. La création de plusieurs centaines de cités, dont quelques-unes très-grandes, en Orient et en Occident, prouve que les fondateurs en étaient nombreux. Ne dit-on pas que Milet devint la métropole de quatre-vingts à cent villes, et que cinquante environ ont dû leur origine à Chalcis d'Eubée ? Certes, tous les habitants de ces villes n'étaient pas des Hellènes ; mais comme elles se comptaient par centaines, il en résulte que leurs premiers fondateurs durent être au nombre de plusieurs milliers. Cette forte émigration épuisa plusieurs villes : c'est ce qui arriva pour Mégares, dans la Grèce proprement dite.

Pour continuer cette comparaison entre les temps anciens et les temps modernes, nous devons ajouter qu'en Occident les départs de colons ont eu lieu et se font encore

d'une manière périodique ; il n'en résulte pas soudainement de trop grands vides, tandis que les émigrations anciennes ont été faites en masse et ont causé en peu de temps une forte dépopulation dans le pays.

Comment se fait-il donc que, vers le commencement des guerres médiques, un siècle environ après la fin de ce courant d'émigration, on évaluait, avec quelque probabilité d'exactitude, à quatre ou cinq millions le nombre des habitants de la Grèce ? Ce chiffre ne fut et ne pouvait être le simple résultat des naissances. Les bouleversements séculaires que nous avons signalés plus haut n'étaient guère de nature à favoriser cet accroissement naturel ; d'ailleurs les conquérants, qui étaient peu nombreux, avaient eu de tout temps intérêt à empêcher le développement de la population indigène, dans la crainte d'être un jour dépossédés par elle. Mais, comme, d'un autre côté, il leur fallait des bras pour la culture des terres qu'ils avaient usurpées et pour les autres travaux manuels, ils durent remplacer les absents d'une manière artificielle. Dans les temps héroïques les esclaves n'étaient pas nombreux en Grèce. La servitude n'avait pas encore le caractère impitoyable qu'elle eut après l'émigration. Le maître exerça d'abord une autorité plutôt amicale que despotique. Souvent l'homme émancipé obtint tous les droits attachés à la dignité du citoyen libre ; souvent aussi les péripéties de la guerre intervertissaient les rôles : l'homme libre devenait esclave, et l'esclave recouvrait sa liberté. Au contraire les esclaves se multiplièrent pendant les siècles historiques : l'esclavage

devint une sorte d'institution ; la servitude fut presque irrémédiable, on alla jusqu'à professer comme un principe la division de l'espèce humaine en deux classes : les hommes nés pour la liberté et les hommes nés pour la servitude.

On a pu faire des distinctions à ce sujet. Dans quelques pays, comme en Thessalie et en Laconie, les conquérants se contentèrent de réduire en esclavage une grande partie des peuples conquis ; les indigènes auxquels ils ravirent l'existence politique et la liberté personnelle furent appelés *Pénestes ou Hilotes*. Ces esclaves, Grecs de langue et d'origine, ne furent pas privés de tous leurs droits civils : ils avaient une famille, des propriétés : ils servaient dans l'armée, ils étaient affranchis quand ils se distinguaient, et n'étaient jamais vendus à l'étranger. Ailleurs au contraire, soit que la plupart des premiers habitants eussent quitté leurs foyers, soit pour tout autre motif, le vide fut comblé par des esclaves achetés à l'étranger. Ceux-ci devinrent la propriété exclusive du maître, et c'est principalement dans cette sorte d'esclavage que l'homme perdit toute son individualité. N'oublions pas toutefois, d'après ce que nous savons sur la manière dont ils étaient traités par les Spartiates, que le sort des Hilotes ne différait pas beaucoup de celui des autres esclaves. Qui ne se souvient qu'on les fouettait pour leur rappeler leur condition, qu'on les faisait même assassiner pour prévenir une sédition ? Ainsi nous devons admettre que, dans les temps historiques, les esclaves, devenus plus nombreux, furent soumis à un joug plus dur et formaient

d'une manière plus systématique une sorte de caste.

Mais l'émigration de la partie la plus avancée de la population et son remplacement par des esclaves ne furent pas les seules calamités de l'invasion. L'état social des tribus conquérantes était si barbare qu'elles ne surent ni conserver l'unité qui avait existé dans les temps précédents, ni en créer une autre. Nul lien politique ne les unissait : ce n'était plus l'époque où tous les rois reconnaissaient, au moins en temps de guerre, la suprématie du roi d'Argos. Les Thessaliens s'emparèrent de la Thessalie, les Béotiens et les Éoliens de la Béotie et de l'Élide pour leur propre compte. Les Doriens, qui dominèrent sur la plus grande partie du Péloponnèse, se morcelèrent, et furent souvent en proie à des dissensions intestines. Après avoir détruit la constitution unitaire de la Grèce féodale, les conquérants s'attachèrent à faire disparaître toute trace d'intervention du peuple dans le gouvernement. La royauté fut partout supprimée. La forme monarchique ne fut conservée que dans l'Épire, qui n'exerça aucune influence sur la Grèce à l'époque de sa grandeur et n'en eut que peu par la suite. La royauté de Sparte voilait la plus puissante des oligarchies. Des aristocraties s'établirent dans toutes les villes ; un petit nombre de privilégiés régnèrent sur le pays, firent la loi à tous. Leurs sujets étaient des esclaves achetés et des indigènes réduits en servitude, ou tombés dans une telle misère qu'ils ne différaient pas essentiellement des esclaves : tels étaient, entre autres, les *gymnètes* d'Argos, les *conipodes* d'Épidaure, les

corynéphores de Sicyone. Le petit nombre de ceux qui avaient acquis une certaine aisance étaient privés de tout droit politique ; tels étaient les *périaèques* de Sparte, les petits propriétaires, les marchands, les industriels des autres villes. Un fait nouveau aggrava encore cette situation. Dans la Grèce homérique, rien ne fait entrevoir que la Grèce ne fût pas la patrie commune de tous les Grecs. Dans la Grèce morcelée, un principe contraire et absolu avait prévalu : l'Hellène n'était plus citoyen que de l'État auquel il appartenait.

Ce ne fut pas assez. Après que la Grèce eut perdu son unité nationale, après qu'elle eut été divisée pendant deux siècles en plusieurs petits États, sans lien politique d'aucune sorte et se faisant mutuellement la guerre ; après qu'elle eut vu disparaître son ancienne puissance et les progrès accomplis jusqu'alors dans l'ordre social et intellectuel, une ville doriennne, Sparte, parvint enfin, à la suite de longues luttes, à asseoir, vers le milieu du sixième siècle, sa domination directe sur les deux cinquièmes du Péloponnèse et à exercer une espèce de suprématie sur presque toutes les cités doriennes de cette péninsule. Néanmoins, quatre cents ans après la conquête, elle n'avait pas encore réussi à dominer dans tout le Péloponnèse, et moins encore au delà de l'isthme de Corinthe. Ni les Éoliens, ces anciens alliés des Doriens, ni les Argiens, doriens eux-mêmes, ni les Béotiens et les Thessaliens, qui avaient précédé l'invasion doriennne, ne reconnaissaient la souveraineté de Sparte. D'autres peuples, les Achéens, les

Acarnaniens, les Athéniens, n'avaient jamais été subjugués par les Spartiates. Les Athéniens surtout commençaient à grandir et à prospérer, justement à l'époque où Lacédémone était parvenue au comble de sa puissance. De là une nouvelle cause de dissension : le réveil des indigènes. Quoique abandonnés par les hommes de leur race émigrés en Orient, ils avaient sur plusieurs points lutté, dès le premier jour, contre les envahisseurs. Forcés enfin de subir pendant longtemps le joug des conquérants et de vivre avec eux, ils s'enrichirent par le travail et l'industrie ; puis ils levèrent de nouveau la tête et s'efforcèrent de restreindre dans chaque ville les privilèges de leurs oppresseurs. La plupart succombèrent ou furent forcés de s'expatrier. Mais une antique cité avait pu résister de tout temps à l'invasion. Sagement gouvernée, elle va maintenant apparaître comme héritière légitime de l'hellénisme, altéré durant quatre siècles ; elle va se poser en rivale des conquérants et surtout des peuples doriens.

L'Attique participa fort peu au premier mouvement colonial, et resta étrangère au second. Hérodote nous apprend que les fondateurs des colonies ioniennes n'étaient pas des Ioniens sans mélange. Peu nombreux étaient ceux qui partirent du Prytanée pour les rivages de l'Asie. Avant les guerres médiques, les Athéniens n'envoyèrent aucune colonie hors de la Grèce proprement dite. Ce n'est que vers le milieu du cinquième siècle qu'ils colonisèrent Thurium dans la basse Italie. La veille de la bataille de Salamine, quand Thémistocle

menaça les autres Hellènes de l'émigration des Athéniens en Italie, s'ils ne se décidaient à combattre dans ces parages, il ne fit mention d'aucune colonie athénienne établie dans ce pays, il ne parla que de la fertile contrée arrosée par le Siris dont un oracle leur avait promis un jour la possession. Ainsi, pendant les siècles si agités qui suivirent la conquête doriennne, les Athéniens n'émigrèrent pas au loin : plus politiques que les autres peuples de leur race, ils allèrent s'établir dans l'île voisine d'Eubée, dont les habitants se rendaient en foule à l'étranger. Éréttrie, Chalcis, Histiée, Cérinthe, Stira passèrent toujours pour avoir été fondées par les Athéniens. Vers la fin même du sixième siècle, à une époque plus connue, quatre mille colons athéniens furent envoyés dans le pays des Chalcidiens. Le vide laissé par l'émigration fut comblé, ici comme dans le reste de la Grèce, par des esclaves ; de sorte que l'Attique, sans avoir jamais été subjuguée par les Doriens, subit les conséquences du nouvel ordre de choses qu'ils avaient créé. C'est sous cette influence aussi qu'elle abolit son ancienne royauté pour adopter, avec toutes les villes grecques d'alors, une forme de gouvernement oligarchique. Mais, complètement étranger à l'esprit dorien, le génie de cette race, longtemps comprimé et engourdi, se réveilla enfin et entreprit de briser les entraves mises à son développement politique. Aussi commença-t-il, longtemps avant les guerres médiques, à exciter la jalousie et l'inquiétude de Sparte. Puis, quand la Grèce fut menacée par l'empire de Darius et de Xerxès, Athènes se

mit aussitôt au premier rang, elle montra un sentiment de l'unité hellénique qui n'a jamais été le propre de la race dorienne, et surpassa de beaucoup Sparte au point de vue moral et militaire. C'est elle qui accourut au secours des Grecs d'Asie révoltés contre Darius, tandis que Sparte ne s'inquiétait pas de leur sort ; et quand cette ville, sous de frivoles prétextes, retardait l'envoi de ses soldats, Athènes lutta seule à Marathon pour la cause de l'hellénisme. C'est elle encore qui, à Salamine, opposa le plus de vaisseaux à l'ennemi ; avec un esprit d'abnégation admirable elle céda à Sparte, qui n'avait fourni que seize trirèmes, le commandement de l'armée navale. L'indifférence que Lacédémone montra alors, comme toujours, pour le sort des autres Grecs, força les Athéniens d'abandonner deux fois leurs temples, leurs foyers et leurs champs à la discrétion de l'ennemi. Mardonius leur proposait une alliance avantageuse ; ils lui répondirent qu'ils cesseraient de combattre pour la liberté de la Grèce lorsque le soleil changerait son cours. Le danger extérieur une fois passé, ces deux mondes, de caractères, de traditions et de sentiments si opposés, et dont les démêlés dataient de loin, se heurtèrent en devenant puissants. On ne saurait, à proprement parler, qualifier cette querelle de guerre civile. Thucydide ne dit-il pas que les Lacédémoniens traitaient les Athéniens d'étrangers (*allophyles*), que les peuples de race dorienne étaient toujours ennemis des Ioniens, et ces derniers des Doriens ; que dans le Péloponnèse une minorité belliqueuse, ayant usurpé le pouvoir par la force,

opprimait la plus grande partie de la population? La lutte éclata donc entre deux races. Elles avaient sans doute une même origine; mais elles avaient une politique, un régime diamétralement opposés; et de plus les uns luttaient comme usurpateurs du sol, les autres comme ses légitimes propriétaires.

Cette lutte allait décider si les conquérants, les Doriens en première ligne, complèteraient leur domination sur la Grèce, ou si les anciens maîtres du pays recouvreraient leur indépendance. Elle devait aussi résoudre une autre question : qui triompherait, du régime oligarchique introduit par les premiers, ou du régime démocratique dont l'ancienne royauté contenait déjà les premiers germes? Mais, pour que l'un ou l'autre de ces deux principes prévalût au point d'amener l'union politique de la nation, leurs partisans respectifs devaient se ranger sous les drapeaux de l'un des deux États qui les personnifiaient. Or les bouleversements politiques survenus dans les siècles précédents et le morcellement du pays, qui en fut la conséquence, rendirent impossible toute forte concentration. Chaque ville, livrée à elle-même, avait formé avec son territoire un État indépendant qui ne se considérait pas comme une partie d'un grand ensemble politique, mais comme une unité ayant son existence propre et individuelle. Les liens moraux qui unissaient ces différentes villes étaient multiples et variés; elles avaient même origine, même langue, mêmes temples, mêmes sacrifices, mêmes fêtes; mais cette communauté ne faisait pas disparaître le fractionnement politique. Le citoyen d'une

ville ne pouvait exercer ses droits politiques dans une autre. Il avait besoin d'un *proxène*, d'un consul, dirait-on aujourd'hui, pour son commerce, pour toutes ses affaires. La plupart du temps il ne pouvait se marier dans une autre cité ou y acquérir des immeubles ; ce n'est que par exception qu'il avait le droit d'*épigamie* et d'*enktésé*. Ces cités concluaient entre elles des traités politiques et de commerce, envoyaient et recevaient des ambassades comme s'il se fût agi de nations et d'États étrangers. En présence du danger extérieur, des idées d'unité politique commencèrent à se faire jour, notamment chez les Athéniens ; mais ces idées disparurent à la fin des guerres médiques, et la division politique devint plus marquée que jamais. Dans cet état de choses, aucune république ne consentait à céder une fraction, si faible qu'elle fût, de son indépendance, ce qui rendait impossible l'hégémonie d'une autre république. En outre, les Spartiates et les Athéniens avaient acquis au cinquième siècle une suprématie, qui les plaçait naturellement à la tête des deux camps opposés ; après avoir commencé par traiter leurs alliés sur le pied de l'égalité des droits, ils ne tardèrent pas à vouloir les dominer. Ils ne comprenaient guère que les citoyens de toutes les villes hellènes dussent participer au gouvernement général de la nation, votant en commun les impôts, la paix ou la guerre, décidant de tous les intérêts généraux de l'État. Les Spartiates et les Athéniens avaient la prétention de gouverner à eux seuls la Grèce ; les habitants des autres villes devaient simplement l'impôt et le ser-

vice militaire. Il était donc évident que des villes qui refusaient d'aliéner la moindre parcelle de leurs droits politiques, ne consentiraient jamais à s'en dessaisir entièrement. Pendant quelque temps plusieurs d'entre elles furent obligées de se soumettre à cette organisation de l'État, mais elles se révoltaient à la première occasion, et les occasions ne manquaient pas. Les Athéniens excitaient partout le parti démocratique ; les Spartiates, l'oligarchie ; ces partis se retrouvaient également dans toutes les villes. Aussi les alliés d'hier devenaient-ils les ennemis du lendemain, et les ennemis de la veille agissaient de concert le jour suivant. La force des deux camps, peu considérable d'abord à cause du peu d'empressement des villes à se soumettre, était modifiée à tout moment par la fréquence des désertions. Sparte et Athènes furent les seuls adversaires constants ; ce duel ainsi mené n'a point abouti, ne pouvait point aboutir à l'unité. En effet, ces deux villes aspiraient à l'hégémonie ; elles paraissaient combattre pour telle ou telle forme d'unité nationale ; mais, en même temps, elles renversaient le principe fondamental de l'unité, car elles excitaient réciproquement leurs alliés au nom de la liberté, ou plutôt de l'indépendance de chaque république et du morcellement de la Grèce. Le but poursuivi ne pouvait être atteint même par l'écrasement de l'un des deux adversaires ; ils ne l'atteignirent pas, après un demi-siècle de luttes dans lesquelles nul ne l'emporta d'une manière définitive. C'est alors que deux autres tribus, celles qui, d'après les traditions, avaient, de concert avec les Doriens,

renversé la constitution homérique, entrèrent en lice, les Béotiens sous le Thébain Épaminondas, les Thesaliens sous Alexandre de Phères; mais, les conditions de la lutte étant toujours les mêmes, ils réussirent encore moins que les Athéniens et les Spartiates à reconstruire l'unité nationale.

Cet insuccès, malheureux en lui-même, le fut plus encore par les calamités morales et matérielles qu'il provoqua. Une guerre civile de cinquante ans amena toutes les tristes conséquences que traînent après elles ces luttes fratricides, surtout lorsqu'elles n'aboutissent pas à une victoire ou à une transaction définitive. Qui ne se rappelle le sombre tableau que Thucydide fait de la Grèce? Tous les sentiments nationaux s'altérèrent pendant ces dissensions, dans le cours desquelles furent violées toutes les lois divines et humaines. Les Athéniens et les Spartiates, les Spartiates surtout, n'hésitèrent même pas à implorer le secours de ces Perses, qu'ils avaient jadis expulsés du sol hellénique après une lutte difficile et glorieuse! La force matérielle de la nation disparaissait aussi au milieu de cette perversion morale. On s'aperçut alors que la Grèce, en développant outre mesure l'esclavage, avait préparé sa ruine. Les esclaves comblèrent, il est vrai, le vide fait par l'émigration, mais ne compensèrent que jusqu'à un certain point l'augmentation qui serait résultée du développement naturel de la population libre. En effet, les hommes libres formaient chez les anciens une classe qui n'avait pas à s'occuper de travaux manuels; ils pouvaient donner tout leur

temps aux intérêts publics, à la défense de la patrie, à la culture de la science, de l'éloquence, des arts. Les forces de ce groupe étaient donc supérieures à celles d'un même nombre d'hommes obligés en même temps à cultiver la terre et à s'adonner aux industries qu'exige la conservation de la société. Ce petit nombre d'hommes libres, que l'esclavage délivrait des humbles nécessités de la vie, pouvait se livrer exclusivement à de plus nobles travaux et satisfaire les plus sublimes aspirations de la nature humaine : par là ils ont pu développer, sans être distraits, toutes les qualités de leur puissant génie. Mais d'un autre côté, si propre qu'elle fût à amener une tension énergique de toutes les forces individuelles, morales et intellectuelles de la nation, cette organisation sociale devait forcément amener une décadence rapide.

Dans l'individu, le génie a besoin du corps pour se manifester ; de même le génie exceptionnel d'un peuple, quel qu'il soit et à quelque point de perfectionnement qu'il soit parvenu, ne peut se soutenir historiquement et politiquement sans une certaine masse de population. Si, vers la fin du sixième et le commencement du cinquième siècle, la Grèce comptait plusieurs millions d'habitants, la moitié au moins était composée d'esclaves. Et comme, en règle générale, les hommes libres seuls pouvaient exercer des professions libérales, s'occuper de politique et servir dans l'armée, le chiffre des citoyens était faible relativement à l'étendue du pays. D'ailleurs on mettait toute sorte d'obstacles à son accroissement. Le seul fait de l'occupation du pays par

les esclaves empêchait le développement de la population active ; de plus, dans quelques républiques, dans des villes doriennes et béotiennes surtout, des mesures législatives entravaient la trop grande multiplication des hommes libres. Certes, le génie et l'éducation de ce petit nombre d'Hellènes étaient admirables ; aussi triomphèrent-ils brillamment des innombrables armées asiatiques qui les attaquèrent par terre et par mer au cinquième siècle. Toutefois ils ne durent pas leurs victoires à leur génie seulement, à leur persévérance, à leur armement supérieur, à toutes leurs autres qualités morales et politiques ; ils les durent aussi à leur union temporaire sous une seule hégémonie : c'est elle qui leur permit d'opposer aux armées des Perses de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes à Salamine, et plus de cent mille à Platées. Cette condition était indispensable. Les masses de Xerxès furent vaincues parce qu'elles n'avaient ni héroïsme ni art militaire ; mais la Grèce, malgré sa science et son patriotisme, aurait succombé, si elle n'avait eu à son service un nombre considérable de combattants. Dans la suite, la Grèce se divisa en deux camps ; ces deux camps, qui n'étaient composés que d'hommes libres, se firent la guerre pendant cent cinquante ans environ ; c'était toute la population active de la contrée ; il fallait bien qu'elle dépérît. Sparte comptait au commencement huit mille citoyens ; elle n'en avait plus que mille à la fin de la lutte. Ce chiffre tomba même bientôt après à sept cents, dont cent seulement possédaient des terres et jouissaient de tous les droits du ci-

toyen. Si, à Athènes, le nombre des hommes libres ne diminua pas à ce point, il faut en attribuer la cause à la facilité avec laquelle on y devenait, de *météque*, *isotèle* et d'*isotèle*, *citoyen*. La population athénienne put ainsi conserver son ancien niveau ; mais elle subit de graves altérations par son mélange incessant avec des gens étrangers à la race du pays. Le concours de toutes ces circonstances finit par amener une décadence générale. Vers le milieu du quatrième siècle, les luttes des républiques, ayant perdu leur première gravité, se réduisirent à un pillage réciproque. C'est ce que l'on vit, notamment à l'époque de la guerre sacrée. Cette querelle provoqua l'intervention de Philippe, qui clôt la seconde ère historique de l'hellénisme dans la Grèce proprement dite.

Le grand mouvement de peuples qui eut lieu à la veille des temps historiques, et principalement l'occupation du Péloponnèse par les Doriens, fut donc la cause de toutes les péripéties du premier hellénisme : renversement de la forme que la nation commençait à donner dans les temps homériques à sa vie politique et surtout à son unité nationale ; grandes émigrations qui transportèrent pour un temps à l'étranger sinon les formes de la vie politique d'autrefois, tout au moins le génie de la race ; division de la Grèce entre les nouveaux venus et les indigènes, principalement entre les Doriens et les Ioniens ; développement excessif de l'esclavage, et par-dessus tout une longue et impitoyable querelle entre deux races. Pour plusieurs motifs, les historiens des cinquième et

quatrième siècles n'ont pas montré ces causes primordiales des diverses altérations qu'a subies le courant limpide de l'hellénisme des temps homériques. Cinq cents ans environ s'étaient écoulés depuis cette époque ; dans cet intervalle, nulle recherche scientifique n'avait été faite pour éclaircir des faits dans lesquels deux circonstances sont venues apporter une grande confusion. Les nouveaux venus s'étaient efforcés de pervertir la vérité à l'aide de traditions sciemment falsifiées. Au moyen de la généalogie d'*Hellen*, ils commencèrent par se désigner eux-mêmes comme les aînés de la nation, renvoyant au second plan les Achéens et les Ioniens, dont ils avaient usurpé les possessions. Par la tradition du *retour des Héraclides*, ils se représentèrent comme les restaurateurs de l'ancien ordre de choses. Ces récits fabuleux l'emportèrent d'autant plus aisément sur la vérité, que les conquérants furent les plus puissants en Grèce. En outre, les intérêts d'un grand nombre d'entre eux se mêlèrent tellement dans cet intervalle à l'existence des indigènes, qu'il fut souvent difficile de distinguer ces deux éléments d'origine différente. Tout cela explique comment des historiens postérieurs, Thucydide surtout, ont affirmé la divergence qui existait de leur temps entre ces deux mondes, sans pouvoir cependant en retrouver l'origine. Mais les faits sont plus éloquents que la science ; à défaut de Thucydide, ils témoignent que, longtemps avant la guerre du Péloponnèse, avant le premier différend raconté par l'histoire entre les Doriens et les Ioniens, en un mot depuis le renversement du monde homérique

par les Doriens, l'opposition était flagrante entre les nouveaux venus et les indigènes. Ceux-ci étaient pourtant bien supérieurs aux premiers : les Hellènes qui avaient fui l'invasion étaient devenus puissants, riches et heureux dans l'Asie Mineure et la basse Italie ; ils y créaient, grâce aux trésors d'esprit et de savoir qu'ils devaient à la mère patrie, l'épopée et la poésie lyrique, la philosophie, la prose et les arts ; pendant ce temps l'anarchie, l'indigence, la stérilité intellectuelle régnaient dans les anciens foyers de l'hellénisme. L'Illiade et l'Odyssée ont été créées chez les émigrés, après la grande révolution, puisqu'on les fait remonter généralement au neuvième siècle. Mais ces deux épopées ne représentent le pays que dans son heureux passé, avant l'émigration ; elles ne parlent pas des événements survenus depuis, comme si elles voulaient protester contre eux par le silence. D'un autre côté, un des fuyards était revenu de la ville éolienne de Cumes en Asie Mineure à Askra en Béotie ; il y eut un fils, Hésiode, qui devait dénoncer à la postérité à quel point, au huitième siècle, où l'on croit généralement que ses poèmes ont été écrits, la justice, la conscience du devoir avaient disparu ; à quel point s'étaient relâchés en Grèce tous les liens de la famille et de l'hospitalité. Le tableau tracé par Hésiode fait un triste contraste avec la prospérité de l'âge homérique. Les conquérants eux-mêmes reconnaissent quelquefois la supériorité morale des indigènes. Deux cents ans après Hésiode, un autre enfant de la Béotie, Pindare, célébra sans doute les Doriens et les

Thessaliens, mais exalta surtout Athènes ; il chanta cette ville *brillante, immortelle, couronnée de violettes* à l'instar des Grâces et des Muses ; il dit la gloire de ce *rempart de la Grèce*, de cette *cité du génie* ; par cet éloge d'une ville rivale il mérita la colère jalouse de ses concitoyens ; il se vit infliger une amende de dix mille drachmes ; les Athéniens la lui restituèrent au double, et lui élevèrent une statue sur la place publique. Un fait remarquable, c'est que tout Dorien un peu civilisé s'attachait beaucoup plus à Athènes qu'à Sparte ; quelques-uns passèrent avec armes et bagages du côté des Ioniens. Acusilaos d'Argos, si Argien qu'il fût, écrivit en dialecte ionien. Hérodote, dont les ancêtres remontaient aux fameux Dymanes, ne se borna pas à renier sa langue maternelle : dans son récit de l'expédition faite par Cléomènes en faveur des aristocrates d'Athènes, amis de Sparte, il laisse éclater sa joie de l'échec des Spartiates, et s'écrie : « Grande avant cette époque, Athènes devint alors plus grande encore. » Hérodote, dont toutes les sympathies devaient se porter vers Sparte, salue hautement durant les guerres médiques du titre de *sauveurs de la Grèce* les Athéniens, non les Spartiates. Il ne recherche pas les applaudissements des peuples de sa race, mais ceux des Ioniens à la grande fête des Panathénées. Enfin, il termine sa vie non dans une ville doriennne, mais dans la colonie athénienne de Thurium.

De nos jours des savants ont entrepris de représenter les Doriens comme le type le plus parfait du génie hellénique. Ils prétendent que le sentiment de l'ordre, de la

mesure, de l'harmonie, si puissant chez les Hellènes était dû surtout à cette race des conquérants. Selon eux, c'est à leur caractère parfaitement équilibré que nous devons le *divin* ordre de l'architecture dorique ; cet ordre a en quelque sorte épuré et ennobli les essais faits auparavant ; les Doriens seuls ont pu l'amener à la perfection à laquelle étaient déjà parvenues chez eux la constitution de l'État, la musique et la poésie. D'autres recherches ont tempéré ce qu'il y avait d'excessif dans ces doctrines et ont rétabli le véritable caractère de l'hellénisme de ces temps. Il a été surtout prouvé de la manière la plus incontestable, qu'il n'y a jamais eu d'État dorien, de cité doriennne, à l'époque historique. Les institutions qu'on a appelées doriennes n'étaient pas communes à cette race, mais propres à la ville de Sparte. Argos, Corinthe, Mégares, Épidaure, Sicyone, Corcyre, Syracuse, Cnide, toutes les villes doriennes étaient constituées autrement que Lacédémone. L'oligarchie y domina d'abord comme dans le reste de la Grèce, comme à Athènes ; mais, nulle part ailleurs qu'à Sparte, l'oligarchie n'entrava le développement matériel et intellectuel du peuple au point de rendre son réveil impossible. Aussi, dans toutes les cités doriennes, les classes inférieures, les laboureurs, les industriels, les négociants et les marins, se relevèrent avec le temps, changèrent les constitutions primitives et dans quelques pays, à Argos, à Syracuse, à Corcyre, les rendirent non moins démocratiques que celles d'Athènes. En Crète seulement, des repas en commun et certaines formes politiques rappelaient ce qui existait à Sparte ; mais on

n'y trouvait ni la discipline militaire ni l'éducation toute spéciale qui la préparait. Nous ne nous arrêterons pas à la question de savoir si les fameuses lois d'Égimius ont été jamais en vigueur chez les Doriens quand ils habitaient la Thessalie ; le fait est que, depuis leur établissement dans le Péloponnèse, ce qu'on a qualifié d'État dorien ne se retrouve qu'à Lacédémone. Une chose non moins remarquable, c'est qu'aux temps historiques on n'aperçoit pas, même dans la Doride, où cette race émigra d'abord, les moindres vestiges de ces institutions.

Si la constitution qui était regardée comme le trait dominant de la race dorienne ne paraît avoir existé qu'à Sparte, le contraire arrive pour l'architecture, la poésie et la musique. Aucun des poètes ou des musiciens regardés comme les inventeurs du mode dorien n'a vu le jour dans la capitale de la Laconie. La plupart sont des enfants des villes ioniennes et éoliennes ; les autres sont Doriens, mais des Doriens plus ou moins étrangers au type idéal qu'on a marqué du nom de cette race ; aucun d'eux n'écrit dans le pur dialecte dorien ; tous y apportent certains adoucissements sous l'influence de la langue épique, mère et nourrice de tous les genres de poésie chez les Grecs. Thalétas était Crétois. Invité par les Spartiates à rétablir la paix dans leur ville troublée par des dissensions intestines, il y parvint, dit-on, et y introduisit même le mode crétois et pæonique ; il fut donc maître et non disciple dans la métropole du dorisme. On ne parle d'aucune relation de l'Hermionien Lasos avec

Sparte. Nous savons que, vivant à Athènes sous les Pisistratides, il mérita la bienveillance particulière d'Hipparque, fut invité à interpréter les oracles de Musée et fut le maître de Pindare, dont les sentiments peu doriens nous sont connus. Timocréon était de Rhodes ; on sait combien Cléobule modifia de bonne heure l'aristocratie des villes doriennes de cette île, et on connaît les relations personnelles du poète avec Thémistocle et avec Aristide, qu'il croit incontestablement supérieurs à Pausanias et à Léothychidas. Les *farces*, les *hilarotragédies*, la poésie bucolique, dont l'invention est généralement attribuée aux Doriens, se développèrent, il est vrai, dans les villes doriennes de la Sicile. Mais elles ont été empruntées aux indigènes de cette île, qui réagirent beaucoup sur les colons par la langue, par les coutumes et par les traditions mythologiques de leur pays. Bref, Sparte, que l'on regardait comme la fleur du dorisme, n'a produit aucun des poètes dont les noms sont arrivés jusqu'à nous ; le mode dorien a particulièrement résonné dans des villes ioniennes et éoliennes et, par exception, dans quelques villes doriennes qui n'avaient pas une grande affinité avec Sparte ; ces poètes se sont servis du dialecte épique plus ou moins modifié par des formes doriques : leurs sympathies et leurs relations se tournaient vers Athènes plutôt que vers Sparte : comment concilier ces faits avec l'originalité et la prédominance qu'on a attribuées à la poésie et à la musique doriennne ? Si le cœur et l'esprit des Doriens renfermaient les plus riches trésors, comment se fait-il que tous les musiciens,

tous les poètes qui ont orné et charmé Sparte, Thalétas, Alcman, Terpandre, Polymnaste, Sacadas, aient été étrangers à cette ville ? Comment Sparte dans la seconde guerre de Messénie, où elle courut les plus grands dangers, demanda-t-elle aux Athéniens ce Tyrtée dont les chants enthousiastes relevèrent les courages abattus de ses citoyens et assurèrent à la fin son triomphe ? Mais est-il même juste de prétendre que le mode dorien soit une création hellénique ? Dès la plus haute antiquité ce mode musical était usité, comme il l'est encore, dans toute l'Asie. Presque semblables ont été les péripéties de l'art dorique. Cet art prospéra particulièrement à Egine, à Corinthe, à Argos, à Sicyone ; or, par leur vie maritime et commerciale, par les modifications qu'y subit de bonne heure l'aristocratie dorienne, toutes ces villes se rapprochaient beaucoup plus des autres races grecques que du type dorien. Les Orthagorides, qui embellirent Sicyone de tant de chefs-d'œuvre, n'étaient même pas Doriens ; ils insultaient hautement les tribus doriennes de la ville, les *Hylliens*, les *Pamphyles* et les *Dymanes*, en les stigmatisant des noms injurieux de *Hyates*, d'*Onéates* et de *Choeréates* (enfants des sangliers, des ânes et des porcs) ; ils réservaient le titre honorable d'*Archelai* (chefs du peuple) à la quatrième tribu composée d'industriels descendants de ces indigènes que les Doriens avaient subjugués jadis.

L'État dorien n'a donc jamais existé qu'à Sparte ; il n'a point existé dans les autres villes doriennes. Tout ce qui est qualifié du nom de la race conquérante en fait

d'harmonie, de mélodie, de rythme, d'art plastique, a été ou inventé ou perfectionné, non à Sparte, mais dans des villes où l'élément dorien s'est fondu avec l'élément indigène. Si rudes, si gauches qu'ils aient été, les conquérants ne purent rester inaccessibles aux qualités de l'hellénisme. Ils vécurent pendant plusieurs siècles avec ces tribus auxquelles l'épopée homérique attribue déjà cet équilibre harmonieux des facultés qui est le principe même de l'art introduit dans la vie réelle ; ils furent en contact avec elles, et subirent à quelque degré leur action bienfaisante. En retour, ils communiquèrent au génie grec quelque chose de la fermeté, de la virilité de leur caractère. Mais nulle part ils ne formèrent par eux-mêmes le type le plus parfait de l'hellénisme. A Sparte, où ils semblent avoir conservé intact leur tempérament primitif, ils sacrifièrent tout développement de l'esprit, de l'art, de l'industrie et du commerce à la transformation de la république en un camp fortifié. Dans les autres villes, où leur mélange avec les indigènes modifia sensiblement leur caractère originel, ils eurent quelques succès dans les arts et la poésie ; mais ce n'est pas parmi eux qu'ont germé, qu'ont été cueillis les fruits immortels du génie hellénique ; ce n'est pas le génie dorien qui, par une influence vivifiante rafraîchit encore, après deux mille ans, les cœurs les plus nobles et les esprits les plus élevés. *L'Iliade* et *l'Odyssée* ont été créées chez les émigrants qui fuyaient l'invasion ; elles remontent à une époque où l'on n'apercevait pas en Grèce la moindre trace de dorisme. On n'est

donc nullement autorisé à donner aux Doriens une part quelconque, directe ou indirecte, dans la création de ces chefs-d'œuvre ; et il n'est pas besoin de rappeler ici où ont été conçus les drames d'Eschyle et les comédies d'Aristophane, l'histoire de Thucydide et de Xénophon, les chefs-d'œuvre de Phidias et d'Ictinus, la philosophie de Socrate et de Platon, où est née la puissante éloquence de Périclès et de Démosthènes.

Mais passons à la vie pratique, à la vie réelle de la nation hellénique. Pendant les guerres contre les Perses, on vit clairement que l'esprit panhellénique brillait surtout à Athènes. L'esprit d'intérêt, ne considérant que la cité ou tout au plus le Péloponnèse, prédominait à Sparte. Pour ne parler que de ces institutions militaires, où les Lacédémoniens ont surtout réussi, qui ne sait le sort des bataillons d'Agésilas près de Corinthe, quand Iphicrate opposa ses *peltastes*, plus habilement organisés, aux lourdes phalanges des bords de l'Eurotas ; les désastres de Leuctres et de Mantinée, quand Épaminondas eut inventé l'ordre oblique ?

Ce n'est donc pas à Sparte, c'est dans le reste de la Grèce et principalement à Athènes qu'il faut chercher le foyer de la vie nationale, morale et intellectuelle du peuple grec. L'invasion doriennne avait pu le troubler pendant longtemps, mais ne l'avait point détruit. Là fut créé tout ce qui a instruit et charmé depuis lors toute société civilisée. Là aussi prit naissance cette vie politique dont les principes et les institutions sont encore aujourd'hui les assises principales de tous les régimes libres. La res-

ponsabilité des agents du pouvoir en est regardée comme la base principale. Ce fut l'aréopage, et, après Solon, l'assemblée du peuple qui contrôla à Athènes la gestion des archontes. L'accomplissement de ce devoir y fut toujours chose sérieuse, et le souvenir en est arrivé jusqu'à nous par des monuments splendides d'éloquence politique. Quel contraste avec la parodie qu'on faisait à Sparte de cette institution ! Les éphores exerçaient un pouvoir immense, pouvoir égal à celui des tyrans. Par leur police absolue, ils étaient les véritables maîtres de la Laconie ; ils cassaient selon leur bon plaisir tous les magistrats, les condamnaient à l'amende ou à la prison. Ils mobilisaient les troupes, indiquaient le point où elles devaient se diriger, suivaient toujours, au moyen de deux délégués, l'armée commandée par le roi, pouvaient même, sur un simple soupçon, emprisonner le chef suprême de l'État. Ils jugeaient en outre, tantôt réunis, tantôt séparément, les principaux procès des particuliers, non d'après des lois écrites, dont l'usage fut toujours rare à Sparte, mais d'une manière arbitraire. Cependant ces autocrates n'étaient responsables ni devant le sénat ni devant l'assemblée du peuple ; ils ne rendaient compte de leur administration que devant leurs successeurs ; et ceux-ci, revêtus du même pouvoir excessif, étaient peu disposés à réprimer des abus dont ils pouvaient profiter à leur tour. La façon d'exprimer à Sparte la volonté nationale n'offrait pas plus de garantie. Il n'y avait pas de vote ; les avis contraires étaient rarement constatés, et cela par assis

et levé ou par la séparation des membres de l'assemblée en deux groupes. D'ordinaire l'assemblée, convoquée pour nommer un magistrat ou prononcer sur une question, criait *oui* ou *non*; les éphores se bornaient à proclamer le cri qui avait le plus fortement retenti à leurs oreilles. Souvent même des secrétaires enfermés dans une maison voisine, d'où ils ne voyaient pas l'assemblée, affirmaient, d'après l'impression que le bruit avait faite sur eux, les résolutions du peuple. Aristote a eu donc bien raison de qualifier de puéril ce mode d'élection. Que dire de la liberté de discussion, qui produisit à Athènes de si nombreux et si brillants chefs-d'œuvre ! Dans l'*Halia* aucun citoyen ne pouvait prendre la parole, sans l'autorisation des magistrats. Aussi, n'y avait-il ni débats, ni amendements aux propositions du gouvernement : elles étaient approuvées ou repoussées en bloc. L'éducation des Spartiates était contraire à toute liberté de la parole. On sait le peu de cas que Thucydide faisait de leur talent oratoire; en parlant de Brasidas, il dit qu'il s'exprimait assez bien *pour un Spartiate*. Enfin ce *gouvernement occulte* ne pouvait naturellement se concilier avec la liberté de discussion.

A Sparte point de jury. En l'absence de lois écrites, les procès civils et criminels étaient jugés par les éphores ou par le sénat inamovible, de la manière la plus arbitraire. A Athènes, au contraire, on enleva avec le temps aux archontes et à l'aréopage tout pouvoir judiciaire, à l'exception du droit d'infliger de légères amendes. Chaque année on tirait au sort six mille citoyens, qui,

après avoir prêté serment, formaient dix tribunaux de 500 membres chacun. Les mille qui restaient étaient désignés comme juges suppléants. L'archonte convoquait le jury, qui seul prononçait sur la culpabilité de l'accusé, comme sur la peine à lui infliger. Le sort décidait aussi du tribunal devant lequel serait renvoyée l'affaire ; personne ne pouvait savoir d'avance quelle section serait appelée à juger tel ou tel procès. L'archonte présidait simplement le tribunal des jurés, auquel il soumettait les résultats de l'instruction et les questions sur lesquelles ils devaient émettre leur verdict ; puis, après avoir entendu l'accusation et la défense, on introduisait les témoins. Il en fut de même des procès civils : jugés d'abord par les archontes, ils furent ensuite rendus aux *Héliastes* présidés par l'un des magistrats. Ainsi donc toutes les institutions considérées jusqu'ici comme les plus solides garanties d'un État libre, responsabilité réelle des magistrats, manifestation sincère de l'opinion nationale, liberté pleine et entière de discussion, jury (pour nous borner aux points principaux), toutes naquirent à Athènes, du développement libre et progressif de l'intelligence populaire. Sparte, au contraire, ayant adopté les formes politiques les plus propres à éterniser l'oligarchie, resta immuablement attachée à ses institutions, aussi formidables qu'invariables.

En général, le trait caractéristique de la race doriennne a été de ne pas dépasser une certaine limite de perfection. Cette race a certes réagi sur l'esprit et la littérature des Grecs ; mais elle manquait à coup sûr de cet élan de

l'esprit qui est le caractère dominant de l'hellénisme. C'est par là que l'hellénisme se distingue de l'ancien monde oriental et qu'il se rapproche des temps modernes. Nous ne citerons pas l'*Iliade* et l'*Odysée* comme preuve de ce développement rapide de l'esprit grec ; car nous n'avons pas assez de renseignements sur les péripéties de l'épopée avant les temps homériques. Mais les circonstances sous l'empire desquelles sont nées les autres productions du génie national permettent de supposer que l'épopée aussi atteignit promptement son apogée.

L'histoire a pris naissance chez les Ioniens et les Éoliens. A peine créée, elle a été presque d'un seul coup perfectionnée à Athènes. Ses premières lueurs remontent à 540 avant Jésus-Christ, soixante ans avant Hérodote. Les essais qui nous sont parvenus, depuis Cadmus de Milet jusqu'à Hellanikos de Mitylène, sont des mythes, des tables généalogiques, tout au plus des chroniques sans mouvement et sans art. Puis, vers le milieu du cinquième siècle, apparaissent à l'improviste les histoires d'Hérodote. Rappelons encore qu'Hérodote, de race dorienne, renia néanmoins le dorisme, pour adopter la langue et les sentiments des Ioniens. Ayant entrepris de raconter les guerres médiques, il parla de toutes les nations qui y avaient pris part, suivant les destinées de chacune d'elles à toutes les époques et dans tous les pays. Il est le premier qui nous ait fait connaître un monde entier de faits solidement coordonnés. Ce récit, aussi vaste que varié, embelli par un style incomparable, forme un des ouvrages les plus instructifs et les plus agréables que

les hommes aient écrits. L'Athénien Thucydide écrivit peu d'années après Hérodote, et cependant quel grand et nouveau pas ne fit-il pas faire à la science de l'histoire ! Il commence par annoncer qu'il ne se propose pas d'amuser, mais d'instruire son lecteur. Ayant choisi un sujet purement hellénique et limité dans un court espace de temps, il a pu mettre dans ses recherches beaucoup plus d'exactitude que son prédécesseur. On s'est demandé avec raison s'il est, dans l'histoire du genre humain, une autre période qui soit mise sous nos yeux avec autant de clarté que les vingt et une premières années de la guerre du Péloponnèse. Grâce à l'ouvrage de Thucydide, nous pouvons suivre pas à pas chaque événement, en apprécier les causes et les motifs avec une entière certitude, avec une confiance absolue dans l'historien qui nous guide. Thucydide ne se borne pas à nous instruire par les faits ; parfois il les éclaire d'un jugement où il montre un esprit philosophique, une expérience des choses et une profondeur politique bien supérieures à celles d'Hérodote. Cependant il parle rarement en son nom. D'ordinaire il laisse ce soin aux divers personnages qu'il met en scène. Aussi a-t-on dit que ce n'est pas l'historien, mais l'histoire elle-même qui parle dans le livre de Thucydide. Après cette incarnation de l'histoire, l'art pouvait difficilement atteindre un plus haut degré de perfection. Xénophon, qui vécut quelque temps après, a néanmoins un tout autre caractère. Il joint à une expérience des choses militaires quelquefois supérieure à celle de Thucydide de puissantes convictions morales et politiques sur lesquelles il

a réglé son récit tout entier. Thucydide s'efface ; il remplit successivement, comme l'acteur unique de Thespis, les différents rôles de son drame. Xénophon ne porte guère de masque ; il vivait à une époque où la constitution athénienne commençait à dégénérer, et l'ordre à se troubler ; philosophe et général d'armée, il se laisse séduire par l'ordre et la discipline qu'il voit encore régner dans la cité rivale ; il plaide ouvertement la cause de la constitution lacédémonienne. Il se laisse entraîner par ce sentiment au point de se montrer injuste envers Épaminondas lui-même, parce que ce Thébain était ennemi de Sparte. Il ne critique pas ses actes ; mais il garde le silence sur sa lutte contre Agésilas au congrès national de 371 ; il ne parle pas de l'auteur principal de la bataille de Leuctres ; il glisse sur l'importance des changements politiques qui furent l'œuvre de sa première expédition dans le Péloponnèse. Cependant le noble caractère de l'Athénien finit par l'emporter sur ses opinions et ses sympathies. Arrivé aux péripéties de la bataille de Mantinée, aux événements qui l'avaient immédiatement précédée, en face des plus brillants faits d'armes d'Épaminondas, l'historien militaire ne peut s'empêcher d'admirer ce grand général ; il fait un tableau immortel de son ordre oblique, et résume ainsi son éloge : « Il a été parfait de hardiesse et de prévoyance. » Il n'est pas non plus un admirateur aveugle des Lacédémoniens. Vers la fin de sa vie, leur constitution ayant commencé à décliner à l'égal de celle des Athéniens, il n'hésite pas à critiquer leur conduite au

dedans et au dehors dans ses *Helléniques* et dans ses considérations sur la constitution de Lacédémone.

Le drame se développa en même temps que l'histoire. On a dit que la tragédie tire son origine des inventeurs du dithyrambe, né à Corinthe et à Sicyone ; mais il y a entre ce genre lyrique et le drame le même rapport qu'entre l'homme et l'embryon. Le vrai drame est une production de l'Attique, et Thespis en fut le créateur. Ici apparaît encore, et d'une manière plus frappante peut-être que dans l'histoire, la rapidité avec laquelle la nation hellène perfectionnait tout ce qu'elle avait conçu. Thespis vécut en 536 avant Jésus-Christ. Eschyle est né en 525. Jusqu'à Thespis, le chœur était tout ; le premier, il introduisit l'acteur et par lui le simple récit. Mais à l'époque de Thespis et de son premier successeur, Phrynichos, il n'y avait qu'un seul acteur : cet acteur unique jouait successivement plusieurs rôles, ne parlait qu'avec le conducteur du chœur, puis s'effaçait de la scène pendant l'exécution des chants pour y reparaître après sous un autre masque. C'était donc une suite de récits, plutôt qu'une action dramatique. Eschyle le premier élargit l'action dramatique par l'introduction d'un second acteur, et créa le dialogue. Sophocle la compléta par l'addition d'un troisième acteur. D'ailleurs, outre ces progrès matériels et, pour ainsi dire, extérieurs du drame, quel changement moral et intérieur y apportèrent les trois grands tragiques ! Et cependant ils s'étaient succédé en si peu de temps qu'on pourrait les dire contemporains. Sophocle n'était que de trente ans plus

jeune qu'Eschyle ; Euripide, qui avait quatorze ans de moins que Sophocle, mourut même quelques mois avant lui. Le sujet, l'intrigue, les personnages des tragédies, pris par tous les trois dans le monde mythologique ou dans les traditions héroïques, dépassent les proportions du monde dans lequel ils vivaient. Mais, ainsi que l'a si bien fait remarquer la critique moderne, la manière dont chacun de ces génies a traité les sujets dramatiques fait comprendre comment ils ont donné par degrés à ces faits, à ces créations surhumaines l'aspect de la réalité. Eschyle s'élève dans les régions idéales où lui apparaissent ses héros ; il ne dépeint que des passions fortes et violentes, il crée des types gigantesques, mais aux contours quelquefois indécis ; il parle une langue pleine d'audacieuses métaphores et de brusques transitions. Sophocle fait descendre ces visions sublimes dans la vie réelle et pratique. Chez lui les sentiments sont plus variés, les types plus nets, l'action mieux analysée, le dialogue plus nourri, la langue plus simple et plus naturelle. Enfin, chez Euripide, le caractère mythologique disparaît entièrement : l'amour et la pitié sont représentés d'une manière qu'Eschyle aurait considérée comme indigne des personnages héroïques ; il se glisse dans le drame un esprit de théorie, d'investigation, de doute, un esprit humain en un mot.

Est-il nécessaire de suivre en toutes choses ce rapide progrès de l'esprit hellénique ? Fixons plutôt notre attention sur le développement de la constitution d'Athènes, et de Sparte, de ces deux républiques dont l'une représente particulièrement les anciennes populations indi-

gènes, tandis que l'autre est considérée comme le type le plus complet de la race doriennne. Cette comparaison est d'autant plus instructive, que nous allons voir Sparte s'immobiliser dans une constitution imparfectible; Athènes, au contraire, marche toujours, quoique d'abord lentement, développe sans relâche les lois qu'elle s'est données et ne s'arrête pas même durant les quatre siècles où elle subit le plus entièrement l'influence de l'esprit stationnaire du peuple envahisseur. Puis, dès que son génie, si opposé à cet esprit d'immobilité, est rendu à lui-même, elle atteint d'un coup, en moins de soixante ans, les limites extrêmes du régime démocratique.

Nous avons déjà exposé en traits généraux qu'aux temps homériques, la Grèce était divisée en plusieurs monarchies : les rois présidaient simplement les autres chefs qui, eux aussi, se qualifiaient souvent de souverains et même de rois. Cependant le commandement de l'armée conférait au premier d'entre eux plus de pouvoirs en temps de guerre qu'en temps de paix; par là un certain lien d'unité avait commencé à s'établir dans toute la Grèce. Ainsi dans une guerre commune un des rois, celui d'Argos, prenait le commandement des troupes combinées, commeAdraste dans la guerre des Sept devant Thèbes, Agamemnon dans la guerre de Troie, et son petit-fils Tisamène à l'époque de l'invasion doriennne. D'autres signes d'unité politique se manifestèrent aussi à cette époque. On dit que Thésée soumit à son autorité les princes ou chefs de l'Attique. Thucydide nous apprend que cette contrée était jusqu'alors divisée en bour-

gades. Chacune avait ses prytanes et ses archontes particuliers, qui se réunissaient pour délibérer avec le roi, mais agissaient et décidaient d'une manière indépendante. Thésée abolit ces conseils séparés, ces magistratures locales, et, convoquant tous leurs citoyens, les contraignit, sans leur enlever leurs autres droits particuliers, à se grouper dans Athènes ; là il fonda un seul conseil et un seul prytanée pour toute l'Attique. On dit que, profitant du mécontentement de ses pairs, Ménesthée, l'un des chefs ainsi humiliés, fit chasser Thésée et lui succéda au pouvoir ; c'est ce Ménesthée qui commandait les Athéniens à la guerre de Troie. Mais l'ordre de choses renversé par Thésée ne fut plus rétabli. En effet, dans les temps historiques nous ne trouvons en Attique qu'un seul conseil et un seul prytanée. D'après Thucydide, depuis cette époque les Athéniens n'ont jamais cessé de célébrer en l'honneur de la déesse une fête publique appelée Xynækia.

Dans cet intervalle la royauté fut abolie en Attique ; elle l'avait été dans presque toute la Grèce après le grand mouvement de peuples dont l'événement capital fut la conquête du Péloponnèse par les Doriens. Ce changement de constitution tient par plus d'un côté au nouvel état de choses établi dans la péninsule. Sans l'invasion doriennne, un des rois, plus entreprenant que les autres, aurait profité des querelles locales ou de l'ascendant que lui auraient donné ses exploits, pour dominer sur ses pairs et assurer ainsi avec le temps l'union politique de la Grèce. Déjà les rois locaux, tout en re-

connaissant un chef de la nation, avaient cherché en même temps à réduire les *anactes* qui étaient leurs vassaux, par la destruction de leurs conseils et de leurs prytanées particuliers. Quelque chose d'analogue eut lieu chez la plupart des nations, et surtout en Europe au moyen âge. Simples présidents de leurs barons, les rois de l'Europe exerçaient seulement, comme Agamemnon sous les murs de Troie, une plus grande autorité en temps de guerre. Pour tout le reste ils n'étaient dans le commencement que les premiers entre leurs pairs, et ce n'est que peu à peu que des chefs plus habiles et plus puissants parvinrent à concentrer entre leurs mains l'administration de l'État tout entière. L'invasion dorienne entrava cette marche naturelle des choses. Les Doriens avaient commencé, comme tous les autres Hellènes, par avoir des rois. Bien plus, la royauté, abolie plus tard dans les autres villes occupées par les hommes de leur race, fut conservée à Sparte jusqu'aux derniers jours. Mais cette royauté n'a jamais été pour le reste de la Grèce ce qu'avait été autrefois celle d'Argos. Les Spartiates, longtemps arrêtés par la résistance de quelques contrées du Péloponnèse et déchirés par des guerres civiles, ne parvinrent qu'entre le neuvième et le septième siècles à dominer sur la Laconie et sur la Messénie. Dans l'intervalle, toutes les autres villes de la Grèce furent livrées à la discrétion de leurs chefs. Le sentiment de l'union nationale disparut ; les tendances séparatistes prirent le dessus ; les *anactes* de chaque cité finirent par supprimer même les royautés locales, par

usurper tout le pouvoir et par constituer des oligarchies.

Les petites monarchies, surtout quand elles sont aussi limitées que les monarchies homériques, doivent grandir ou tomber, car elles n'ont par elles-mêmes aucune raison d'être. Le principal avantage de la royauté, c'est d'être comme un symbole visible, impératif, de l'identité nationale. Aussi la royauté est-elle utile, souvent indispensable à toute société qui n'a pas encore atteint son unité, dont les membres ont souvent des intérêts divers et opposés, des traditions contraires, d'inconciliables différences de langage. Si une telle société ne possède pas un magistrat perpétuel et irresponsable pour relier ses membres entre eux, réunir les forces, concilier les tendances opposées, elle ne constituera jamais son unité et sera toujours en danger de se dissoudre à la première secousse. Mais, quand la société politique est si petite et si homogène que des éléments dissolvants ne s'y peuvent introduire, la royauté perd sa principale raison d'être. Un seul et unique roi des Hellènes était nécessaire ; mais on n'avait que faire d'un roi des Athéniens, des Béotiens, des Argiens. En Grèce donc, comme dans toutes les autres parties du monde, les petits États devaient être supprimés comme inutiles, pour être remplacés par une grande monarchie. L'invasion dorienne avait renversé la monarchie d'Argos, qui commençait à revêtir un caractère panhellénique, mais elle n'avait pu y substituer un nouveau pouvoir analogue ; elle facilita donc le morcellement du pays et fit naître un nombre infini de petits États indépendants.

Le régime oligarchique fut établi à Athènes comme partout ailleurs. Après la mort héroïque de Codros, qui sauva l'Attique de la conquête doriennne, on ne nomma plus de roi ; le chef suprême de l'État prit le titre d'archonte et fut déclaré responsable. On a dit plus tard qu'après cet acte de dévouement personne n'était digne de porter un titre aussi noble que celui de roi. Il est évident au contraire que, si quelque chose pouvait provoquer la reconnaissance du peuple envers la royauté, la fortifier et non l'affaiblir, c'était le sacrifice patriotique de Codros. Mais, justement dans la crainte que ce sentiment ne prévalût, les oligarques s'empressèrent d'abolir cette dangereuse dignité ; ils procédèrent lentement dans l'accomplissement de leur œuvre ; seulement ils eurent soin de commencer par rendre le pouvoir suprême responsable, afin de l'avoir toujours sous la main. Pour le reste, la dignité d'archonte fut héréditaire dans la famille de Codros. Son fils Médon prit le premier ce titre. Il y eut, jusqu'au milieu du huitième siècle, treize archontes à vie. A cette époque, la durée des fonctions du magistrat suprême fut réduite à dix ans ; mais cette dignité ne fut, pendant quelque temps encore, conférée qu'à des descendants de Codros. Ce n'est qu'en 714, sous Hippomène, le quatrième des archontes décennaux, que tous les patriciens furent déclarés éligibles. Ce dernier coup porté à l'ancienne forme monarchique ne satisfit même pas pour longtemps les seigneurs athéniens ; trente années après, la dignité d'archonte devenait annuelle ; et les fonctions multiples

qui y étaient attachées étaient réparties entre neuf magistrats.

Ainsi les patriciens, c'est-à-dire les descendants et successeurs des *anactes*, des *hégétores* de la période homérique, s'emparèrent du pouvoir suprême, que les Codrides seuls possédaient auparavant ; et, pour rendre impossible toute usurpation durable de ce pouvoir par l'un d'eux, ils le partagèrent entre neuf magistrats. Du reste aucune nouvelle garantie n'était encore donnée à l'ensemble des citoyens ; car les oligarques conservaient seuls le droit d'élire et d'être élus. Eux seuls contrôlaient la gestion des archontes ; et les magistrats n'étaient responsables que devant l'aréopage, composé d'anciens archontes et jugeant d'après des lois et des institutions non écrites. Ce pouvoir exorbitant des oligarques ne dura cependant pas longtemps. Le caractère athénien commençait déjà à se révolter contre l'esprit qui avait animé la conquête dorienne. Aussi voyons-nous, en 624, Dracon chargé de rédiger des lois et des institutions écrites, sans que nous puissions attribuer à un acte volontaire des patriciens cette première limitation de leur toute-puissance. Douze ans s'étaient à peine écoulés que de nouveaux troubles s'élevaient dans lesquels nous apercevons plus clairement encore la révolte des autres classes de la société contre les patriciens. Solon reçut alors la mission de modifier la constitution existante en tenant compte des circonstances et des nouveaux besoins de la société athénienne. Sans entrer dans un examen minutieux des changements successifs qu'a subis cette constitution sous

Solon, Clisthènes, Aristide et Périclès, nous donnerons seulement un aperçu rapide de sa marche qui fut toujours progressive.

Solon avait puisé sa science politique et financière dans les villes helléniques de l'Asie Mineure ; ces cités, comme leurs sœurs de l'Italie méridionale, avaient acquis, longtemps avant la mère patrie, l'expérience des affaires. Avant l'invasion doriennne la Grèce, avait déjà reçu des Hellènes du dehors la première impulsion pour la culture des arts et des lettres ; elle en reçut aussi les premières notions de ces institutions politiques qui, en se développant, devaient se rapprocher des formes de gouvernement les plus avancées des temps modernes. On n'a du reste qu'à jeter un coup d'œil sur la constitution athénienne et à se rappeler ce que fut celle des Spartiates, pour comprendre la supériorité de l'hellénisme primitif sur les Doriens. Les institutions de Solon garantissaient la liberté personnelle du citoyen, encourageaient l'industrie, enlevaient aux patriciens le droit exclusif de voter et d'être élus, celui de contrôler la gestion des officiers publics. L'élection fut dévolue à l'assemblée du peuple composée de tous les citoyens ; à cette assemblée fut aussi transféré le droit qu'exerçait auparavant l'aréopage de prononcer sur l'administration des archontes. Les patriciens ne furent plus, comme autrefois, seuls éligibles. Les plus riches citoyens reçurent le droit à l'archontat ; les fonctions de sénateur et les emplois secondaires devinrent accessibles à tout Athénien pouvant justifier d'un revenu annuel de 200 drachmes. Ce nou-

vel ordre de choses, si modéré qu'il fût, ne devait pas fonctionner longtemps d'une manière libre et normale. Les diverses classes sociales, dont le législateur avait tâché de concilier les intérêts, ne suspendirent pas leurs démêlés. Un des patriciens, Pisistrate, en profita pour entreprendre non pas de changer la constitution, mais de l'appliquer selon ses vues personnelles. Il s'appuya sur la multitude pour neutraliser la puissance des patriciens. Il remplit ce rôle avec une rare habileté. Ses trois fils, qui avaient hérité sans obstacle de la grande position de leur père, devaient, par leurs violences, provoquer contre eux la conspiration dirigée par la famille puissante et riche des Alcéméonides. A cette époque, Sparte avait achevé d'établir sa domination directe sur la Laconie et la Messénie : elle prit aussi une influence prépondérante sur la plus grande partie du Péloponnèse : elle y soutenait d'une manière efficace dans plusieurs villes le pouvoir des patriciens, menacé, comme à Athènes, par le développement progressif de la classe des marins, des industriels et des agriculteurs. Dans ces circonstances, elle s'allia aux Alcéméonides et contribua, en 510, à l'expulsion des fils de Pisistrate.

Le roi Cléomènes se trompait cependant en croyant avoir assuré l'ancienne prépondérance de l'aristocratie à Athènes, comme ses prédécesseurs l'avaient fait dans d'autres villes de la Grèce. Les patriciens ne s'étaient pas plutôt ralliés sous Isagoras, fils de Tisandre, que l'Alcéméonide Clisthènes fut mis à la tête de la faction opposée. Ce fait prouve combien le peuple était mûr

pour l'émancipation. Pendant trente ans, il avait rencontré toutes sortes d'obstacles dans l'exercice de ses droits politiques. A peine les eut-il recouvrés, qu'il en fit usage de façon à consolider la liberté et à la rendre féconde. On vit se former des groupes politiques, ayant des principes arrêtés et des chefs reconnus. Également désireux de mettre un terme aux troubles qui, depuis plus d'un siècle, agitaient leur patrie, les deux partis étaient cependant loin de s'entendre sur la meilleure voie à suivre pour y parvenir. Isagoras demandait le simple retour au régime oligarchique ; Clisthènes prétendait qu'une application sincère des idées de Solon pouvait seule répondre aux nouveaux besoins. Le parti libéral l'emporta dans les élections ; Clisthènes fut élu archonte éponyme en 510, et fit voter par l'assemblée du peuple une série d'institutions mémorables. On abolit les quatre tribus, dont l'origine remontait aux anciens temps de l'omnipotence oligarchique ; on les remplaça par dix nouvelles tribus, brisant ainsi avec les traditions, les habitudes et les intérêts qui avaient rendu irrésistible l'influence des patriciens. On transféra la plus grande partie du pouvoir judiciaire au peuple par la formation de dix tribunaux de jurés (*héliastes*) ; et la même division par dix prévalut dans beaucoup d'institutions publiques. Le nombre des archontes resta le même. Le sénat des Quatre-Cents atteignit le nombre de cinq cents, chaque tribu y envoyant cinquante membres. Il fut décidé que l'assemblée du peuple se réunirait désormais quatre fois par mois pour vaquer à des occupations

déterminées. On affirme enfin que la constitution de Clisthènes augmenta encore la force du peuple en admettant un grand nombre de nouveaux citoyens.

L'œuvre de Solon, ainsi complétée et remaniée, prévalut définitivement sur les tendances oligarchiques des siècles passés. Le peuple fut transformé en un corps nouveau, respirant un esprit nouveau ; un sentiment moral tout-puissant l'anima et prépara ces actes de dévouement et de salut public qu'il accomplit vingt ans après pendant la guerre de l'indépendance. Ses victoires amenèrent une nouvelle extension des droits politiques. Jusqu'alors les citoyens les plus aisés pouvaient seuls être portés au pouvoir. Les *thètes*, comme on appelait les indigents, et ceux qui n'avaient pas deux cents drachmes de revenu, faisaient partie de l'assemblée du peuple, et se trouvaient aussi en possession de toutes les prérogatives attachées à ce corps de l'État : ils étaient électeurs, ils avaient les droits de contrôle et de vote ; mais ils ne pouvaient exercer aucun emploi public. On s'explique cette exclusion à une époque où l'État s'appuyait sur l'armée de terre et particulièrement sur l'infanterie. Les hoplites faisaient la force de cette armée ; les plus riches citoyens, pouvant s'armer et s'équiper à leurs frais, y étaient seuls admis. Tant qu'ils défendaient presque seuls la patrie, ils devaient avoir des droits plus étendus que les autres, puisqu'ils avaient de plus lourdes charges, de plus grandes obligations. Mais, une fois Athènes devenue puissance maritime, les *thètes* servaient le pays, pour le moins autant que les classes les plus

aisées. Comme rameurs, matelots, archers, ils montaient les trirèmes qui arrêtaient à l'Artémisium et battirent à Salamine la flotte asiatique. En outre, la dévastation répétée de l'Attique par les Perses avait fait disparaître pour quelques années tout revenu foncier ; il y eut un moment où les plus riches et les plus pauvres furent réduits à la même pénurie. Toutes ces causes rendirent inévitable l'égalité complète de tous les citoyens sans distinction de fortune, et Aristide, le plus conservateur des hommes d'État, n'hésita plus, une fois convaincu de cette nécessité, à proposer un décret conférant à tous les citoyens d'Athènes le droit d'être élus à toutes les dignités publiques.

Tous ceux qui professent que la constitution d'un État doit être en rapport avec les besoins et le développement intellectuel et moral de ses habitants, reconnaissent que ce principe avait reçu jusqu'à ce moment à Athènes une sage application ; mais d'excellents esprits hésitent à admettre l'opportunité de ce qui fut fait par la suite. Vers le milieu du cinquième siècle, sous l'administration de Périclès, on décréta que les archontes et les autres magistrats ne seraient plus élus, mais désignés par le sort. Les stratèges seuls furent toujours soumis à l'élection. Il fut arrêté en outre que toutes les fonctions publiques, jusqu'alors gratuites, seraient rétribuées ; que les *hélistes*, les *hoplites*, ceux qui assistaient aux assemblées du peuple, les cavaliers et les sénateurs recevraient une indemnité journalière. Enfin Périclès provoqua un décret en vertu duquel le fisc payait à tout citoyen son entrée au théâtre ; peu

de temps après, on alloua même aux indigents des sommes pour qu'ils pussent assister aux cérémonies publiques. On a souvent attribué à ces innovations la décadence de la république et de la constitution des Athéniens. Pour nous, sans nier les conséquences fâcheuses de ces réformes, nous pensons que l'extension de la domination athénienne et les doctrines sociales et politiques qui prévalaient alors en Grèce les avaient rendues inévitables.

Par suite de l'accroissement de l'esclavage et de circonstances malheureuses, dont nous avons parlé plus haut, l'union de la Grèce ne pouvait se faire, après l'invasion doriennne, que par la prédominance absolue d'une ville sur les autres. Nous nous bornerons à rappeler ici que, sous Périclès, trente mille Athéniens gouvernaient un État d'environ dix millions d'habitants. On comprend que, pour suffire à leur tâche, ces trente mille citoyens devaient exclusivement s'occuper des intérêts de l'État. Or la plupart, privés de patrimoine, se livraient à l'industrie ou au commerce. Comment pouvaient-ils abandonner leur atelier ou leurs affaires pour remplir constamment des fonctions politiques, militaires, judiciaires, sans être indemnisés? Athènes avait pu échapper à cette nécessité aussi longtemps que sa domination ne dépassait pas les limites de l'Attique et que, les guerres n'étant pas fréquentes, les citoyens aisés pouvaient à eux seuls suffire aux besoins de l'État. Mais du moment où elle se fut mise à la tête d'une grande moitié des pays helléniques, et où la guerre fut devenue un état normal, les délibérations publiques prirent un caractère d'urgence

et de gravité extraordinaires ; la totalité des citoyens pouvait à peine satisfaire aux nécessités nombreuses d'une situation nouvelle ; la rétribution des indigents fut donc une mesure inévitable et qui, loin d'avoir amené la chute de l'État, contribua au contraire à en assurer la conservation.

Toutefois, en raison même des circonstances qui lui avaient imposé ce sacrifice, il ne pouvait exister longtemps. Les villes sujettes s'insurgeaient ; les ressources publiques diminuaient soit par des expéditions militaires incessantes, soit par le démembrement de l'État. Le chiffre des citoyens actifs, si limité d'ailleurs dès le principe, fondait à vue d'œil ; on y suppléait par des étrangers domiciliés dans la cité, qui n'avaient plus les qualités de ses anciens habitants. Les stratèges, qui étaient toujours élus par le suffrage de l'assemblée et qui en étaient les hommes les plus marquants, étaient continuellement absents. L'assemblée tomba ainsi entre les mains des démagogues, qui prétendaient, à l'abri de tout danger et sans encourir de responsabilité sérieuse, gouverner le pays par des discours et par l'intrigue. En parlant de choses qu'ils ignoraient, ils entraînaient le peuple à des résolutions imprudentes, que les stratèges désapprouvaient, mais auxquelles ils étaient forcés de se soumettre. L'État ressembla alors à un navire construit pour naviguer dans de petites mers intérieures, qui se trouve tout à coup jeté en plein océan, au milieu des grandes vagues et des tempêtes. Le fait que les Lacédémoniens ont aussi succombé, malgré leur esprit de con-

servation, est une preuve évidente que c'est là, et non dans les réformes de Périclès, qu'il faut chercher la cause première de la décadence athénienne. Les deux républiques devaient arriver à cette décadence en même temps. La constitution de Sparte, outre l'esclavage et le principe désastreux de la domination exclusive d'une ville sur toutes les autres, avait encore un trait commun avec celle d'Athènes : elle avait été faite pour suffire à des besoins que le temps et les circonstances avaient modifiés. Sparte tomba dans les mêmes difficultés qu'Athènes, lorsqu'elle entreprit la lutte pour l'hégémonie. Il est vrai que ses citoyens ne se livraient ni au commerce ni à l'industrie, ni aux arts ni à la navigation ; ils se consacraient uniquement, comme dans les siècles passés, au service militaire, et pourvoyaient à leur modeste entretien par les produits des terres qui leur avaient été assignées ; Sparte ne se trouva donc pas dans la nécessité de les soudoyer. Mais quand il lui fallut équiper une flotte, envoyer constamment au dehors la plupart des hommes libres, recevoir chez elle un grand nombre d'étrangers, elle négligea la discipline de Lycurgue ; l'ancienne égalité des fortunes disparut ; les mœurs nationales furent altérées. C'est ce que les faits attestent depuis la fin du cinquième siècle ; c'est ce que Xénophon lui-même est forcé d'avouer.

Celui qui entreprend de juger sincèrement la valeur relative des deux constitutions ne doit donc pas se borner à examiner s'il y avait plus de mobilité et d'agitation à Athènes qu'à Sparte, puisque toutes deux ont péri

presque en même temps ; il doit surtout en apprécier les résultats, au point de vue politique, social, moral, intellectuel. Thucydide nous a laissé un admirable et éloquent tableau du contraste que présentaient les deux formes de gouvernement, dans cette inimitable oraison funèbre qu'il met dans la bouche de Périclès à la fin de la première année de la guerre du Péloponnèse. « Notre constitution, dit-il, s'appelle démocratie, parce qu'elle a constamment en vue la prospérité du plus grand nombre et non celle de quelques-uns ; dans les différends des citoyens entre eux, les lois sont égales pour tous ; pour les dignités publiques, chacun y arrive, non par l'influence de son parti, mais par son véritable mérite ; ni l'indigence ni le défaut de naissance n'enlèvent à aucun de nous le droit de servir l'État, s'il en est capable. Nous nous accordons en outre des plaisirs intellectuels ; cependant notre éducation est telle que, si les Lacédémoniens s'efforcent, dès la première jeunesse, d'acquérir de la valeur par des exercices pénibles, nous sommes, nous, quoique plus librement élevés, toujours prêts à nous jeter dans le danger ; car nous aimons le beau avec mesure et nous pratiquons la philosophie sans rien perdre de notre force. Chez nous les mêmes hommes, occupés de leurs affaires particulières, sont aussi versés dans les choses de la politique. Pour me résumer, je dis que cette ville est l'école de la Grèce ; chacun de nous, pris isolément, peut suffire à des tâches diverses avec autant de bonne grâce que d'habileté. »

Ce rapport entre l'État et le citoyen n'est-il pas le type

idéal que les nations modernes les plus avancées ont atteint en partie ou qu'elles s'efforcent d'atteindre ? Sparte, au contraire, a toujours poursuivi un seul but : asseoir la domination du plus petit nombre sur le plus grand ; rendre à cet effet le plus grand nombre foncièrement incapable de progrès intellectuel, moral et matériel. Elle ne s'est préoccupée que des qualités purement militaires. Pour assurer son édifice, elle inventa des institutions contre nature. Elle enveloppa l'homme, dès sa naissance, d'un cercle de fer qui ne lui laissait pas plus de liberté dans l'éducation, dans le choix d'un état, dans le développement de l'esprit, que dans le régime ordinaire de la vie et dans les sentiments les plus naturels. Ainsi cuirassée et solidifiée, pour ainsi dire, elle demeura des siècles entiers étrangère à cet esprit de progrès qui est le trait caractéristique du pur hellénisme. Personne ne niera les vertus militaires de Sparte, sa discipline, ses exercices, sa tempérance. Mais ces vertus, les autres Hellènes n'en ont point été privés. Sans elles, les Athéniens n'auraient pas accompli leurs glorieux exploits, les dix mille de Xénophon n'auraient pas exécuté leur périlleuse retraite à travers l'Asie, et, pour nous borner aux faits principaux, Épaminondas n'aurait pas vaincu les Spartiates à Leuctres et à Mantinée. Il serait d'ailleurs absurde de poser même la question de savoir qui, de Sparte avec sa vie inculte, ou d'Athènes avec son admirable constitution, a plus fait pour la gloire des Hellènes, pour le bien de l'humanité. Supprimez Athènes de l'histoire, la splendeur de la Grèce est obs-

curcie, l'humanité recule. Supprimez Sparte la dorienne, le nom des Hellènes ne perd rien de son éclat. Les vertus guerrières, ces vertus maîtresses de Lacédémone, n'ont pas même été célébrées par des Spartiates ; c'est Hérodote, presque un Ionien, ce sont les Athéniens Thucydide et Xénophon qui les rappellent au souvenir de la postérité.

Nous nous résumons. Les faits sont loin de confirmer l'importance prépondérante qu'on s'est efforcé quelquefois d'attribuer à la race dorienne. Son caractère viril a pu exercer une influence sur la marche intellectuelle et morale de l'hellénisme ; elle n'en a pas elle-même formé le plus beau type. Au contraire, l'immixtion des Doriens dans les affaires des Grecs a enrayé pendant des siècles le progrès de l'hellénisme ; elle a multiplié les esclaves ; elle a dispersé dans des pays éloignés les meilleurs enfants de la Grèce, morcelé la nation, rendu impossible son unité politique et flétri en peu de temps la première fleur de sa civilisation.

L'invasion des Doriens a été la cause première de ces funestes effets ; toutefois il faut dire que la grande émigration des autres races n'a pas moins contribué à cette altération politique et sociale. Si, au lieu de s'en aller aux quatre coins de l'horizon, les indigènes étaient restés dans leur pays, y avaient développé les facultés qu'ils déployèrent à l'étranger, ils auraient prévenu la ruine finale de la Grèce et complété l'œuvre de l'unité nationale. Une fois ce grand pas accompli, ils auraient facilement prévalu dans les contrées situées au nord de

la Thessalie et de l'Épire, et formé un État puissant et compacte. Nous sommes d'autant plus autorisés à admettre cette hypothèse que les Hellènes demeurés dans leur pays ont pu, quoique inférieurs en nombre aux émigrants, résister assez longtemps aux conquérants, les empêcher de se rendre maîtres de toute la Grèce, neutraliser jusqu'à un certain point la réaction du dorisme et mettre enfin une de leurs villes en mesure de lutter contre lui. Mais l'émigration en masse a été de tout temps un des traits caractéristiques de la nation hellène. Par là, les intérêts de la métropole ont été souvent sacrifiés; et bien souvent aussi les émigrants ont fini par être entièrement perdus pour l'hellénisme.

CHAPITRE II

HELLÉNISME ORIENTAL.

Philippe et Alexandre. — Expédition d'Alexandre : nouvelles migrations. — Armées des Ptolémées et des Séleucides. — Anciennes villes ; nouvelles fondations. — Organisation hellénique des villes. — Assimilation des indigènes. — Égypte : religion, Musée. — Syrie : langue, religion. — Judée. — Asie Mineure. — Arménie. — Rois des Parthes. — Villes de second et de troisième ordre. — Hellénisation complète de l'Asie Mineure. — Modification de la vie intellectuelle. — Caractère pratique de l'art et de la science. — Travaux publics. — Fusion des mythes. — Judaïsme et hellénisme. — Jésus. Hellénisation du Nouveau Testament. — Épictète. — Dion Chrysostome. — Alliance de l'hellénisme avec le christianisme. — Justin. — Clément d'Alexandrie. — Saint Basile. — Organisation de l'Église. — Lutte des deux dogmes. — Hérésies. — Symbole de la foi. — Triste position de la mère patrie. — Conclusion.

Au milieu du quatrième siècle avant Jésus-Christ comme au milieu du sixième, la nation hellène était divisée en trois groupes. L'un, le principal, était cantonné dans les pays helléniques proprement dits, de l'Olympe et des monts Cérauniens au Taygète et dans les îles adjacentes à ce continent ; un autre occupait la basse Italie et la Sicile ; le troisième, presque tout le littoral de l'Asie Mineure et les îles voisines. Les Hellènes avaient en outre des possessions sur les côtes de la Macédoine et de la Thrace, sur les côtes de l'Illyrie, des Gaules et de l'Afrique. Ces pays n'étaient unis par aucun lien politique. Tous les essais faits dans le cours des deux siècles précédents pour en établir un avaient échoué ; non-seulement l'hellénisme restait morcelé, mais on remarquait déjà des signes manifestes de décadence dans ses

centres principaux. Les villes de l'Italie méridionale avaient commencé à déchoir vers la fin du sixième siècle, opprimées par les tribus indigènes des Lucaniens, des Bruttiens et d'autres encore. Dès cette époque, les villes de Sicile, Syracuse surtout, l'emportèrent en puissance sur celles de l'Italie ; mais la longue guerre civile qui éclata en 367 entre les Grecs des deux côtés du détroit ne fit que préparer la voie aux Romains, qui les asservirent dans le siècle suivant. Le traité d'Antalcidas faisait en ce temps une douloureuse position aux Hellènes d'Asie. Les satrapes du grand roi s'empressèrent de les soumettre à leur domination. Ils bâtirent des citadelles dans les principales villes et y mirent des garnisons. Quelques-unes furent détruites et leurs habitants réduits en esclavage. Les îles du littoral, Chios, Samos, Rhodes, se trouvèrent à la discrétion de leurs puissants voisins : elles n'étaient pas de taille à lutter contre eux et n'étaient plus protégées par la mère patrie. Nous ne parlerons pas ici des colonies isolées. Revenons à la Grèce proprement dite. Les deux grandes républiques qui avaient combattu pour l'hégémonie étaient sorties si épuisées de la lutte, qu'il n'y avait pas d'espoir de les voir reprendre avec succès l'œuvre interrompue. Thèbes, qui entreprit à la fin la même tâche, s'épuisa à son tour. Alexandre de Phères avait aussi constitué un État considérable après la mort d'Épaminondas ; mais, assassiné en 357, il laissa la Thessalie aussi faible, aussi divisée que par le passé.

Tel était l'état des choses en Grèce à l'époque de l'ap-

parition de Philippe de Macédoine sur la scène de l'histoire. Plusieurs traditions avaient cours sur l'origine de la maison royale de ce pays ; toutes s'accordaient à la faire descendre des Héraclides. C'était bien là la conviction de la Grèce ; du temps des guerres médiques, il fut permis à un Alexandre, roi de Macédoine, de prendre part aux jeux Olympiques d'où les étrangers étaient exclus. De même, tous les renseignements qui nous sont parvenus sur les habitants de la Macédoine les représentent comme un peuple apparenté aux Hellènes. Ils avaient suivi, quoique de loin, le progrès moral et intellectuel de ces derniers. Sous les prédécesseurs immédiats de Philippe, ils se rapprochèrent encore plus de la vie attique. Aussi le fils d'Amyntas et d'Eurydice fut-il, dès son bas âge, élevé comme l'aurait été le premier des Hellènes. Doué de cette force créatrice qui enfante et dirige les empires, il profita des querelles qui divisaient la Grèce, et, de 353 à 338, il soumit à l'hégémonie macédonienne tous les États qui la composaient. Alors, il convoqua à Corinthe un congrès général, au sein duquel il se rendit en personne. Il déclara qu'il se proposait de faire la guerre au Grand-Roi, d'abord pour affranchir les frères d'Asie, ensuite pour venger la Grèce de l'invasion de Xerxès. Il fut proclamé généralissime ; mais, assassiné deux ans après à *Ægée*, il légua l'accomplissement de son œuvre à son fils Alexandre. Alexandre fut élevé, lui aussi, à la dignité de général en chef des Hellènes, après avoir assuré son pouvoir en Macédoine et en Grèce par d'éclatantes victoires.

Cette nouvelle hégémonie paraissait appelée à asseoir enfin sur une base solide l'unité politique de la nation et par suite à la rendre maîtresse de tout le pays situé entre l'Ister (Danube) et le cap Ténare. Cette tâche s'imposait au jeune roi ; tout lui faisait un devoir de la remplir : la tradition paternelle, sa propre gloire, la servitude où gémissaient les Grecs d'Asie, les grands intérêts de la race dont il tenait dans ses mains les destinées. Alexandre s'appuyait sur un État fortement constitué ; il trouvait Athènes, Sparte, Thèbes et la Thessalie épuisées ; le succès paraissait assuré, lorsque, cédant à cette fatalité qui semblait attachée à l'hellénisme, le jeune roi se tourna vers cette grande expédition extérieure. Elle eut pour conséquence de nouveaux déplacements de population non moins considérables que les précédents. Il est impossible d'évaluer le nombre des Hellènes qui suivirent la fortune d'Alexandre le Grand et de ses successeurs. Il y a cependant des indices qui peuvent nous donner une idée de cette seconde transplantation de la Grèce en Orient. L'émigration commença par l'armée. Si hostiles qu'aient été les principales républiques de la Grèce à l'entreprise du roi macédonien, de nombreux Hellènes s'enrôlèrent sous ses drapeaux. Il est vrai que, dans les premières années de la guerre, les Grecs qui combattirent avec Alexandre au Granique, à Issus, à Arbèles, n'étaient pas aussi nombreux que les mercenaires de Darius, leurs compatriotes. Néanmoins plusieurs cités exécutèrent dès le principe les conditions du traité de Corinthe ; les troupes qu'elles envoyèrent

au généralissime se distinguèrent dans plusieurs rencontres et surtout à la grande bataille d'Arbelles. La cavalerie hellénique, composée de Locriens, de Phociens, de Phthiotes, de Maliens et de Péloponnésiens, avait pris position à gauche ; la cavalerie thessalienne, commandée par le général Philippe, était à droite de la phalange. D'autres cavaliers grecs, sous Ménidas et Andromachos, furent placés à l'avant-garde, où ils eurent même l'honneur de commencer la bataille. Plusieurs tombèrent, mais ces troupes finirent par rompre les premiers rangs de l'ennemi. Cependant dans cette bataille, où toute l'armée d'Alexandre se composait de quarante mille fantassins et de sept mille chevaux, le nombre des Hellènes, qui ne sont cités que comme cavaliers, ne pouvait être bien élevé. Mais à mesure que l'expédition avançait, le conquérant recevait de Grèce de nouveaux renforts : au jour de sa mort, on trouva dans les seules garnisons des satrapies les plus éloignées vers le nord-est vingt mille fantassins et trois mille cavaliers hellènes. N'oublions pas qu'il y avait, sans nul doute, des soldats grecs dans les autres provinces et qu'une guerre de dix ans en avait fait périr un grand nombre.

Sous les successeurs d'Alexandre, la principale force, et, dans quelques États, l'armée entière était composée de Macédoniens et d'Hellènes. A la bataille de Raphia, livrée en 217 par le roi d'Égypte Ptolémée Philopator au roi de Syrie Antiochus le Grand, le premier commandait soixante-dix mille fantassins et six mille cava-

liers, le second soixante-deux mille fantassins et six mille cavaliers. Une moitié de l'armée d'Antiochus était composée d'indigènes, l'autre de Macédoniens et d'Hellènes; parmi ces derniers étaient les vingt mille guerriers de la phalange royale, cinq mille mercenaires venus de Grèce, quinze cents Crétois et mille Néo-Crétois. On n'a pas les mêmes renseignements sur les troupes de Ptolémée, mais il ressort de la relation que nous a laissée Polybe que la plupart étaient des Macédoniens, ou plus probablement des Hellènes. En effet, l'invasion gauloise qui eut lieu au troisième siècle avant Jésus-Christ, avait fort amoindri la population de la Macédoine. Plus tard ses rois se trouvèrent tellement mêlés à des guerres continuelles, qu'il nous semble impossible que les princes de l'Orient aient pu y faire de grandes levées. Au deuxième siècle le général Dorylaos, l'ami de Mithridate, Évergète, vint recruter des troupes en Grèce, en Thrace et en Crète, non en Macédoine. Les guerres et les désastres qui les suivaient ne manquaient certes pas en Grèce; mais il était plus aisé d'engager des mercenaires dans les États démocratiques que dans la monarchie macédonienne. Il est donc fort probable que les soixante ou soixante-dix mille hommes, qui se trouvaient dans les deux armées précitées et qui n'étaient pas indigènes de l'Orient, avaient été tirés des pays purement grecs. Enfin des douze généraux d'Antiochus VIII, Nicarchos et Théodote l'Hémiolien, généraux de la phalange, Théodote l'Étolien, Ménédème d'Alabanda, Hippolochos le Thessalien, Évrylochos, Zelys de Gortyne

et Thémisson étaient Hellènes; trois, Byttacos, Lysimaque et Antipater, étaient Macédoniens; un seul était Mède. Tous les généraux de Ptolémée, du moins ceux dont on connaît les noms, Polycrate, Socrate, Échécrate, Phoxidas, étaient également des Grecs. Nous ne distinguons ici les Macédoniens des Grecs, on le comprend, que pour donner une idée du nombre relatif d'habitants de la Grèce et de la Macédoine qui passaient en Orient. Quelque différence que l'on suppose à l'époque précédente entre ces deux races, leur caractère s'identifia sous Alexandre et après lui : Georges le Syncèle écrivait, au huitième siècle après Jésus-Christ : « Première année de la royauté des Hellènes supputée depuis la septième du règne d'Alexandre ; *car Hellènes et Macédoniens, c'est tout un.* » Il est d'ailleurs superflu d'ajouter que les troupes réunies à Raphia n'étaient pas les seules forces militaires dont disposassent les Ptolémées et les Séleucides. Pour ce qui concerne spécialement l'Égypte, nous savons que, vers le milieu du troisième siècle avant Jésus-Christ, son armée, d'où l'élément indigène fut longtemps éliminé, comptait deux cent mille fantassins et quarante mille chevaux. Nous devons noter aussi qu'en Syrie et en Égypte les *amis du roi*, tous les *stratégés*, les *hipparques*, les *nomarques*, les *secrétaires royaux*, les *agoranomes*, tous les grands dignitaires de l'État, tous les fonctionnaires en un mot étaient aussi Hellènes ou Macédoniens, et ne portaient que des titres grecs, non des titres indigènes, égyptiens ou asiatiques.

Mais, si nombreux qu'aient été les Hellènes appelés

au service militaire et civil des dynasties grecques de l'Orient, plus considérable encore sans nul doute est le chiffre de ceux qui se rendaient en Asie et en Égypte pour y chercher fortune dans d'autres carrières. En Asie ils trouvaient une foule de villes fondées depuis des siècles par des hommes de leur race, les célèbres colonies éoliennes, ioniennes et doriennes, qui avaient à leur tour, les deux premières surtout, couvert de villes florissantes toutes les côtes du Pont-Euxin. Plusieurs de ces cités étaient en décadence, quelques-unes avaient été ruinées sous la domination des Lydiens et des Perses. A partir du troisième siècle avant Jésus-Christ, elles reprirent leur ancienne prospérité par la protection qu'elles trouvèrent dans les nouveaux États helléniques, et par les colons que la Grèce leur envoya. Smyrne, rasée au septième siècle par Sadyatte, roi des Lydiens, fut rebâtie sous les successeurs d'Alexandre. Par la symétrie de ses rues, ses beaux pavés, ses grands portiques carrés et ses constructions luxueuses, elle devint une des plus splendides villes de l'antiquité et, d'après Strabon, la plus belle de l'Asie Mineure. Éphèse avait subi les mêmes désastres que les autres villes grecques de l'Asie après le traité d'Antalcidas ; mais elle fut sauvée de ses dissensions intestines par Alexandre. Agrandie et fortifiée par Lysimaque, elle ne cessa de *prosperer tous les jours* : c'est le mot de Strabon, qui l'appelle « le grand centre de commerce de l'Asie en deçà du Taurus. » Là florissait cette école de sculpture qui a produit l'athlète Borghèse du Louvre. Milet avait subi

toutes les vicissitudes : ruinée par Darius, assiégée par Alexandre, qui y rencontra une résistance acharnée de la garnison persane, elle se releva plus tard de ses ruines ; au temps de Strabon, elle avait quatre ports, dont l'un pouvait contenir une flotte considérable. Nous aurions pu en dire autant des autres villes grecques qui existaient depuis les temps les plus reculés dans l'Asie Mineure. On les comptait par centaines ; toutes reçurent une nouvelle vie à cette époque et attirèrent un grand nombre d'habitants de la Grèce européenne.

Mais ce qui transforma l'émigration en un véritable courant humain marchant d'Occident en Orient, ce furent les nouvelles fondations des successeurs d'Alexandre. On connaît les noms de deux cents d'entre elles en Asie Mineure, en Syrie, dans les contrées les plus reculées de l'Orient et en Égypte. Elles étaient assurément en plus grand nombre encore. Plusieurs d'entre elles comptèrent parmi les plus grandes villes de ces temps, parmi les plus florissantes de l'antiquité. Séleucie fut bâtie sur le Tigre, à huit heures de Babylone, en forme d'aigle déployant ses ailes ; au temps de sa grandeur, on lui attribuait six cent mille habitants. Antioche, près de Daphné, était une 'tétrapole, ce qui veut dire qu'elle était composée de quatre parties, dont chacune avait des murs particuliers reliés entre eux par une enceinte commune. La principale rue, ornée des deux côtés de nombreux et splendides magasins, comptait trente stades ou 3,840 mètres de longueur. Cette cité eut jusqu'à cent vingt stades ou 15,370 mètres de circonférence. On ignore

à quel chiffre s'élevait sa population ; mais, d'après Strabon, « elle n'était pas moindre en grandeur et en force que celle de Séleucie sur le Tigre et qu'Alexandrie d'Égypte. » Qui ne connaît cette ville fondée par Alexandre le Grand ? La population entière y était évaluée à 800,000 âmes, et la population libre à 300,000.

Toutes les villes fondées par Alexandre et ses successeurs ne furent pas aussi peuplées ; plusieurs cependant devinrent plus grandes que les plus célèbres de la Grèce proprement dite. Il faut le dire d'ailleurs, les habitants, qui se comptaient par plusieurs millions, n'étaient pas tous de purs Hellènes ; mais ils furent en grande partie hellénisés par les mercenaires, par les employés publics, par la foule des nouveaux colons, par l'accroissement naturel de la population, par le mélange des Grecs avec les indigènes et par la puissante action que l'élément hellénique exerçait sur eux. Polybe, qui a visité Alexandrie vers le milieu du deuxième siècle avant Jésus-Christ, distingue les habitants en trois parties : l'élément égyptien ou indigène, l'élément mercenaire, qu'il affirme avoir été considérable, et l'alexandrin qui, selon lui, était meilleur que les deux autres : « car, dit-il, descendants des Grecs, ils ont, quoique mêlés à des étrangers, conservé les traits caractéristiques de leur race. » D'après Malala, les premiers habitants d'Antioche, près de Daphné, étaient des Athéniens, des Macédoniens, des Crétois, des Cypriotes. C'est à l'intention des premiers que Séleucus y fit ériger une grande statue de Minerve. Plus tard Séleucus II peupla une des quatre parties qu'il fit bâtir

d'Étoliens, d'Eubéens et de Crétois. Nicomédie fut une ville presque entièrement grecque. Nacrassa aussi, si nous en croyons une inscription dans laquelle on lit : « l'assemblée des Macédoniens nacrassites et le peuple. » Selon Strabon, le roi Tigrane fonda Tigranocerta « avec une population de douze villes grecques qu'il avait ruinées. » Philostrate qualifie de « ville hellène » Eusébie, près du Taurus. Strabon dit que les Mazacènes « font usage des lois de Charondas, un des plus anciens législateurs grecs. » Dans le royaume de Pergame, Philadelphie reçut le nom de « petite Athènes ».

Du reste, toutes les villes de l'Asie antérieure se transformèrent en cités helléniques non-seulement par l'origine de leurs habitants, mais aussi par leurs institutions. Chacune d'elles avait son *démos*, son *sénat*, ses *archontes*, ses *stratèges*. La plupart, Cyzique, Magnésie, Nicée, Pergame, Anazarbos en Cilicie, Side, Éphèse, Smyrne, Thyatire, Tarse, Attalie, Tralles, Tyr, Antioche, Alexandrie et beaucoup d'autres, célébraient des jeux publics selon la coutume de la mère patrie. Par intervalles, plusieurs se rendirent tout à fait indépendantes et se donnèrent des chefs qui prirent les noms « de tyrans, de monarques, de rois. » Tels furent entre autres Straton, tyran de Bérée, au commencement du premier siècle avant notre ère ; Denys, tyran de Tripoli ; Syllas, tyran de Lysiade ; Lysimaque ou Lysanias, roi de Chalcis. Les dynastes de l'Asie Mineure, Lysanias, Olympichos, Limnéos, qui vivaient, selon Polybe, vers l'an 300, appartenaient sans doute à cette catégorie. On cite même une

guerre entre Larisse et Apamée. L'indépendance était pourtant une exception ; la règle était que toutes les villes considérables jouissent de privilèges importants. Les unes furent nommées « sacrées avec droit d'asile ; » car on les exempta de toute intervention militaire et judiciaire. Les autres devinrent « autonomes et libres ; » car elles possédaient une pleine autonomie civile, ne payaient aucun impôt régulier et ne recevaient pas de garnison. D'autres encore étaient qualifiées de « métropoles », ce qui leur donnait des droits de préséance sur les autres villes, ou d'« amirales », comme ayant des arsenaux et une force navale considérable. Tyr, par exemple, était « une métropole sacrée avec droit d'asile ; » Antioche, « une métropole autonome ; » Séleucie, « sacrée et autonome ; » Laodicée-sur-Mer, « sacrée avec droit d'asile », ou « sacrée et autonome. » Chaque ville, en Asie du moins et particulièrement dans l'empire des Séleucides, avait aussi sa chronologie civile particulière qui commençait en l'an 312 avant Jésus-Christ, et, chose plus sérieuse encore, le droit de frapper des monnaies d'argent ; elles portaient, il est vrai, l'image du prince Séleucide, mais le système monétaire n'était pas celui du souverain. Sa monnaie était frappée sur le modèle de la monnaie athénienne, tandis que celle des villes avait probablement pour type la monnaie indigène, l'asiatique, admise aussi par les Ptolémées. Il y avait une si grande affinité de mœurs et de caractères entre ces villes, que plusieurs exprimaient officiellement cette liaison fraternelle. Ainsi Antioche près de Daphné,

Séleucie en Piérie, Laodicée-sur-Mer et Apamée, l'ancienne Pella, se disaient « sœurs » d'après Strabon, et « dèmes frères » d'après les médailles. D'autres encore étaient unies entre elles par le lien plus positif de la confédération et formaient le « κοινὸν » ou communauté de Bithynie, « la communauté d'Asie », associations modelées sur la fédération achéenne, étolienne ou béotienne.

Tant que l'hellénisme ne se propagea pas dans les campagnes, les villes se distinguèrent des nations indigènes qui se trouvaient en dehors d'elles : c'est ce qu'attestent des documents authentiques. Ainsi nous lisons dans une inscription d'Éphèse : « l'assemblée et le peuple des Éphésiens et des autres Hellènes des villes de l'Asie et les *nations* ; » de même dans un traité entre Smyrne et Magnésie conclu en 245 : « il écrivit aux rois et aux dynastes, aux villes et aux *nations*. » Un traité entre les Romains et Antiochus III porte, entre autres choses, que « si quelques-unes des villes ou des *nations* contr lesquelles il est interdit à Antiochus de faire la guerre, venaient à l'attaquer, Antiochus aura le droit de les combattre, etc. » Cette distinction disparut avec le temps. Les villes formaient dans les commencements comme les îles d'un archipel dispersées sur la mer des nations indigènes de l'Asie ; elles assimilèrent peu à peu ces peuples par la supériorité de leur organisation et de leur civilisation, par leur langue surtout qui, incessamment propagée parmi les indigènes, finit par les absorber à peu près complètement.

Cette évolution ne fut pas seulement l'œuvre des villes ; les gouvernements de l'Égypte, de la Syrie et de l'Asie Mineure y prirent une large part. En Égypte, les Ptolémées firent dans ce sens plus que les villes mêmes, car dans leurs États le nombre des nouvelles fondations fut relativement moins considérable qu'ailleurs. Les principaux instruments de l'hellénisation du pays furent l'administration, l'armée, les établissements religieux, littéraires, scientifiques et industriels du gouvernement. Nous avons vu que l'administration et le service militaire furent entièrement organisés selon les coutumes grecques et restèrent pendant de longues années entre les mains des Hellènes. Tous les actes publics étaient rédigés en langue grecque. Les contrats écrits en égyptien étaient admis, mais ils devaient être contre-signés en grec. Lorsque plus tard les indigènes commencèrent à entrer dans l'armée et l'administration de l'État, l'empreinte hellénique était trop fortement marquée pour que cette immixtion y pût rien changer.

Les dogmes religieux des Égyptiens ne furent pas abolis, mais il s'opéra un rapprochement entre eux et les dogmes helléniques ; l'hellénisme semble y avoir gardé la prépondérance. Les Ptolémées élevèrent au milieu de l'Égypte un nouveau et magnifique temple, le Sérapéion, où l'on adora depuis en commun le dieu grec *Zeus Adès*, assimilé déjà au dieu égyptien Sérapis ou Osiris-Apis, et la déesse égyptienne Isis, sœur et femme d'Osiris. Des usages et des symboles grecs prévalurent dans cette fusion des deux religions : ainsi dans l'anti-

que Sérapéion de Memphis, deux prêtresses, deux femmes, chose auparavant inouïe en Égypte, célébraient les cérémonies du culte de Sérapis et d'Isis. Dès lors aussi, parmi les attributs de ces divinités, on vit le *calathos* (corbeille) transporté de Grèce, où il figurait dans les fêtes de Cérès.

Si les dogmes des deux peuples se mêlèrent, la langue, la science et surtout l'État furent presque entièrement helléniques. Le principal foyer de ce travail fut le Musée. Cet établissement célèbre, fondé par Ptolémée Philadelphe, faisait partie de l'immense et magnifique palais du roi, qui s'étendait sur le tiers ou le quart d'Alexandrie. Le Musée comprenait une bibliothèque et plusieurs annexes scientifiques qui pourraient faire donner aujourd'hui à l'ensemble de l'établissement le nom d'Université ou d'Institut. Une partie était affectée aux hommes de lettres qui y étaient nourris et logés ; des salles étaient consacrées aux cours ; dans d'autres compartiments travaillaient les copistes et les relieurs. Ptolémée Soter jeta les premières bases de la Bibliothèque ; Ptolémée Philadelphe l'agrandit en y réunissant les livres de toutes les nations connues, en y déposant les trésors de la littérature du monde entier. Au Musée se rattachent Théocrite, poète bucolique ; Callimaque de Cyrène, grammairien, historien et poète ; Apollonius, l'auteur du *Voyage des Argonautes*, qui fut aussi inspecteur de la Bibliothèque ; Aristophane de Byzance, conservateur de la Bibliothèque et fondateur d'une école de grammaire ; Aristarque, disciple de cet Aristophane et

prince des critiques alexandrins ; nous ne citons que les plus marquants. Mais l'hellénisme doit à cette Égypte grecque un nombre infini d'hommes plus célèbres encore : les historiens Appien et Hérodien ; le grand géographe qui fut en même temps un grand astronome et un grand mathématicien, Claude Ptolémée ; l'érudit Athénée ; le néo-platonicien Plotin, le mathématicien Néon, Sosigène, Nonnos, Clément d'Alexandrie. Le gouvernement des Ptolémées ne borna pas son action à l'Égypte ; il répandit l'hellénisme jusque dans les contrées lointaines de l'Éthiopie : vers le quatrième siècle après Jésus-Christ, Silco, un roi des Nubiens et des Éthiopiens, écrivit en grec ses fastes militaires.

Dans les États des Séleucides, le gouvernement fit moins pour la diffusion de l'hellénisme que les Ptolémées en Égypte. Des écoles et des études littéraires florissaient bien en Cilicie, en Syrie et au delà de l'Euphrate, mais elles n'avaient pas été fondées par la royauté, elles n'étaient pas entretenues et protégées par elle. La langue grecque y fut plutôt répandue et cultivée par les villes, qui étaient beaucoup plus nombreuses et plus puissantes en Asie qu'en Égypte. A Antioche par exemple, le Musée ou temple des Muses et la bibliothèque furent fondés, sous Antiochus VI, surnommé Philopator, aux frais et par l'initiative d'un particulier nommé Maron. De même si en Asie il se produisit avec le temps une espèce de fusion des deux religions, ce fait ne s'accomplit pas, comme en Égypte, sous l'action systématique du gouvernement ; il fut plutôt une conséquence naturelle de l'invasion de la religion grecque et de

son contact avec le culte indigène. Les Séleucides voulaient simplement faire prévaloir l'hellénisme en matière de dogme. Nous avons vu que Séleucus avait commencé par ériger dans Antioche une statue à Pallas Athéné. On y éleva aussi une statue à la Fortune qu'on appela Fortune d'Antioche, et sous la protection de laquelle la ville fut placée. Les rois se proclamèrent descendants d'Apollon, et construisirent un temple en l'honneur du chef présumé de leur race à Daphné, près d'Antioche ; à côté d'Apollon on y adorait Diane sa sœur, et aussi Vénus, Jupiter, Junon, la Victoire. Les Séleucides ne se bornèrent pas à transporter l'Olympe grec en Orient ; bientôt ils poursuivirent la ruine des autres cultes, et principalement de celui des Hébreux. Le nouvel état de choses avait déjà beaucoup réagi sur les jeunes générations israélites, lorsque, vers le milieu du deuxième siècle avant Jésus-Christ, Antiochus IV Épiphane chercha par tous les moyens à leur imposer la religion et les dieux des Hellènes ; pour obtenir leur concours, on les façonna aux idées helléniques. Au second livre des Machabées on trouve une description détaillée de cette révolution entreprise par les Séleucides. D'abord Antiochus IV favorisa le sacre d'un grand prêtre pris parmi les Juifs convertis, de Jason, qui s'empressa d'introduire parmi ses compatriotes les usages de la Grèce, et qui établit un gymnase et des jeux pour les éphèbes. Peu après le roi envoya à Jérusalem un vieil Athénien qui força les Juifs à renoncer tout à fait aux lois de leurs ancêtres, et qui donna au temple de Jérusalem le nom de Jupiter Olym-

prien, à celui de Garizim le nom de Jupiter Hospitalier.

Une lutte nationale éclata en Judée contre l'étranger. Les Juifs, sous le commandement des Machabées, finirent par se rendre presque indépendants et par étendre leur domination sur toute la Palestine et sur la Phénicie. Mais plus les chefs des insurgés gagnaient du terrain, plus ils en perdaient d'une autre manière : pour combattre l'élément hellénique, ils étaient forcés de lui emprunter son organisation militaire, son administration intérieure, ses relations diplomatiques et son système monétaire. Aussi arriva-t-il que vers le milieu du premier siècle avant Jésus-Christ, lorsqu'ils eurent secoué la domination étrangère, ils avaient déjà perdu leur caractère national. Le roi Hérode fondait à Jérusalem des gymnases, un théâtre, un amphithéâtre ; tous les quatre ans il célébrait de grands jeux. Le plus remarquable, c'est que les Romains eux-mêmes, qui renversèrent dans cet intervalle l'empire des Séleucides, contribuèrent à la propagation de l'hellénisme. Tout en laissant d'abord aux Juifs une ombre d'indépendance, ils les reléguèrent dans leurs anciennes limites et leur enlevèrent toutes les villes grecques conquises par eux dans le cours de leur grandeur récente et éphémère. Ainsi réduite, la Judée continua d'être gouvernée pendant quelque temps par ses propres rois, mais par des rois « hellénisants, » tandis que les villes grecques, Gaza, Anthédon, Raphia, Stratônos-Pyrgos, Azotos, Jamnée, Jopé, Aréthuse, Marissa, Ascalon, reprirent leur ancienne autonomie. Quelques-unes seulement furent transformées plus

tard en colonies romaines ; toutes les autres étaient gouvernées, comme jadis, par leur *dèmos*, leur *sénat*, leurs *archontes* et leurs *stratégés*. D'un autre côté, le roi Hérode s'était entièrement livré à l'influence hellénique : non content de la faire prévaloir dans ses propres États, il orna les villes grecques de monuments splendides, y institua des jeux ; y fonda de beaux et utiles établissements, tels que des gymnases, des portiques, des théâtres, des murs, des aqueducs. Ses descendants imitèrent son exemple jusqu'au jour où la Judée fut réduite en province romaine.

Le triomphe de l'hellénisme en Syrie fut d'autant plus assuré que les révoltes des Juifs contre Rome, au premier et au deuxième siècle de notre ère, amenèrent leur dispersion dans tous les pays du monde. Ce triomphe a laissé des traces indélébiles dans la littérature du premier siècle après Jésus-Christ. Flavius Joseph et Philon le Juif écrivirent leurs ouvrages en grec et s'inspirèrent des sentiments de la race dont ils avaient adopté la langue. Est-il besoin de rappeler que la Syrie tout entière devint un pays grec, et qu'elle produisit des hommes tels que Nicolas de Damas, Lucien, Libanius, Longin, Jean Chrysostome, Procope, Énée, Jean de Gaza, le mécanicien Callinicos, le mathématicien Nicolas, l'astronome Posidonios ?

Les dynastes qui se firent jour en Asie, après le démembrement de l'empire d'Alexandre, n'étaient pas d'origine grecque comme les Ptolémées et les Séleucides : à l'exception d'un seul, ils furent indigènes et étran-

gers de naissance à la civilisation hellénique. Néanmoins ils contribuèrent puissamment à la propager. Les descendants de Zipœte, roi de Bithynie, les Prusias, les Nicomède, s'identifièrent tellement avec la révolution, qu'on finit par oublier leur origine barbare et que les chroniqueurs les qualifièrent de Macédoniens. Il en fut de même des rois du Pont. Quoique descendants de Darius, ils devinrent des promoteurs de la nouvelle civilisation. Le plus célèbre des géographes grecs est né à Amasia du Pont. Sa généalogie atteste le mélange qui s'y faisait des Grecs et des indigènes aussi bien que la prépondérance de l'hellénisme. On ne connaît pas le père de Strabon ; mais sa grand'mère maternelle était fille du Grec Lagètas ; elle avait épousé un indigène dont le frère, Moapherne, est seul mentionné par le géographe. Ainsi, du côté de sa mère, son bisaïeul était certainement Grec, mais son grand-père était indigène ou, comme on disait alors, barbare. Diodore de Sicile dit, en parlant d'Ariarathe V, roi indigène de Cappadoce, qui vivait vers le milieu du deuxième siècle avant Jésus-Christ, « que la Cappadoce, jadis ignorée des Grecs, était alors le séjour des hommes instruits. » L'hellénisme ne cessa pas de se répandre dans ce pays sous les Romains ; ainsi une ville dont j'ai parlé plus haut, Mazaca près du mont Argée, changea d'abord son nom en celui d'Eusébie, fut agrandie par Tibère et nommée enfin Césarée, et devint une cité de quatre cent mille habitants ; elle jeta son plus grand éclat au troisième siècle de notre ère, lorsque son général Démosthènes se couvrit de gloire dans les

guerres contre les Perses. Un autre général de Cappadoce, Callistos, s'y distingua également. D'ailleurs le voyageur Pausanias, Basile le Grand, Grégoire de Nazianze, Apollonius de Tyane, Eusèbe de Césarée, pour nous borner aux plus illustres Hellènes de ce pays, n'étaient-ils pas Cappadociens ? Les souverains et les plus illustres personnages de la Galatie adoptèrent dès le deuxième siècle avant Jésus-Christ la religion, la civilisation et la langue répandues en Asie par les successeurs d'Alexandre. Citerons-nous ici le seul souverain qui fût d'origine grecque, Philétaire, l'ancien trésorier de Lysimaque, le fondateur de l'État de Pergame ? Ses successeurs, les Eumènes et les Attales, firent de ce pays, comme on disait, *une nouvelle Grèce*. Les autres contrées de l'Asie Mineure, qui se trouvaient tantôt sous la domination des Lagides, tantôt sous celle des Séleucides, se couvrirent aussi d'un grand nombre de villes nouvelles et subirent plus ou moins leur influence.

Il en fut de même jusqu'à un certain point dans les contrées plus orientales encore de l'Asie. Plusieurs artistes, parmi lesquels Callimaque, célèbre pour sa science et son habileté dans les arts, se trouvaient, dit-on, à la cour des rois d'Arménie, qui recevaient une éducation grecque. L'un d'eux, Artavasde, composait, paraît-il, des tragédies, faisait des discours et écrivait des histoires en grec. Les rois des Parthes eux-mêmes, appelés Arsacides du chef de leur dynastie, ne demeurèrent pas tout à fait insensibles aux enchantements de la Muse européenne. On racontait dans l'antiquité que les Perses,

les Susiens et les Gédrosiens, dont les pays étaient soumis à l'empire des Parthes, avaient vu jouer les tragédies d'Euripide et de Sophocle. Si de ces contrées éloignées de l'Orient nous passons au midi, nous trouvons au milieu des déserts de l'Arabie des architectes grecs embellissant Palmyre de temples et de monuments splendides. Au troisième siècle de notre ère, la reine Zénobie portait tantôt le costume hellénique, tantôt le costume oriental, parlait à sa cour les deux langues, faisait de Longin son conseiller et son ministre. Cet homme illustre prouva par sa mort, digne d'un Socrate, que son courage était à la hauteur des belles spéculations qu'il nous a transmises dans son *Traité du sublime*.

Palmyre fut ruinée au troisième siècle. A la même époque commence aussi à s'affaiblir l'hellénisme des régions centrales de l'Asie; il n'avait pénétré qu'à la surface, et il disparut facilement au milieu des changements qu'amena la seconde monarchie persane, ennemie déclarée de l'hellénisme. Mais il se maintint longtemps en Égypte et en Syrie, où il prospéra jusqu'au septième siècle après Jésus-Christ. Les idiomes locaux s'étaient sans doute conservés dans les campagnes : pourtant la langue grecque y était dominante; car les Athanase, les Cyrille, les Théophile, les Chrysostome, les Arius, les Eutychès et d'autres prédicateurs moins renommés prêchaient en grec, touchaient les foules, les entraînaient et les convertissaient. Dans l'administration, dans la littérature, dans toutes les relations de la société, on ne parlait, on n'apprenait que cette langue. Elle prévalut

encore davantage dans l'Asie Mineure, devenue un pays entièrement hellénique jusqu'au treizième siècle. Pour donner une idée du changement complet que cette grande péninsule éprouva depuis le troisième siècle avant Jésus-Christ, nous allons donner quelques détails sur un petit nombre de ses villes de second et de troisième ordre ; ses grandes cités sont trop connues pour que nous y revenions.

Tarse en Cilicie était une ville bien ancienne, où l'élément hellénique était très-faible au troisième siècle avant notre ère. Strabon, qui écrivait deux siècles plus tard, vante les études qui s'y faisaient dans la philosophie et dans les autres branches du savoir humain ; il affirme que ses habitants avaient en cela surpassé Athènes et Alexandrie. Il cite des hommes célèbres nés dans ses murs : les stoïciens Antipater, Archédème et Nestor, les deux Athénodore, dont l'un, très-puissant sous Antoine et sous César, donna lieu à de nombreuses plaisanteries rapportées en détail par le géographe. L'académicien Nestor, contemporain de Strabon, devint précepteur de Marcellus neveu de César, et succéda à Athénodore dans l'administration de la cité. Le géographe cite encore les noms d'autres philosophes, Ploutiade et Diogène, des grammairiens Artémidore et Diodore, d'un excellent poète tragique, Denys ; il termine en disant que Rome peut témoigner du grand nombre de philologues originaires de cette ville : « Rome, dit-il, est pleine de Tarsiens et d'Alexandrins. » On s'explique ainsi comment Paul, né et élevé à Tarse, fut le plus éloquent des apôtres,

le plus versé dans la science et la poésie des Hellènes.

« Laodicée en Phrygie, dit-il ailleurs, petite ville d'abord, a été agrandie, de notre temps et du temps de nos pères, par quelques citoyens devenus puissants. » Hiéron l'orna d'abord de plusieurs beaux monuments et lui fit, à sa mort, un legs de 2,000 talents, somme qui équivaldrait aujourd'hui à 50,000,000 de francs environ. Son œuvre fut continuée par Zénon l'orateur et par son fils Polémon, à qui ses exploits firent conférer la royauté par Antoine et par César Auguste.

Strabon appelle Stratonice de Carie « séjour des Macédoniens », il ajoute qu'elle avait été embellie par les rois et qu'elle donna le jour à Ménippe, surnommé Catoca, que vante Cicéron, et qu'il compare à Xénoclès et aux orateurs les plus célèbres de son temps.

Mylasa de Carie, autrefois un village, était alors ornée de temples et de portiques. Euthydémon et Hybréas furent deux hommes remarquables, orateurs et démagogues, c'est-à-dire chefs politiques de Mylasa. Euthydémon avait reçu de ses ancêtres une grande fortune et une position considérable ; il devint puissant dans son pays et mérita les premiers honneurs en Asie. Par contre, le père d'Hybréas ne lui laissa pour tout avoir qu'un mulet dressé à transporter le bois avec son conducteur ; cependant le jeune homme n'en reçut pas moins une belle éducation. Ayant pris part aux affaires politiques de son pays, il ne tarda pas à s'attirer l'admiration publique, du vivant même d'Euthydémon. A la mort de ce

dernier, il fut le maître de la cité. On vante beaucoup ce mot d'Hybréas dans l'oraison funèbre qu'il prononça sur la tombe de son émule : « Euthydémon, aurait-il dit, tu étais pour notre ville un mal nécessaire ; nous ne pouvions vivre ni avec toi ni sans toi. »

L'écrivain Charon, Adimantos, l'orateur Anaximène, Métrodore, l'ami d'Épicure, étaient originaires de Lampsaque. C'est de cette ville qu'Agrippa enleva le *Lion tombé*, œuvre de Lysippe. Démétrius, l'auteur du *Diacosmos troyen*, si souvent cité par Strabon, était né à Skepsis en Troade, au deuxième siècle avant Jésus-Christ. Là aussi vit le jour ce Métrodore qui quitta la philosophie pour la politique, et, de pauvre devenu riche par un brillant mariage, fut puissant auprès de Mithridate Eupator. Mais la grande merveille de cette ville fut la bibliothèque d'Aristote : ce philosophe l'avait léguée à Théophraste, qui, à son tour, l'avait donnée par testament à Nélée de Skepsis. Les descendants de Nélée cédèrent pour une grande somme d'argent les livres d'Aristote et de Théophraste à Apellicon de Téos, qui transféra le trésor à Athènes ; Sylla l'enleva et le fit transporter à Rome, lorsqu'il se fut rendu maître de cette ville.

Si l'hellénisme était plein de vie dans les plus petits centres, on peut imaginer son activité dans les nombreux et puissants foyers qu'il avait établis sur toute la surface de la péninsule asiatique. La nation hellène lui doit Denys d'Halicarnasse, Arrien, Dion Cassius, Gallien, Épictète, Dion Chrysostome, Strabon, Pausanias, l'apôtre Paul, les sept Églises décrites et immorta-

lisées par l'Apocalypse, les plus brillants orateurs chrétiens, Basile et Grégoire, les grands architectes de Sainte-Sophie, Anthémios de Tralles et Isidore de Milet. Elle lui doit l'ensemble de sa vie politique, militaire et intellectuelle au moyen âge, ou pour le moins jusqu'au treizième siècle après Jésus-Christ. Les tribus étrangères, qui par intervalles s'établissaient en Asie, devenaient grecques avec le temps au lieu de se fondre dans l'élément indigène. Ainsi les Gaulois qui avaient occupé une grande étendue de ce pays vers le troisième siècle avant Jésus-Christ, s'appelaient déjà Gallo-Grecs au temps de Strabon. Les Goths, qui s'y établirent vers le troisième siècle de notre ère, furent, d'après Théophane, désignés plus tard sous le nom de Gotho-Grecs.

Ainsi furent accomplis les vastes desseins d'Alexandre le Grand dans la partie la plus occidentale de l'Asie et en Égypte. Mais cet hellénisme ne conserva pas en toutes choses son caractère primitif. Sa vie politique se modifia la première. Propagé sous la direction militaire de la Macédoine dont le gouvernement était monarchique, sa constitution fut réglée sur ce modèle. Les villes, bâties en grande partie par des colons venus de la Grèce et de ses colonies, s'organisèrent bien d'après les formes helléniques; quelques-unes même, inspirées par leurs vieilles traditions, poursuivirent et parfois obtinrent leur autonomie et leur indépendance. Mais la constitution monarchique dominait en Égypte, en Syrie et dans l'Asie Mineure. Les successeurs d'Alexandre, Ptolémées, Séleucides, rois de Bithynie, de Pergame, de Cappadoce

et de Pont, organisèrent leur pouvoir à la façon des princes macédoniens.

La vie intellectuelle subit aussi une modification notable en Orient. Le monde hellénique des âges précédents, confiné dans un pays étroit et morcelé, n'avait pas de grands intérêts matériels à faire valoir ; il s'occupa médiocrement des arts utiles ; il s'adonna plutôt à la vie spéculative, à ce travail intellectuel qui naît et se développe par le plaisir et par les jouissances qu'il procure. Tout autre fut la nouvelle situation dans laquelle s'est trouvé l'hellénisme oriental. Jeté au milieu de pays vastes et inconnus qui se rattachaient à d'autres pays plus vastes et moins connus encore, il dut commencer par étudier ces contrées pour suffire à des besoins nouveaux et variés. Comme il devait se constituer, se maintenir, se développer et se gouverner dans un milieu différent, il fut obligé de tourner toute son activité vers les sciences, l'industrie et le commerce, car c'est par là surtout qu'il pouvait prospérer dans sa nouvelle carrière. La poésie et l'histoire ne brillèrent plus par de nouveaux chefs-d'œuvre. Seules, leurs anciennes productions furent recueillies, vérifiées, commentées, classées. Certes la philosophie d'Épictète, le *Traité du Sublime* de Longin, l'esprit caustique et inépuisable de Lucien, les œuvres admirables d'Apelles, de Protogène, d'Anthémios, d'Isidore, la puissante éloquence de Chrysostome, de Basile, de Grégoire témoignent que le génie de la nation n'avait pas été frappé de stérilité dans sa nouvelle patrie ; mais au fond son caractère fut modifié d'une manière

remarquable. La période des sciences avait commencé pour lui. Ératosthènes fonda la géographie astronomique ; Strabon développa la géographie descriptive ; Claudius Ptolémée fit de cette étude un système exact et scientifique. Dans Alexandrie, le mathématicien Euclide composa ses *Éléments*, qui servent encore aujourd'hui, en Angleterre surtout, de base à l'enseignement de la géométrie. Archimède de Syracuse, non moins célèbre que lui, fut son disciple. Héron d'Alexandrie se signala parmi ceux qui ont écrit sur la théorie de la mécanique ; à cet âge appartiennent aussi Diophante, Théon, et d'autres mathématiciens, non-seulement d'Alexandrie, mais de Rhode et de Pergame ; Hipparque de Nicée en Bithynie, sans nul doute le plus grand astronome de l'antiquité ; le précurseur de Galilée, Aristarque de Samos, qui enseigna le premier que le soleil est immobile comme les étoiles fixes, et que la terre se meut autour du soleil pendant qu'elle tourne sur son axe. Sosigène réforma le calendrier ; alors vécurent le premier des médecins après Hippocrate, Galien de Pergame, et le célèbre botaniste Dioscorides de Cilicie. Plus tard l'ingénieur Callinicos trouva le feu grégeois ; cette invention permit au nouveau monde gréco-oriental de résister pendant plusieurs siècles à ses ennemis, et particulièrement aux mahométans, qui l'assaillaient de toutes parts.

La même tendance se manifeste dans les arts et les travaux publics. Dans la première carrière de l'hellénisme, l'utile était sacrifié au beau ; dans l'hellénisme oriental, au contraire, le beau est subordonné à l'utile.

Sur l'île de Pharos, située à l'entrée du principal port d'Alexandrie, s'éleva la première tour éclairée dont l'histoire fasse mention. Aussi ce monument fut-il appelé tour de Pharos, ou simplement Phare, nom qui, dans la plupart des langues modernes, désigne les établissements de cette nature. Le Phare fut construit à grands frais et en douze ans par Sostrate de Cnide : le nom de cet artiste célèbre fut immortalisé par une inscription portant : « Sostrate de Cnide, fils de Dexiphane, aux dieux sauveurs, pour les navigateurs. » Cette tour, dont on admirait la grandeur et la beauté et que l'on rangea ensuite parmi les sept merveilles du monde, était bâtie en marbre blanc sur un rocher escarpé. Elle avait plusieurs étages et, dit-on, trois cents pieds d'élévation. Si l'on en croit les rapports du temps, on apercevait la lumière du fanal allumé à son sommet à plus de cinquante kilomètres de distance. Ainsi les Hellènes avaient songé à faciliter l'entrée d'un port où les rois indigènes de l'Égypte avaient mis une garde pour en éloigner les navigateurs. Des travaux de ce genre n'ont pu être faits en Grèce pour plusieurs raisons : l'art et la religion absorbaient l'excédant des revenus, quand il y en avait un ; cet excédant servait à construire des temples, des propylées, à payer des statues ou d'autres œuvres d'imagination. Souvent aussi les intérêts mesquins et opposés des villes mettaient obstacle aux entreprises d'utilité commune. Sous Alexandre le Grand, l'ingénieur Cratès de Chalcis avait commencé, par l'ordre du roi, le curage des canaux obstrués du lac Copaïs. Mais dès que Thèbes se

releva, sous le règne de Cassandre, les travaux furent arrêtés; Thèbes craignait que l'écoulement des eaux, en faisant cesser les inondations, ne contribuât à la prospérité d'Orchomène, sa rivale. D'ailleurs les monarchies grecques fondées en Orient avaient des ressources immenses; elles pouvaient donc suffire à la fois aux dépenses exigées pour la construction de monuments utiles, et de monuments simplement artistiques. Il n'en était pas de même dans les États de la Grèce européenne : leurs recettes étaient fort limitées. Le revenu annuel d'Athènes, le plus riche des États de la Grèce, s'élevait, du temps de sa grandeur, à mille talents ou six millions de drachmes anciennes; Appien affirme au contraire que, *d'après les inventaires royaux*, les trésors amassés par le second des Ptolémées étaient évalués à la somme énorme de soixante-quatorze mille talents ou trois milliards sept cent millions de drachmes, le talent d'argent d'Alexandre étant à celui de Solon comme cinq est à six. Quoi de surprenant si ces rois, tout en bâtissant et en entretenant des musées et des temples, construisaient des phares, ouvraient des canaux et des routes, et reliaient ainsi les pays les plus reculés de l'Orient avec les contrées les plus occidentales et la Méditerranée?

En effet, les Ptolémées complétèrent le canal resté inachevé de Nécos, fils de Psammitichus, et ouvrirent la route qui rattachait Bérénice, sur les bords de la mer Rouge, à Coptos sur le Nil. « Et maintenant, dit Strabon, les cargaisons de l'Inde, de l'Arabie et de l'Éthiopie, qui arrivent dans le golfe Arabique, sont transportées à

Coptos, leur principal entrepôt. » Une grande quantité de ces marchandises étaient ensuite exportées à l'étranger ; les bateaux égyptiens naviguaient jusque dans l'Euxin ; ils en rapportaient d'autres produits avec lesquels ils remontaient le Nil ; les marchandises passaient sur les bords de la mer Rouge, et de là on les expédiait dans les contrées méridionales de l'extrême Orient. Alexandrie devint ainsi le véritable centre du commerce universel. Les Séleucides de leur côté firent beaucoup pour le développement et la sûreté des relations commerciales. Seleucus songea à réunir la mer Caspienne à l'Euxin par un canal ; son successeur Antiochus chargea le Larisséen Polyclète de faire une étude détaillée de la mer Caspienne.

En outre ils eurent soin d'entretenir la grande route commerciale de l'Inde septentrionale au Pont-Euxin, route qui devait enrichir bientôt après les rois du Pont. La grande Séleucie-sur-le-Tigre fut plus utile aux rois de Syrie. C'est dans cette ville que les Arméniens amenaient leurs marchandises en descendant l'Euphrate et le Tigre ; car, à ce point, les rapides du Tigre arrêtaient les navires qui remontaient ce fleuve impétueux. Les cargaisons étaient donc transportées par terre au marché des Comanes ou au delà du Caucase ; derrière cette chaîne habitaient les Aorses, riverains du Tanaïs, qui s'enrichissaient en apportant sur des chameaux, dit Strabon, les produits des Indes et de Babylone, et en les transportant chez les Mèdes et les Arméniens. A Séleucie se rendaient en outre des caravanes de la haute Perse et de

l'Arabie. De cet entrepôt toutes les marchandises étaient dirigées sur les nombreuses et riches villes du littoral syrien et de l'Asie Mineure méridionale. Ainsi les Séleucides rivalisaient avec les Ptolémées pour faciliter par tous les moyens les relations commerciales entre l'Orient et l'Occident. D'un autre côté, quand la jalousie des Ptolémées défendit l'exportation du papyrus, les habitants de Pergame y suppléèrent par l'invention du parchemin, dont la fabrication forma une branche notable de leur industrie. Car dans ce royaume aussi les arts utiles, les sciences positives, la mécanique, la navigation, le commerce, les mathématiques et l'astronomie prirent un grand essor. Les tissus d'Attalie, ainsi que les autres produits de l'industrie de Pergame, acquirent en ce temps beaucoup de renommée, ce qui n'empêcha pas que la philosophie et les beaux-arts n'y fissent des progrès signalés. Là brillèrent d'un vif éclat la philosophie stoïque, et cet art qui donna naissance à la fameuse statue d'Esculape placée dans le temple de ce dieu à Pergame, et à d'autres œuvres par lesquelles les habitants de cette ville illustrèrent les exploits de leurs rois contre les Galates.

Cependant l'hellénisme transplanté en Asie ne créa pas seulement une nouvelle vie politique et intellectuelle ; il fonda aussi un nouveau monde moral et religieux. Là il rencontra le peuple qui professait depuis des siècles l'existence d'un seul Dieu. Il tenta de s'assimiler la Palestine ; mais, de même que les Machabées, ses adversaires, étaient forcés de lui emprunter son organisa-

tion militaire et sa science politique, de même l'hellénisme, dans sa lutte pour s'imposer à la Palestine, se laissait pénétrer par le dogme des Hébreux. Dès le troisième siècle avant Jésus-Christ, leurs livres sacrés, traduits en grec par ordre de Ptolémée Philadelphie, étaient devenus accessibles au monde hellénique. Peu après, le Juif Aristobule composa sur la loi mosaïque un ouvrage dont le but évident était de répandre les dogmes de son pays parmi les Hellènes. Joseph représenta ensuite, dans ses *Antiquités juives*, un Grec confessant le profond caractère spiritualiste de la loi mosaïque. Cette tendance vers le monothéisme fut fortifiée par l'introduction en Asie des plus hautes conceptions de la philosophie grecque et même de son polythéisme. Ainsi que nous l'avons dit, la religion grecque se combina en Égypte et en Syrie avec les cultes indigènes ; de là une confrontation et une assimilation des dieux grecs avec les dieux de l'Asie et de l'Égypte. Aphrodite fut identifiée avec l'Astarté indigène, Artémis avec Anaïtis, Isis tantôt avec Cérès, tantôt avec Artémis, Aphrodite, Enyo, ou Junon. Sérapis aussi fut comparé à Jupiter, à Esculape, au Soleil, à Bacchus. Ainsi se fit un premier, un grand travail de rapprochement entre les esprits, entre les consciences : les attributs et les vertus des dieux se ramenèrent insensiblement à un petit nombre de conceptions sur la Divinité. On disait d'Isis qu'elle était la mère des choses, la reine des éléments, la première fille des temps, le premier des dieux, leur archétype uniforme, la première des divinités, une divinité seule et unique, mais adorée par toute la terre de

différentes manières, sous des formes diverses. On disait aussi de Sérapis qu'il avait pour tête le ciel, pour corps la mer, pour pieds la terre, pour œil le soleil. Cette synthèse, effaçant peu à peu les attributs locaux et trop particuliers des dieux, préparait la pensée à la conception d'une seule et suprême puissance. C'est ce que Plutarque expliqua admirablement dans la suite. Quoique zélé partisan des anciennes doctrines, il conclut cependant, dans son traité sur Isis et Osiris, qu'il n'y a pas plusieurs dieux, barbares ou hellènes, septentrionaux ou méridionaux, mais que tout est réglé par *un seul verbe* et administré par *une seule providence*. Pendant que cette introduction du polythéisme grec en Orient venait d'une façon singulière au secours du dogme antique des Hébreux, ce dogme contractait une alliance plus naturelle avec la philosophie hellénique. Le Juif Philon, contemporain de Jésus, trouvait que le système philosophique de Platon se rapprochait beaucoup des livres sacrés des Hébreux.

Telle était la situation des esprits en Orient, lorsque Jésus parut en Palestine. Parmi les habitants de ce pays, les uns s'obstinaient à maintenir toutes les formes de la religion des ancêtres, formes dont plusieurs pouvaient être difficilement adoptées par le reste de l'humanité; les autres cédaient à l'influence de l'hellénisme qui s'élevait lentement vers le dogme suprême de cette religion. Venu au monde pour compléter et renouveler l'Ancien Testament au double point de vue moral et dogmatique, Jésus, repoussé par les purs enfants d'Is-

raël, fut écouté plus volontiers par les Juifs hellénisants. Les premiers, l'ayant d'abord emporté, poursuivirent et firent condamner Jésus au supplice ; mais ses disciples sauvèrent par l'hellénisme le Nouveau Testament. Abandonnant ces sourds et ces aveugles, ils prêchèrent la vérité en grec aux habitants hellénisés de la Palestine et des autres pays de l'Orient. Ceux-ci s'assimilèrent la parole du maître au point que cette parole, prêchée d'abord aux seuls Juifs, devint comme la propriété de l'hellénisme et que les Juifs y restèrent étrangers. Les Évangiles, tels du moins que toutes les Églises chrétiennes les possèdent aujourd'hui, les Actes et les Épîtres des Apôtres, l'Apocalypse, les premiers ouvrages des Pères de l'Église, le Symbole de la foi, toutes les définitions et les canons arrêtés par les conciles œcuméniques ont été rédigés et prêchés en langue grecque. Les sept premiers diacres de l'Église, Philippe, Prochoros, Nicanor, Simon, Parménas, Nicolas et surtout Étienne, son premier martyr, étaient des Juifs hellénisés, des « hellénistes », comme on disait alors. Les premières, les plus célèbres Églises ont été fondées dans les villes grecques de Damas, de Bérée, d'Antioche en Syrie, et presque en même temps, dans l'Asie Mineure, à Éphèse, à Smyrne, à Pergame, à Thyatire, à Sardes, à Philadelphie, à Laodicée.

L'ancien hellénisme, dans sa première forme, continuait toutefois, avec l'hellénisme insensiblement converti à l'Évangile, à exercer une action multiple pour le triomphe du dogme chrétien. D'un côté la fusion des différents cultes païens ne cessait d'élever les esprits à la

conception d'un seul Dieu ; de l'autre, la philosophie grecque travaillait à la diffusion de la nouvelle doctrine morale. Épictète, qui vécut vers la fin du premier siècle de notre ère, fut, quoique païen, comme un collaborateur des missionnaires du christianisme. Dans les *Diatribes* qu'Arrien écrivit sous sa dictée, tantôt il répond à des questions de morale, tantôt il invoque la dignité humaine pour nous engager à la vertu ; ou bien encore il expose avec éloquence ce qui touche à la Providence divine et les devoirs qu'elle dicte à chacun de nous. Il adresse ainsi aux hommes des enseignements par lesquels il les prépare à entendre et à comprendre l'éloquence chrétienne. L'hymne à Dieu, que nous lisons dans son second discours sur la Providence, est plutôt digne de Grégoire de Nazianze que d'un philosophe païen. Après avoir célébré les louanges de la Divinité, il termine en s'écriant : « Eh bien ! puisque vous êtes aveugles, vous le grand nombre, ne fallait-il pas qu'il y eût quelqu'un qui chantât pour tous l'hymne à la Divinité ? Que puis-je faire, moi vieux et boiteux, si ce n'est de chanter Dieu ? Si j'étais rossignol, je ferais ce que fait le rossignol ; si j'étais cygne, ce que fait le cygne. Je suis un être raisonnable, il me faut chanter Dieu. Voilà mon métier, et je le fais. C'est mon rôle, à moi ; je le remplirai tant que je vivrai, et je vous engage tous à chanter avec moi. » Chose non moins remarquable, Épictète prêche le célibat du philosophe, préludant ainsi au célibat des moines, et devient martyr de ses doctrines, comme le furent bientôt après lui les confes-

seurs de la religion chrétienne. Né à Hiérapolis de Phrygie, il fut, pendant sa jeunesse, esclave à Rome d'un des affranchis de Néron. On raconte que, son maître se donnant le plaisir de lui désarticuler le pied avec un instrument de torture, Épictète lui dit sans se troubler : « Tu vas me le casser. » Mais, le maître persistant dans ce jeu inhumain jusqu'à ce que le pied se brisât, l'esclave se contenta d'ajouter : « Je te l'avais bien dit. » Se rappelant cette résignation stoïque, Celse osa demander plus tard aux chrétiens : « Est-ce que le Christ, au milieu de ses supplices, a jamais dit quelque chose de plus beau ? » A quoi Origène répartit simplement : « Notre Dieu n'a rien dit, et cela est encore plus beau. » Il y avait donc rivalité entre les stoïciens et les chrétiens pour la recherche de la vérité, rivalité qui devait aboutir enfin au triomphe de l'Évangile, non de la doctrine philosophique.

Dion Chrysostome fut aussi un proclamateur de la vérité morale, plus populaire qu'Épictète, dont il fut contemporain. Né à Brousse en Bithynie, il embrassa d'abord la vie, l'art et les mœurs des sophistes, classe d'hommes qui adoraient la parole pour la parole même, et surtout à cause de la renommée et des biens que leur facile éloquence leur procurait. S'étant convaincu avec le temps de la vanité de sa condition, il mit son talent au service de l'édification des âmes et de l'élévation du sentiment humain. D'après Dion, la morale n'est pas une vaine spéculation ; c'est un ensemble de préceptes qui n'ont de valeur que dans la pratique. Ce philosophe

ne ressemble pas aux stoïciens qui « ne s'adressent pas au peuple, désespérant peut-être de le rendre meilleur. » Il se propose de rendre la morale accessible au plus grand nombre sans se laisser abattre ni par les obstacles ni par les insultes ! Il montre une persévérance égale à celle d'Épictète, quand il s'écrie avec son accent le plus héroïque : « Il faut que le philosophe aime ceux qui le battent, parce qu'il est le père et le frère de tous les hommes. » Ne croit-on pas entendre ce commandement du Sauveur : « Si quelqu'un vous frappe à la joue droite, présentez-lui aussi la gauche ; aimez vos ennemis ; bénissez ceux qui vous maudissent ; faites du bien à ceux qui vous haïssent. » Dion parla souvent en public ; souvent il apaisa les troubles des villes ; partout, toujours, il s'appuya sur les principes éternels de la morale, formant ainsi les foules à la compréhension de la parole évangélique. Il appelait sa parole « une prédication sacrée », le philosophe enseignant « un interprète véridique de la nature immortelle ». Épictète ne disait-il pas aussi que le véritable philosophe doit se consacrer tout entier « au service de Dieu » ? Ainsi se rapprochaient les deux mondes, le monde hellène et le monde chrétien, qui devaient enfin se fondre dans un seul et unique courant. Lucien lui-même témoigne combien l'hellénisme oriental contribua dans sa première forme au triomphe des nouveaux dogmes. Qui ignore les coups mortels que son ironie, sa logique, son langage attique portèrent à l'édifice chancelant mais encore debout du paganisme, au deuxième siècle ? Et qui

peut calculer le nombre d'âmes qui, privées ainsi de tout appui moral, furent obligées de chercher un refuge au sein de l'Église chrétienne? Certes, Lucien ne croyait à rien; il ne railla pas moins le christianisme que le paganisme; et cependant, en se moquant sans pitié de la vie chrétienne, de sa charité, de son dévouement, il devint, malgré lui, un ardent prédicateur des vertus nouvelles.

Les chrétiens les plus autorisés ont souvent reconnu combien la philosophie hellénique a contribué au triomphe du christianisme. « Les doctrines de Platon ne diffèrent pas beaucoup de celles de Jésus, disait au deuxième siècle Justin le martyr; mais elles ne leur sont pas en tout semblables, non plus que celles des autres stoïciens, poètes et écrivains; car chacun d'eux, ne voyant qu'un des aspects du Verbe divin, s'est exprimé à son point de vue particulier. Donc tout ce que ces maîtres ont dit de bon nous appartient à nous chrétiens. » Non moins remarquable est la manière dont Clément d'Alexandrie définit les rapports de la philosophie et du christianisme. « La philosophie, dit-il, était nécessaire aux Hellènes, avant l'arrivée du Seigneur en ce monde, pour fixer la notion du juste et de l'injuste; maintenant elle est utile comme une instruction préliminaire à tous ceux qui veulent goûter les fruits de la foi raisonnée. Je ne parle ni du système des Stoïciens, ni de ceux de Platon, d'Épiqueure et d'Aristote; j'entends par philosophie l'ensemble de tout ce que chacun d'eux a dit de bon, en associant la justice à la piété. » Mais personne n'a mieux carac-

térisé que saint Basile les services que l'hellénisme païen était appelé à rendre à l'hellénisme chrétien. Il a exprimé sa pensée à cet égard dans l'exhortation (*parénèse*) qu'il adressait aux jeunes gens sur les avantages à tirer des écrivains profanes. Après avoir résumé les prescriptions de la loi nouvelle et représenté les trésors de félicité que nous donnent ses saintes maximes, il conclut que nous devons nous exercer à d'autres études, en attendant que l'âge nous permette de comprendre les premières. Ces autres études par lesquelles les chrétiens doivent se préparer à la pratique des vertus enseignées par la nouvelle religion, sont la lecture des poètes, celle des orateurs, et des autres prosateurs de l'antiquité. « De même que les teinturiers ne dessinent la fleur qu'après avoir préparé l'étoffe; ainsi, pour conserver en nous le sentiment du beau indélébile, nous devons commencer par ces études profanes, car alors seulement il nous sera donné de comprendre les préceptes sacrés et mystérieux de la religion. Après que nous nous serons accoutumés à voir le soleil réfléchi dans l'eau, nos yeux pourront regarder l'astre du jour lui-même dans toute sa splendeur. » L'incomparable orateur ne se borne pas à ces deux images, dont la seconde est empruntée à Platon; pour représenter d'une manière plus vive encore les rapports de l'éducation hellénique et de l'éducation chrétienne et leur action convergente, il nous offre, aussitôt après, une troisième image plus frappante que les deux premières. « La propriété principale de la plante, dit-il, est de produire de beaux fruits, mais les feuilles qui s'agitent sur ses bran-

ches ajoutent aussi à sa parure ; de même il y a un certain charme à ce que l'âme, dont la vérité est le fruit principal, soit revêtue de la science profane, qui, comme le feuillage de la plante, fait ressortir la beauté du fruit. » Après avoir posé ce principe que l'ancienne philosophie hellénique est un exercice, un ornement indispensable à toute âme chrétienne, il termine cependant en disant que nous ne devons pas prêter la même attention à tout ce qu'ont écrit les poètes et les orateurs. « Et de même que nous évitons les épines du rosier, dont nous cueillons la fleur, nous devons nous attacher à nous préserver de ce qu'il y a de nuisible dans ces préceptes, et ne profiter que de ce qui est utile. » Mais, dans son enthousiasme pour les chefs-d'œuvre du génie hellénique, il ne tarde pas à affirmer que tous à la vérité méritent d'être étudiés par les chrétiens, que toute la poésie d'Homère est un éloge de la vertu ; il recommande en même temps Solon, Théognis, Prodicos, Euripide, Platon. « Presque tous, s'écrie-t-il, ont parlé de la sagesse ; chacun dans ses écrits a fait plus ou moins et dans la mesure de ses forces l'éloge de la vertu. » Il professe que non-seulement les maximes de l'ancien hellénisme, mais plusieurs de ses actions sont aussi dignes d'être admirées qu'imitées ; il cite en exemple les vertus de Périclès et de Socrate, d'Euclide et de Clinias, celles même d'Alexandre le Grand, vertus qu'il trouve souvent conformes aux plus saints exemples de l'Évangile. Néanmoins il revient sur la distinction entre l'utile et le nuisible, et il continue jusqu'à la fin en faisant une esquisse des avantages

que les chrétiens peuvent emprunter aux enseignements du dehors. Qui ne voit là que, selon le grand écrivain sacré, le christianisme est venu pour mettre sous la sanction du Sauveur tout ce que l'ancien hellénisme avait enfanté de beau, et pour empêcher que ce produit de son génie ne se perdît par la perversion et l'anarchie morale du polythéisme?

Ainsi le nouveau dogme commença à s'attacher les partisans de l'ancien, à être expliqué à tous, à se répandre insensiblement pendant les trois premiers siècles de notre ère dans tout l'Orient, et de l'Orient en Occident. Mais le christianisme n'était pas simplement un enseignement moral; c'était une religion positive. Il avait besoin d'une constitution extérieure, et pour ainsi dire civile et politique. L'organisation qu'il reçut fut aussi hellénique qu'il était possible. Nous avons vu que les nombreuses villes fondées en Orient avaient leurs anciennes institutions: assemblées du peuple, sénats, archontes, stratèges et quelquefois aussi des diètes fédérales. C'est sur ces bases que fut réglée presque toute la constitution du christianisme. L'*Église* des chrétiens reproduisait, comme son nom l'indique, l'*assemblée* du peuple des anciennes cités helléniques; l'*assemblée des anciens* était le *sénat*; les *épiscopes*, dont le nom a été également emprunté à l'ancienne constitution de l'Attique, étaient comme les *archontes* de ces nouvelles cités; les conciles provinciaux rappelaient beaucoup les diètes fédérales. En outre, le christianisme copia, dans quelques fêtes solennelles, les anciennes *panégories*; il en a même

conservé le nom. Dans ces panégyries se rendaient des ambassades de plusieurs localités ; les amis s'y donnaient rendez-vous ; des marchés forains, ornés de tentes et de tapis, étaient dressés avec élégance ; on plantait de véritables bocages aux environs des temples ; on y étalait de riches marchandises. Les foules accouraient au théâtre entendre les orateurs qui célébraient la fête. Dans tout cela, nous surprenons l'ancien hellénisme en communion flagrante, pour ainsi dire, avec le christianisme ; il lui transmet, outre son langage, sa rhétorique et sa philosophie, les formes mêmes de ses institutions et de ses fêtes populaires.

Cependant cette révolution, comme tout grand changement, ne pouvait s'accomplir dans une paix absolue. Comme il arrive d'ordinaire, les anciennes doctrines se rattachaient à des intérêts, à des passions qui auraient difficilement cédé sans lutte aux passions et aux intérêts suscités par les nouvelles doctrines. De là les persécutions des trois premiers siècles, et le grand choc qui eut lieu au quatrième, sous le règne de Julien, entre les deux mondes. En outre, la philosophie hellénique avait naturellement voulu conserver son droit absolu d'investigation : la nouvelle religion se présentait comme une révélation divine, et proposait comme indiscutables certains dogmes qui dépassaient les bornes de la conception humaine. Le principal était celui de l'incarnation. Plusieurs chrétiens, ne pouvant se détacher des procédés de la philosophie dans laquelle ils avaient été élevés, essayaient de donner de ce dogme fondamental

des explications qui, des régions surhumaines, le faisaient descendre dans le cercle ordinaire de la pensée. Aussi arrivaient-ils à des conclusions où le Sauveur était représenté comme un homme plutôt que comme un Dieu. Ce fut là, dans l'opinion unanime de l'Église, la source des hérésies. Au troisième siècle, Tertullien, écrivant « contre Hermogène, » appelle les philosophes « patriarches des hérétiques ; » dans son traité *de l'Ame*, il qualifie Platon de « condiment de tous les hérétiques. » Au quatrième siècle, Arius était solennellement accusé de professer les doctrines du néo-platonicien Porphyre. Au sixième siècle, on affirmait encore que Jean Philoponos avait puisé ses erreurs sur plusieurs dogmes et notamment sur la Trinité dans la philosophie d'Aristote.

Les hérésies nées du choc des droits de la philosophie hellénique et des exigences du nouveau dogme ont été nombreuses et variées aussitôt après la prédication de l'Évangile ; nous ne parlerons ici que des principales. Arius contesta l'égalité entre le Fils et le Père. Le Fils, prétendait-il, était l'aîné des êtres ; mais, créé comme eux, il n'existait pas de toute éternité ; d'ailleurs, le Fils était de même nature, mais non consubstantiel au Père. Vint ensuite l'hérésie de Nestorius. Nestorius prétendit tracer une ligne de démarcation entre la nature humaine et la nature divine de Jésus. Il révérait Marie comme la mère du Christ, sans admettre pourtant qu'elle fût mère de Dieu. Car il considérait la nature humaine du Sauveur comme l'enveloppe, l'organe, le temple, pour ainsi

dire, de sa nature divine. Pendant que Nestorius distinguait à ce point les deux natures du Christ, Eutychès les confondait : il disait que la divinité elle-même avait souffert la passion. Cette hérésie, si elle avait un sens quelconque, n'attribuait au Sauveur qu'une seule nature, nature évidemment humaine, nul homme sensé ne pouvant admettre que la divinité pût souffrir. En effet, ce même Eutychès fut forcé de reconnaître que c'était là la conséquence de son syllogisme ; et ses partisans furent qualifiés du nom de monophysites. Enfin quelques-uns de ces monophysites, pour faire triompher leur doctrine d'une manière indirecte, se déclarèrent prêts à reconnaître les deux natures du Sauveur, si l'on admettait qu'avec deux natures il n'avait pourtant qu'une seule volonté. Mais il était manifeste que par cet amendement, les monothélites arrivaient à la même conclusion que les monophysites : cette conclusion, commune à toutes les hérésies, énonçait que le nouveau dogme n'avait pas été prêché par Dieu fait homme, mais par un homme participant de la nature divine, ce qui peut s'appliquer à tout homme de génie et même à tout homme en général.

Si cette doctrine l'emportait, la foi chrétienne perdait la base solide sur laquelle elle avait été fondée ; elle reniait son caractère de religion, et n'était plus qu'une secte philosophique. Aussi l'hérésie fut-elle combattue à outrance. Quatre conciles œcuméniques, réunis à Nicée, à Constantinople, à Éphèse, à Chalcédoine, condamnèrent les formes diverses sous lesquelles elle avait tenté de détruire le principe vital de la foi. Les deux

premiers notamment fixèrent le Symbole que tout chrétien confesse : « qu'il croit en un seul Dieu, et en son Seigneur Jésus-Christ, le fils de Dieu, engendré du Père avant tous les siècles, consubstantiel au Père ; qui s'est incarné et fait homme pour notre salut ; et au Saint-Esprit qui procède du Père, adoré et glorifié conjointement avec le Père et le Fils. » Tel est le terme auquel aboutit la longue lutte entre le nouveau dogme et la philosophie hellénique. Ce Symbole, quoique quinze cents ans se soient écoulés depuis, et malgré les nombreuses révolutions politiques et la foule des doctrines qui ont surgi dans ce long espace de temps, est encore professé partout où il y a des chrétiens. C'est là aussi l'œuvre finale et la plus considérable de l'hellénisme en Orient. Reconnaissante envers le premier hellénisme qui a fixé les lois éternelles du beau et du sublime, l'humanité se trouve encore aujourd'hui sous l'influence de l'hellénisme oriental qui, ayant complété l'œuvre du premier, a posé sur la question de la divinité des limites que les consciences chrétiennes n'ont pas encore osé franchir.

Mais si l'œuvre entreprise au quatrième siècle avant Jésus-Christ se poursuivait en Asie, depuis six cents ans, sous des formes aussi variées qu'imposantes, que se passait-il sur ces entrefaites dans la mère patrie ? Comme les eaux, descendant des montagnes pour former peu à peu des fleuves qui iront au loin arroser les plaines, laissent arides les lieux situés près de leurs sources, ainsi la Grèce, abandonnée de ses meilleurs enfants, continua à languir

et à dépérir moralement, matériellement et politiquement. Après la mort d'Alexandre, elle entreprit de se détacher de la Macédoine, pour revenir à son état passé; elle chercha à concentrer ce qui lui restait de forces et fonda la ligue Achéenne et la ligue Étolienne. Ces ligues furent créées d'après un principe bien différent de celui des anciennes hégémonies de Sparte et d'Athènes. Une ville puissante soumettait autrefois plusieurs autres cités et prétendait les faire servir d'instruments aveugles à ses intérêts particuliers, à son exclusive prépondérance. Alors, au contraire, plusieurs villes s'unirent dans l'égalité des droits et des devoirs. Il ne s'agissait plus de faire gouverner des millions d'hommes toujours mécontents par une poignée de privilégiés; on tentait de faire concourir à l'œuvre commune tous les habitants des villes confédérées. Le principe était excellent; malheureusement plusieurs causes en compromirent l'application. Le drapeau de l'unité nationale avait servi au siècle précédent, sinon de point de ralliement, du moins de prétexte aux efforts de Sparte et d'Athènes; il n'apparut nulle part en ces temps de décadence. On parlait d'Achéens et d'Étoliens; on ne prononçait pas le nom d'Hellènes. De plus, ces Achéens et ces Étoliens, qui formaient la base des nouvelles fédérations, avaient pris avec le temps un caractère tellement opposé, que toute entente devint impossible entre eux, à plus forte raison une fusion complète. Les Achéens, pacifiques de nature, avaient au suprême degré le sens de la légalité; belliqueux et violents, les Étoliens étaient foncièrement

hostiles à tout régime légal. Le choc fut inévitable et d'autant plus désastreux qu'aucun des deux partis ne pouvait l'emporter sur l'autre. Le principe de l'égalité des droits fut d'ailleurs violé par tous deux, soit dans la constitution fédérative, soit dans la pratique. Chez les Achéens, le conseil suprême de la ligue se composait de dix démiurges ou archontes. Rien de plus juste au début, lorsque la fédération ne comptait que dix villes. Mais peu après elle s'en adjoignit d'autres beaucoup plus grandes que les premières; néanmoins le conseil ne compta toujours que dix membres, et la plupart des villes n'y étaient pas représentées. De plus, les citoyens de toutes les villes prenaient part à l'assemblée commune. Ils ne votaient cependant pas *par tête*, mais par ville, en sorte que les plus petites avaient autant de voix que les plus grandes. Cette disposition, combinée avec celle des dix conseillers, tendait à faire de la plus faible partie de l'État le centre de gravité de la fédération. D'un autre côté, les Étoliens maltraièrent non-seulement les pays ennemis, mais les villes mêmes avec lesquelles ils étaient unis. Si à tout cela nous ajoutons que les deux ligues se faisaient constamment la guerre, que les rois de Macédoine ne cessèrent de les combattre, que l'émigration continuait toujours, que les Étoliens surtout allaient en foule s'enrôler sous les drapeaux des Séleucides et des Ptolémées, qui achetaient cher leurs services, et que les Romains survinrent au milieu de ces circonstances, nous comprendrons que la Grèce proprement dite n'ait pu, au deuxième siècle avant Jésus-Christ, résister à la puis-

sance politique et militaire admirablement organisée de la grande république italienne.

Cent ans après, les États helléniques fondés en Orient tombèrent tour à tour sous la même domination. Dans ces contrées cependant l'hellénisme ne cessa de mener une vie active, associant aux principes de son passé le plus brillant ceux de ses transformations nouvelles. Quel contraste avec l'état misérable où il fut réduit en Europe ! En Orient parurent alors, dans toutes les branches des connaissances humaines, des hommes remarquables, dont plusieurs, Lucien, Longin, Épictète, Gallien, Strabon, Euclide, Denys d'Halicarnasse, sont comptés parmi les plus sérieux représentants du génie hellénique. Dans la Grèce proprement dite deux noms seulement, noms célèbres, il est vrai, Polybe et Plutarque, surnagent dans ce même espace de temps. En Orient aussi fut fondé ce grand édifice du christianisme, dont l'ombre immense devait couvrir l'Europe et l'Amérique. Là brillèrent ces illustres Pères de l'Église grecque, Basile, Grégoire, Chrysostome, dont le monde civilisé admire encore aujourd'hui la forte éloquence. C'est que la Grèce d'Europe, enveloppée du linceul de la vie antique, repoussait avec obstination le dogme de la régénération du monde et se consumait dans les écoles d'Athènes en discussions oiseuses et en spéculations mystiques. Ces écoles furent sans doute utiles en ceci que l'on continuait d'y enseigner la langue inimitable de Démôsthène et de Platon ; mais les écoles d'Orient, notamment celles d'Alexandrie, d'Antioche et de Tarse,

ne leur étaient pas inférieures sous ce rapport. Vers la fin, les philosophes d'Athènes tentèrent d'assurer le triomphe pratique de leurs doctrines païennes soit en agissant de concert avec Julien, soit en se rendant en foule dans la nouvelle capitale de l'Orient, à Constantinople, où ils conspirèrent souvent contre la religion chrétienne. Mais ces faits mêmes témoignent qu'ils ne s'occupaient qu'à aveugler la jeunesse sur le véritable avenir du monde et à s'épuiser en efforts stériles pour ressusciter le cadavre du passé.

Le dépérissement matériel du pays marchait de front avec cette décadence morale. Vers le milieu du deuxième siècle avant Jésus-Christ, quand la Grèce tombe sous la domination romaine, Polybe, témoin oculaire, fait un douloureux tableau de la situation du pays à cette époque. Le trouble des esprits fut tel dans le Péloponnèse, que tout le monde en était venu à considérer la domination romaine comme un bienfait. On avait à la bouche le proverbe : « Nous ne pourrions nous sauver qu'en nous perdant bien vite. » Il en était de même en Béotie, en Étolie, en Épire. Dans cet état de choses, l'émigration vers l'Orient ne pouvait être compensée par un rapide accroissement de la population restée dans ses foyers. La domination romaine multiplia encore les causes de décadence. Elle enleva à l'Hellade ce nom glorieux pour lui donner celui d'Achaïe : elle détruisit en même temps ou fit transporter à Rome d'innombrables chefs-d'œuvre. Après la conquête de la Macédoine, les Romains forcèrent tous les Macédoniens qui avaient servi

dans l'armée ou qui s'étaient trouvés mêlés aux affaires politiques de leur pays, à émigrer sous peine de mort en Italie. Ils n'agirent pas autrement envers les Illyriens. En Épire, Paul-Émile entreprit une dévastation systématique par la destruction de soixante-dix villes et la réduction de cent cinquante mille hommes en esclavage. Quelques années plus tard, Mummius brûla Corinthe, massacra tous ses citoyens, vendit les femmes et les enfants. Au commencement du premier siècle avant Jésus-Christ, Sylla accumula les ruines en Attique, en Béotie, et dans le reste de la Grèce. Les grandes guerres civiles, qui désolèrent bientôt après la république romaine et qui eurent pour champs de bataille les pays hellènes, ajoutèrent aux calamités précédentes.

On dit que les pirates de Cilicie pillèrent environ quatre cents villes, parmi lesquelles plusieurs cités helléniques. Puis, comme si l'émigration vers l'Orient ne suffisait pas à rendre le pays désert, ses habitants commencèrent à se rendre en foule en Occident, en Italie, à Rome surtout, où ils allaient chercher fortune comme ouvriers, marchands, artisans, prêtres, médecins et précepteurs. Il n'est donc pas étrange qu'en parlant des contrées autrefois si peuplées de l'Illyrie, de l'Épire, de l'Acarmanie, de l'Étolie et de la Locride, Strabon dise qu'elles étaient presque désertes de son temps. On y rencontrait à peine quelques bourgades, qui ne méritaient même pas, aux yeux de ce géographe, une description particulière. Peu nombreuses étaient aussi en Thessalie les villes qui avaient conservé leur ancienne

prospérité. Strabon ne cite que Larissa. Il affirme que Thèbes n'était plus qu'un village ; parmi les autres villes de la Béotie, Tanagre et Thespies sont les seules qu'il croit dignes d'être mentionnées. Athènes possédait encore ses splendides monuments ; mais le Pirée, n'ayant plus son arsenal, était devenu une ville bien petite ; les murs de Munychie et les longues murailles tombaient depuis longtemps en ruine. De même la plupart des villes de l'Arcadie avaient péri ; on n'en apercevait plus que les traces ; Tégée seule avait conservé une certaine population. La Laconie, qui comptait jadis cent cités, n'en avait plus que trente.

Au premier et au deuxième siècles après Jésus-Christ, les Romains, ayant affermi leur domination, se montrèrent souvent bienveillants envers la Grèce. Ils bâtirent de nouvelles villes, Corinthe, Patras, Nicopolis ; ils protégèrent et embellirent Athènes, Abæ, Hyampolis en Phocide, Mégares, Corinthe, Mantinée. Cependant la désolation continuait ; elle augmentait peut-être. Plutarque assure que de son temps, cent ans environ après Jésus-Christ, toute la Grèce pouvait lever à peine trois mille hoplites, tandis que la seule ville de Mégares en avait envoyé autant à la bataille de Platée. Pausanias, qui voyagea en Grèce au deuxième siècle de notre ère, constate d'une manière plus positive encore la dépopulation du pays. Panopée, en Phocide, avait autrefois sept stades de circuit ; le voyageur ne la croit plus digne du nom de ville ; il dit que ses habitants demeuraient dans des chaumières. Il ne vit à Thèbes que sept portes

et dix temples ; la ville basse était déserte, le reste des Thébains demeurait dans l'acropole qu'ils n'appelaient déjà plus Cadmée, mais Thèbes. Comme en Phocide et en Béotie, Pausanias trouva peu d'endroits habités dans l'Attique et dans le Péloponnèse. Les noms des villes et des temples dont il n'a vu que les traces, sont innombrables. Presque toutes les îles étaient désertes : à Délos, le voyageur ne trouva pas un seul Délilien, mais seulement le détachement militaire que les Athéniens envoyaient pour la garde du temple. Du temps de Dion Chrysostome, qui vécut quelques années auparavant, les deux tiers de l'Eubée étaient déserts ; les villes de cette île, jadis grandes et peuplées, étaient si vides d'habitants que leurs environs immédiats étaient tombés en friche, et que plus d'un quartier dans l'intérieur était labouré ou transformé en pâturage. Pendant les deux cent cinquante premières années de notre ère, la Grèce dépérissait par l'émigration de ses plus énergiques enfants, par l'absence presque complète de commerce et d'industrie, par la décadence progressive de son ancienne vie nationale. Elle connaissait à peine les principes de régénération qui accomplissaient tant de merveilles en Orient. Mais, à partir de la seconde moitié du troisième siècle, les calamités qui venaient du dehors s'accrurent par les invasions des barbares du nord, des Germains, des Huns, des Slaves. Toutes ces nations attaquèrent l'empire romain depuis ses frontières les plus occidentales jusqu'à ses possessions les plus reculées de l'orient. Cet empire, harcelé de tous côtés et désolé par ses dissen-

sions intestines, ne put suffire à la défense de la Grèce. Abandonnée à ses propres forces, elle donna encore quelques signes de vie. A Athènes, le digne Dexippos parvint à battre, en 267, les Goths, qui s'y étaient montrés pour la première fois. Mais il était évident qu'elle ne pouvait résister longtemps à des ennemis qui finirent par renverser l'empire romain lui-même.

Tel fut le triste sort de la mère patrie depuis la fin du quatrième siècle avant Jésus-Christ jusqu'au quatrième siècle de notre ère. Cette Grèce, si brillante autrefois, privée de ses enfants comme Niobé, traînait une existence remplie de misères et paraissait descendre dans la tombe ; on lui avait enlevé jusqu'à son nom. Il ne faut pas croire cependant qu'au troisième et au quatrième siècles l'hellénisme oriental fût plus sûr de son avenir. Il fournissait alors une brillante carrière ; il propageait sa langue, ses institutions, son génie dans de vastes pays, en Asie Mineure, en Syrie, en Mésopotamie et en Égypte ; il s'emparait même pour trois siècles du gouvernement de ces contrées ; mais il ne parvint pas à y créer une grande et compacte nationalité. Les indigènes de l'Asie et de l'Afrique avaient conservé, dans les campagnes surtout, beaucoup de leurs qualités originelles. Il faut dire aussi que, si l'hellénisme exerça son influence sur l'Orient, l'Orient réagit sur les Hellènes. Le même fait s'était produit à toutes les époques de leur colonisation ; les Ptolémées, les Séleucides et les dynastes de l'Asie ne le prouvèrent que trop en adoptant les mœurs sociales et politiques de l'Orient, la polygamie, les ma-

riages entre frère et sœur, le despotisme, l'intempérance. Ajoutez qu'aucun des successeurs du conquérant ne se montra capable de maintenir l'unité de son vaste empire ; il fut morcelé après la mort d'Alexandre, et ses tronçons luttèrent souvent les uns contre les autres. Tel est l'ensemble des causes qui, deux siècles plus tard, facilitèrent la conquête aux Romains. Dans l'intervalle, non-seulement ces pays ne prirent point le nom de Grèce, ni leurs habitants celui d'Hellènes ; mais les rois mêmes de Syrie, d'Égypte et de Bithynie ne portèrent jamais ce nom. Pendant les trois premiers siècles, les colons le revendiquèrent avec orgueil, disant, lorsqu'ils parlaient d'eux-mêmes : les *Hellènes qui habitent l'Asie*, pour se distinguer des indigènes. Mais, par un concours fatal de circonstances, le christianisme, auquel ils se convertirent, prit vis-à-vis de l'hellénisme une position hostile. Nous avons vu l'immense danger que l'esprit d'investigation des Hellènes, d'où sont nées les hérésies, a fait courir au dogme fondamental de l'Évangile. Pour conjurer ce péril, on crut indispensable de brusquer la séparation des deux mondes. Dans cette lutte, qui devait durer des siècles, les premiers coups furent portés par l'évêque d'Alexandrie Athanase, le grand et fier législateur du Symbole de la foi. Dans son célèbre discours contre les idoles, qu'il intitula *Discours contre les Hellènes*, il couvrit leur science de blâme et de raillerie. Peu de temps après, Julien, relevant le défi, voulut exclure les Galiléens, comme il qualifiait les chrétiens, de toute éducation classique et surtout de l'enseignement

de la langue de Platon et d'Aristote. Plusieurs évêques se révoltèrent alors contre cette étrange confusion de l'ancienne religion avec la science et la langue grecques. Grégoire de Nazianze, dans son premier pamphlet contre l'empereur Julien, lui reproche d'avoir sciemment perverti le véritable sens du mot *hellène*, comme si ce mot ne désignait que les adeptes du paganisme, comme s'il ne signifiait pas en même temps et surtout ceux qui parlent la plus riche et la plus harmonieuse des langues. « Il a voulu nous l'enlever cette langue, en nous considérant comme des usurpateurs du bien d'autrui ; il ne lui restait plus qu'à nous priver aussi des arts de la Grèce en les comprenant sous ce même nom. » On sait à quel point de vue saint Basile considérait l'hellénisme. Loin de le tenir pour suspect, il en recommandait les chefs-d'œuvre à la jeunesse comme une étude préparatoire indispensable à la conception des nouveaux dogmes. Néanmoins la querelle se prolongea et s'envenima au point que le paganisme ne tarda pas à être qualifié de *doctrine hellénique* ; longtemps les chrétiens prirent l'hellénisme en horreur, et, six siècles durant, les enfants renièrent leurs pères.

Des circonstances extérieures rendirent ces dissensions plus dangereuses encore. La domination romaine détruisit successivement tous les États de l'Orient vers la fin du premier siècle avant Jésus-Christ ; elle étendit sa main de fer sur tous ces pays, sans toutefois traîner à sa suite les grandes et terribles calamités qui l'avaient accompagnée en Grèce. Elle fut d'abord désastreuse pour

l'Asie Mineure ; mais ensuite elle préféra l'hellénisme aux indigènes et le favorisa. Aussi la perte de l'indépendance n'empêcha pas les Grecs de prospérer par la constitution municipale de leurs nombreuses cités.

Cependant un terrible ennemi arriva de l'orient vers la première moitié du troisième siècle de notre ère. L'empire des Parthes, qui n'avait jamais fait courir de danger à la civilisation occidentale, et qui en avait même subi jusqu'à un certain point l'influence, fut renversé à cette époque par les Perses. La seconde monarchie persane, reconstituée avec les institutions et l'ordre hiératique des mages, hérita, sous les Sassanides, des prétentions de Cyrus, de Darius et de Xerxès sur tout l'Orient. Alors commença une grande lutte pendant laquelle l'existence même de la race grecque fut en jeu. Rome, qui était sur le point d'abandonner les pays situés au sud du Danube, était encore moins en mesure de sauver l'Asie Mineure, la Syrie et l'Égypte. Ici comme dans la Grèce proprement dite, quelques villes résistèrent courageusement ; mais, sans lien politique entre elles, elles devaient finir par succomber. Ainsi l'hellénisme était menacé en orient par les Perses, comme dans la mère patrie par les barbares du nord. C'est alors que Constantin le Grand lui créa un nouveau foyer d'action politique par la fondation d'une nouvelle capitale en Orient.

CHAPITRE III

COMMENCEMENTS DE L'HELLENISME DU MOYEN AGE.

Constantinople, capitale grecque de l'Empire d'Orient. — L'Empire hellénisé. — Réaction sous Justinien. — Insuccès de l'œuvre de Justinien. — L'empire s'hellénise de plus en plus. — Il est envahi au nord, mutilé au sud. — Dalmatie. — Nouvelle-Épire. — Mœsie. — Conquête de l'Égypte par les Arabes. — Conquête de la Syrie par les Arabes. — Slaves. — Bulgares. — Causes de faiblesse. Hérésies. — Leur condamnation définitive. — Influence désastreuse des barbares. — Aspect moral de l'Empire. — Jeux de l'hippodrome. — Vie religieuse. — Altération du christianisme primitif. — Vitalité du christianisme. — Prières sublimes. — Littérature. Histoire. — L'Église, lieu de réunion. — La vie monacale. — La société absorbée par la religion. — Caractère religieux de l'État. Fêtes politico-religieuses. — Conclusion.

Lorsque Alexandre de Macédoine entreprit son expédition contre l'Asie, il avait conscience d'agir en qualité de roi des Hellènes. A Corinthe il fut nommé généralissime de la Grèce. Sur le butin fait à la bataille du Granique, il fit graver une inscription bien caractéristique : « Alexandre et les Hellènes contre les barbares qui habitent l'Asie ; » et il envoya ce trophée à Athènes. Actes et paroles, tout prouvait chez lui qu'il agissait au nom de l'hellénisme et qu'il en était le représentant armé. Constantin le Grand n'eut jamais cette pensée. Sans doute par son origine il se rapprochait beaucoup plus de l'Orient que de l'Occident ; il était né selon les uns à Tarse ou à Drépane, selon d'autres à Nisch en Mœsie. Il abhorrait l'ancienne Rome, la Rome païenne, que ses traditions et son passé rendaient hostile au christianisme. Il créa une

capitale de l'Empire pour s'y établir en sûreté et consolider à loisir le nouvel ordre de choses. Toutefois, il continuait à porter le titre d'empereur des *Romains* et à désigner ses sujets sous ce nom, bien que les Latins n'aient formé de tout temps qu'une faible partie de la population dans les contrées dont la grande cité du Bosphore devint le centre.

A première vue, Constantinople n'était donc que la seconde capitale de l'ancien Empire romain ; elle ne différait de Rome que parce qu'elle était devenue la capitale chrétienne de l'État. Cela suffit pourtant à en faire bientôt sa capitale grecque. Comme nous l'avons vu, le christianisme chercha à se faire une position à part pendant quelque temps ; mais il était attaché à l'hellénisme par des liens tellement multiples et puissants qu'il s'est toujours identifié avec lui en Orient. Constantinople fut établie dans l'enceinte même de Byzance, ancienne colonie de Mégares. Le surcroît de sa population lui vint des contrées voisines, habitées par des Grecs ou par des étrangers hellénisés. Ses plus beaux ornements étaient des chefs-d'œuvre de l'ancien art hellénique. Tous les ministres de la nouvelle religion officiaient en grec, prêchaient en grec la parole de Dieu. Tous les hommes de lettres accourus dans la ville étaient des Grecs, chrétiens ou païens. Philosophie, science, art, toute sa vie intellectuelle était hellénique ; presque tous les employés civils et militaires étaient des Hellènes de Grèce, d'Asie ou d'Afrique. Il se produisit ici ce qui était arrivé autrefois dans les États des successeurs d'Alexandre : une ville hellénique devint la seconde capitale de l'Empire ro-

main, comme Alexandrie fut la capitale des Ptolémées ; Antioche, des Séleucides ; Nicomédie, des rois de Bithynie ; Amasia, des Mithridates ; Eusébia, des rois de Cappadoce. La seule différence entre Constantinople et ces villes fut que l'hellénisme, qui rayonna de ces dernières sur les campagnes, fut imposé au contraire par les provinces à la nouvelle capitale et, par elle, imprima d'une manière indélébile son caractère au reste de l'empire.

S'étant répandu depuis les conquêtes d'Alexandre dans toutes les contrées soumises par ce conquérant, son triomphe fut affermi du moment où il se rendit maître de Constantinople. Nous ne dirons pas que la langue grecque fût seule en usage dans tous ces pays. En Asie, en Égypte, dans la Cyrénaïque et au nord de l'Olympe et de l'Ister, il y avait de nombreux dialectes locaux. Mais, outre que dans les pays hellènes proprement dits et dans toutes les îles on ne parlait que le grec, c'est en cette langue, qui était comme la langue commune, que se faisaient tous les actes de la vie civile, que s'exprimaient tous les besoins de la vie morale, intellectuelle et matérielle : religion, science, commerce international, relations politiques. Les dialectes indigènes ne se faisaient entendre que dans les relations locales des provinces ; on ne se servait que de la langue grecque pour toutes les affaires d'un intérêt général. Lorsque Constantin le Grand convoqua le premier concile œcuménique de Nicée, il prononça son discours d'ouverture en latin, mais il le fit traduire en grec, pour qu'il fût com-

pris de cette nombreuse assemblée. Il en fut de même quand l'empereur prit part aux discussions du concile ; il s'exprima en grec, langue qu'il possédait assez bien, selon Eusèbe. Rome continua d'être le siège de l'Empire ; mais les édits en matière de religion étaient promulgués en grec et non en latin ; c'est ce que prouvent les dispositions de Théodose et de Valentinien contenues dans le Code. Peu après Constantin, Julien, son neveu et son second successeur à Constantinople, né dans cette ville d'une mère grecque, écrivit en cette langue ses discours, ses lettres, ses satires. Les ambassadeurs des villes parlaient en grec aux empereurs. Qui ne se rappelle le célèbre discours de Synésius se présentant à l'empereur en qualité d'envoyé de Cyrène ? Théodose II, fils d'Arcadius, épousa la fille du philosophe Léontius, née et élevée à Athènes ; elle était païenne et portait le nom d'Athénaïs ; mais elle reçut le baptême avant de monter sur le trône sous le nom d'Eudoxie. Pressés ainsi de plus en plus par la force des choses, les empereurs se livraient au courant qui les entraînait. Déjà, par une loi formelle, Arcadius avait permis aux juges de rédiger en grec leurs arrêts. Théodose II autorisa l'usage général du grec et ordonna que, sur les trente professeurs de l'école supérieure qu'il fonda à Constantinople, quinze enseignaient la grammaire et la littérature grecques ; les quinze autres professaient en latin la littérature latine, le droit et la philosophie. L'égalité des deux langues était officiellement reconnue. Il est vrai qu'après Théodose II, l'empereur Marcien, qui se rendit au quatrième concile

œcuménique, tenu en 451 à Chalcédoine, parla encore en latin, faisant, comme Constantin, traduire son discours par un interprète. En outre, le légat du pape, Julien, évêque de Cos, quoique Hellène d'origine, dut s'exprimer en latin au nom de l'évêque de Rome ; mais son discours fut immédiatement traduit en grec. Tandis que cette monarchie, qui se qualifiait de romaine, cherchait à imposer à l'Orient une langue officielle étrangère, la nécessité où elle se trouvait de recourir à la langue du pays pour se faire comprendre prouvait l'inanité de ses efforts. La chute de l'empire d'Occident vint précipiter la révolution qui s'accomplissait en Orient. Dès lors, les plus grands personnages politiques de Constantinople furent des Hellènes ou des Orientaux hellénisés. Léontius, Syrien d'origine, savant de premier ordre au témoignage de Théophane, fut le rival de l'empereur Zénon. Couronné sur la place de l'église de Saint-Pierre de Tarse, il s'établit à Antioche, où il mit le philosophe Pamprépios à la tête du gouvernement. Pamprépios, originaire de Thèbes en Égypte, avait été nommé d'abord professeur de littérature à Athènes ; il y enseigna pendant de longues années la philosophie, qu'il avait étudiée sous Proclus. S'étant ensuite pris de querelle avec l'Athénien Théagène, il crut sa vie en danger et se réfugia à Byzance ; là, quoique païen, il occupa une position considérable. Rallié plus tard aux adversaires de Zénon, il se rendit avec eux en Asie, où il parvint aux plus hautes dignités de l'État. Après l'échec de l'émeute et la mort de Pamprépios, d'autres Hellènes

entreprirent de s'emparer du gouvernement. Sévérianus de Damas, élève aussi des écoles d'Athènes, se fit un grand renom à Constantinople ; on dit même que Zénon lui offrit les plus hautes dignités, s'il consentait à recevoir le baptême. Non-seulement il refusa, mais il essaya de forcer l'empereur à relever le paganisme. Il paraît que plusieurs le suivaient dans cette voie, puisque, l'affaire ayant été dénoncée, Zénon le fit poursuivre avec Héraïscos, Gessios, Zôsimos de Gaza, Agapios et un grand nombre d'autres philosophes. Quelques-uns furent arrêtés : Gessios, qui s'était enrichi en exerçant la médecine, devenu plus audacieux que les autres, fut puni de mort. C'est l'ambition inquiète de ce Gessios qui a donné lieu aux épigrammes connues de l'Alexandrin Palladas.

Les hommes, la langue, les sentiments, tout était donc grec à Constantinople. Un Athénien sauvait l'empire d'Anastase de la grande révolte de Vitalien. Anastase avait fait venir auprès de lui le philosophe Proclus, non le grand platonicien, mais un habile physicien et chimiste du même nom. Ce Proclus fabriqua alors, dit-on, avec du soufre natif, une fine poussière qui, lancée sur les navires ennemis, prenait feu aux rayons du soleil. Quoi qu'il en soit, le fait est qu'il parvint à incendier la flotte sous les murs de la capitale. Mais, aussitôt après Anastase, on vit se produire une forte réaction contre cette influence croissante de l'hellénisme à Constantinople.

Une dynastie surgit, en 518, qui se proposa de reconquérir sur les Goths et les Vandales l'Italie, l'Espagne et l'Afrique, pour diminuer ainsi l'importance relative

de l'élément grec dans l'Empire. Le plus étrange, c'est que Justin, fondateur de cette dynastie, n'était pas d'origine latine; il descendait, selon toute apparence, de ces Slaves qui avaient commencé, dès les premières années du sixième siècle, à s'établir dans les provinces les plus septentrionales de l'Europe. Justin naquit près de la ville de Scoupi en Dardanie, sur les bords de l'Axius, de paysans slaves. On ignore son nom de baptême; nous savons cependant que sa sœur s'appelait Viglinitza, son beau-frère Istok, et le fils issu de ce mariage Ouprayda. Justin devait porter aussi un nom slave, lorsque, en 498, sous le règne d'Anastase, il vint à Constantinople s'enrôler comme simple soldat dans la garde impériale. Alors, ou plus tard quand son courage lui donna accès aux plus hautes dignités de l'armée, il prit le nom latin de Justin. Il fit venir aussi à Constantinople son neveu Ouprayda, à qui il fit donner une bonne éducation et le nom latin de Justinien; il fit prendre également des noms latins à son beau-frère Istok et à sa sœur Viglinitza, au premier celui de Sabbatius, à la seconde celui de Vigilantia. Si métamorphosé qu'il fût, il n'en conservait pas moins le caractère de sa sauvage origine et ne put jamais apprendre à signer son nom. Notez qu'il était non-seulement barbare, mais barbare étranger, ce qui n'était guère de nature à lui faciliter l'accès au pouvoir suprême. En effet, depuis la fondation de Constantinople, la plupart de ceux qui y régnèrent dans l'espace de deux siècles n'étaient ni Romains ni Hellènes; c'étaient des indigènes étrangers, mais établis dans le pays de-

puis l'antiquité et plus ou moins assimilés à l'une des deux races. Un seul de ces empereurs fut barbare, mais barbare indigène, Isaurien d'origine; il s'appelait d'abord Trascalisée ou Tarasiscodisée, et prit le nom grec de Zénon aussitôt qu'il fut promu aux plus hautes dignités de l'État. La conscience du peuple de Constantinople repoussait fortement la pensée d'un empereur d'origine étrangère, comme il le témoigna à la mort de Marcien. Aspar, Alain de naissance, était alors tout puissant : pendant trois générations entières, son père, lui et son fils Ardavour avaient commandé les armées d'Orient; par sa nombreuse garde de barbares il dominait la cour et la capitale; par ses largesses il séduisait la foule. Rien ne paraissait devoir empêcher l'avènement au trône de cet étranger. Cependant il n'osa porter la main sur la couronne; il contribua seulement à l'élection du Thrace Léon, simple chiliarque, et se borna à faire décerner à l'un de ses fils, non à l'aîné Ardavour ou au puîné Hermanarich, mais à son fils latinisé Patrice, le titre de César, seconde dignité de l'Empire.

Néanmoins, soixante ans après, Anastase étant mort sans héritiers directs, l'étranger Justin, chef d'une division de la garde impériale, fut élu empereur, avec peine, il est vrai, et grâce à l'incapacité de ses rivaux; de plus il avait eu la précaution de dissimuler à temps son origine en prenant un nom latin et en donnant des noms latins aux membres de sa famille. C'est lui qui entreprit ce que ses prédécesseurs indigènes n'avaient jamais

pensé à faire, la restauration de l'ancien empire romain. A proprement parler, l'œuvre ne fut commencée que sous son neveu et successeur Justinien ; mais elle avait été préparée par Justin. Étant intervenu dans les affaires des Vandales d'Afrique, il provoqua la guerre civile et donna à Justinien un prétexte de faire reprendre par Bélisaire cette grande province. Lui-même, pour obtenir le concours de l'évêque de Rome et assurer le succès de sa grande entreprise, apaisa la première querelle survenue, sous Zénon et Anastase, entre les Églises d'Orient et d'Occident, força l'évêque de Constantinople Jean à reconnaître la suprématie de l'évêque de Rome, fit effacer du *Domine salvum* les noms de ces deux empereurs et de tous les évêques de Constantinople qui, depuis Acacios, avaient soutenu les privilèges de l'Église d'Orient. Justin fit plus encore. L'évêque de Rome étant venu à Constantinople pour le règlement de quelques affaires, il alla solennellement à sa rencontre, suivi du Sénat, du clergé et du peuple. Enfin il permit à cet évêque de prendre le pas sur le patriarche Épiphaneios et de célébrer, le jour de Pâques, la messe en latin.

Telles étaient les dispositions de Justin, ou plutôt de son neveu Justinien, qui dès le principe avait pris sur lui un ascendant irrésistible ; plus tard il fut même associé à l'Empire. Après la mort de Justin, Justinien procéda ouvertement à la restauration de l'ancien empire. Pendant une guerre de vingt ans, il reprit tout le littoral africain situé à l'est de la Cyrénaïque jusqu'aux colonnes d'Hercule, l'Italie, la Sicile, les autres îles de la Médi-

terranée et une partie considérable de l'Espagne. En même temps, par la nouvelle codification des lois qu'il fit promulguer en latin, il prétendit rendre cette langue obligatoire dans tous les rapports civils et politiques. Mais l'ancien empire ne fut pas plus relevé en occident que la langue latine ne triompha en orient. La haute Italie et l'Espagne ne tardèrent pas à se rendre indépendantes, la première sous les Lombards, la seconde sous les Visigoths ; plus tard l'Italie centrale tomba également sous le pouvoir temporel des évêques de Rome ; seules la partie méridionale de cette péninsule et la Sicile restèrent plus longtemps soumises à la domination des empereurs de Constantinople ; elles finirent aussi par devenir étrangères aux intérêts, aux sentiments, au caractère général des contrées situées à l'est de l'Adriatique. La mission naturelle de la grande ville fondée par Constantin était de dominer sur l'orient, non sur l'occident ; elle devait réunir en un seul faisceau les forces de l'hellénisme éparses sur les rives du Bosphore, de l'Hellespont et de la mer Égée ; ainsi transformée, elle devait assurer son salut pendant tout le cours du moyen âge. C'est à cette condition que cet empire a pu durer environ mille ans. Tout ce qui était fait en vue de reconstruire l'ancien ordre de choses échoua en se heurtant contre les nouvelles nécessités historiques : le caractère grec de l'empire d'Orient demeura invariable.

Justinien lui-même se vit dans la nécessité de convenir que le latin ne pouvait être imposé au pays. Il dut promulguer la plupart de ses *Novelles* en grec, en

avouant qu'il le faisait parce que c'était la langue dominante. « Nous n'avons pas écrit la loi dans notre langue maternelle, dit-il au chapitre 1^{er} de sa 7^e Nouvelle, mais dans celle qui est tellement commune en Grèce que tout le monde peut la comprendre aisément. » De même, au chapitre 1^{er} de la 13^e Nouvelle, il qualifie la langue grecque de « langue usuelle pour tous. » Au chapitre 1^{er} de la 28^e, il admet non-seulement l'empire de la langue, mais aussi celui de l'histoire hellénique. « Que les villes obéissent, dit-il, à un homme portant le titre de *moderator*, que l'on peut appeler aussi *harmoste* dans la langue généralement parlée ; attendu que l'ancien nom de *moderator* convient à la grandeur romaine, et que l'*harmoste* rappelle ces anciens magistrats que Lacédémone envoyait aux peuples ses sujets. » Au chapitre 1^{er} de la 66^e Nouvelle, il parle de nouveau du latin comme d'une langue appropriée aux *affaires d'État* ; mais il avoue que le grec « convient mieux aux *populations*. » Et comment ne l'aurait-il pas avoué ? Quand son oncle Justin monta sur le trône et voulut faire couronner sa femme, qui, d'origine barbare comme lui, s'appelait Luppicie ou Luppicina (Lioupkina, amante, d'après les slavistes), les habitants de Constantinople, ne pouvant tolérer ce nom bizarre, la débaptisèrent de leur propre autorité et l'acclamèrent sous le nom d'Euphémie. Quand les dèmes se soulevèrent dans l'hippodrome, lors de la grande émeute de Nicas, Justinien fut contraint d'avoir avec eux, en grec, ce fameux dialogue, qui prouve en quelle langue les empereurs

étaient forcés d'adresser la parole au peuple de Constantinople.

Justinien dut reconnaître la suprématie de l'art et de l'esprit des Hellènes tout aussi bien que celle de leur langue. Au commencement de 532, lors de l'émeute de Nicas, l'église principale de la ville, bâtie par Constantin le Grand, étant devenue la proie des flammes, l'empereur résolut aussitôt de la faire reconstruire. Tout y respirait l'hellénisme tel qu'il avait été transformé en orient dans les siècles précédents. Érigée sous l'influence de l'esprit antique combiné avec l'esprit du christianisme, cette merveilleuse création ne portait aucune trace du génie latin. Le temple conserva ce caractère idéal que lui avait donné Constantin le Grand par sa consécration à la suprême Sagesse (Sophia), et non, comme l'a cru le vulgaire, à une sainte quelconque du christianisme. Quelle différence entre la pensée qui a présidé à l'édification de la métropole hellénique et celle qui a suscité les deux grandes cathédrales du christianisme occidental, Saint-Pierre de Rome et Saint-Paul de Londres ! Les deux architectes chargés des travaux, Anthémios et Isidore, étaient enfants de la belle Ionie, l'un de Tralles, l'autre de Milet. On ne donna plus à la nouvelle église la forme de *basilique* ou *dromique* ; cette forme rappelait trop l'ancienne vie publique des Romains ; son plan intérieur reproduisit le signe de la croix. Cependant, s'ils voulurent tracer dans ce temple la sainte image du symbole de la foi nouvelle, tout le reste procéda de l'art perfectionné des Hellènes : l'harmonie et la

proportion des parties, la légèreté de l'ensemble et cette immense coupole percée de jours, au moyen desquels ils la remplirent de lumière. Cette clarté contraste avec l'obscurité mystérieuse qui règne dans les temples de l'Occident ; elle témoigne à elle seule qu'Anthémios et Isidore avaient, comme toute la société d'alors, conservé l'esprit et les traditions de l'antiquité hellénique. Ils n'hésitèrent même pas à employer des matériaux déjà employés par elle ; mais ils le firent avec tant d'intelligence qu'on les croirait taillés et sculptés pour ce temple même. Bâtie par un empereur qui prétendait représenter en Orient le monde romain, Sainte-Sophie devint le principal symbole de l'hellénisme au moyen âge. Là il protesta souvent contre les prétentions de Rome à la souveraineté. Quoique transformée en sanctuaire musulman, c'est encore vers elle que tous les peuples chrétiens de l'Orient tournent leurs regards.

— La force naturelle des choses fit ainsi échouer les desseins de Justinien et toutes les tentatives qu'il fit pour en rendre l'exécution possible. Aussitôt après la mort de son neveu et successeur Justin II et la fin de la dynastie, le caractère indigène de l'Empire fut reconnu par l'Orient, aussi bien que par l'Occident. L'Arabe Aboulfarrage qualifie de grec le premier successeur de Justin II, Tibère. Le Latin Paul-Diacre donne le même nom à son successeur Maurice. Ce dernier était originaire de Capadoce, compatriote de Grégoire, de Basile, d'Eusèbe, de Pausanias, d'Apollonius de Tyane, et l'un des meilleurs représentants de l'hellénisme oriental. Il était, se-

lon Ménandre, un amant des Muses, et il eut un vif penchant pour la poésie et l'histoire. Il écrivit même sur l'art militaire un livre remarquable à plus d'un titre qui est arrivé jusqu'à nous. Ces études ne lui faisaient pas négliger les grands intérêts de l'État. Pendant vingt ans il humilia la monarchie des Perses, et contint dans une certaine mesure les barbares qui descendaient du nord vers l'Ister. Phocas, son compatriote, se montra tout à fait indigne du pouvoir ; ce fut un révolté ; il fit déposer Maurice, le condamna à mort lui et ses cinq enfants mâles, puis sa veuve et ses filles. Ces événements tragiques mirent en saillie le caractère à la fois hellénique et chrétien de cette famille. On commença par faire mourir les cinq garçons sous les yeux de Maurice, à qui ce terrible spectacle n'inspira qu'un seul cri : « Tu es juste, Seigneur, et justes sont tes jugements. » Dans cet instant suprême on vit un exemple admirable de dévouement et de magnanimité. La nourrice, ayant soustrait un des princes, voulut le remplacer par son propre fils. Maurice n'accepta pas ce sacrifice, il exigea qu'on fit venir son fils, après lequel il offrit sa tête au bourreau. Quelques années après, sa veuve et ses filles ayant subi le même sort, toute cette famille fut ensevelie au monastère de Saint-Mamas. Sur sa tombe on put lire, pendant plusieurs siècles, une élogie dont le style rappelait les derniers beaux jours de la Muse attique.

Héraclius succéda à Phocas. Il fut le fondateur d'une dynastie, qui régna pendant presque tout le septième siècle et sous laquelle fut complétée la transformation

officielle de l'Empire. Déjà, depuis Maurice, toutes les lois, toutes les ordonnances, tous les actes publics n'étaient plus rédigés qu'en grec. Les divisions administratives changèrent leur nom de provinces en celui de *thèmes*; ce dernier nom fut aussi donné au corps d'armée de chaque province. Depuis Héraclius, les médailles, jusqu'alors entièrement latines, commencèrent à se réformer; on trouve dès lors des monnaies de cuivre portant cette inscription en grec : « *Tu vaincras par ce signe.* » Tous les termes militaires furent pris dans la langue du pays : les *longins* furent nommés *chiliarques*; les *comtes*, *stratégés*. De l'aveu de Constantin Porphyrogénète, les empereurs parlaient grec et perdaient l'usage du latin. L'Église et la poésie revêtirent un caractère de plus en plus national. Si cette dernière était loin d'avoir la vigueur, le sentiment, la grâce des œuvres anciennes, elle s'inspirait souvent des souvenirs de l'antiquité. George de Pisidie, qui chanta les exploits d'Héraclius, invoquait les noms d'Athènes, de Timothée, de Démosthène, d'Apelle, de Plutarque. Quant à la religion, on connaît les nombreuses attaches par lesquelles elle tenait à l'ancienne civilisation de ces contrées. Or, comme elle a fini, ainsi que nous le verrons bientôt, par absorber pendant les premiers siècles du moyen âge toute l'existence sociale et politique de la nation, rien de plus facile à comprendre que la persistante affinité qui s'est établie chez nous entre les deux mondes, et les impossibilités auxquelles sont venues se heurter les prétentions de Constantin et de Justinien.

Telle était Constantinople trois cents ans après sa fondation, cent ans à peine après la dernière tentative faite pour lui donner un caractère latin. Les traditions conservées dans les contrées helléniques et le nouvel esprit religieux et social venu de l'Orient quittèrent en même temps les deux rivages de la mer Égée et se réfugièrent dans cet asile assuré. Là, s'étant fondus, ils donnèrent naissance à l'hellénisme du moyen âge et préparèrent la transformation de l'hellénisme moderne. De là partaient les légions et les flottes qui repoussaient ou subjuguèrent les envahisseurs ; là étaient promulguées les lois civiles et religieuses qui réglaient le sort de l'Empire en Europe et en Asie. Cependant Constantinople, qui sauva la nation au quatrième siècle, ne put la préserver d'altérations nombreuses et de mutilations. Jusqu'au commencement du septième siècle, l'hellénisme se maintint presque intact en Asie et en Afrique ; mais en Europe, dans les provinces du nord, il avait depuis longtemps commencé à recevoir des éléments étrangers. De nombreux barbares étaient venus s'établir entre l'Euxin et l'Adriatique, depuis la Macédoine et l'Illyrie grecque jusqu'à la Save et à l'Ister. Ce vaste pays était anciennement occupé par les Thraces à l'orient, par les Illyriens à l'occident. Ces deux races, sans s'identifier avec les Hellènes, avaient du moins une grande affinité avec eux et avaient subi plus ou moins leur action civilisatrice. A la suite des troubles qu'avait causés la mort d'Alexandre le Grand, des tribus gauloises avaient pénétré par le nord jusqu'à la Grèce proprement dite ;

repoussées de ces contrées, elles allèrent s'établir en Macédoine et en Thrace. Plus tard Rome victorieuse y fonda plusieurs colonies. L'influence grecque y était cependant encore toute puissante, comme le témoigne, entre autres monuments historiques, l'inscription dernièrement découverte à Dériope dans l'intérieur de la Macédoine. Cette inscription, qui remonte à la fin du premier siècle de notre ère, est rédigée selon l'esprit des documents publics de la Grèce ; elle parle de proèdres, de politarques, de sénat, d'intendant des deniers publics. Mais, depuis le troisième et surtout vers la fin du quatrième siècle, de nouvelles races étrangères vinrent se mêler aux indigènes. A l'est, dans la basse Mœsie et la Thrace orientale, des tribus de Huns ; plus à l'ouest, dans la haute Mœsie, en Macédoine et en Dardanie, des tribus germaniques et slaves, les Gépides, les Sarmates, les Hérules ; plus à l'ouest encore, les Ostrogoths. Telle était la situation de ces contrées jusqu'aux premières années du septième siècle. L'élément grec y était encore dominant, il conservait et il étendait la supériorité qu'il avait acquise depuis mille ans ; il la devait à ses nombreuses colonies d'abord, ensuite à la domination macédonienne, enfin au christianisme, qui là, comme dans tout le reste de l'Orient, s'annonça, se répandit, triompha par la langue grecque. D'ailleurs quelques-uns des nouveaux colons n'y firent qu'une halte : les Ostrogoths passèrent en Italie sous la conduite de Théodoric. Quant à ceux qui se fixèrent pour toujours en Orient, plusieurs étaient déjà entrés au service des empereurs ;

il y en eut même qui jouèrent un rôle considérable : les Goths Alaric, Trivigild, Gaïnas, Phravite, Théodoric, l'Alain Aspar et ses enfants, Justin qui descendait très-probablement des Slaves, et d'autres moins connus. Beaucoup d'entre eux s'étaient complètement hellénisés dans l'intervalle. Zosime dit de Phravite qu'il était barbare d'origine, mais Hellène par les manières, les sentiments et la religion. De même, un des fils d'Aspar prit le nom de Patrice, pendant que ses deux autres frères conservaient leurs noms barbares d'Ardavour et d'Hermanarich. Il en fut ainsi de la famille de Justin, qui finit par subir l'influence de la race indigène.

En général, les étrangers n'étaient pas encore assez nombreux dans ces provinces pour en altérer essentiellement le caractère antérieur. En Dalmatie les villes étaient grecques ou romaines ; mais ces dernières s'hellénisaient chaque jour davantage. Tragyrion, d'après Polybe (Tragourion, selon Strabon), était renommée par ses marbres ; elle est citée encore par Constantin Porphyrogénète. Salona, d'après Appien (Salon, d'après Strabon, Dion Cassius et Zonaras ; Salonæ, selon Ptolémée et Procope), était une ville considérable du littoral, située dans un golfe qui porte encore son nom. Les autres villes étaient : Épétion (Polybe et Ptolémée) ; Onéon (Ptolémée) ; Épidaure (Ptolémée, Dion Cassius et Procope) ; Rizous ou Rizon (Polybe et Strabon) ; Nymphée (César) ; Lissos (Polybe, Strabon et Diodore), ville forte, bâtie par Denys, tyran de Syracuse, avec une citadelle imprenable nommée Acrolissos. Ces villes se trouvaient

situées sur le littoral de la Dalmatie. A l'intérieur on remarquait : Andérion (Dion Cassius) ou Andrétion (Strabon), Synodion (Appien), Aléta (Ptolémée), Dorakion (Hiéroclès). Dans la Nouvelle-Épire ou Illyrie hellénique, les villes connues du littoral étaient Épidauré et Apollonie, anciennes colonies de Corinthe et de Corcyre ; Avlona (Ptolémée et Hiéroclès) ; Boullis (Ptolémée et Étienne de Byzance) ; Amantia (Ptolémée et Procope) et Oricos, toutes deux fondées, selon la tradition, par les Eubéens. Dans l'intérieur des terres, on remarquait Lichnis (Polybe), ville fortifiée ; OEnéum (Tite-Live) ; Listrion (Hiéroclès) ; Gérous (Polybe) ; Argos (Procope) ; Antigonie (Ptolémée), devenue plus tard Antagnia (Hiéroclès) ; Omphalion et Hécampédon (Ptolémée) ; enfin Andrinople dans les monts Cérauniens, nommée plus tard Justinianopolis ; nous ne citons que les principales. Le latinisme résista davantage en Mésie. Au quatrième siècle, Nicétas, évêque de Prémésiani, écrivait encore en latin ; au siècle suivant, les évêques de Marcianopolis se servaient aussi de cette langue dans leur correspondance avec les empereurs et le concile de Chalcédoine. Mais là aussi elle finit par céder à l'influence du gouvernement de Constantinople et des cérémonies de l'Église, toujours célébrées en grec. Plusieurs villes, dont les principales étaient Synghidon, Tricornion, Dorticon, Bononia, Ratiaria, Axioupolis, Almas, Orthémarchos, Naissos, Sardika, Triskiana, Skoupi, Tavrision, Iskos, Iatra, Trimammion, Apiaria, Dorystolon, Eghissos, Almyris, Istropolis, Tomis, Caron-Limen, Tirizis,

Crouni, Dionysopolis, Odessos, Nicopolis sur l'Hémos, Palmatis, Marcianopolis, Panassa, Parthénopolis, Aphrodisias, portaient des noms grecs. Jean de Lydie, qui vivait au sixième siècle, témoigne combien l'hellénisme était encore prépondérant à cette époque dans les provinces européennes de l'empire d'Orient. Cet écrivain dit positivement que les Grecs y formaient la grande majorité des habitants. Son assertion ne doit certes pas être prise à la lettre. Jean de Lydie avait plutôt en vue les villes que les campagnes, dans lesquelles les barbares avaient commencé à s'établir dès le cinquième siècle. Mais il avait encore entièrement raison pour les villes. Sous l'empereur Anastase, l'esprit et la langue des habitants d'Épidamne, quoiqu'elle fût nommée depuis longtemps Dyrrachium (Durazzo) par les Romains, étaient encore grecs. Ainsi les dèmes de cette ville, ayant accusé l'empereur de cupidité, et d'autant plus indignés contre lui qu'il était leur compatriote, lui érigèrent une statue en fer dans l'hippodrome et y firent graver des vers injurieux. Les deux premiers : « Ta statue, ô roi « dévorateur du monde, nous l'avons faite de fer, « parce que le fer est moins noble que le bronze, » suffisent à caractériser ces descendants des Corinthiens et des Corcyréens.

En résumé, tandis qu'en Syrie, en Mésopotamie, en Égypte et dans la Cyrénaïque l'hellénisme était encore florissant, constamment alimenté par les écoles d'Alexandrie, de Beyrouth, de Gaza, de Tyr, de Byblos, en Europe des tribus étrangères avaient déjà pénétré dans les pro-

vinces septentrionales; mais l'hellénisme s'y maintenait toujours, surtout dans les villes. L'état ethnologique de ces pays ne fut sensiblement altéré qu'à partir du septième siècle, au nord par l'établissement des Slaves et des Bulgares, au sud par la conquête arabe. On peut dire qu'en Afrique l'élément grec disparut à peu près complètement. Le fait s'explique aisément pour la Cyrénaïque et l'Afrique proprement dite. La Cyrénaïque, autrefois si riche et si industrielle, avait déjà perdu, au quatrième siècle, son esprit commercial et sa splendeur artistique; de plus elle avait cruellement souffert des invasions des tribus barbares; établies dans la grande Syrie près du désert, elles ravageaient sans cesse les campagnes et n'étaient arrêtées que par les murs des villes, tombées elles-mêmes en décadence. On conçoit comment l'hellénisme y disparut dès l'arrivée des Arabes. Quant à l'Afrique proprement dite, elle fut d'abord latinisée par la conquête romaine; occupée ensuite, de 429 à 439, par les Vandales, elle fut reprise un siècle après par Justinien; elle commença à s'identifier avec l'empire d'Orient; mais les circonstances où se trouvait cet empire et les incursions des Arabes à partir du septième siècle arrêtaient la marche de cette transformation.

Des causes bien différentes et tout à fait particulières à l'Égypte décidèrent de son sort. Depuis la conquête macédonienne, ses habitants étaient divisés en deux parties distinctes, les Hellènes avec les habitants hellénisés des villes d'un côté, de l'autre les habitants des campagnes;

car ici le nouvel état de choses avait pénétré moins profondément que parmi les populations indigènes de la Syrie et de l'Asie Mineure. Les villes étaient le centre le plus actif de l'hellénisme ; peu de villes cependant avaient été bâties en Égypte ; ce qu'elles firent ailleurs fut donc poursuivi ici par le gouvernement, la cour, l'armée et, en général, par le pouvoir suprême. La conquête romaine fit disparaître pendant trois siècles environ cette action, si énergique au temps des Ptolémées. En Asie, les villes, par leur nombre et leur importance, continuaient à rayonner sur les campagnes. En Égypte au contraire, les indigènes, qui paraissent connus dès lors sous le nom de Coptes, gardaient leur caractère plus ou moins original ; seuls les habitants des villes, notamment ceux d'Alexandrie, continuaient à présenter cette physionomie morale qui leur avait été donnée par la conquête d'Alexandre. Ils reçurent de nouvelles forces par la fondation de l'empire de Constantinople. Cependant la discorde religieuse vint augmenter cette distinction nationale. En Égypte, dans les campagnes surtout, dominait l'hérésie des monophysites ; dans les villes, où siégeaient les nombreux employés administratifs, financiers, judiciaires, militaires et ecclésiastiques de Constantinople, l'orthodoxie l'emportait, sinon par le nombre de ses partisans, du moins par l'influence multiple qu'exerçaient l'Église et l'État. Les indigènes, presque tous monophysites, étaient désignés dès lors sous le nom de Jacobites ; les habitants des villes, en grande majorité orthodoxes, étaient appelés par les premiers Melkites

ou partisans de l'empereur (*Melk*). Cette opposition devint d'autant plus flagrante, que les lois en vigueur, hostiles aux hérétiques, donnaient aux Melkites toutes sortes de moyens de poursuivre leurs adversaires. Aussi, lorsqu'après avoir complété la conquête de la Syrie et de la Mésopotamie, le kalife Omar envoya, en 639, son général Amrou en Égypte, les Coptes, n'ayant pas d'intérêt à lutter en faveur de la domination grecque, s'empressèrent-ils de traiter avec les Arabes. Ceux-ci envahirent le pays l'année suivante. Les Coptes consentirent à payer le *kharatsch* et un léger impôt foncier, à la condition de conserver leur indépendance religieuse. L'Égypte fut donc aisément conquise par les Arabes. Alexandrie, après une résistance de quatorze mois, finit par succomber. Parmi ses habitants tous ceux dont les intérêts et les sentiments se portaient vers Constantinople s'embarquèrent pour cette capitale. Il en fut de même des autres villes. Ainsi disparut l'hellénisme égyptien qui avait brillé d'un si vif éclat pendant huit siècles, mais qui n'avait jamais jeté de profondes racines parmi les populations rurales.

Il résista davantage en Syrie et en Mésopotamie. Dans ces deux contrées, des villes puissantes et nombreuses avaient agi sur les habitants des campagnes bien plus qu'en Égypte. Il y avait là aussi des hérésies religieuses ; mais les monophysites, n'étant pas plus nombreux que les orthodoxes, y étaient moins dangereux que dans la vallée du Nil. Aussi le mahométisme, qui se rendit si facilement maître de l'Égypte, lutta sept années entières

pour dompter les pays situés à l'orient de l'isthme de Suez. Plusieurs habitants des villes maritimes s'embarquèrent pour Constantinople ou pour d'autres points de l'Empire. Le sort des habitants de l'intérieur subit diverses péripéties. Un certain nombre tombèrent dans la lutte. Au siège de Damas, qui dura six mois, on vit périr la moitié des habitants et de la garnison ; à la bataille acharnée livrée sur les bords de l'Hiéromiax, les Grecs ne cédèrent qu'après avoir perdu plusieurs milliers de combattants. Il y en eut qui, séduits par les avantages qu'on leur promettait, embrassèrent l'islamisme ; parmi les renégats on cite déjà deux hommes considérables, les commandants de place de Bostra et d'Édesse. D'autres se soumirent à la domination étrangère, tout en conservant leur foi ; quelques-uns se réfugièrent dans l'Asie Mineure. Les plus belliqueux cherchèrent un asile dans les gorges du Liban, d'où ils se rendirent souvent redoutables aux nouveaux maîtres du pays, surtout lors du premier siège de Constantinople par les Sarrasins. Ce qui contribua puissamment en Syrie à la conservation de la religion chrétienne et de la langue dans laquelle elle était prêchée, ce furent les traités passés entre le patriarche de Jérusalem et les Mahométans avant leur entrée dans la ville sainte, après un siège de deux ans. Ces traités promettaient à tous les habitants, moines, prêtres ou laïques, pleine et entière sécurité ; ils garantissaient leurs personnes, leurs églises, leur foi, tous les sanctuaires qu'ils possédaient dans la ville et au dehors, à la condition de payer l'impôt et

de reconnaître le pouvoir temporel du kalife. C'est ainsi que le patriarche de Jérusalem conserva, en partie du moins, la haute position qu'il avait précédemment en Syrie et se trouva en mesure de maintenir et de raffermir la situation des chrétiens de ce pays ; il était lui-même appuyé par les milliers de pèlerins qui venaient sans cesse de tous les points de l'univers ajouter aux forces de leurs coreligionnaires de Jérusalem. Le patriarche d'Alexandrie, au contraire, ne put sauver aucun des avantages attachés à sa position. Les Arabes ne reconnurent pas ses privilèges par des traités. La grande ville perdit sa première splendeur, dont hérita la nouvelle capitale, fondée par les conquérants près de l'ancienne Memphis ; ils donnèrent à celle-ci le nom de Caire ou de Nicopolis ; la plupart des orthodoxes de l'Égypte s'étaient expatriés, et les indigènes, appartenant à la secte des monophysites, n'étaient guère disposés à appuyer le chef spirituel de leurs adversaires. La langue grecque recula tellement devant la langue arabe que le patriarche Eutychius, qui vivait au commencement du dixième siècle, écrivit son histoire en arabe. Certes, les patriarches d'Antioche et de Jérusalem furent forcés de faire, avec le temps, des concessions à la langue des conquérants et aux patois indigènes. L'épître sur la foi orthodoxe, adressée aux Arméniens au commencement du neuvième siècle par Thomas, patriarche de Jérusalem, a été rédigée en arabe par Théodore Aboukara, évêque de Haran en Phénicie ; Thomas de Tyr, qui arriva en 869 à Constantinople en qualité d'exarque du patriar-

che d'Antioche, s'exprimait difficilement en grec. Cependant cette lettre traduite par le syncèle Michel prouve que le grec était encore la langue dominante dans le patriarcat, et enfin Thomas de Tyr lui-même la parlait, quoique mal. N'oublions pas d'ailleurs qu'au dixième siècle l'empire d'Orient reprit plusieurs contrées de la Syrie sur les Arabes ; restées unies à l'Empire jusqu'à la moitié du douzième, elles subirent de nouveau l'influence directe de Constantinople.

L'hellénisme résista également pendant quelque temps dans les provinces septentrionales de l'Europe, même après que les Slaves et les Bulgares y eurent pris le dessus à partir du septième siècle. Les Slaves proprement dits, les Serbles et les Chrôbates, qui occupèrent la Serbie, la Croatie et la Dalmatie sous Héraclius, étaient loin de former, comme les Arabes, un État compact, capable de poursuivre la domination systématique de leur langue et de leur religion. Aussi ne se présentèrent-ils même pas en conquérants. Leurs tribus, sans organisation politique, s'établirent sous des conditions qui présupposaient la suzeraineté de l'Empire. Nous ne connaissons pas exactement les traités passés à cette époque ; mais il est incontestable que trois siècles environ se sont écoulés avant que les nouveaux venus aient acquis une complète indépendance. Les chroniqueurs byzantins disent formellement qu'en 823, sous Michel le Bègue, « toute la Dalmatie se souleva ; » ils nomment toutes les tribus qui, s'étant insurgées alors, se rendirent autonomes, Chrôbates, Serbles, Zacloumes, Tervouniotes, Canalites,

Dioclétiens et Rendanes. Cette séparation ne dura pas longtemps ; cinquante ans après, sous Basile le Macédonien, les Chrôbates, les Serbles et les autres Slaves furent de nouveau réduits, et depuis lors nous avons des renseignements plus exacts sur les relations qui existaient entre l'Empire et ces étrangers. On commença par envoyer des prêtres en Dalmatie baptiser les habitants ; car la plupart avaient abjuré le christianisme à l'époque de leur insurrection. En outre le gouverneur de la Dalmatie, désigné par l'empereur, nommait les *joupanes* ou chefs de tribu ; il les prenait parmi les indigènes et principalement dans les familles qui avaient depuis longtemps le privilège de gouverner les tribus. Ces tribus slaves devaient payer une contribution et prendre les armes chaque fois qu'elles en étaient requises par l'empereur. Il est donc évident que la domination grecque s'exerça, sauf quelques interruptions, sur ces pays pendant trois siècles à partir du règne d'Héraclius. Les étrangers occupèrent, il est vrai, toute la campagne ; mais l'hellénisme, quoique limité dans les villes, s'y maintint durant de longues années, grâce à la puissante protection de Constantinople et à l'absence de toute unité d'action parmi les tribus slaves. Leurs historiens de nos jours, tout en poursuivant plus systématiquement que leurs ancêtres la destruction de la race grecque dans ces provinces septentrionales, reconnaissent pourtant que toutes les villes du littoral, Raguse, Aspalathe, Tragyre, Diodora, Opsara, Arbé, Bécla et d'autres, se trouvaient alors entre les mains de leurs anciens habi-

tants. Les villes de l'intérieur aussi avaient conservé d'abord leur physionomie grecque et ne devinrent slaves que plus tard.

Les Bulgares, qui peu après, vers 679, s'établirent dans le nord-est de la basse Mœsie, pays auquel ils donnèrent leur nom, eurent des rapports tout autres avec l'empire d'Orient. D'origine finno-ouralienne ou touranienne, plus belliqueux que les Slaves et mieux organisés pour la guerre, ils ne reconnaissaient qu'un seul chef. Aussi n'eurent-ils pas de peine à soumettre les sept tribus slaves depuis longtemps établies dans cette contrée ; ils se les concilièrent au point de les associer à toutes leurs entreprises. Peu à peu ils se confondirent même avec elles et finirent par adopter leur langue. Deux choses contribuèrent à cet établissement suivi d'une fusion complète. Les nouveaux envahisseurs, étant en petit nombre, avaient besoin d'alliés ; quoique supérieurs aux Slaves par leurs vertus guerrières, ils leur étaient inférieurs à tous les autres points de vue. Aussi cédèrent-ils facilement à leur influence morale et sociale. Cette assimilation leur permit d'étendre leur action sur toutes les autres tribus slaves établies précédemment dans l'intérieur de l'Empire ; elle atteignit notamment les tribus qui, des provinces du nord, avaient commencé dès le septième siècle à envoyer des colonies au sud, c'est-à-dire en Macédoine, dans l'Illyrie grecque, dans la Grèce proprement dite. Telles sont les circonstances dont le concours permit aux Bulgares de ne point se borner, comme leurs voisins de l'ouest, à se-

couer de temps en temps la domination hellénique au moyen âge ou tout au plus à faire quelques incursions dans les pays limitrophes. Dès le principe, ils se trouvèrent en mesure de prendre une position indépendante dans la basse Mœsie ; puis, à l'aide des Slaves du pays et par l'influence qu'ils exerçaient sur les colonies de même race établies plus au midi, ils firent jusqu'au dixième siècle une guerre acharnée à l'empire de Constantinople. Cependant ils ne parvinrent que bien lentement à se rendre maîtres de tout le pays et à lui donner leur nom. Ils vinrent souvent jusque sous les murs de Constantinople et dans les parties les plus septentrionales de la Macédoine, qu'ils ravagèrent ; mais ce fut en 809 seulement qu'il s'emparèrent de Sophia. Il est donc évident que les historiens slaves de nos jours anticipent sur les événements en avançant que toute la partie septentrionale de la presqu'île, de l'Euxin à l'Adriatique, avait été occupée par les Slaves dès le septième siècle. Nous avons vu plus haut quelle était la situation dans les provinces occidentales ; nous venons d'établir, d'après l'aveu des historiens slaves eux-mêmes, que deux siècles après Sophia était encore occupée par des Hellènes. En 814, Léon V leur fit subir une telle défaite aux environs de Mésembria, qu'ils ne purent plus sortir de leur pays jusque vers la fin du neuvième siècle ; c'est alors que recommença cette lutte mémorable où ils furent complètement domptés par les empereurs.

Il n'en est pas moins certain que l'hellénisme subit une cruelle mutilation au septième siècle. Il disparut

pour toujours de l'Afrique, fut fort amoindri en Syrie et en Mésopotamie et perdit du terrain en Europe dans les provinces du nord. Durant ce temps il s'appropriait définitivement Constantinople ; mais cela ne suffisait pas pour assurer la formation d'un grand empire. Il devait s'assimiler les tribus hétérogènes qui composaient l'État et qui se multipliaient sans cesse par de nouvelles invasions. Il devait en outre faire disparaître les causes multiples de discorde qui minaient sa propre existence. Avant d'accomplir ces tâches difficiles, il se vit assailli de tous côtés par des ennemis puissants et dut reculer sur plusieurs points. Quand le temps eut calmé cette anarchie ethnologique, l'Empire fut en état de reconquérir plusieurs provinces perdues et de devenir une puissance de premier ordre, une puissance qui n'eut pas son égale du dixième au douzième siècle.

Une des principales causes de sa faiblesse primitive avait été les hérésies. En faisant l'histoire de l'hellénisme oriental, nous avons vu leur origine, nous avons exposé comment elles furent combattues par l'Église. Mais leur condamnation par les conciles œcuméniques n'eut pas la vertu d'en arrêter les conséquences désastreuses. Les hérétiques, plus nombreux en Asie et en Afrique, persistaient dans leurs dogmes ; ils provoquaient et maintenaient dans l'État le désordre moral et politique. Les empereurs entreprirent souvent de poursuivre et de punir les auteurs de ces scandales ; alors les hérétiques se révoltaient, entretenaient des intelligences au dehors, agissaient même de concert avec les ennemis.

En présence de ce danger, l'Empire prit une autre voie. Constantin le Grand avait cru prudent de faire quelques concessions à Arius. Son fils Constantin et les successeurs de Julien, Jovien, Valentinien et Valens, suivirent le même système. Il est vrai que Théodose le Grand entreprit d'abattre l'arianisme et de faire sanctionner sa politique par le second concile œcuménique de Constantinople. Mais la pression ainsi exercée aggrava le mal au lieu de l'apaiser; alors parurent successivement les deux autres grandes sectes des nestoriens et des monophysites. Elles furent condamnées par le troisième et le quatrième concile œcuménique et poursuivies par le pouvoir temporel; ni cette condamnation ni ces châtimens ne purent ramener la paix et la sécurité. Comme leurs aînés, les nouveaux hérétiques continuèrent à s'insurger ou à se concerter avec les ennemis du dehors. Depuis la fin du cinquième jusqu'au milieu du septième siècle, les empereurs tâchèrent de nouveau, avec le concours des patriarches, de se concilier, sinon tous les hétérodoxes, au moins les monophysites, et de les réconcilier avec l'orthodoxie; ils leur faisaient des concessions portant plutôt sur les mots que sur la substance des doctrines. Pour cela, Zénon promulgua l'*Hénôtion* ou acte d'union, en 482. Justinien poursuivit le même but par ce qu'on appelle dans l'histoire ecclésiastique la *Condamnation des trois points*, en 544; en 639, Héraclius donna l'*Ecthèse* ou exposé; en 648, Constant II espéra faire cesser les dissensions par le *Typos*, que rédigea le patriarche œcuménique Paul.

Toutes ces tentatives de conciliation échouèrent. Loin d'apporter un remède à l'anarchie morale qui consumait le monde chrétien, l'*Ecthèse* et le *Typos* produisirent une nouvelle hérésie, celle des *monothélites*, qui ajouta au trouble des esprits. La situation politique s'empirait aussi. L'Égypte, la Syrie, la Mésopotamie, où dominait la secte des monophysites qu'on avait voulu surtout s'attacher, avaient passé sous la domination arabe. Il était évident que le système suivi jusqu'alors avait manqué son but et qu'une nouvelle situation imposait à l'État et à l'Église de nouveaux devoirs. En Asie Mineure, dans les îles et dans les contrées d'Europe, en un mot dans tous les pays qui faisaient encore partie de l'Empire, les monophysites étaient bien moins nombreux que dans les provinces qui s'en étaient détachées. Aucune concession n'était donc nécessaire de ce côté ; la suppression de celles qu'on avait faites devint même indispensable ; car l'hérésie des monothélites, issue des monophysites, pouvait, si elle n'était coupée dans sa racine, provoquer de semblables dissensions. Il fallut se montrer implacable contre l'hérésie, condamner également les monophysites, les monothélites et toute autre croyance hétérodoxe, sanctionner les principes de la vraie foi et par là maintenir l'unité chrétienne dans les pays où dominait encore l'hellénisme. Constantin Pogonat convoqua à cet effet à Constantinople le sixième concile œcuménique : on y déclara solennellement que l'Église reconnaissait en Jésus-Christ deux natures unies, mais non confondues, et deux volontés distinctes, mais

non opposées. L'empereur sanctionna cette déclaration par un rescrit qui défendait toute discussion à ce sujet, sous peine d'interdiction pour les membres du clergé, de confiscation et d'exil pour les laïques. Depuis lors la race grecque identifia son sort avec l'orthodoxie et se sépara définitivement de toutes les sectes : celles-ci continuèrent à exister en Syrie, en Égypte, en Mésopotamie, en Arménie, en Perse, dans les Indes même, sans avoir rien ou presque rien de commun avec l'hellénisme. On peut faire remarquer peut-être qu'une telle manière d'agir, élevant une barrière insurmontable entre le christianisme orthodoxe et le christianisme hérétique de l'orient, rendit impossible le rétablissement des anciennes frontières de l'Empire. Mais une longue expérience avait prouvé que la réconciliation était irréalisable et que les hérétiques étaient devenus les alliés naturels des ennemis les plus dangereux du christianisme. Il fallut donc se résoudre à sacrifier les extrémités pour sauver le reste du corps. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que les sectaires, après avoir servi d'instruments aveugles aux ennemis de leur foi, furent loin de conserver l'esprit qui avait inspiré les fondateurs de leurs croyances. Cet esprit de philosophie hellénique sapait, comme nous l'avons vu, la base même de toute la doctrine chrétienne. Mais les nestoriens, les monophysites et leurs nombreuses subdivisions perdirent, en se séparant de l'hellénisme, la conscience même de la spéculation rationnelle à laquelle ils devaient leur existence ; ils tombèrent peu à peu dans la plus profonde ignorance ; ils se bornèrent

à des formules sans vie et à des définitions peu dangereuses, et ne donnèrent plus d'autre signe d'existence que leur haine pour les orthodoxes.

L'unification de la foi chrétienne, ainsi obtenue, en affermit le dogme fondamental et contribua à fortifier la situation politique de l'hellénisme. Il lui a fallu cependant lutter encore contre bien d'autres difficultés. Les barbares qui en Europe s'établirent dans les provinces septentrionales de l'Empire, accoururent à Constantinople, s'y mêlèrent des affaires de l'État et réagirent sur les mœurs de la nouvelle capitale et sur les institutions du nouvel empire. D'un autre côté, cet empire, ayant subi dès le principe l'influence du monde oriental, fit plus d'un emprunt à la cour et à l'administration de la seconde monarchie persane, restaurée au sixième siècle. L'envahissement de ces deux courants étrangers troubla singulièrement le monde hellénique et lui donna peu à peu, depuis Constantin jusqu'à Justinien II, un caractère étranger à ses tendances naturelles. On vit alors des eunuques, élevés aux plus hautes dignités, propager leurs vices naturels ; on assista à des supplices étranges : on crevait les yeux, on coupait la langue et le nez. Introduit par Héraclius et souvent appliqué par ses successeurs, ce dernier supplice devait, par un juste retour, stigmatiser le dernier descendant de cette dynastie. Justinien II fut surnommé *Rhinotmète* ou Nez-coupé, à la suite de la mutilation dont il fut victime.

Obligé de vivre et d'agir avec ces nombreuses tribus

hétérogènes, l'hellénisme s'efforçait de les civiliser, de se les assimiler, tout en conservant son propre caractère tel qu'il avait été transformé par la doctrine chrétienne. Mais, comme nous allons le voir bientôt, plusieurs autres causes contribuèrent à fausser gravement le génie national lui-même. La question des hérésies était à peine résolue, quand s'éleva sous Léon III une nouvelle lutte contre de nouvelles altérations religieuses et sociales. Dans cette lutte, la partie saine de l'hellénisme chrétien ne triompha qu'en partie. Elle parvint néanmoins à fortifier sa puissance morale, à se débarrasser de beaucoup d'usages introduits par les barbares, enfin à s'assimiler plusieurs tribus hétérogènes qui s'étaient établies dans ses foyers.

L'histoire n'a pas assez apprécié ces divers travaux de l'hellénisme au moyen âge. Avant d'aborder ce sujet intéressant et si peu étudié jusqu'à présent, il nous importe de compléter le tableau de la situation intérieure de l'Empire et d'en offrir au lecteur l'aspect moral depuis Constantin jusqu'à Léon III. Cet aperçu fera ressortir toute la gravité des causes qui ont provoqué la réformation du huitième siècle.

La langue, si modifiée qu'elle fût par l'action du temps, par l'influence du monde oriental, par l'immixtion des barbares du nord et surtout par les nouvelles conditions de l'existence nationale, avait cependant toujours gardé les qualités essentielles dues à son origine et à sa constitution organique. Plusieurs de ses productions rappelaient encore les derniers temps de sa splendeur.

Telles étaient les histoires de Procope et d'Agathias et les diverses épigrammes, érotiques, satiriques et autres, qui remplissent de nombreuses anthologies. On y trouve plus d'un souvenir de la vie du passé ; mais toutes ces œuvres, écrites par un petit nombre de lettrés et accessibles à un public fort restreint, ne sauraient donner une idée exacte de l'état intellectuel de la masse de la nation. D'autres faits sont plus instructifs. Nous avons vu que l'hellénisme oriental avait, entre autres choses, emprunté à la mère patrie l'usage de célébrer dans chaque ville des jeux, surtout des courses de chars, dont les plus célèbres furent pendant longtemps les jeux dits Olympiques d'Antioche. Ces courses furent introduites aussi à Constantinople. Organisées d'abord, comme tout le reste, à la manière romaine, elles prirent avec le temps la forme des jeux helléniques, et l'emportèrent sur tous les autres jeux de l'Empire. Dans l'hippodrome de la capitale le monde ancien était représenté par plusieurs œuvres d'art des meilleurs jours de la Grèce ; on les ornait parfois d'inscriptions, que l'on s'efforçait de rendre, pour le style et pour la pensée, dignes de l'époque qui avait vu naître ces chefs-d'œuvre. Là étaient les quatre célèbres chevaux dorés, aujourd'hui à Venise, dont l'un, attribué à Lysippe, avait le pied levé comme pour frapper. Là avait trouvé également asile la colonne d'airain, en forme de serpent à trois têtes, qui avait été élevée autrefois à Delphes, sur le butin des guerres médiques. Le trépied d'or qu'elle supportait lors de son érection avait disparu bien avant qu'elle fût trans-

portée à Constantinople ; mais la colonne elle-même était un des souvenirs les plus glorieux des temps anciens, car elle portait gravés les noms de toutes les villes qui avaient pris part à la guerre de l'indépendance. On voyait aussi dans l'hippodrome des statues de dieux et de héros d'Homère ; on y admirait l'Hercule de bronze, œuvre de Lysippe ; le sanglier de Calydon, également en bronze ; l'aigle de bronze qu'Apollonius de Tyane éleva sur une colonne, les ailes à demi déployées, les serres sur un serpent ; une jeune fille soutenant un cavalier de sa main droite ; Diane, auprès de laquelle s'exerçaient les athlètes, et une foule d'autres œuvres de sculpture dont il serait trop long de faire ici l'énumération. Au milieu de ces témoins de l'ancien monde s'élevaient les représentants de temps plus modernes, de nombreuses statues d'empereurs, de défenseurs de la foi, de ministres, d'athlètes, de philosophes, de médecins. Non-seulement on y remarquait cette alliance matérielle et extérieure de deux civilisations différentes, mais on y appréciait aussi une élégance tout hellénique. Ces jeux prenaient un caractère politique, cessant ainsi d'être simplement un passe-temps et un goût national. Comme ceux des anciens, ils exerçaient parfois une influence sur le sort même du pays. Les spectateurs étaient divisés en partis dont chacun avait ses athlètes, comme autrefois chaque ville avait les siens, qu'elle préparait longtemps d'avance à la victoire et soutenait de toutes ses forces au moment décisif de la lutte. Les plus importants de ces partis étaient les *Verts* et les

Bleus, surnommés ainsi de la couleur des habits des conducteurs de char. Quand l'empereur entrait dans l'hippodrome, les factions l'accueillaient par des chants populaires, selon la saison pendant laquelle les jeux étaient célébrés ; ainsi, dans les jeux du mois de mai, les *Verts* saluaient les premiers l'empereur en chantant :

« Voyez le beau printemps ; il reparait encore. »

Et les *Bleus* reprenaient immédiatement après :

« Apportant la santé, la joie et le bonheur. »

Ils continuaient ainsi à moduler alternativement chacun un vers de ce chant populaire, dont Constantin Porphyrogénète ne nous a malheureusement transmis que le commencement. Ces gracieux ornements de la fête lui donnaient une élégance complètement étrangère à la rudesse des jeux hippiques célébrés autrefois à Rome. Si les factions hippodromiques de Constantinople provoquèrent souvent, comme à Rome, des disputes et des querelles quelquefois meurtrières, elles ne se bornèrent pas à ces puérilités grossières pour le triomphe de telle ou telle couleur, comme cela arrivait dans l'ancienne capitale. Transformées par le génie grec, elles devinrent des factions politiques, qui eurent leur part dans le gouvernement de l'Empire. Sous Zénon, Anastase, Justin, Justinien et Maurice, elles luttèrent tantôt pour un prétendant, tantôt pour un autre, parfois contre les abus du pouvoir, le plus souvent pour telle ou telle question politique ou religieuse ; leurs démonstrations et leurs mouvements tumultueux étaient quelquefois terribles. Telle a été l'émeute de *Nica*, ainsi

nommée probablement du cri poussé par les factions pour encourager leurs champions à la victoire. Cette émeute, commencée le 13 janvier 532, dura six jours : elle faillit renverser le trône de Justinien et changer ainsi en grande partie le sort de l'empire d'Orient. La persécution religieuse que Justinien entreprit en montant sur le trône, les abus attribués à quelques-uns de ses hauts fonctionnaires, au grand chancelier de l'Empire Jean de Cappadoce, au ministre de la justice Tribonien, au général de la garde impériale Calopode, avaient soulevé contre lui l'indignation publique. Aussi organisa-t-on une vaste conspiration pour faire monter sur le trône un neveu de l'avant-dernier empereur Anastase. Les *Verts* en furent les principaux acteurs ; les *Bleus* au contraire se rallièrent à Justinien. Les *Verts*, non contents de leurs cris ordinaires d'encouragement, de leurs applaudissements pour leurs champions, commencèrent à troubler la fête par des clameurs contre les abus. Justinien supporta cette licence jusqu'à la vingt-unième course. Mais, ne pouvant plus se contenir, il eut alors avec les émeutiers le plus étrange dialogue qui ait certes jamais été tenu entre un peuple et son souverain. L'empereur demanda aux factieux le motif de leurs clameurs ; ils répondirent qu'on leur faisait tort en les opprimant. Invités à dénoncer leur oppresseur, pour lui faire d'abord comprendre d'une manière plaisante que c'était Calopode, dont le nom signifiait dans la langue grecque la forme en bois des souliers : « Celui qui me gêne, auguste souverain, dirent-ils, se trouve chez les cordonniers. » Ils finirent par

désigner nominativement et par accuser le général de la garde ; l'empereur leur répondit que Calopode n'avait ni pouvoir ni motif de faire tort à personne. Les *Verts*, s'animant par degrés et menacés par Justinien, osèrent qualifier alors l'empereur de meurtrier ; après quoi, s'étant répandus dans toute la ville, ils prirent les armes, forcèrent Justinien à s'enfermer au Palais et proclamèrent à sa place Hypatios, un des neveux d'Anastase. A la fin ils furent domptés par Bélisaire. Telles étaient ces factions du cirque ; elles devinrent puissantes au point de former des corporations civiles et politiques, des *dèmes* (*dème des Verts*, *dème des Bleus*), dont chacun avait son *démarque* ou *démocrate* ; ils dressèrent les listes de leurs membres et portèrent un costume spécial. Dans leur esprit comme dans leur forme, les jeux du cirque donnent une idée de l'hellénisme à cette époque, surtout si l'on songe qu'ils étaient une des distractions les plus recherchées du peuple.

Cependant la situation morale de ces temps se révèle bien plus clairement dans la vie religieuse. Le christianisme grec du moyen âge revêtit un caractère tout à fait différent de l'ancienne religion, non-seulement en ce qui regarde le dogme, mais par l'influence beaucoup plus grande qu'il exerça dans la vie sociale de tous les jours, en y créant des félicités et des tristesses inconnues au monde ancien. Il est vrai que la nature idéale du premier christianisme disparut peu à peu pour faire place à des manifestations extérieures. Les temples de la *Sagesse*, de la *Paix* et de la *Puissance* divine, que Cons-

tantin le Grand fonda dans sa nouvelle capitale et qu'il dédia aux principaux attributs de l'Être suprême, perdirent leur sens primitif aux yeux du vulgaire ; le peuple finit par croire qu'ils avaient été bâtis à la mémoire de quelques saintes femmes, Sophie, Irène, Dynamis, qui avaient subi le martyre à l'époque des persécutions religieuses. Les nombreuses et splendides églises qui ornèrent dès lors Constantinople étaient non-seulement dédiées au Sauveur et à la mère de Dieu, mais aux défenseurs plus ou moins renommés de la nouvelle religion.

Cette modification du sens primitif du christianisme fut en partie l'effet, en partie la cause de nouvelles altérations. Le culte était fort simple au commencement ; les chrétiens n'avaient ni images ni temples ; ils se réunissaient dans des maisons désignées pour adresser au Très-Haut une courte prière. Ils apportaient volontairement des offrandes ; on en prélevait ce qu'il fallait pour la célébration de l'*Eucharistie* et des *agapes* ; ces repas en commun mettaient les fidèles en communion entre eux et avec le Seigneur. Ce qui restait des offrandes était donné aux prêtres, peu nombreux et tous égaux, aux indigents auxquels on faisait aussi des allocations mensuelles. Mais, à mesure que le nouveau dogme se répandit, il entra en lutte avec le gouvernement établi ; il lui fallut gagner les masses, habituées aux formes variées de l'ancien culte. Le christianisme dut alors introduire une discipline sévère dans son administration et, d'autre part, s'entourer de symboles et de signes extérieurs.

Aussi, dès le troisième siècle, des établissements particuliers, plus ou moins richement ornés, furent bâtis pour la célébration des cérémonies du culte. Les ministres de la religion, divisés en plusieurs catégories, furent soumis à une hiérarchie compliquée, revêtirent des costumes somptueux. On régla principalement la messe et ses prières préparatoires. Le nombre des fêtes augmenta; des honneurs furent rendus aux fondateurs et aux défenseurs de la foi, « qu'on pourrait nommer, sans se tromper, disait Eusèbe, les soldats de la vraie piété. » Plus tard encore, les églises furent décorées des images du Sauveur, de la mère de Dieu, des martyrs et des autres propagateurs du nouveau dogme. « Les villes et les villages se partageaient les restes des saints et des héros de la foi, les qualifiaient de médecins, de sauveurs des âmes et des corps et les honoraient comme des patrons et des gardiens. » Les instruments de la passion devinrent un objet de culte particulier.

La vénération pour les fragments de la vraie croix et pour les reliques des saints était sans doute un sentiment respectable; mais on leur attribua le don des miracles, bien qu'on pût souvent contester l'origine de ces objets sacrés, bien qu'ils aient donné lieu à des falsifications et à des trafics impies. L'ornementation des églises aussi était propre à conserver le pieux souvenir des fondateurs et des défenseurs de la foi; et l'on s'explique qu'on s'adressât à ces images comme à des intermédiaires entre l'Être suprême et ses créatures. Les hommes du nord, qui se gouvernent par la raison plutôt que par les vives

impressions du dehors, entrent par la pensée en relation directe, pour ainsi dire, avec Dieu ; mais les habitants du midi ont besoin de certains appuis pour s'élever comme par degrés jusqu'à l'Être suprême.

Peu après, cependant, cette distinction entre le culte absolu, qui n'est dû qu'à Dieu, et le culte relatif, qui prend pour intermédiaires ses « vases d'élection », disparut de la conscience du plus grand nombre. Le culte direct des saints obscurcit en quelque sorte le sentiment de la Divinité, et peu à peu les images mêmes furent adorées comme miraculeuses ; on les baisait, on les posait sur sa tête, on les approchait de ses yeux, de sa poitrine, on se prosternait, on s'agenouillait devant elles en faisant le signe de la croix et, en général, on leur rendait tous les témoignages d'un culte direct. Si grande devint la foi dans la force surnaturelle attribuée à beaucoup d'objets sacrés, que plusieurs croyaient qu'il suffisait d'avoir sur soi ou chez soi un de ces objets pour être exempt de tout danger, et, ce qui était pis encore, de toute obligation morale. Déjà, au quatrième siècle, saint Jean Chrysostome condamnait cet usage des femmes et des enfants qui, pour se garder, suspendent, disait-il, à leur cou des évangiles qu'ils portent partout avec eux. Il en était de même des images des défenseurs de la foi. Parlant d'un saint, Théodoret dit qu'on attachait son image aux portes pour la garde et la sûreté des boutiques. Cette force miraculeuse fut transférée des objets sacrés à d'autres qui ne l'étaient point et au moyen desquels on cherchait à lire dans l'avenir. On faisait

toute espèce de sortilèges ; on entonnait des épodes, des chants magiques au milieu même des fêtes de Pâques, comme le dit avec douleur saint Jean Chrysostome. Ce qui est plus grave, les prêtres encourageaient le peuple dans ces sentiments. Aussi le concile de Laodicée fut-il forcé de déclarer que « les membres du clergé ne devaient être ni magiciens, ni enchanteurs ni astrologues et ne devaient pas fabriquer d'amulettes. »

Ainsi, à partir du quatrième siècle, le christianisme paraissait avoir perdu pour la multitude son caractère originel ; il avait laissé s'affaiblir l'idée de Dieu, et l'avait remplacée par l'anthropolâtrie ; il avait substitué à l'Être suprême des personnages, martyrs, il est vrai, et défenseurs de la foi, mais qui, après tout, n'étaient que des hommes ; il autorisait l'adoration de leurs images, de leurs reliques, des livres sacrés, et, ce qu'il y avait de plus triste, la croyance à la divination et aux sortilèges. Pourtant, si telle était la forme étrange que revêtait le christianisme, sa force intérieure restait tellement puissante que, s'imposant même à ces manifestations extérieures, elle les sanctifiait, les purifiait et empêchait l'homme de glisser définitivement dans l'idolâtrie. Si fâcheuse que fût, dans les circonstances ordinaires de la vie, cette intrusion des saints dans le culte qui n'est dû qu'à Dieu, la foule était forcée en entrant à l'église de revenir au vrai sens des prières qu'elle y entendait ; car elles n'étaient adressées aux saints que pour obtenir, par leur intercession, la bénédiction du Très-Haut. Cette conception ne réagissait pas seulement

sur la raison, elle exerçait en même temps une influence puissante sur les sentiments les plus délicats du cœur humain. L'Église, malgré les honneurs qu'elle accordait à tous les saints, avait mis la gracieuse image de la mère de Dieu au sommet de la hiérarchie céleste. Cette source de vie, cette reine qui avait donné au monde son sauveur, cette nourrice spirituelle du genre humain, provoqua toute la tendresse et tout le dévouement que chaque homme porte dans le cœur pour la mémoire sacrée de sa mère. Ce sentiment, associé au mystère de la virginité, à la beauté indicible, à la bonté infinie de la mère de Dieu, emportait ceux qui priaient dans un monde d'émotions à la fois humaines et sacrées, qui les ravissaient au ciel. La forme la plus parfaite de cette prière est dans les *Salutations de la Panaghia*; les chrétiens, accourant à l'église les cinq premiers vendredis du grand carême, les adressaient à la libératrice de l'humanité, comme un encens offert à Dieu par le véritable amour et comme une protestation contre toute idolâtrie :

« Salut, hauteur inaccessible aux pensées humaines ;

Salut, abîme impénétrable, même aux yeux des anges ;

Salut, échelle céleste par laquelle Dieu est descendu ;

Salut, pont jeté de la terre au ciel ;

Salut, libératrice du monde contre la religion des barbares ;

Salut, toi qui as fait cesser l'adoration du feu ;

Salut, toi qui as fléchi le juste juge ;

Salut, pardon de beaucoup de pécheurs ;

Salut, toi qui montres que les savants sont des ignorants ;

Salut, toi qui fais voir que les esprits subtils sont privés de raison ;

Salut, toi qui réfutes les sophismes des Athéniens ;

Salut, toi qui remplis les filets des pêcheurs ;

Salut, maîtresse de renaissance intellectuelle ;

Salut, dispensatrice (chorége) des bontés divines ;

Salut, tu as régénéré les hommes conçus dans le péché ;

Salut, tu as rendu la raison à ceux qui l'avaient perdue ;

Salut, tente de Dieu, qui est le Verbe ;

Salut, sainteté plus grande que toutes les saintetés ;

Salut, fiancée sans époux, ô mère qu'on ne cesse de célébrer, toi qui as enfanté le Verbe, le plus saint des saints. »

Il est d'ailleurs d'autres prières durant lesquelles l'âme, se séparant du corps, entre en rapport direct avec Dieu. Tel est surtout le *Grand Canon* chanté en entier le mercredi soir de la cinquième semaine du grand carême ; il fut écrit au septième siècle par André, archevêque de Crète. Ici la prière s'adresse à Dieu seul ; l'homme invite son âme à se réveiller, à se mettre en présence du Père céleste. Cette constante exhortation à l'âme est d'une haute poésie :

« Viens, ô âme malheureuse, confesse-toi avec ta chair au créateur de toutes choses, éloigne-toi de ta première déraison et offre à Dieu des larmes de pénitence.

La fin, ô âme, approche ; elle approche, et tu n'as pas soin de toi, et tu ne te prépares pas ; le temps presse, lève-toi, le juge va venir ; la vie passe comme un songe, comme une fleur. Pourquoi les vaines agitations ?

O âme aux transports furieux comme ceux de la génisse, tu as renié le vrai Dieu à l'imitation de Judas. Comme une biche qui a échappé au piège, recouvre la vie ; élève-toi par tes pensées et par tes actions.

O mon âme, ô mon âme, pourquoi sommeilles-tu ? lève-toi ; la fin approche, tu vas te troubler ; lève-toi, afin que Jésus-Christ ait pitié de toi. »

Et le poète continue de parler ainsi à son âme. Comme on le voit, si hors de l'Église le nouveau dogme était compromis par les préjugés et la superstition, il conservait dans le sanctuaire son caractère fondamental. Si nombreuses qu'aient été les plaies dont souffrait la foi, les principes essentiels de l'Église gardaient cependant une singulière vigueur. Pour comprendre combien sa sève réagissait sur les esprits et les sentiments, il faut nous rendre compte de ce qu'était à cette époque l'existence de la société. Dans l'antiquité, la religion n'était qu'une forme ; elle ne réglait ni le sentiment ni la raison. Le cœur et l'esprit vivaient par la cité, par les spectacles et les jeux publics, par l'art et par la poésie. La philosophie de Platon, de Socrate et d'Aristote fut le privilège d'un petit nombre d'hommes ; elle n'agit d'ailleurs que lentement ; en préparant le nouveau monde, elle contribua à détruire l'ancien par les coups qu'elle devait porter à la religion positive. Dans les temps modernes,

le christianisme ne constitue qu'une des phases de la vie morale de l'homme : la société possède d'autres ressources, une littérature inépuisable, des spectacles variés, des réunions de diverses sortes. A l'époque dont nous parlons, l'état social était tout autre. Il n'y avait pas à proprement parler de littérature, du moins dans le sens que l'antiquité avait donné à ce mot et que nous lui avons conservé à notre tour. Les *Éthiopiennes* ou *les Aventures de Théagène et de Chariclée*, célèbre roman attribué à Héliodore, évêque de Tricca en Thessalie, furent une exception. Plus fréquentes étaient les idylles, les études mythologiques, les épigrammes. Mais comme elles étaient à peu près étrangères aux sentiments et à l'intelligence de la société, elles n'attirèrent guère son attention. Dégénérée, après Procope et Agathias, en simples chroniques, l'histoire n'était plus une lecture qui pût suffire aux exigences du cœur et de l'esprit. On lisait toujours, on admirait les anciens chefs-d'œuvre, mais comme des productions d'un monde qui n'était plus ; propagés par la copie, ils n'étaient pourtant pas accessibles à tout le monde. Les seules distractions publiques étaient les jeux, les courses du cirque, nous n'osons pas ajouter le théâtre. Quiconque a lu les *Anecdotes* de Procope sait ce qu'était alors la scène, où l'on ne représentait que des farces indécentes, parfois obscènes. Heureusement ces spectacles n'étaient fréquentés ni par les femmes ni par les hommes des classes distinguées de la société, mais seulement par la populace. Les jeux du cirque attiraient sans doute et occupaient une meilleure

société par la vue de tant de chefs-d'œuvre anciens et modernes, par l'émulation en faveur des concurrents, par les intérêts politiques, par les passions qui s'y révélaient et s'y heurtaient. Mais les jeux du cirque n'étaient célébrés qu'à de rares intervalles; quelquefois même ils étaient suspendus pendant des années entières pour des raisons financières ou politiques; en outre, ils n'étaient pas fréquentés par les femmes.

L'église était le seul lieu de réunion publique que possédât la société. On s'y rendait pour la prière et en même temps pour se voir et s'entretenir. Les femmes se tenaient dans le gynécée; mais si les deux sexes étaient séparés, ils trouvaient mille moyens de correspondre entre eux. Aussi ces réunions prirent-elles un caractère tout particulier : dès que l'église fut devenue le seul endroit où l'on pût se trouver ensemble, on sentit la nécessité d'augmenter les occasions de ces rencontres. Les cérémonies publiques se multiplièrent à l'infini. Loin de se borner aux dimanches et aux fêtes de Noël, de la Résurrection, de l'Assomption, on honorait chaque jour la mémoire de saints et de martyrs; les offices devinrent aussi très-long. Dans plusieurs, aux matines, aux vêpres et, par intervalles, durant le service de la messe, on causait sans faire attention aux chants ou aux paroles de l'autel. Mais dès qu'arrivait un moment solennel de l'office, tel que la lecture de l'*épître* ou de l'évangile, l'exaltation ou d'autres prières exceptionnelles, toute conversation cessait; tous écoutaient avec ferveur et piété les antiennes et les chants sacrés; plusieurs les récitaient ou les chantaient

en chœur. Quand on songe que ces cérémonies étaient célébrées chaque jour, et même soir et matin, souvent toute la nuit, pendant les *pannychides* (nocturnes), on peut se faire une idée de l'influence énorme que l'Église exerçait sur l'état psychologique de la société. Cette action était surtout ressentie par les femmes qui, ne pouvant se rassembler en foule nulle part ailleurs, profitaient encore plus que les hommes de ces occasions. En outre plusieurs prières, telles que les Salutations à la Vierge et les invocations à l'âme du Grand Canon, réagissaient plus fortement sur leurs cœurs plus sensibles. Quelques-unes de ces prières semblaient leur être particulièrement adressées. L'Église ne s'écriait-elle pas à la fin de l'office de l'*Acathistos* : « Femmes, écoutez, tressaillez, dansez, « chantez avec jubilation : Gabriel s'est présenté maintenant pour annoncer à la Vierge dans la ville de « Nazareth la bonne nouvelle. »

L'église avait donc beaucoup d'attrait pour tous les sexes, pour tous les âges, pour toutes les classes de la société. La magnificence extérieure du spectacle, les émotions morales et spirituelles qu'il provoquait, tout contribuait à amener les foules dans l'enceinte sacrée. Là les femmes ne conversaient qu'entre elles, il est vrai ; mais elles satisfaisaient à ce besoin qu'elles ont de se montrer et d'attirer l'attention du public. Les hommes aussi s'y rendaient très-souvent, puisqu'ils étaient sûrs d'y rencontrer leurs amis et connaissances, tout en accomplissant leurs devoirs religieux. Cette alliance de la dévotion avec la vie mondaine, cette piété semée de

distractions, a donné lieu à des phénomènes qu'on aurait de la peine à s'expliquer aujourd'hui. Beaucoup de personnes, se laissant aller à ce penchant qu'elles avaient de partager leur existence entre la prière et les soucis du monde, cherchèrent à se créer une situation intermédiaire entre le bruit de la société et le régime monacal. Il y avait depuis longtemps des hommes qui vivaient dans la solitude et la prière; on a voulu plus tard atténuer la rigidité de ces pratiques religieuses en les rapprochant autant que possible des conditions de l'existence sociale. Saint Basile le premier donna les formes d'une institution à ce sentiment qui se rencontre fréquemment dans le cœur humain.

« La vie solitaire et la vie sociale, dit Grégoire de Nazianze, ne sont exemptes ni l'une ni l'autre de bien et de mal. L'une est calme, tranquille et dévouée à Dieu, mais n'est pas dépourvue de présomption; elle se croit infailible parce qu'elle ne met pas la vertu à l'épreuve; l'autre est plus pratique et plus utile, mais elle est entourée de trop de tentations et de bruits. » Basile rapprocha et concilia ces deux modes d'existence; il bâtit des couvents et des ermitages non loin des villes et des lieux habités, sans élever pour ainsi dire entre eux un mur de séparation infranchissable, « afin que le philosophe ne demeurât pas en dehors de la société, ni l'homme pratique en dehors de la philosophie. »

Tel fut l'idéal que poursuivit une société avide d'aspirations religieuses. Il va sans dire qu'il n'a jamais été réalisé. Si, pour se dégager des passions, pour se délivrer

des souffrances du monde, il suffisait de s'en séparer, il y aurait bien des heureux sur la terre. Saint Basile lui-même disait : « J'ai quitté le séjour de la ville comme un foyer de maux, mais je n'ai pu me quitter moi-même, ... de sorte que la solitude ne m'a nullement profité. » Philon, un autre saint, donne un plus grand développement à cette pensée : « J'ai, dit-il, souvent abandonné parents, amis, patrie, pour me vouer au service de Dieu et à la contemplation des vérités éternelles. Vains efforts ! l'esprit égaré ou mordu par la passion se portait malgré moi vers les misères d'ici-bas. Plus d'une fois au contraire ma pensée s'est trouvée dans la solitude au milieu d'une foule animée, quand Dieu, ayant apaisé le trouble de mon âme, m'a appris que ce n'est pas la différence des lieux qui fait le bien ou le mal, et que sa main directrice nous conduit où il lui plaît. »

La vie monacale ne pouvait donc mettre en pratique les hautes théories qui avaient inspiré saint Basile. Les plus sincères des hommes, Basile, Grégoire de Nazianze, Philon, reconnaissaient bien vite la vanité de cet amour du repos et de l'isolement et revenaient malgré eux au commerce du monde. D'autres transformèrent les couvents en rendez-vous d'oisiveté et quelquefois en foyers de toutes sortes d'abus. Nous voyons en effet souvent, dans l'histoire de cette époque, les moines quitter leurs retraites, non pour reprendre les devoirs sérieux de la vie sociale, mais pour remplir les villes, à la faveur de leur habit, du bruit de leurs intrigues et de leurs scandales.

Cependant, entre la vie idéale rêvée par les premiers

Pères de l'Église et la vie déréglée des moines d'une époque postérieure il y avait un moyen terme, qui nous fait connaître de plusieurs manières le caractère de la société de ces temps. Si ces hommes, qui avaient voulu tuer les sens, ne pouvaient vaincre pour toujours la chair et le monde; s'ils ne pouvaient vivre dans l'invisible et, par l'espérance, jouir sur terre des biens de la vie à venir, ils sentaient néanmoins le besoin d'avoir, au milieu des vicissitudes de l'existence, un asile de repos où ils combinaient d'une façon singulière les pratiques religieuses avec les passions et les intérêts du monde. Les magistrats suprêmes et les grands de l'État se bâtissaient des retraites particulières pour s'abriter contre la disgrâce, les malades en bâtissaient dans l'intérêt de leur santé, les amants pour leurs maîtresses. C'est ainsi que tout l'Empire, la capitale et ses environs surtout, fut rempli de couvents. Plus ou moins grands, plus ou moins somptueux, toujours construits dans des lieux agréables, ils étaient ordinairement ornés de beaux jardins et prenaient différents noms, monastères, ermitages, lieux expiatoires. Là étaient exactement célébrés les offices divins; mais les règles austères de la vie monacale n'étaient pas toujours observées. La vie y était décente, bien qu'elle ne fût pas dégagée des vanités de ce monde; les souvenirs, les émotions, les entrevues même n'en étaient point exclus. Ces établissements ressemblaient plutôt à nos villas modernes qu'à des couvents tels qu'ils avaient été organisés par saint Basile, ou tels qu'ils devinrent dans la suite après avoir été sensiblement altérés. De même

qu'aujourd'hui les hommes se retirent en certaines saisons de l'année dans des maisons de campagne où ils cherchent une distraction aux soins et aux soucis de la vie active dans la lecture, dans la promenade, dans la musique, de même à cette époque ils se retiraient dans les monastères, avec cette différence que les offices et les chants religieux faisaient alors leur principale récréation.

Plusieurs autres causes contribuèrent à faire absorber par la religion toutes les passions, tous les sentiments, toutes les pensées de la nation. Ses ennemis les plus redoutables furent pendant longtemps les Perses, puis les mahométans. Les uns et les autres proclamaient hautement qu'ils en voulaient surtout aux croyances des vaincus. La chose ne souffre pas de doute en ce qui concerne les mahométans; mais Chosroès lui-même, s'étant emparé de Jérusalem, accumula toutes sortes de mépris et d'insultes sur cette métropole du christianisme. Il reçut, en 612, des propositions de paix de la part d'Héraclius; il lui répondit qu'il n'admettrait point d'ambassadeurs en sa présence avant qu'ils eussent renié leur *crucifié* pour embrasser le culte du soleil. La lutte n'était donc pas engagée dans un simple intérêt politique; elle pouvait avoir pour conséquence d'enlever aux chrétiens leur vie spirituelle et intellectuelle, limitée, comme on l'a vu, aux pratiques de la religion. Les mots de patrie et de nationalité étaient vides de sens à cette époque. Le vaste pays soumis aux empereurs de Constantinople était habité par des peuples divers; aucun d'eux

n'était intéressé à regarder l'empire tout entier comme sa patrie. La nation grecque l'emportait, il est vrai, sur toute autre, par sa langue, son instruction et son habileté dans l'art de l'administration ; mais la foi chrétienne était le seul lien puissant qui unit tous ces peuples dans la profession d'une même doctrine et dans la soumission à un même chef religieux. Cet empire, nommé *romain*, *byzantin*, *grec*, aurait dû être qualifié d'*hellénique* et de *chrétien*, de *chrétien* surtout, du quatrième au huitième siècle. Car à cette époque, l'esprit hellénique s'étant voilé pendant quelque temps, l'État eut un caractère plutôt chrétien. Les conciles œcuméniques, étaient convoqués par l'État, le dogme était réglé intérieurement et extérieurement par l'État, et c'est par l'État que la nouvelle religion luttait contre ses plus redoutables ennemis.

Les habitants risquaient donc de perdre non-seulement leur existence politique, mais aussi leur condition morale et leur dignité humaine. Ainsi s'explique le caractère particulièrement religieux de toutes leurs luttes. Les renseignements que nous possédons sur l'expédition d'Héraclius contre les Perses en 622 et sur sa conduite pendant tout le cours de cette guerre, nous en offrent le plus vif tableau. Le 4 avril, Héraclius célébra la fête de Pâques ; il se rendit à Sainte-Sophie, portant, au lieu des brodequins rouges de l'empereur, les bottes noires du combattant. Arrivé devant l'autel, il se prosterna et s'écria : « Seigneur Dieu et Seigneur Jésus-Christ, ne nous livre pas pour nos péchés à la ri-

sée de tes ennemis ; abaisse sur nous tes regards ; aie pitié et donne-nous la victoire contre tes ennemis afin que ces méchants ne puissent jamais s'enorgueillir ni s'élever contre ton héritage. » Puis, se tournant vers le patriarche, il ajouta : « Je laisse cette ville et mon fils entre les mains de Dieu, de la Vierge Marie et les tiennes. » Ensuite il prit l'image du Sauveur, qui, disait-on, n'avait pas été faite de main d'homme ; il se dirigea vers le rivage et s'embarqua sur la flotte ; le peuple l'acclamait et le bénissait, et l'on entendait le vœu que l'empereur teignît en rouge ses bottes noires dans le sang des Perses. Peu après, il débarqua au golfe d'Issus, se préparant à vaincre ses ennemis en Cilicie et à les forcer par une seule bataille d'abandonner l'Asie Mineure depuis longtemps livrée à leurs dévastations. A la veille de cette première lutte décisive, tenant un Christ à la main, il rappelait aux soldats les malheurs publics et privés des chrétiens ; il les exhortait à venger les objets sacrés profanés par les adorateurs du feu ; il les appelait ses frères, ses enfants, remplissait leur âme de courage en leur montrant l'image de leur Dieu, et il leur disait que Jésus est le roi et le maître de tous et le général des armées, qu'avec lui il est plus sûr de les diriger, que par lui il est plus pieux de vaincre, qu'avec son aide il supporterait, plein de confiance, les fatigues de la guerre comme un d'entre eux. L'année suivante il débarqua à Trébizonde et invita tous les chrétiens qui habitaient depuis l'embouchure du Phase jusqu'à la mer Caspienne à combattre avec lui les Sassanides, afin de

châtier les implacables ennemis du Sauveur. Tous obéirent. Au moment où il allait entrer dans Gaza, non loin de la Tabris d'aujourd'hui, il rangea son armée en bataille et s'écria : « Compagnons et frères, soyons courageux contre des ennemis qui ont fait tant de mal aux chrétiens. » Joignant l'action à la parole il ne cessa de venger les insultes et les ruines que les Perses avaient faites aux pays chrétiens, à la religion de l'empire. Par ses ordres, le feu des mages fut éteint partout, leurs autels furent renversés, les statues de Chosroës livrées aux flammes ; la ville natale de Zoroastre fut détruite en expiation des sacrilèges commis par les Perses sur le Saint-Sépulcre.

Cette guerre fut donc, comme celles qui commencèrent bientôt après contre les mahométans, une guerre de religion. Deux événements accomplis à cette époque et dont le souvenir retentit encore aujourd'hui dans tous les pays, dans toutes les colonies helléniques, témoignent jusqu'à quel point l'existence même de la nation était regardée comme inséparable de sa religion. En 626, quand les Avars, alliés des Perses, marchèrent sur Constantinople pendant que l'empereur combattait en Asie, ils furent forcés de reculer en désordre après un siège de quarante jours ; tous, empereur, patriarche et peuple, furent unanimes à attribuer ce triomphe à la protection de la mère du Sauveur, patronne de la ville. Pour lui exprimer leur reconnaissance éternelle, ils décrétèrent l'office connu sous le nom d'*Hymne acathistos*, qui est encore célébré par nous tous les ans, et auquel on

ajouta plus tard le souvenir des deux autres sièges de Constantinople par les Arabes. Quel Grec ne connaît l'hymne guerrier chanté par intervalle dans cet office en l'honneur de la protectrice trois fois sainte des chrétiens ?

« A toi, ô mère de Dieu, à toi qui as guidé nos bataillons, à toi la victoire ! Ta ville t'offre ses actions de grâces pour l'avoir délivrée de ses ennemis. Invincible et toute-puissante, affranchis-moi toujours de tous les dangers, afin que je ne cesse de m'écrier : Salut, ô fiancée sans époux ! »

Y a-t-il un Hellène qui ne se rappelle ces acclamations adressées à la Vierge, non-seulement comme à la mère de Dieu, mais en même temps comme à celle qui a sauvé l'existence politique de la nation ?

« Salut, tour inébranlable de l'Église ;

Salut, imprenable muraille de l'Empire ;

Salut, toi avec l'aide de qui on élève des trophées ;

Salut, toi par qui les ennemis sont renversés. »

En 628, Héraclius, après la fin de la guerre et l'humiliation complète de la Perse, fit son entrée triomphale à Constantinople sur un char trainé par quatre éléphants ; il était précédé par des hommes portant la Sainte-Croix, qu'il avait forcé les ennemis à lui rendre et qu'il regardait comme le plus glorieux trophée de son expédition. Il ne s'en tint pas là ; au printemps de l'année suivante il passa en Syrie avec le symbole sacré et le fit rétablir solennellement, le 14 septembre, à Jérusalem, à l'endroit où pour la première fois, en ce même jour de l'année

335, il avait été dressé par Constantin. Il se rendit donc avec la croix sur le Golgotha. Là, entouré d'une foule innombrable, il éleva le trophée, pendant que le clergé chantait : « Sauve ton peuple, Seigneur, et bénis ton héritage ; donne aux empereurs la victoire sur les barbares et préserve ta religion par ta croix. » Comme l'Église grecque, l'Église latine n'a pas cessé de célébrer ce souvenir, le 14 septembre de chaque année. Seulement cette fête a chez nous un caractère à la fois national et religieux. D'autres peuples, d'autres États auraient créé des solennités civiles en souvenir de ces hauts faits ; le peuple chrétien par excellence en a éternisé la mémoire par des cérémonies religieuses. Les fêtes civiles passent avec les circonstances qui les ont créées ; nos ancêtres ont placé ces exploits sous la sauvegarde du culte national ; ils ont ainsi forcé leurs descendants à en célébrer le souvenir aussi longtemps qu'ils professeraient la même religion et quelle que fût leur destinée politique.

Telles furent les origines de l'hellénisme du moyen âge à Constantinople. Fondée comme une ville romaine, cette nouvelle capitale fut d'abord organisée à la romaine et parla latin. Bientôt elle changea de face ; l'élément grec prévalut dans le gouvernement aussi bien que dans la société. Langue, législation, administration, vie publique et privée, tout prit la teinte du monde nouveau qui s'était formé en orient pendant le cours des siècles précédents par les conquêtes d'Alexandre et par la venue du Christ. Malheureusement l'hellénisme du moyen âge, qui fut dans l'origine un

mélange de deux anciennes civilisations, renferma peu après dans son sein une foule d'autres éléments destructeurs. Le voisinage du second empire persan, les invasions des barbares du Nord firent sentir à Constantinople leur influence désastreuse. Des dissensions intestines ajoutèrent à ces maux. Le sentiment religieux fut faussé, les liens politiques se relâchèrent, l'empire fut mutilé, et, dans ce naufrage partiel, l'hellénisme de l'Afrique disparut, celui de la Syrie et des provinces du nord en Europe fut sensiblement amoindri. Ce qui restait encore s'altéra de plus en plus, mais ne se pervertit pas autant qu'on se l'imagine; nous n'en voulons d'autre preuve que la grande réforme religieuse, politique et sociale qu'il entreprit à cette époque et dont nous allons retracer les vicissitudes.

CHAPITRE IV

LA RÉFORMATION.

Décadence morale et politique. — Véritable caractère de la Réforme. — Elle est réclamée par l'élite de la société. — L'Asie, point de départ de la Réforme. — Conduite de la monarchie. — Abolition des images ; querelles avec les papes. — Il n'y a pas eu de persécution en orient. — Appréciation du décret de Léon III. — Réformes politiques et sociales. — Nouveau code civil. — Constantin V ; son surnom de Copronyme. — Partie religieuse de la Réforme. — Grand concile des iconomaques. — Exécution des décrets du concile. — Suppression de plusieurs couvents. — Provinces européennes. — Irène. — Commencement de la réaction. — Tarase. — Septième concile œcuménique. — Lutte entre les modérés et les réactionnaires. — Triomphe des modérés. — Nicéphore ; ses réformes ; sa mort. — Léon V ; il revient aux réformes radicales. — Dernières luttes ; chute de la Réforme. — Conclusion.

Le moyen âge hellénique ne fut d'abord, comme celui du reste de l'Europe, qu'un mélange confus de l'ancien monde et des races barbares qui étaient venues s'abattre sur l'empire romain. Seulement, dans ce chaos, l'élément qui représentait la civilisation antique prévalut en orient ; en occident, ce fut l'élément barbare qui prit une place prépondérante dans la formation de la nouvelle société. Ce fait est d'autant plus remarquable que, jusqu'au huitième siècle, l'hellénisme subit des altérations religieuses, politiques et sociales qui semblaient annoncer sa chute. La pureté de la foi chrétienne fut principalement en danger. La conception de l'Être suprême s'effaçait de plus en plus ; dans l'esprit de la foule Dieu faisait place aux saints. Leurs reli-

ques, leurs images devinrent un objet d'adoration ; les églises, des lieux où l'on se réunissait pour converser ; plusieurs couvents perdirent la sévérité de leurs règles premières. Le mal ne s'attaqua pas seulement aux principes fondamentaux du christianisme ; l'État et la nation en reçurent de cruelles atteintes. La force miraculeuse attribuée à la plupart des objets sacrés fit croire qu'il suffisait de porter sur soi un de ces objets pour être préservé de tout danger et dispensé de toute obligation. On ne se donnait plus la peine de penser à son propre salut ; si l'amulette qui en était chargée ne pouvait abriter le fidèle, c'est que ses nombreux péchés avaient rendu sa condamnation irrévocable. Nous ne disons pas que la société tout entière se laissa aller à ces égarements ; si telle eût été sa décadence, elle aurait depuis longtemps disparu pour jamais de l'histoire. Certes, quand, montrant à ses soldats l'image du Sauveur, Héraclius leur disait que Jésus était le général des armées en qui tous devaient se confier, il faisait une distinction entre l'assistance de Dieu et le libre arbitre dont l'homme a été doué ; il se proposait seulement de fortifier l'action personnelle par la confiance en la divinité. C'était l'ancien précepte hellénique : « Implore Athénè et fais ce qu'il faut pour te sauver. » Mais la foule ne comprenait pas plus la nécessité d'agir à côté de la protection suprême que la distinction entre le culte direct et le culte indirect : de même qu'en s'adressant aux saints on oubliait Dieu, de même par la dévotion aux images et aux autres symboles on enlevait

à l'homme l'assurance qu'il devait mettre dans sa propre activité. Des souverains de génie avaient pu à différentes reprises montrer par leur courage, par leurs discours, par leurs exploits quelle est la part de l'action divine et de la volonté humaine dans la marche des empires : Héraclius, entre autres, accomplit de grandes choses par ses efforts personnels, tout en se conformant au vrai dogme chrétien. Mais aucune nation n'est tenue de produire constamment des grands hommes ; ce qu'il lui faut absolument, c'est de posséder dans son ensemble une force morale qui ne la laisse pas déchoir, même quand elle n'a pas de rares génies pour la guider. Au septième siècle, la société hellénique, ou du moins sa plus grande partie, aussitôt qu'elle manquait d'une forte direction, s'abandonnait à l'inertie, que les fausses croyances favorisaient. Du vivant même d'Héraclius, quand l'âge et la maladie eurent ôté à ce prince son activité première, l'armée, si souvent victorieuse des Perses, attribua à ses péchés la défaite que lui infligèrent les Arabes. Après la perte d'une partie considérable de la Syrie, l'empereur convoqua à Antioche un grand conseil pour rechercher les causes des victoires des mahométans, inférieurs aux chrétiens par le nombre, par la science et par l'armement. Alors un vieux conseiller se leva et dit que les succès de l'ennemi ne pouvaient être attribués qu'à la colère de Dieu. L'empereur confessa qu'il en était ainsi ; il avoua en d'autres termes que les chrétiens étaient condamnés par Dieu et que la victoire des Arabes était inévitable ; il ne songeait pas qu'un en-

nemi regardé comme invincible le devient en effet. Ces croyances impies dominèrent au point qu'elles furent consacrées par des canons ecclésiastiques. Des empereurs voulurent identifier par une loi formelle les soldats morts en combattant avec les martyrs de la religion ; mais le clergé regarda cette assimilation comme une insulte à l'Église, et le gouvernement se vit à la fin forcé de rapporter son décret.

Un fait pareil se produisit quand l'excellent empereur Maurice défendit par une loi l'admission à la prêtrise et au monacat des fonctionnaires publics, des anciens employés et des soldats avant l'expiration de leur congé. Le clergé prétendit que cette loi était contraire à l'esprit de l'Évangile, et que l'empereur ne devait pas détourner du service de Dieu les hommes que Dieu avait daigné attacher au service de l'empereur. Maurice dut céder ; il persista seulement sur un point : les fonctionnaires qui quittaient le service ne purent être admis à la prêtrise qu'après avoir rendu compte de leur gestion, et les soldats qu'après un noviciat de trois ans. Pouvait-il en être autrement ? On vivait plutôt dans l'église qu'au milieu des camps et des autres foyers de l'activité humaine ; la prêtrise et le monacat étaient les plus recherchées et les plus lucratives des professions. Cependant une société ainsi organisée ne pouvait aller loin. Nous avons vu qu'elle était peu disposée à combattre ses ennemis ; elle l'était moins encore à travailler. Un nombre d'hommes vraiment incroyable, poussés par un zèle mal-entendu, prenaient l'habit de moine, renonçaient aux de-

voirs sacrés de père, de citoyen, de soldat, consumaient leurs forces morales et matérielles dans une vie sans but qui n'était pas toujours à l'abri de la licence. Chaque génération était décimée, comme par un mal épidémique, par le développement excessif que prenait cette institution de l'Église. L'agriculture, l'industrie, l'armée, étaient privées de milliers d'intelligences et de bras.

Les couvents et leurs propriétés se multiplièrent outre mesure ; leurs intérêts furent une des occupations principales du gouvernement, et nous pouvons dire sans exagération que l'État ressemblait plutôt à un monastère habité par des gens oisifs qu'à une société active, occupée de ses devoirs politiques et civils. Il se voyait dans la nécessité de recruter des mercenaires pour l'armée et pour la flotte, de recevoir avec empressement dans son sein de nombreux étrangers qui exerçaient une action souvent désastreuse sur les destinées de la population indigène ; chose non moins grave, les recettes publiques subissaient une diminution considérable par les immunités accordées aux biens des églises et des couvents. Il n'est donc pas étonnant que, le mal augmentant chaque jour, l'empire ait été mutilé, que Constantinople ait été assiégée une fois par les Avars alliés aux Persans, et deux fois par les mahométans.

Tel était l'état des choses, lorsqu'en 717 Léon III, sous lequel commença l'œuvre de la Réformation, monta sur le trône. Léon et ses successeurs furent surnommés *iconoclastes*, comme si la tâche qu'ils se sont proposée

s'était limitée à la suppression des images. Cette appréciation de leurs vues n'est guère conforme à la vérité. Elle s'est cependant accréditée durant tout le moyen âge et même dans les temps modernes pour des raisons faciles à comprendre. Toutes les lois de la Réforme et tous les ouvrages qui lui étaient favorables furent soigneusement détruits, quand elle eut échoué après une lutte de plus de cent ans. Restés seuls maîtres du champ de bataille, les chroniqueurs du parti opposé ont accumulé toutes sortes de calomnies contre leurs adversaires et ont gardé un profond silence sur leurs œuvres les plus généreuses ; ils n'ont parlé que des mesures prises à l'égard des images ; ils savaient bien que cette partie de la Réforme qui frappait les yeux et s'attaquait aux habitudes et aux petits intérêts du plus grand nombre serait surtout propre à la déconsidérer dans l'opinion du public. Heureusement la force de la vérité l'emporte lors même que les hommes s'efforcent systématiquement de la cacher ou de la pervertir. Théophane et Nicéphore sont tous les deux ennemis déclarés de la révolution accomplie au huitième siècle ; il y a cependant une différence sensible dans les nuances du tableau qu'ils en ont tracé. Violent et emporté, Théophane défigure sans merci les personnages et les événements dont il parle ; Nicéphore a des tons plus adoucis dans ses appréciations. S'il condamne et altère parfois les faits, il ne va pas jusqu'à inventer des fables et ne refuse pas toute vertu à ses adversaires. D'un autre côté, bien que les procès-verbaux du grand concile qui a décrété l'abolition des images ne nous

soient pas parvenus intacts, ils ne nous donnent pas moins une idée juste de son esprit et de ses délibérations. Enfin, il y a trente ans, Édouard Zachariæ a fait une découverte précieuse : il a mis la main sur le texte même du code civil de la Réformation, et il en a donné un excellent commentaire. C'est l'examen critique de toutes ces données qui finit par nous dévoiler le véritable caractère de cette époque, si injustement méconnue pendant des siècles et regardée comme une simple lutte d'iconoclastes. La vérité est qu'une tentative remarquable de révolution sociale, politique et religieuse, a été faite au huitième siècle. La Réforme religieuse s'est bornée à la condamnation des images, à l'interdiction de l'usage des reliques et à la diminution du nombre des couvents ; elle n'a point touché aux dogmes fondamentaux de la foi chrétienne. La Réforme sociale et politique au contraire porta une main hardie sur tous les vices qui minaient la force morale et matérielle de cette société, enleva au clergé l'instruction publique, abolit le servage, chercha à limiter le nombre des esclaves, consacra jusqu'à un certain point la tolérance religieuse, soumit à l'impôt commun les biens de l'Église, laissa voir en un mot qu'elle voulait constituer une société virile, une société fondée sur ces principes immortels qui ne devaient triompher définitivement dans le monde qu'une dizaine de siècles plus tard.

Cette œuvre n'est pas de celles que la volonté de quelques hommes suffit à accomplir. On a accusé Léon III d'avoir voulu imposer ses convictions en matière de re-

ligion ; ce reproche est démenti par les faits. Les conséquences funestes de l'adoration exclusive des images et l'élan irrésistible des hommes vers la vie monacale avaient attiré l'attention générale bien longtemps avant Léon, et avaient provoqué bien des tentatives pour remédier à ce mal. Sous Zénon, vers la fin du cinquième siècle, Philoxène, évêque d'Hiérapolis en Syrie, avait entrepris de supprimer les images dans toute l'étendue de son diocèse. Au siècle suivant, Maurice essaya d'interdire l'admission à la prêtrise et au monacat des soldats et des fonctionnaires publics. Peu avant Léon, l'empereur Philippique songea à abolir l'iconolâtrie ; on prétend même qu'il promulgua, en 713, une loi à cet effet. Des tribus entières protestaient contre le développement excessif des pratiques religieuses. Les Arméniens n'admettaient pas l'adoration des images. Aussi embrassèrent-ils avec empressement cette partie de la Réforme. Au septième et au huitième siècle, on vit paraître en orient des novateurs hardis, les Pauliciens entre autres, qui en vinrent à n'accepter aucune forme extérieure du culte, se contentant de l'explication de l'Évangile et des autres textes du Nouveau Testament. Les chroniques que nous possédons conviennent d'ailleurs que l'archevêque d'Éphèse, Théodose, Thomas, évêque de Claudiopolis en Galatie, et Constantin, évêque de Nacolie en Phrygie, furent les principaux promoteurs du mouvement qui s'est produit sous Léon. Il est donc évident que ce mouvement n'était pas dû à l'initiative de l'empereur ; les questions qu'il se proposait de résoudre

préoccupaient depuis longtemps les esprits, et, chose plus remarquable encore, la Réforme était demandée surtout par les autorités supérieures de l'Église. Une preuve aussi qu'elle n'a pas été le fait de la décision arbitraire de quelques princes ou d'un système de famille, c'est que ces princes n'appartenaient pas tous à la même dynastie. Nicéphore n'avait aucune parenté avec Léon III et son fils Constantin V, ni Léon V avec Nicéphore, ni Michel II et son fils Théophile, les derniers des empereurs surnommés iconoclastes, avec Léon V. Celui-ci hésita longtemps à reprendre l'œuvre de Léon III, qu'Irène et Michel I^{er} avaient interrompue ; il ne céda qu'à la pression d'un grand parti. Comment croire d'ailleurs que des lois qui abordaient des questions sociales aussi graves et particulièrement la plus grave de toutes, l'organisation de la famille, aient pu être improvisées par quelques souverains, ou par un petit nombre de leurs partisans ? Elles furent évidemment le fruit de longues réflexions, provoquées par des besoins généraux, suggérées par les exigences de l'esprit public. L'armée embrassa avec ardeur la cause de la Réforme ; elle n'a jamais cessé de la soutenir sous les souverains qui étaient hostiles à ses dogmes comme sous ceux qui les professaient. Enfin ces innovations rencontrèrent dans le haut clergé beaucoup moins de répugnance que les premiers essais faits pour les abolir. Le concile de 754 décréta la suppression des images ; il était composé de 348 prélats qui, de l'aveu tacite de leurs adversaires, ont réglé librement la question ; le premier concile convoqué plus tard sous Irène

pour voter la restauration se sépara sans rien conclure par suite de l'opposition de la plupart des évêques ; le second n'y réussit qu'au milieu des plus grandes difficultés. Ces faits prouvent clairement que les classes les plus éclairées, les plus intelligentes, les hommes habitués à la pratique des affaires, ainsi que la majorité du haut clergé, professaient depuis longtemps les idées nouvelles, et que les empereurs dits iconoclastes ne firent que se rendre aux vœux de ce qu'il y avait de plus distingué dans la nation.

Mais d'où venaient ces doctrines novatrices ? Tous les évêques cités comme précurseurs du mouvement, depuis Philoxène d'Hiérapolis, qui le premier fit une tentative en ce sens, jusqu'à Théodose d'Éphèse, Thomas de Claudiopolis et Constantin de Nacolie, qui engagèrent Léon III à entreprendre l'œuvre de la Réforme, appartenaient à l'hellénisme oriental. Tous les empereurs qui ont soutenu la lutte étaient originaires de l'Asie Mineure ou de la Syrie. Léon III est né à Germanicée, dans la haute Syrie ; Léon V était Arménien ; Michel II, d'Amorium en Phrygie. Au contraire Irène, qui restaura les images, était Athénienne, et Basile I^{er}, qui abrogea la plupart des institutions des iconomaques, était Macédonien. Les légions les plus braves et les plus dévouées à la révolution étaient recrutées en Asie, tandis que les légions européennes soutenaient les doctrines opposées. Il en résulte évidemment que l'Asie, où l'esprit philosophique avait déjà provoqué tant de réactions contre la nouvelle religion, fut aussi le point de départ de la

Réforme. L'hellénisme oriental, sensiblement altéré à Constantinople, se conservait plus pur dans ses anciens foyers ; là se prépara la lutte contre l'ordre de choses établi ; là furent discutées toutes ces questions sociales et religieuses ; là on comprit la nécessité de la révolution, et c'est de ces pays qu'affluèrent dans la capitale tous les hommes qui devaient jouer les premiers rôles dans les événements nouveaux.

En face de cette élite de la nation, on vit se ranger les autres classes de la société : c'est elles qui, faibles par l'instruction et par l'intelligence, mais puissantes par le nombre, repoussaient toute dérogation aux lois existantes. Je n'ai pas besoin d'expliquer pourquoi la riche et puissante corporation des moines était à la tête de cette opposition ; en lui enlevant l'instruction publique, en fermant plusieurs couvents, en soumettant à l'impôt les biens de l'Église, et surtout en défendant l'usage des reliques et en supprimant les images dont ils avaient le trafic exclusif, la Réformation s'attaqua à la fois à toutes leurs croyances et à tous leurs intérêts. Les moines menaient à leur suite la foule et les femmes. Le vulgaire n'ayant pas l'esprit et le cœur formés par une éducation libérale, est ordinairement impuissant à comprendre le culte autrement qu'entouré de symboles et d'emblèmes ; plein de ses convictions et incapable de distinguer le point où la foi commençait à être altérée, il devint l'instrument aveugle de l'ordre monacal. Les femmes ont toujours été fortement attachées aux formes extérieures du culte ; et quand je dis les femmes, je ne fais pas de distinction entre

les classes sociales : toutes détestaient la réforme religieuse, sans excepter les épouses, les filles, les sœurs des empereurs. On ne put jamais leur persuader de subir sans murmure les innovations ; souvent elles les combattirent en secret. Si nous ajoutons à tout cela l'abolition du servage, si nous ne perdons pas de vue qu'il s'agissait de rompre plus ou moins ce lien étroit de la vie sociale et religieuse, qui était le caractère dominant de l'existence nationale au commencement du huitième siècle, nous comprendrons que la révolution, froissant beaucoup d'intérêts et d'habitudes, même chez les classes supérieures, était repoussée par les neuf-dixièmes peut-être des habitants de l'orient.

Je ne nierai donc pas que la grande majorité était hostile à la Réforme ; mais la minorité n'en est pas moins parvenue à lui tenir tête, malgré son infériorité numérique. Convaincue que la religion et l'État couraient à leur perte et ayant longtemps étudié tous ces graves problèmes qui se rattachaient à leur rénovation, elle possédait les deux plus puissants ressorts de ce monde, la foi et le savoir. Aussi fut-elle en mesure d'imposer son drapeau aux empereurs et de le tenir haut contre la foule de ses adversaires pendant cent cinquante ans environ. Toutefois, si elle fut le principal promoteur du mouvement, c'est la monarchie qui en prit la direction politique, et il faut dire qu'elle se comporta, à quelques exceptions près, avec une prudence consommée et un rare esprit de modération. Elle avait compris qu'en portant la main sur des questions sociales

de cette importance, elle allait attaquer un ordre de choses qui n'accepterait probablement pas sa ruine sans protester. La Réforme était urgente, mais en troublant les esprits elle pouvait donner lieu à de grandes secousses. C'est entre ces écueils qu'il fallut marcher. Je ne dis pas qu'on les évita toujours. On doit pourtant convenir que la monarchie de Constantinople n'entreprit pas la révolution en vue d'intérêts personnels comme Henri VIII d'Angleterre; qu'elle ne se livra pas à des massacres affreux comme les souverains d'Angleterre, de Suède, de Saxe, de Hesse-Cassel, de Mecklembourg, de Prusse. Elle finit, il est vrai, par confisquer quelques biens conventuels, mais elle ne se réserva pas la moindre parcelle de ces dépouilles; la mesure fut décrétée au profit de l'État. En résumé, la Réforme hellénique, sans toucher aux dogmes fondamentaux de la foi, fut, en ce qui concerne les changements sociaux, bien plus large et plus systématique que celle qui s'accomplit plus tard dans l'Europe occidentale, et professa des principes et des doctrines qu'on est étonné de rencontrer au huitième siècle.

Neuf ans après être monté sur le trône et huit ans après avoir fait lever le second siège de Constantinople par les Arabes, Léon présenta au sénat un décret impérial par lequel l'adoration des images était condamnée comme une idolâtrie. Le décret fut sanctionné. Cependant Léon, pour ne pas attaquer brusquement les habitudes du public, déclarait en même temps qu'il n'entendait pas enlever aux églises ces objets de piété, mais

seulement les suspendre plus haut, pour les soustraire à ces marques trop ostensibles d'adoration qui étaient une offense faite à Dieu. Aussi les esprits ne se troublèrent-ils pas beaucoup d'abord du côté de l'orient. C'est de l'occident que vint la première opposition. L'évêque de Rome, Grégoire II, crut l'occasion favorable pour rompre les liens politiques qui rattachaient encore le monde latin à Constantinople; il souleva des émeutes dans l'Italie et dans la Grèce qui, ainsi que la Crète, la Macédoine et l'Illyrie, étaient encore soumises à la juridiction ecclésiastique du pape. Léon voulait, autant que possible, éviter toute rupture : il entreprit d'abord de convaincre l'évêque de Rome par des lettres où il discutait la question des images. Il lui écrivit : « Apprends-moi qui nous a enseigné l'adoration des œuvres humaines, et je reconnaitrai aussi que telle est la loi de Dieu. » Grégoire II ayant persisté dans sa rébellion, l'empereur réprima l'émeute et repoussa en partie les Lombards que le pape avait appelés comme alliés dans l'Italie moyenne. Ce fut alors seulement que, ne se contentant plus de faire placer les images hors de portée, Léon en ordonna la suppression complète. Nous ne savons pas exactement quel motif le poussa à changer sa première décision. Peut-être les plus chauds partisans de la Réforme lui représentèrent-ils que c'était une demi-mesure, qu'elle n'avait pu empêcher les émeutes d'Italie et de Grèce, qu'elle était loin d'atteindre le but qu'on se proposait, puisque tout le monde pouvait avoir chez soi des images et les adorer selon l'usage aboli. Peut-être aussi,

encouragé par ses premières victoires, pensa-t-il pouvoir entreprendre sans danger une révolution plus radicale. Quoi qu'il en soit, il promulgua, en 728, un nouveau décret portant défense péremptoire d'avoir dans les églises et ailleurs des représentations d'anges, de saints, de martyrs, et ordonnant aux autorités de les enlever partout où elles les trouveraient. On dit même (le texte de l'ordonnance ne nous est pas parvenu) que la défense était suivie d'une sanction pénale. Le haut clergé ne résista pas à ce nouvel ordre. Seul le patriarche Germain, poussé, selon toute vraisemblance, par l'évêque de Rome, refusa de signer l'édit et de le promulguer. Comme il persistait malgré les exhortations de l'empereur, Léon convoqua, au commencement de 730, le sénat pour lui soumettre ce différend. Le patriarche refusa de céder ; le sénat condamna à l'unanimité la conduite de Germain. Alors il se démit de ses dignités devant l'empereur et rentra dans la vie privée. Anastase, son syncèle, fut élu à sa place.

Cette élection fut annoncée, selon l'usage, à l'évêque de Rome ; Grégoire renvoya la lettre et blâma sévèrement Léon d'avoir violé les droits de l'Église. Le prince ne voulut pas encore pousser les choses à l'extrême ; et comme Grégoire, ainsi que l'ex-patriarche Germain, avait toujours prétendu que l'adoration des images, sans être un dogme fondamental de la foi, devait néanmoins être réglée par un concile œcuménique, Léon écrivit au pape qu'il était prêt à convoquer ce concile et l'invita à y prendre part. Le pape répondit d'une ma-

nière outrageante à cette proposition ; Léon perdait patience ; il manda à Grégoire qu'il le chasserait de Rome. Grégoire répliqua en se moquant de la menace et ajouta qu'il aimait mieux avoir recours aux barbares nouvellement convertis que de subir la foi qui lui était imposée par Constantinople. Loin de s'apaiser, la querelle devenait chaque jour plus vive.

Le pape convoqua un concile local, qui condamna l'empereur comme hérétique ; le patriarche de Jérusalem imita cet exemple. Léon ordonna alors la saisie de tous les biens que l'Église romaine possédait dans la basse Italie et en Sicile. Cette mesure ne fit pas reculer le successeur de Grégoire II. En 732, Grégoire III réunit un concile local qui déclara traître à la foi et ennemi de l'Église quiconque n'adorerait pas les images. Il essaya en même temps de provoquer une protestation de la part de tous les États italiens, mais il échoua dans sa tentative ; la basse Italie et la Sicile ne cessèrent pas de reconnaître l'autorité des décrets de Constantinople sur ce point ; seule la moyenne Italie, Rome surtout, Ravenne et la Pentapole se rallièrent au souverain pontife. Pour châtier ces villes, l'empereur envoya contre elles, en 733, une armée considérable ; mais la flotte qui la portait fut en partie détruite par une tempête dans la mer Adriatique. Cet échec et ses luttes contre les mahométans empêchèrent une seconde expédition en Italie ; Léon n'en fit pas moins, par deux célèbres décrets, une cruelle blessure à l'évêque de Rome. D'abord il confisqua d'une manière définitive tous les biens que l'É-

glise de Rome possédait dans l'empire; puis, chose plus grave, il enleva la Crète, la Grèce, la Macédoine, l'Épire, tout le pays désigné aujourd'hui sous le nom d'Albanie, les évêchés de la basse Italie et de la Sicile à la juridiction ecclésiastique du pape pour les soumettre à celle du patriarche de Constantinople. La Sicile et la basse Italie ne dépendirent de l'Église d'orient que pendant les trois siècles que ces pays restèrent sous la domination de nos empereurs; mais les contrées situées à l'est de l'Adriatique ne rentrèrent jamais depuis lors sous la juridiction de l'évêque de Rome. Nous n'avons pas besoin de relever ici l'influence que ce décret de Léon exerça sur les destinées de la nationalité grecque. Il est évident que l'hellénisme aurait couru le plus grand danger si les foyers principaux de son existence historique avaient continué jusqu'à nos jours à être gouvernés par un clergé élevé par Rome et placé sous sa dépendance.

Telle fut la querelle des images au temps de Léon. Nous avons vu l'opposition des évêques de Rome aux décrets de l'empereur. En orient, on n'aperçoit ni résistance prononcée ni besoin de persécution violente. Il est vrai que, parmi les auteurs du temps arrivés jusqu'à nous, Théophane affirme que « plusieurs prêtres, moines et pieux laïques s'exposèrent pour le triomphe de la foi et ceignirent la couronne du martyre », et Nicéphore soutient que « plusieurs subirent des tortures et des violences de toutes sortes » ; mais ni l'un ni l'autre ne citent les noms des victimes. Jean Damascène, contemporain de Léon III, affirme, dans la seconde apologie

qui lui est attribuée en faveur des images, que « le bienheureux Germain fut souffleté et exilé, ainsi qu'un grand nombre d'évêques et de moines dont nous ne savons pas les noms. » Malheureusement Damascène est ici en contradiction flagrante avec les auteurs précédents. En effet, Nicéphore et Théophane disent formellement que le patriarche, n'ayant pas voulu consentir à interdire l'adoration des images, abdiqua et se retira dans sa maison paternelle, sans ajouter qu'il ait subi le moindre outrage. Or ni l'un ni l'autre n'étaient intéressés ou disposés à cacher la vérité. Seuls les auteurs des vies des saints donnent les noms de plusieurs personnes qui auraient rendu témoignage de leur foi par la mort ou par d'autres souffrances. Mais ce qu'ils disent de Damascène lui-même, on doit le remarquer, prouve avec quelle défiance il faut accueillir leur récit. Ils racontent, entre autres choses, que Léon envoya au kalife une lettre fausse de Damascène par laquelle le célèbre apologiste des images, qui vivait à Damas, promettait à l'empereur de lui livrer cette ville ; que le kalife fit couper la main de celui qu'il prenait pour un traître, et que, par un miracle de la Vierge, Jean Damascène recouvra aussitôt sa main. Cependant non-seulement les chroniqueurs gardent le silence sur le faux attribué à Léon, mais Damascène lui-même ne parle ni de ce fait ni de ce miracle, qui aurait été un argument puissant en faveur de sa thèse. Comment, après cela, ajouter foi aux auteurs des vies des saints, quand il est prouvé qu'ils n'hésitent pas à altérer la

vérité en parlant d'un des hommes les plus marquants de cette époque. Plus on étudie les événements du règne de Léon, plus on est porté à ne pas trop croire à ces nombreuses victimes de sa prétendue violence. L'innovation faite alors n'était pas assez grande pour provoquer un dévouement analogue à celui des martyrs de la persécution païenne ; le caractère de Léon ne nous autorise pas non plus à penser qu'il ait pu jamais infliger des supplices cruels. Quand il réprima la révolte de la Grèce et que les insurgés se rendirent au vainqueur, il pardonna à tout le monde et ne condamna que les deux chefs à la peine légale de la mort. L'enlèvement des images ne fut pas non plus assez général pour provoquer une grande résistance. Vingt-six ans après la promulgation du premier décret, lorsque, à la clôture du concile œcuménique qui l'avait sanctionné, on lut solennellement, sous Constantin, fils de Léon, les dispositions prises à cet effet, cette déclaration officielle fut faite dans l'église de la Vierge Marie aux Vlachernes ; Sainte-Sophie avait conservé ses peintures, et l'édit devait être lu dans un sanctuaire dépouillé de toute image. Comment donc admettre que Léon fit appliquer ses décrets par la violence partout ailleurs que dans le premier temple de l'empire ?

Quelques personnes furent punies sous Léon ; mais elles n'eurent que ce qu'elles s'étaient attiré en provoquant elles-mêmes leur châtiment. C'est ainsi qu'en 730, un des officiers de la garde impériale, entraîné par le sentiment qui animait toute l'armée, voulut ren-

verser la plus célèbre image de la ville, celle du Sauveur suspendue au-dessus de l'entrée principale du palais. Il était monté sur une échelle et s'occupait à effacer les empreintes, quand une troupe de femmes et de moines, étant survenue, renversa l'échelle et tua l'officier et quelques soldats qui l'accompagnaient. La foule envahit ensuite le patriarcat dans l'intention de mettre à mort le patriarche Anastase ; mais celui-ci se sauva au palais de l'empereur. Alors la garde reçut l'ordre de dissiper les émeutiers ; ceux d'entre eux qui tombèrent dans ce conflit furent ensuite inscrits parmi les saints. Il est probable que, par des causes analogues, il y eut d'autres victimes ; mais, comme on le voit, il est difficile de les classer parmi les martyrs de la foi.

Cependant, si persuadé que nous soyons de la conduite modérée de l'empereur Léon, son décret ne nous semble pas avoir été le moyen le plus sûr de faire cesser les abus. Partout et toujours l'homme tient à conserver le souvenir de ses parents, des bienfaiteurs de sa nation, des principaux acteurs de l'histoire. Puisque nous orçons de ces tableaux, de ces statues, de ces portraits nos maisons, nos places et nos monuments publics, quoi de plus naturel que de décerner cet honneur aux fondateurs de notre religion ? Puis, comme le fait si bien remarquer saint Jean Damascène dans son premier discours contre les iconomaques, « l'image est pour les ignorants ce que le livre est pour les gens instruits ; l'image est pour les yeux ce que la parole est pour l'ouïe ;

nous nous unissons à elle en esprit ». Ainsi les images n'étaient pas seulement les meilleurs ornements des temples ; elles enseignaient aussi à la foule l'histoire de l'Église. On ne peut sans doute nier qu'elles donnassent lieu à des malentendus ; plusieurs d'entre elles furent regardées comme miraculeuses ; les hommes qui les portaient en guise d'amulettes se croyaient dégagés de tout devoir ; ces faits sont certains ; mais était-on sûr de faire disparaître tous ces inconvénients par la simple suppression des images dans les églises ? N'était-il pas évident que la multitude continuerait à les adorer en particulier en s'inspirant des préjugés funestes inséparables d'un pareil culte ? On disait : « La génération présente a déifié les images. » Un des plus ardents et des plus raisonnables adversaires de cette partie de la Réforme répondait avec justesse : « Vous devez instruire le peuple, vous devez lui ôter son ignorance ». C'était dire que le progrès et la diffusion de l'instruction publique était le seul moyen de faire comprendre la vraie signification de la présence des images dans les temples. En s'instruisant, la foule aurait cessé de les déifier ; la vérité aurait triomphé sans secousse par une révolution pacifique dans les idées et les habitudes du pays.

Ce qui peut justifier jusqu'à un certain point les promoteurs de la guerre déclarée aux images, c'est qu'à cette époque l'éducation nationale offrait des difficultés insurmontables. On s'occupa de réformer l'instruction publique ; les écoles existantes, dirigées presque toutes par des moines qui soutenaient les pré-

jugés contre lesquels on voulait réagir, furent dissoutes ; l'enseignement de la jeunesse fut réservé aux laïques et au clergé séculier. En un mot, on fit tout ce qu'on put faire dans cette voie ; George Hamartolos a tort de dire « que le savoir disparut de la Romanie par l'aveuglement des empereurs iconomaques » ; c'est une de ces boutades dont fourmillent les chroniques de l'opposition. La foule des hommes politiques, des militaires, des légistes, des administrateurs et des ecclésiastiques qui servirent avec tant d'éclat le nouveau régime pendant tout le huitième siècle et jusque vers le milieu du neuvième, prouve que l'enseignement n'avait guère été négligé. Seulement il fut fondé sur des principes libéraux. L'action de ces principes se fit sentir même chez les adversaires de la Réforme religieuse ; les plus illustres d'entre eux, Tarase, Photius, furent souvent inspirés par l'esprit généreux qu'ils avaient puisé dans les écoles laïques. Aussi bien Théophane ne se plaint que du manque d'instruction pieuse ; il garde le silence sur l'instruction séculière, qui continuait évidemment à fonctionner. Malheureusement le nouvel enseignement ne pouvait pénétrer dans les classes inférieures de la société : les livres classiques n'étaient accessibles qu'aux gens aisés. Une des causes du succès de la Réformation moderne fut la découverte de l'imprimerie, qui eut lieu vers la même époque. Le huitième siècle, privé de ce puissant moyen d'action, fut forcé d'avoir recours à la suppression matérielle des images.

Mais, s'il est permis d'hésiter sur l'opportunité des

mesures prises en ce qui concerne les questions religieuses, tout ce qui a été fait pour le développement social et politique de l'hellénisme au moyen âge mérite une admiration sans réserve. L'État et la société prennent un nouvel aspect. Les affaires publiques ne sont plus livrées aux mains des eunuques. Ce mal, qui avait diminué au septième siècle, ne fut définitivement écarté que depuis Léon III. Les eunuques paraissaient tellement indispensables à l'ancien ordre de choses que, lorsque Irène entreprit de renverser la révolution, elle nomma aussitôt un eunuque, Stavrace, à la dignité de premier ministre. Après la chute d'Irène, ils furent de nouveau mis de côté sous Nicéphore, Léon V, Michel II et Théophile. Alors disparurent aussi les hideux supplices de la mutilation du nez, de la langue, de l'arrachement des yeux, dont on avait fait un si fréquent usage sous la dynastie d'Héraclius. Il en fut de ces supplices comme des eunuques. Aussitôt qu'Irène entreprit de rétablir l'ancien ordre de choses, elle ne recula pas devant le crime de faire arracher les yeux à son fils Constantin VI. L'administration, surtout pour l'armée et les finances, fut réorganisée. Aussi les Arabes, qui avaient occupé presque toute l'Asie Mineure et assiégé la capitale, furent-ils, sous le règne de Léon, repoussés jusqu'en Syrie. Son fils et successeur Constantin V trouva l'empire plus que jamais florissant. A son tour, Constantin lutta bravement contre les nombreux ennemis de l'est, de l'ouest et du nord; vaincu quelquefois, il remporta souvent des victoires éclatantes. Dans ce siècle, l'hellénisme ne fut humilié

que sous Irène, lorsque le relâchement de la discipline militaire et le désordre des finances lui firent subir de nouveaux désastres. Une chose non moins remarquable, c'est que tous les empereurs de la Réforme ont été bons pères et fidèles époux ; il régna dans leur cour une grande pureté de mœurs. Pour apprécier le mérite de la nouvelle éducation, il suffit de comparer la vie de deux femmes célèbres de cette époque. Irène, dont il a été souvent question, était née à Athènes. On sait que la Grèce proprement dite persévéra longtemps dans l'ancienne religion et que, convertie ensuite, elle s'attacha aux formes extérieures de la foi nouvelle, au point d'entreprendre une expédition dans le but de détrôner Léon III. Élevée dans ces doctrines et ces sentiments, Irène fit servir la religion à son ambition, qui la poussa aux plus horribles forfaits. Quelle différence dans la manière d'agir et de penser d'Anthousa, fille de Constantin VI ! Si, comme toutes les femmes, elle ne se décida pas à abandonner les anciennes traditions et les anciens usages de l'Église, elle s'inspira toujours des principes de la morale publique et privée dans lesquels elle avait été nourrie ; elle employa sa fortune à la construction et à l'entretien d'un hospice d'orphelins et d'enfants trouvés, dont elle s'occupa toute sa vie comme une véritable mère.

Mais l'esprit de la Réformation paraît surtout dans les dispositions législatives ; deux codes furent promulgués sous Léon III, le *Code rural* et le *Code civil*, plus connu sous le nom d'*Ecloga*. Tous les deux présentent les plus hardies innovations. Le *patrocinium*, qui surchargeait

autrefois plusieurs cultivateurs d'un double impôt, l'impôt payé au patron et celui du fisc, disparut de la nouvelle loi ; en outre il n'y est plus question de serfs ni d'hommes attachés à la glèbe. La classe agricole fut donc délivrée des servitudes auxquelles elle avait été jusqu'alors soumise sous différentes formes et sous divers prétextes. Quand on pense que le servage n'a cessé d'affliger le reste de l'Europe que longtemps après, et que dans certains pays il n'a été aboli que depuis une vingtaine d'années, on est véritablement surpris de voir les idées libérales qui devaient présider à la réparation de ce mal surgir, dès le milieu du huitième siècle, dans l'hellénisme du moyen âge.

Des modifications essentielles furent aussi apportées à la constitution du mariage, de la puissance paternelle, de la tutelle, des successions. Le droit de famille, tel qu'il avait été réglé par Justinien au sixième siècle, n'était pas en tout conforme aux doctrines de l'hellénisme oriental, qui avait maintenu dans leur pureté les principes de l'Évangile. Selon ces doctrines, le mariage était le seul lien autorisé entre l'homme et la femme ; ce lien devait être, autant que possible, indissoluble ; les droits et les devoirs mutuels des conjoints devaient être égaux. Le droit de Justinien sur cette matière, tout en ayant subi l'influence du dogme chrétien, conserva, dans la plupart de ses dispositions, plus d'une trace de l'ancienne législation romaine : il reconnaissait le *concubinatus* et conférait des droits légitimes aux enfants qui en étaient issus ; il permettait avec une trop grande facilité la dissolution

du mariage et faisait au père une situation supérieure à celle de la mère; toute cette législation fut alors fondamentalement modifiée. D'après l'*Ecloga*, le *concubinatus* est regardé de droit comme une union conjugale; en d'autres termes, on doit épouser la femme ou la renvoyer. Le *stuprum* est puni par des peines variant selon les cas. Les motifs de divorce sont réduits à quatre : l'adultère de la femme, l'impuissance du mari, l'attentat contre la vie, la lèpre chez l'un des deux conjoints. Quant à la fortune des époux, le principe qui domine dans l'*Ecloga* est que le mariage comporte l'union des biens non moins que celle des personnes, et que cette communauté doit être plus ou moins complète, selon que les époux ont des enfants ou n'en ont pas. Dans le premier cas, les biens restent en commun même après la mort de l'un des conjoints; le survivant prend la gestion non-seulement de la *dos* et de la *propter nuptias donatio*, mais de la fortune tout entière de l'époux décédé. En outre, l'*Ecloga* abolit jusqu'aux derniers vestiges du pouvoir énorme que le père avait autrefois sur les enfants, ainsi que toute inégalité de position entre les deux époux. D'après la législation de Léon, la mère a les mêmes droits que le père. Son consentement est exigible comme celui du père pour le mariage des enfants. Après la mort du père, elle continue à exercer tous les pouvoirs paternels, non comme tutrice, mais comme les possédant de droit.

L'*Ecloga* entreprit aussi de resserrer les liens de famille par plusieurs autres dispositions, et surtout par la

manière dont elle régla la question des héritages. Aux termes de la nouvelle législation, si le défunt, mort *ab intestat*, ne laisse point d'héritiers en ligne directe, son père et sa mère héritent seuls de sa fortune ; auparavant les collatéraux étaient appelés à la succession conjointement avec les ascendants. On reconnaît là le sentiment profond des convenances qu'avait le législateur de la Réforme. Il a voulu éviter toute occasion de procès entre les parents et leurs enfants. Il a voulu aussi ne pas diminuer les espérances qu'il est toujours bon que les enfants conservent à l'égard de leurs parents. Une disposition non moins remarquable de l'*Ecloga* est celle de l'article premier du titre II : elle prescrit qu'il suffît pour la célébration du mariage que les futurs soient chrétiens ; elle enlève ainsi tout obstacle au mariage entre personnes de communions différentes. Il est vrai que déjà Justinien n'avait interdit que les mariages entre chrétiens et juifs. Mais l'Église avait plus tard formellement défendu les unions entre orthodoxes et hérétiques. Léon revint à l'égalité parfaite des chrétiens devant la loi civile, malgré les empêchements du droit canon, et donna par là une nouvelle preuve des principes libéraux dont il était inspiré. Je me bornerai ici à cette courte analyse de quelques dispositions de l'*Ecloga*. Chose singulière que la gloire de ce monde ! Tandis que le *Code* et les *Pandectes* ont fait à leurs auteurs une réputation immortelle, et que les attaques mêmes dont Justinien et Tribonien furent l'objet ont contribué à rendre leurs noms célèbres, qui donc a

parlé jusqu'ici de Léon comme d'un législateur éminent? Qui connaissait, il y a quelques années, les noms des auteurs de l'*Ecloga*, du ministre de la justice Nikitas, des consuls Marin et Nonnus? Leur œuvre n'eut qu'une durée éphémère ; mais aujourd'hui que leurs principes ont été admis par les législations civiles des peuples les plus avancés, l'heure est enfin venue de rendre hommage au génie de ces hommes qui ont lutté, il y a mille ans, pour consacrer des doctrines qui n'ont enfin triomphé que de nos jours.

Constantin V, fils et successeur de Léon III, resta fidèle aux maximes de son père. Il s'attacha surtout à l'application de la réforme religieuse ; il fut pour cela plus violemment insulté et plus calomnié que son prédécesseur. On commença à l'outrager à l'occasion de son baptême ; Théophane affirma le premier qu'ayant souillé les fonts baptismaux, Constantin en reçut le surnom de *Copronyme*. Cependant ce même Théophane prétend ailleurs qu'on lui donna ce sobriquet et celui de *Cavallin* parce qu'il aimait l'odeur du fumier de cheval. Un autre chroniqueur, Michel Glycas, découvrit, après de longues recherches, dit-il, « qu'il existe un pays nommé Cavalla, et que tous les gens originaires de ce pays sont nommés Cavallins. De là le surnom de Constantin ; et comme le fumier de cheval est vulgairement appelé *cavallina*, c'est avec raison que ce méchant empereur fut marqué du stigmate de Copronyme. » Il est superflu de faire remarquer que le fils de Léon n'avait rien de commun avec le pays de Cavalla ; aussi n'avons-nous rap-

porté ces absurdes détails que pour montrer jusqu'à quel point la rage de l'insulte s'était emparée des chroniqueurs hostiles à la Réformation. Jamais de son vivant Constantin V n'a été appelé Copronyme. Le silence de Nicéphore, qui dans tout le cours de son histoire ne fait nulle mention de ce sobriquet injurieux, prouve que c'est là une invention d'écrivains postérieurs acharnés contre sa mémoire. Et cependant cette épithète est restée jusqu'ici inséparable du nom d'un des plus illustres souverains du moyen âge. Quant à ses ennemis sérieux, ses contemporains, ils ne perdaient pas leur temps à ces mesquines discussions; ils entreprirent de s'emparer du pouvoir en proclamant empereur son beau-frère, le général Artavasde, dans l'espoir d'arriver par lui à l'abolition du nouveau régime. Constantin vainquit son adversaire, puis tourna ses armes contre les Arabes, qu'il battit sur terre en Syrie et en Arménie, et sur mer près de Chypre. Une peste effroyable avait fait, dans cet intervalle, de nombreuses victimes sur plusieurs points du territoire et principalement à Constantinople et dans ses environs; l'empereur combla les vides qu'elle fit dans la population des colons qu'il transporta de Syrie et surtout d'Arménie en Thrace.

C'est alors seulement, dix ans après être monté sur le trône, qu'il eut le loisir de s'occuper de la réorganisation intérieure de l'empire et qu'il essaya de la compléter et de la consolider. Léon avait fait de grandes choses; mais il avait laissé inachevée l'œuvre de la réforme religieuse; il en avait plutôt posé les principes que poursuivi l'appli-

cation. Les images, supprimées par les décrets impériaux, continuaient à se montrer, à peu d'exceptions près, dans les églises, dans les lieux publics et plus encore dans les couvents et dans les maisons particulières; Constantin V, plus résolu que son père, se décida à mettre fin à ce scandale.

L'établissement d'un grand nombre de Syriens et d'Arméniens dans la capitale et aux environs ne fut pas étrangère à cette mesure. En effet, beaucoup de ces colons professaient une hérésie très-libérale et pouvaient devenir des alliés utiles pour les innovations déjà faites ou qu'on se proposait de faire. Ces hérétiques étaient les *Pauliciens*; leur secte, qui avait paru en Syrie vers le milieu du septième siècle, se répandit de là dans la partie orientale de l'Asie Mineure, surtout en Arménie et dans le Pont. Sans nous arrêter ici sur les doctrines professées par les Pauliciens, il nous suffira de dire que leur enseignement théologique se bornait aux quatorze épîtres de Paul, aux épîtres de Jacques, de Jean et de Jude et aux Actes des Apôtres. Ils repoussaient l'Ancien Testament et les deux épîtres catholiques de l'apôtre Pierre. Ils n'avaient pas de ministres du culte, mais seulement des interprètes des Écritures saintes, qu'ils désignaient sous le nom de *Synecdèmes*; ces lecteurs expliquaient librement les textes et ne différaient guère par leur régime de vie et par leur costume de la foule pour laquelle ils prêchaient. Les Pauliciens n'admettaient aucune forme extérieure du culte, ni images, ni croix, ni reliques, ni baptême, ni communion. Ces apôtres de la liberté de conscience

étaient des hommes laborieux et industriels, et s'étaient toujours distingués par leur audace et par leur impétuosité dans les combats. On voit quels services ils pouvaient rendre à la Réforme. L'hellénisme oriental, dont Constantin V et son père avaient embrassé les principes et qu'ils s'efforçaient de faire prévaloir, ne songea jamais à un changement aussi radical du christianisme ; mais, en retour de la tolérance qu'il accordait aux Pauliciens, Constantin V pouvait raisonnablement compter sur leur concours pour l'exécution de projets plus modérés. La preuve qu'ils pouvaient contribuer à l'œuvre de la Réforme, c'est qu'ils exercèrent plus tard une influence considérable dans le grand mouvement qui commença au treizième siècle dans l'Europe occidentale et méridionale et triompha définitivement au seizième. En effet les Pauliciens de la Thrace propagèrent, par leurs relations commerciales et militaires avec la Hongrie, l'Italie et la France du Midi, quelques-uns de leurs principes : la libre interprétation des Écritures, l'abolition de la hiérarchie ecclésiastique, la suppression des formes extérieures du culte ; ils portèrent ainsi dans le nord et l'ouest de l'Europe les premiers germes de la Réformation moderne.

Pendant que s'opérait cette transmigration des Pauliciens, l'empereur délibérait avec le sénat sur la question des images. Il arriva à penser que leur suppression serait acceptée plus aisément si elle était sanctionnée par une décision solennelle de l'Église. A cet effet, le 10 février 754, un grand concile fut convoqué au palais impé-

rial d'Hiéria sur la rive asiatique du Bosphore. Ni le pape ni les patriarches d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem n'y étaient représentés; d'ailleurs les actes de cette assemblée furent condamnés par le septième concile œcuménique réuni trente-trois ans après à Nicée. Néanmoins les délibérations d'Hiéria sont remarquables par la foule des prélats, au nombre de trois cent quarante-huit, qui y assistèrent, par la gravité des questions qui y furent débattues et par l'idée qu'elles nous permettent de nous faire du caractère de cette époque. Le considérant du décret rendu par ces Pères de l'Église fut ainsi conçu : « L'esprit du mal n'a jamais manqué de moyens artificieux pour séduire le genre humain ; aussi a-t-il fait revivre insensiblement l'idolâtrie sous la forme du christianisme, en persuadant par ses sophismes ceux qui se sont laissé surprendre par lui d'adorer la créature et de la prendre pour Dieu. Mais de même que Jésus, l'auteur de notre salut, a envoyé jadis ses disciples et apôtres, devenus les sages des sages par l'inspiration du Saint-Esprit, pour détruire toutes les erreurs, de même il a suscité nos souverains, les émules des apôtres et ses fidèles serviteurs, pour notre édification et pour le renversement des forteresses du démon. »

Ce préambule était suivi du dispositif du décret, formulé en ces termes : « Nous décrétons à l'unanimité que toute image sculptée ou peinte soit exclue des églises des chrétiens comme un objet d'horreur ; que jamais personne n'ose désormais en exercer la fabrication impie et criminelle ; que celui qui oserait dorénavant fabriquer

une image ou l'adorer, la placer dans une église ou dans une maison particulière ou la cacher, soit interdit s'il est évêque, curé ou diacre, anathème s'il est moine ou laïque, et responsable devant les lois impériales comme hostile aux commandements de Dieu et ennemi du dogme tel que nous devons le pratiquer. »

Les images furent donc interdites d'une manière absolue. Mais le concile s'inclina devant la Vierge Marie et la proclama mère de Dieu; il reconnut aussi la sainteté des défenseurs de la foi, en ordonnant aux chrétiens, sous peine d'anathème, « de demander leur intercession et leurs prières auprès de l'Être suprême parce qu'ils ont qualité pour intercéder en faveur du monde, selon la tradition ecclésiastique. » Ces textes prouvent d'une manière irréfutable que Théophane altère la vérité, quand il blâme les empereurs d'avoir défendu aux fidèles d'invoquer l'intercession de la mère de Dieu et des saints.

Le décret sur les images fut d'ailleurs interprété d'une manière étroite. Un des évêques du concile ayant été accusé « d'avoir foulé aux pieds un saint ciboire parce qu'on y avait gravé les augustes images de Jésus-Christ, de sa mère et de saint Jean-Baptiste, » le concile ordonna formellement de ne plus enlever désormais des églises, les vases sacrés et les habits sacerdotaux ornés de ces figures. Les procès-verbaux qui nous sont parvenus ne font pas mention de reliques. Il est cependant certain que l'usage en a été aboli, puisqu'il est dit dans les actes du second concile de Nicée que « des temples augustes

avaient été consacrés sans reliques de saints martyrs. » L'accusation la plus grave que l'on ait élevée contre les Pères du concile de 754, est de ne s'être pas contentés, d'exclure les images des églises, mais d'avoir flétri comme une œuvre perverse, comme une profession impie et criminelle l'art lui-même, et d'avoir porté un coup mortel à la peinture... Malheureusement il n'y a jamais eu d'assemblée révolutionnaire qui ne soit tombée dans de pareils excès et qui n'ait placé le triomphe de ses doctrines au-dessus de tout autre intérêt social. Ce qui est hors de doute, c'est que ce concile fit preuve, à cette exception près, d'une modération remarquable et qu'il évita soigneusement de toucher aux principes fondamentaux de la foi chrétienne. Il est certain aussi que l'on ne fit aucune violence aux membres de l'assemblée et qu'il n'y eut pas d'opposition sérieuse. Si cela était arrivé, les Pères du second concile de Nicée, qui ont restauré les images et examiné avec un soin minutieux les procès-verbaux de leurs adversaires, n'auraient pas négligé de signaler l'intervention de l'autorité ou les réclamations des prélats.

Le décret était rendu. Il fallait maintenant procéder à son exécution en enlevant les images des églises, des monastères, des maisons privées. La tâche n'était pas aisée à accomplir. Le concile ayant été surtout l'œuvre de l'hellénisme de l'Asie Mineure, le nouveau patriarche, Constantin, évêque de Sylée en Pamphylie, était disposé à seconder les vues de ses confrères, qui étaient aussi les siennes. Mais tous les autres

pontifes de la chrétienté, l'évêque de Rome, les patriarches d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem, persistaient à vouloir maintenir l'ancien ordre de choses. L'esprit de liberté n'avait pas encore pénétré dans l'Europe occidentale ; il avait disparu des contrées soumises à la domination mahométane. Les provinces européennes de l'empire étaient, elles aussi, peu favorables à la Réformation : elle s'appuyait donc principalement sur l'Asie Mineure qui avait été son berceau. Mais il faut se rappeler que, si le haut clergé et les classes supérieures de la société l'avaient embrassée avec empressement, la foule, les femmes et les moines lui faisaient partout une guerre sourde ou déclarée. Il y avait donc, même dans l'Asie Mineure, beaucoup de récalcitrants. Quelle fut la conduite de Constantin V en présence de ces difficultés ? Les chroniqueurs et les auteurs des vies des saints affirment qu'il ordonna de cruels supplices : le fouet, la perte de la vue, la mutilation de la langue. En serrant de près les faits, on trouve qu'ils ont encore été bien dénaturés. Constantin V ne montra pas, à coup sûr, la modération de son père ; il employa quelquefois la violence ; mais il ne commit jamais les atrocités qu'on lui reproche. Tout en prétendant que ses victimes furent nombreuses, on ne cite que très-peu de noms. Quand il y a des récits détaillés, ils prouvent que c'est malgré lui et irrité par ses adversaires que l'empereur les fit punir. Le moine André entre un jour dans l'église de Saint-Mamas, où se trouvait Constantin V ; il s'approche de lui à travers la foule et lui demande à

haute voix pourquoi, s'il était chrétien, il causait tant de malheurs aux chrétiens. L'empereur le fit arrêter, et le lendemain, l'ayant mandé au palais, il tâcha de lui faire comprendre l'inconvenance de son action. Loin d'être touché par cette mansuétude, André qualifia le chef de l'État de nouveau Valens et de nouveau Julien. C'est alors seulement qu'il fut livré aux tribunaux et condamné par eux à la peine de mort. Il y a donc ici un châtiment pour crime politique plutôt qu'un fait de persécution religieuse.

Le moine Étienne faisait aussi une opposition acharnée au nouvel ordre de choses ; l'empereur lui envoya le patriarche œcuménique et plusieurs autres prélats pour l'engager à signer les actes du concile de Constantinople. Étienne refusa ; il avait le droit de refuser et de ne pas signer ce qui était contraire à ses convictions. Mais comme il fomentait en même temps la résistance, l'empereur dut l'éloigner de la capitale avec beaucoup de ses adeptes de l'ordre monacal. Déposés dans l'île de Marmara, il leur fut permis d'adorer et de croire tout ce qu'ils voulaient. Étienne cependant ne se contenta pas de cette tolérance ; il quitta secrètement l'île et vint à Constantinople prêcher de nouveau la révolte. Constantin V ne se départit pas encore de sa modération ; il le fit appeler et il discuta avec lui la question des images, dans l'espoir de le convertir. Au milieu de cette discussion, pour prouver que l'image de Jésus était aussi sacrée que Jésus lui-même, Étienne saisit une pièce de monnaie à l'effigie de l'empereur, la jette contre

terre et la foule aux pieds, en disant que, si celui qui ne respecte pas l'image de Jésus n'insulte pas Jésus, il a le droit lui aussi de fouler aux pieds cette pièce de monnaie sans manquer au monarque. Ceux qui assistaient à cette scène auraient fait un mauvais parti à l'audacieux, si Constantin V ne les en avait empêchés. Il ordonna seulement son arrestation et sa mise en jugement selon les lois de l'État. Mais, voulant toujours éviter les mesures extrêmes, il ne pressa pas l'instruction du procès ; il permit à tout le monde de visiter le moine intraitable dans la prison du prétoire et d'entendre jour et nuit ses chants et ses sermons. Il fallut pourtant renoncer à ces ménagements ; car ils finirent par provoquer un mouvement sérieux contre la sûreté de l'État. Un certain nombre d'ambitieux furent tentés, en 766, de s'imposer au gouvernement en profitant de ces difficultés ; l'empereur était absent, occupé alors d'une guerre contre les Bulgares ; cinq hauts dignitaires, trahissant leurs devoirs les plus sacrés, formèrent une conspiration contre lui, de concert avec les moines et les membres opposants du clergé. Chose étrange, le patriarche œcuménique Constantin fut lui-même entraîné peu à peu dans la conjuration. On comprend qu'il n'y avait plus moyen de reculer devant la sévérité de la loi. Dix-neuf employés supérieurs furent condamnés à différentes peines ; deux d'entre eux, les plus coupables, Constantin Podopagouros et son frère Stratégios, eurent la tête tranchée. Le patriarche fut d'abord exilé ; mais, convaincu plus tard de persister dans ses intrigues, il fut

déclaré déchu de sa dignité, exposé dans l'Hippodrome et enfin mis à mort.

C'est ainsi que Constantin fut entraîné par la force des choses autant que par la fermeté de son caractère à une lutte ouverte contre ses adversaires. Le décret synodal contre les images provoqua l'opposition des moines, amena l'outrage au pouvoir, la résistance, la conspiration. Tout cela rendit inévitable l'application des peines édictées par les lois de l'État. Et peu à peu la logique inévitable des événements transforma cette lutte en une persécution religieuse. Il était évident que la résistance venait des moines. Aussi, en même temps qu'il ordonnait la suppression complète des images, l'empereur crut nécessaire de porter un coup sensible à l'ordre monacal. Il fit fermer plusieurs couvents à Constantinople, entre autres ceux des Dalmates, de Studie, de Callistrate, de Maximin, dont les bâtiments furent transformés en casernes ou utilisés pour d'autres besoins du service public. Les gouverneurs des provinces reçurent l'ordre d'agir dans le même sens.

Il n'y avait encore rien en tout cela qui pût blesser la conscience chrétienne, puisque, même de nos jours, des États catholiques et orthodoxes ne se sont pas fait le moindre scrupule de réduire le nombre des couvents. Ou demandera cependant ce que devinrent les religieux des couvents supprimés ; Nicéphore affirme que plusieurs rentrèrent avec empressement dans la vie civile, se marièrent, s'enrôlèrent dans l'armée ou embrassèrent d'autres professions. Quant à ceux qui restèrent fidèles

à leurs vœux, ils eurent, selon les chroniqueurs, à subir toutes sortes de persécutions. Non-seulement d'après Théophane, mais d'après Nicéphore lui-même, l'empereur les fit mener à l'Hippodrome et les força de le traverser en tenant chacun une femme par la main, au milieu des insultes de l'armée. Ces auteurs ne disent pas si quelques-uns résistèrent à cette violence, ni ce qu'on fit d'eux. A en croire Cédrenus et Théophane (la chronique de Nicéphore s'arrête malheureusement ici), dans quelques provinces plusieurs désertèrent, ce qui veut dire qu'ils profitèrent de la circonstance pour rentrer dans la vie commune ; d'autres eurent à subir différentes tortures. Il ne faut pas cependant perdre de vue que Cédrenus, de beaucoup postérieur à cette époque, copia ordinairement Théophane, qui de son côté a été souvent convaincu d'avoir altéré les faits et calomnié les hommes. Nous ne pouvons donc pas admettre tout ce que ces deux auteurs racontent du nombre infini des moines qui auraient alors enduré la mort ou d'autres souffrances. Le principal motif pour lequel les religieux luttaient avec tant de zèle pour le maintien des couvents, ne se conciliait guère avec les épreuves auxquelles on prétend qu'ils s'exposaient. Ce qui séduisait surtout alors les hommes et leur faisait abandonner les devoirs, les soucis, les luttes de la vie pratique et sociale, c'étaient les jouissances d'une vie oisive et aisée, déréglée même, qu'ils étaient sûrs de trouver dans ces asiles d'une piété mal entendue. De telles habitudes ne préparent pas au martyre. Il y avait sans doute des exceptions ; on trouvait

dans les couvents des gens qui y entraient pour suivre ce régime austère de l'âme et du corps qu'ils croyaient le dernier mot de la vertu et du dévouement chrétien. Mais ceux-là étaient en petit nombre. Ils purent d'ailleurs croire en toute conscience qu'il leur était permis d'aller dans d'autres pays chrétiens continuer leurs exercices ascétiques. En ne comptant pas ces émigrés, on trouvera que les vraies victimes ne durent pas être bien nombreuses.

Un trait caractéristique, c'est que les chroniques du temps, si violentes contre les gouverneurs de l'Asie Mineure, gardent un silence absolu sur la manière dont s'accomplit l'abolition des couvents et des images dans les provinces européennes de l'empire. On peut en induire que ces mesures n'y furent pas sévèrement appliquées. L'exécution des décrets était en effet plus facile en Asie : les classes supérieures de la société et le haut clergé lui-même s'y étaient prononcés pour le nouveau régime. L'empereur a pu croire prudent de commencer l'application rigoureuse des décisions du concile par les pays où elle pouvait rencontrer le moins de résistance. L'œuvre, une fois consolidée dans ces pays, se serait plus aisément propagée dans le reste de l'empire par l'action des idées et la force de l'exemple. Ce qui peut venir à l'appui de cette conjecture, c'est que, quelques années avant sa mort, Constantin fit épouser l'Athénienne Irène à son fils Léon. Pourquoi serait-il allé chercher une belle-fille dans un pays connu pour son hostilité à la Réforme, sinon dans l'espoir de se concilier

la Grèce en s'attachant une de ses plus illustres familles ? Toutefois, s'il a fait réellement un tel calcul, son attente a été cruellement trompée. Dès que sa volonté de fer ne se fit plus sentir et que l'empire fut passé entre les mains du faible Léon, Irène jeta le masque et montra pour la restauration des images et des couvents un zèle qui s'est servi de tous les moyens et qui n'a pas reculé devant le crime.

Constantin V mourut en 775. Sous son règne long et ferme, la dignité de l'État fut maintenue au dedans et au dehors. Léon III avait repoussé les Arabes et posé les principes de la Réformation ; Constantin V entreprit l'exécution des décrets du concile et tint les Bulgares en respect. Mais son successeur, Léon IV, n'avait pas la force de volonté nécessaire pour compléter cette œuvre. Le parti opposé commença aussitôt à s'agiter et devint d'autant plus dangereux, qu'il put compter sur la protection d'Irène. Ces alliés se conduisirent d'ailleurs avec une extrême habileté ; Léon IV donna dans le piège qu'ils lui avaient tendu. Ils ne découvrirent pas d'abord toute leur pensée, ne parlèrent pas de l'abolition des doctrines et des lois de la Réforme. Ils commencèrent par représenter à l'empereur que son père était allé au delà des décrets de Léon III et du concile, qu'il suffisait, pour arrêter le mécontentement, de rentrer dans les limites marquées par son aïeul et par les Pères de l'Église. Ce raisonnement avait une apparence spécieuse, puisqu'en effet ni Léon III ni le concile n'avaient décrété la suppression des couvents. Il péchait pourtant par le

fond ; car l'ordre monacal avait opposé une résistance tellement opiniâtre aux nouveaux décrets, qu'on ne pouvait effacer les images sans abolir ou tout au moins sans réduire le nombre des couvents. Mais Léon IV, qui n'était nullement disposé à continuer la lutte commencée, écouta avec empressement ces insinuations ; il crut maintenir les décrets tout en se débarrassant des cris et des manœuvres du parti contraire. Il permit donc aux moines de rentrer dans leurs retraites à la condition qu'ils y resteraient tranquilles ; il les admit aussi aux dignités de l'Église, dont ils avaient été exclus par son père. Cette première concession ne tarda pas à être suivie d'une autre : au commencement de 780, à la mort du patriarche Nikétas, les adversaires de la Réforme engagèrent l'empereur à conférer la dignité patriarcale à Paul de Chypre ; celui-ci en apparence condamnait les images, au fond il en était partisan. Tous ces succès enhardirent Irène au point qu'elle introduisit des images jusque dans le palais impérial. Léon n'entendait pas pousser si loin les choses. Après avoir fait punir les auteurs de cette violation des lois existantes, il fit des reproches amers à sa femme et rompit avec elle. Léon IV mourut alors subitement ; il ne laissait qu'un fils, Constantin VI, qui, âgé de dix ans, fut placé sous la tutelle de sa mère. Devenue toute-puissante, Irène marcha de nouveau sans précipitation vers l'accomplissement de son dessein. Elle commença par tolérer les iconolâtres ; ils en profitèrent pour relever peu à peu les couvents abolis et pour restaurer les images. Bientôt elle les appela

aux affaires, où leur inexpérience fut surtout funeste à l'armée. Le commandement de l'armée d'orient appartenait à Michel Lachanodracon, qui, élevé à l'école de Constantin V, s'était distingué dans cent batailles ; Irène le lui retira et le donna à l'eunuque Stavrace, sans se mettre en peine des traités honteux que ce changement lui fit conclure avec le kulife Aaroun. Le patriarche Paul mourut en 784 : Irène mit tout en œuvre pour faire conférer cette dignité à Tarase, son secrétaire particulier. Si l'opposition que cette élection rencontra fait voir la solidité de l'ordre des choses établi par Léon III et affermi par son fils, la persévérance d'Irène en faveur de Tarase prouve que, par moments, elle ne manquait ni de prudence ni d'habileté : Tarase était un homme hors ligne par son savoir, par la pureté de sa vie, par la vigueur de son caractère.

Loin de professer toutes les doctrines des adversaires de la Réforme, il appartenait à un groupe particulier de ses partisans. Depuis quelque temps, en effet, plusieurs d'entre eux avaient réfléchi que, dans l'espace de cinquante années, on n'était pas encore parvenu à faire accepter par le peuple la suppression des images ; ils en concluaient que le renversement de certains usages et traditions de l'Église n'était pas indispensable au triomphe des autres principes de la révolution. Ils crurent au contraire que cette immixtion de l'État dans les choses de l'Église pouvait devenir funeste à leurs idées ; en s'attaquant à la conscience de plusieurs classes de la nation, elle devait nécessairement provoquer une réaction ; et l'on courait

risque de voir disparaître, avec la question des images, une foule d'institutions utiles. C'était aussi l'opinion de Tarase. Irène connaissait sa manière de voir et, comme les choses l'ont prouvé depuis, elle était loin de l'adopter tout entière. Cependant, pour assurer le succès de ses premières tentatives contre la Réforme, elle en confia l'exécution à l'homme qui était reconnu pour le plus capable de les mener à bonne fin. Aucun des principaux prélats ne prenait sur lui de porter la main sur les décrets du dernier concile ; nul parmi les moines n'avait assez d'instruction et d'intelligence pour faire ce coup. Tarase seul possédait cette ferme volonté et cet esprit inventif qui étaient indispensables pour l'accomplissement de l'œuvre projetée. Si son zèle pour sa doctrine le fit descendre jusqu'à l'intrigue et l'illégalité, son génie résista de toutes ses forces à la restauration des anciens abus.

Le premier concile que le nouveau patriarche convoqua à Constantinople ne se laissa pas convaincre par ses arguments. La majorité des prélats, encouragée par les manifestations de l'armée, força Tarase et ses partisans à reculer. Leurs nombreux adversaires firent donner lecture des résolutions du concile précédent, les couvrirent d'acclamations et ne se séparèrent qu'après avoir sanctionné de nouveau ses procès-verbaux. Cet échec fit voir avec évidence que le rétablissement des images était impossible aussi longtemps que la garde impériale et la garnison de la capitale s'y opposeraient. Ces corps appartenaient à l'armée d'orient, renommée pour son

dévouement au nouvel ordre de choses. Il fallait donc avant tout les remplacer par des légions européennes moins zélées pour la Réforme. Stavrace partit pour faire venir ces troupes à Constantinople. Dès qu'elles approchèrent, l'impératrice promulgua une déclaration de guerre contre les mahométans ; puis elle ordonna à la garde impériale et à la garnison de la capitale de passer en Asie sans armes, sous prétexte qu'armes et bagages seraient embarqués sur d'autres navires. A peine cependant ces troupes eurent-elles mis le pied sur la rive orientale du Bosphore, qu'on leur donna lecture d'un décret impérial prononçant leur dissolution et ordonnant aux officiers et aux soldats de rentrer dans leurs foyers. L'empire, ainsi privé de ses meilleurs guerriers, fut bientôt attaqué par les mahométans et par les Bulgares, qui lui infligèrent des désastres cruels.

Ce licenciement eut lieu au commencement d'octobre 786. Mais il ne suffisait pas de détruire la force matérielle de la Réforme ; il fallait en même temps neutraliser sa puissance morale et constituer parmi les évêques une majorité favorable aux desseins du gouvernement. Tarase s'occupa dès lors de préparer le personnel du nouveau concile. Les prélats opposants furent divisés en deux catégories, les uns susceptibles d'être convertis, les autres inébranlables dans leurs principes. Les premiers seuls reçurent des lettres de convocation, les autres furent exclus sous le prétexte qu'ils avaient été illégalement sacrés. Les prélats ainsi triés étaient moins nombreux que ceux du concile tenu sous Constantin V ; il fut résolu

qu'on inviterait aussi cent trente-deux supérieurs et religieux qui avaient passé leur vie à défendre le culte des images. Enfin on crut qu'il était dangereux de réunir encore une fois le concile à Constantinople, où les classes supérieures étaient restées fidèles aux principes de la Réforme. Une ville des provinces européennes aurait offert la plupart des garanties requises ; mais tous les conciles œcuméniques avaient été tenus soit à Constantinople, soit en Asie Mineure, à Nicée, à Chalcédoine, à Éphèse. Tarase voulait conserver autant que possible les traditions et les usages de l'Église ; forcé d'éviter la capitale, il préféra Nicée parce que cette ville était peu peuplée, et que la nouvelle armée pouvait facilement y imposer la volonté de l'impératrice aux prélats indécis. Après quelques séances préliminaires, on commença par lire les passages de l'Écriture et des Pères de l'Église où l'on croyait trouver des arguments en faveur des images. On annula ensuite les décrets du dernier concile ; tous les patriarches qui, depuis Léon III, avaient professé la doctrine de la suppression des images, furent nominalement excommuniés avec leurs partisans. La mémoire du patriarche Germain fut réhabilitée, et le décret suivant fut voté : « Nous décrétons la restauration des saintes images, qui doivent être vénérées comme l'a été de tout temps le signe de la croix. Elles seront rétablies dans les églises, sur les vases du culte, sur les vêtements sacerdotaux, sur les murailles, sur les tableaux séparés, dans les maisons et dans les rues ; car plus on voit ces saintes figures, plus l'esprit s'élève jusqu'à la mémoire et

au respect qui sont dus aux personnages qu'elles représentent. Nous décrétons qu'on s'en approchera pour les baiser, pour se prosterner devant elles, sans entendre toutefois par là qu'on leur rendra le véritable culte, qui n'est dû qu'à la nature divine. On ne fera pour elles que ce que l'on fait pour le signe de la croix, pour les saints évangiles et autres objets sacrés. On leur rendra aussi l'honneur de l'encens et des cierges selon l'usage pratiqué pieusement depuis un temps immémorial; car toute démonstration extérieure de respect accordée à l'image passe à celui dont elle reproduit les traits, et le fidèle qui salue cette image vénère le personnage qu'elle rappelle. »

Ce décret, qui fut bientôt abrogé de nouveau, l'emporta enfin; il est encore en vigueur chez nous aussi bien que dans l'Église catholique. L'esprit élevé de Tarase y parut dans toute sa rectitude; les images furent rétablies, afin que ceux qui les voient aient toujours présent le souvenir des fondateurs de la foi chrétienne. Mais on en défendit expressément l'adoration, qui n'était due qu'à la divinité. Les protestants eux-mêmes ne sauraient condamner au fond ces ornements de nos églises; ils doivent songer au caractère particulier des populations méridionales, qui semblent avoir besoin de s'adresser à des intermédiaires pour arriver graduellement jusqu'à Dieu. Il est vrai que le décret contient quelques dispositions secondaires qui pouvaient être prises à contre-sens et qui auraient pu être omises sans nuire à la restauration qu'on avait en vue. Tels sont les

baisers, la prosternation, l'offrande de l'encens et des cierges : ces pratiques mènent aisément le vulgaire à l'adoration qu'on voulait interdire. Le concile autorisa également certains autres usages qui pouvaient donner lieu à beaucoup d'abus. Il avait déclaré formellement dans son septième canon, que les temples ne pouvaient être consacrés sans qu'on y eût déposé des reliques de martyrs, quoiqu'il y eût dès lors bien des doutes sur l'authenticité de la plupart d'entre elles. Mais Tarase avait eu soin de tracer une ligne de séparation entre l'honneur rendu aux images et le culte dû à la divinité. Il croyait avoir prévenu le danger des fausses interprétations ; il croyait prudent de conserver quelques pratiques de l'Église que leur ancienneté semblait autoriser. Ce décret qualifié donc de simples usages le baiser, la prosternation, l'offrande de l'encens et des cierges ; le septième canon considère également comme une coutume le dépôt des saintes reliques dans les temples.

Cependant la satisfaction de l'impératrice et de ses partisans ne fut pas de longue durée. Pour assurer l'adoption du décret et des canons du septième concile œcuménique, il avait fallu l'alliance de ceux qui, avec Tarase, ne voulaient qu'abolir la réforme religieuse, et de ceux qui, avec Stavrace, considéraient ce succès comme un premier pas vers l'abolition de toutes les réformes. Ces deux partis, en s'unissant, triomphèrent du troisième, qui n'admettait aucun retour vers le passé. Mais la divergence de leurs opinions parut aussitôt après leur victoire. Tarase et les siens croyaient qu'il était temps de s'arrêter. Stavrace

et ses partisans voulaient aller plus loin et supprimer l'œuvre entière de la Réformation. Aussi les deux opinions furent-elles bientôt en lutte, et cette lutte devint d'autant plus dangereuse que les radicaux, appuyés sur une fraction considérable de l'armée, entrèrent de nouveau en scène. J'ai dit que les vétérans de la garde impériale et de la garnison de Constantinople avaient été licenciés et remplacés par des légions fidèles à l'ancien ordre de choses. Mais il y avait en Asie Mineure de nombreuses troupes recrutées parmi les indigènes ; elles étaient animées de l'esprit nouveau et n'avaient cessé de montrer leur défiance envers l'impératrice Irène. Elles exigèrent bientôt que Constantin, devenu majeur, prit en mains les rênes du gouvernement. Irène parvint à se débarrasser de son fils en le privant de la vue. Elle décima aussi l'ancienne armée ; pour cela elle envoya contre les Bulgares, sous les ordres des plus illustres défenseurs de la Réforme, des troupes peu nombreuses qui tombèrent en faisant bravement leur devoir. C'est dans ce guet-apens que périt, entre autres, le vieux capitaine Michel Lachanodracon, le bras droit de Constantin V. Irène put alors détruire à son aise toutes les réformes réalisées dans l'administration publique : finances, armée, enseignement, Église, tout fut livré à la discrétion des eunuques et du parti monacal, dont la puissance augmentait en raison de l'affaiblissement de l'empire. Les dissensions intestines facilitaient les humiliations que lui infligeaient les ennemis du dehors. Ces calamités durèrent vingt ans. Les radicaux se rallièrent enfin aux modérés. Les

deux partis réunis firent déposer Irène, le 31 octobre 802, et appelèrent au trône le grand logothète Nicéphore, ami de Tarase.

Le nouvel empereur appartenait à cette classe de personnes qui ne regardaient pas la suppression des images comme le complément indispensable de la Réformation. Il ne toucha pas à cette question et se conforma aux décrets du septième concile œcuménique. Mais, comme nous venons de l'indiquer, Irène ne s'était pas bornée à la simple restauration des images. Elle avait paralysé l'armée, supprimé beaucoup d'impôts nécessaires, multiplié les couvents, livré le gouvernement aux moines, conféré les plus hautes dignités à des hommes incapables, à des eunuques surtout, dont les abus sont avoués même par les chroniqueurs leurs partisans. Aussi l'Asie Mineure était-elle envahie par les Arabes, la Thrace par les Bulgares ; le trésor tomba dans une pénurie absolue.

Nicéphore entreprit de réparer tous ces désastres avec un soin et une habileté infinis. Il commença par organiser en Thrace, en Macédoine et en Grèce des colonies militaires permanentes autour des colonies de Slaves connues sous le nom de *Sclavinies* ; par là il contint les incursions continuelles de ces étrangers établis dans l'empire. Il remit en vigueur les droits de douane, supprimés par Irène, sur l'Hellespont et le Bosphore ; il en augmenta très-probablement quelques-uns, et fixa particulièrement un droit de deux sous d'or (trente francs) pour tout esclave introduit à Constantinople. Était-ce là

une loi nouvelle? Nous l'ignorons; on la cite néanmoins comme telle, et, s'il en est ainsi, elle fait honneur à Nicéphore qui l'a décrétée; car elle montre l'intention évidente d'apporter quelque restriction au nombre des esclaves. L'empereur ordonna en outre le recouvrement sévère de tous les arriérés et surtout le paiement exact de l'impôt foncier. Il remit en vigueur les lois, tombées en désuétude, d'après lesquelles une partie des trésors trouvés revenait à l'État; il leur donna même un effet rétroactif pour les vingt dernières années, ce qui prouve que ces lois avaient cessé d'être appliquées sous le règne d'Irène. Il rétablit l'impôt sur les héritages, dont la perception remonta également à vingt ans en arrière. Un fait non moins curieux, c'est l'institution qu'il créa d'une banque maritime : cette caisse prêtait à tout capitaine personnellement solvable jusqu'à concurrence de 12 livres d'or (13,000 francs environ). Il est vrai que les prêts se faisaient au taux annuel de 4 *kérats* par sou d'or, ce qui revient à 17 %; les lois de Justinien avaient fixé le prêt à la grosse à 12 % seulement. Mais, eu égard à la nature de ces contrats aléatoires, il est permis de douter que la loi de Justinien ait jamais été sincèrement appliquée; aujourd'hui encore le prêt à la grosse est de 24 %. Je n'entrerai pas plus avant dans les détails de l'administration de Nicéphore. Il me suffira d'attirer l'attention sur la disposition la plus caractéristique de sa réforme financière, celle qui concerne les biens de l'Église. Ces biens ne payaient jusque-là que l'impôt foncier; Nicéphore en réunit quelques-uns au

domaine de l'État et soumit les autres à toutes les charges des propriétés temporelles. Il semble même avoir voulu faire vendre au profit du trésor une partie de ces donations dont s'étaient enrichis les couvents et les églises. Au milieu de ces préoccupations, il trouvait le temps de contenir les Arabes d'Asie et de faire plusieurs campagnes contre les Bulgares ; il ne cessait pas pour cela d'avoir l'œil sur les services publics, dont les charges étaient confiées à des hommes pleins d'expérience et de modération. A la mort de Tarase, arrivée en 809, il soutint l'élection de l'historien Nicéphore à la dignité de patriarche œcuménique. Ce dernier repoussait également le bigotisme des moines et les prétentions excessives de leurs adversaires qui, non contents des réformes laïques, persistaient toujours à vouloir revenir aux innovations religieuses.

Mais, ainsi qu'il arrive, ce juste équilibre ne pouvait être maintenu. Pendant que les moines poursuivaient Nicéphore de leur haine et de leurs intrigues, les réformateurs ne le soutenaient que faiblement. Il aurait été probablement déposé, s'il ne fût héroïquement tombé près du drapeau du Christ dans son expédition de 811 contre les Bulgares. Stavrace son fils, qui lui succéda, avait été gravement blessé dans cette bataille ; il dut abdiquer après deux mois de règne et se retira dans un couvent. Michel Rhangabé, son beau-frère, monta alors sur le trône, qu'il n'occupa aussi que peu de temps. La faiblesse de son administration et les échecs que lui infligèrent les Bulgares engagèrent l'armée à le déposer vers le milieu de 813.

Le pouvoir fut conféré à l'Arménien Léon V, qui fut un des plus illustres empereurs d'Orient : Léon s'occupa avant tout de contenir les Bulgares. Il leur fit subir, en 814, près de Mésembria, une défaite sanglante qui les réduisit pour un siècle environ à l'impuissance. Il sanctionna ensuite, avec beaucoup plus d'autorité que Nicéphore, les institutions salutaires de la Réforme. Ses anciens exploits et ses victoires récentes lui gagnèrent le dévouement de l'armée ; il éloigna du gouvernement le parti clérical, qui s'y était glissé sous le règne de Michel ; il introduisit dans l'administration cet esprit d'ordre et d'honnêteté qui inspira de tous les iconomaques.

Léon V ne s'en tint pas là. Les réformateurs extrêmes furent de nouveau plus puissants que jamais. Comme nous l'avons vu, plusieurs membres de ce parti avaient, sous Irène, modéré leurs prétentions ; ils avaient consenti à revenir à l'ancien régime en ce qui touchait l'Église, dans l'espoir que la majorité de la nation, satisfaite de cette concession, cesserait de repousser les autres institutions. Persuadés maintenant par les événements de l'inutilité de ce sacrifice et voyant revenir avec les images tous les anciens abus, ils recommencèrent à croire que la Réforme ne pouvait s'établir définitivement si elle n'était avant tout imposée à l'Église. Léon V, qui était d'origine orientale et avait passé sa vie dans les camps, partageait cette manière de voir ; il hésita d'abord comme Léon III et pour les mêmes raisons que lui ; puis il céda aux représentations des deux chefs de la réformation radicale, Théodote Mé-

lissénus et Jean Grammaticus. Dès les premiers mois de 815, il se séparait avec regret de l'excellent patriarche Nicéphore et faisait élire à sa place Théodote Mélissénus. Le nouveau chef de l'Église s'empressa de convoquer une assemblée locale qui abrogea les décrets du second concile de Nicée et reconnut comme septième concile œcuménique celui qui avait été réuni par Constantin V en 754. Le parti opposé, à la tête duquel était Théodore Studite, protesta contre cette résolution et mit tout en œuvre pour troubler les esprits. Léon se conduisit envers ses adversaires avec d'autant plus d'indulgence que beaucoup d'entre eux ne tardèrent pas à admettre le nouvel ordre de choses en reconnaissant le patriarche Théodote. En même temps il veilla au maintien de l'ordre public et à l'exécution sévère des décrets. Il fit enlever partout les images à l'exception de la croix, abolit tous les chants et antiennes qui leur avaient été consacrés, en introduisit d'autres rédigés dans l'esprit nouveau et, ce qui est plus important encore, chercha à agir sur l'esprit de la jeunesse au moyen d'un nouveau système d'instruction et de nouveaux livres classiques. Malheureusement ni ces chants, ni ces livres, ni aucun renseignement sur le mode d'instruction qui fut alors introduit ne sont parvenus jusqu'à nous. L'importance de cette œuvre apparaît néanmoins par tout ce qu'en a dit Théodore Studite, le chef du parti opposé; après avoir énuméré toutes les innovations introduites par Léon V dans l'instruction publique, il s'écrie : « On a fait, en un mot, une révolution athée en toutes choses. »

Cette révolution cependant ne devait pas triompher jusqu'au bout. La situation morale et intellectuelle de la société n'était pas à la hauteur de l'œuvre. Les moines, le bas peuple et les femmes avaient en horreur ces innovations qui, à leurs yeux, sapaient par la base la foi chrétienne. L'empire continuait d'être divisé en deux camps opposés : l'un demeura plus ou moins victorieux pendant un siècle environ par sa supériorité intellectuelle ; mais il fut sans cesse combattu, tantôt directement, tantôt indirectement, toujours d'une façon acharnée, par le parti rétrograde, dont la puissance résidait surtout dans une multitude aveugle et dévouée.

Un des chefs de l'armée, Michel le Bègue, ancien compagnon d'armes et ami de l'empereur, se porta tout à coup à de tels excès de parole contre lui, que Léon V fut obligé de le mettre en jugement. Il pensait comme l'empereur sur la question des images ; pourtant il n'hésita pas à accepter les propositions du parti clérical, avec le concours duquel, en 820, il fit assassiner Léon V et s'empara du pouvoir suprême. Michel le Bègue, par complaisance pour ses alliés d'hier et par peur de ses anciens amis, dont il connaissait l'audace, crut pouvoir satisfaire les deux partis en déclarant qu'il fallait cesser toute discussion et considérer comme non avenus les conciles convoqués par Constantin et Léon. Il permit à chacun d'adorer ce qu'il voulait, pourvu que l'on ne troublât pas l'ordre public ; vers les derniers jours de son règne, il toléra même que l'on suspendit les images dans les parties les plus hautes des églises. De là l'anarchie

et le désordre moral qui régnaient à propos de cette question lorsqu'il mourut, en 829, et que son fils Théophile lui succéda.

Bien différent de son père, ce dernier avait des convictions solides et croyait à la nécessité et au succès futur de la Réforme. Après quelques travaux préliminaires, il convoqua, en 833, à l'église des Vlachernes, un concile qui excommunia les iconolâtres. Un rescrit impérial défendit toutes les images religieuses, ordonna qu'elles fussent enlevées et remplacées par d'autres ornements peints ou sculptés. Il prescrivit en outre la fermeture de tous les couvents dans les villes et les villages, et défendit sous des peines sévères aux moines des couvents situés loin du commerce des hommes de se rendre dans les lieux habités. Ces décrets épouvantèrent l'ordre monacal, mais ne l'abattirent pas. Une longue expérience avait prouvé qu'ils n'étaient pas sévèrement exécutés, et que les nombreuses classes dont les intérêts et les opinions se trouvaient lésés parvenaient à l'emporter avec le temps, les plus actives par la résistance, les plus indolentes par l'apathie. Les moines commencèrent donc une lutte, qui devait être la dernière. L'empereur les opprima cruellement ; mais, quoique sa conduite fût plus énergique que celle de ses prédécesseurs, il paraît certain qu'il ne commit pas de meurtres, et que la noblesse de ses sentiments modéra souvent la fougue de son caractère.

Il laissa à sa mort, arrivée en 842, un fils mineur. Le pouvoir tomba entre les mains de sa femme Théodora,

qui, comme toutes les femmes, inclinait à l'adoration des images. Les trois ministres suprêmes de l'État, Bardas son frère, Emmanuel son oncle maternel, Théoctiste l'ancien logothète, avaient commencé depuis longtemps à douter de la valeur pratique des innovations religieuses. Ils pensaient que les luttes entreprises depuis plus d'un siècle pour le rétablissement de la véritable foi n'avaient eu aucune action sur la multitude et qu'au lieu de développer les forces matérielles, morales et intellectuelles de la nation, elles engendraient de nouvelles causes de discussions et de querelles. Leur manière de voir représentait l'opinion de beaucoup de réformateurs ; car les dernières tentatives, qui avaient duré quarante ans environ depuis Léon V, étaient restées aussi infructueuses que les premières. Aussi firent-ils savoir à l'impératrice que le vœu commun de tous les pieux chrétiens était que les images fussent rendues à l'Église. Inutile de dire que Théodora reçut avec joie cette requête, et qu'elle ordonna les mesures nécessaires pour la faire réussir.

Le trône patriarcal était alors occupé par Jean Grammaticus. C'était un des hommes les plus savants de son temps ; il avait été précepteur de l'empereur Théophile et s'était toujours montré partisan fidèle de la Réforme. Il fallut donc le déposer. Cela fait, tous les fauteurs des images furent convoqués en concile ; les procès-verbaux de cette assemblée ne nous sont point parvenus ; mais nous pouvons conjecturer, par le peu que nous en savons, qu'elle était exclusivement composée de

moines et que l'on n'y suivit pas une procédure tout à fait régulière. Cette assemblée rétablit les décrets du septième concile œcuménique, déposa et excommunia le patriarche Jean avec tous les partisans de ses idées, nomma à sa place le moine Méthodius et livra la plupart des diocèses à des candidats pris dans l'ordre monacal. Le premier dimanche de carême, qui en 841 tombait le 19 février, on célébra une fête en l'honneur de la restauration des images. Cette solennité, appelée *fête de l'orthodoxie*, est encore aujourd'hui l'une des principales cérémonies de notre Église.

Ainsi fut supprimée la partie religieuse de la Réforme. Peu après, Basile le Macédonien fit plus : il élimina, dans ses grands travaux législatifs, plusieurs dispositions qui avaient pour but d'asseoir la société sur des bases nouvelles, et il déclara qu'il les abolissait comme contraires au dogme divin. N'allons pas cependant croire que toutes les luttes du huitième et du neuvième siècle soient restées infructueuses. L'hellénisme du moyen âge ne revint jamais à la situation qu'il avait avant Léon III. Pour apaiser l'orage soulevé par la lutte des iconoclastes et des iconolâtres, la dynastie macédonienne parut vouloir mettre de côté toutes les innovations et les condamna même comme impies. Mais, au fond, elle se préoccupa de sauver beaucoup de dispositions de la Réforme et ne cessa de s'inspirer, dans la plupart de ses actes, de cet esprit large et libéral qui avait dirigé les empereurs précédents. C'est ainsi que les desseins salutaires de Léon III, de Constantin V, de Nicéphore, de

Léon V et de Théophile furent plus ou moins réalisés. En même temps les malheureuses querelles provoquées par leur manière d'agir parfois inflexible furent assoupies. Ces querelles avaient amené des conséquences désastreuses : les Slaves de Dalmatie s'étaient séparés de l'empire, les mahométans avaient pris Candie. Sous la dynastie macédonienne, au contraire, la Réformation allait dominer en réalité sans provoquer de secousses intérieures, et, grâce à de sages tempéraments, faire prospérer plus que jamais pendant deux siècles l'hellénisme du moyen âge.

CHAPITRE V

GRANDEUR DE L'HELLÉNISME AU MOYEN AGE.

L'esprit de la Réforme survit à son échec. Idées libérales. Photius. — Apprentissage d'un patriote. — Histoire. — Poésie. Chants populaires. — Stabilité de la succession monarchique. — Répression des Slaves. — Destruction du royaume bulgare. — Hellénisation pacifique. Esprit récalcitrant des Bulgares. — Les Slavo-Bulgares au nord. Les Slaves au midi. — Thrace et Macédoine. Asie Mineure. Grèce. Athènes. Écoles d'Athènes. — Frontières de l'Empire. Population. Constantinople. Thessalonique. Renseignements d'Edrisi. Budget des recettes. Justification de ce chiffre. Théophanô et Anne. — Prépondérance de l'Empire. — Signification du terme : helléniser. — Conclusion.

La force d'une réforme réside bien moins dans ses dispositions législatives que dans l'esprit qui l'anime. La pensée de Léon III et de ses partisans survécut à l'échec apparent que son œuvre avait éprouvé. Les classes supérieures, ecclésiastiques et politiques, qui avaient fait la révolution du huitième siècle, finirent par accorder des concessions aux classes inférieures; elles abaissèrent le drapeau que les iconomaques avaient arboré; mais, comme elles tenaient toujours le gouvernail, elles ne cessèrent de suivre plus ou moins la voie dans laquelle le pays avait été engagé. Quelques parties même de la législation précédente furent entièrement sauvées : le LIII^e livre des *Basilica* admit le Code maritime des iconomaques, et le livre LX^e leur Code pénal. D'autres innovations, il est vrai, périrent entièrement.

Les rapports établis entre les époux, entre les parents et les enfants furent remplacés, avec quelques modifications, par le Code de Justinien. Quels que fussent cependant les inconvénients de ces dispositions remises en vigueur, ils n'étaient pas de ceux qui empêchent la renaissance politique d'un État. A ce point de vue, ce qui importait le plus, c'était l'idée juste du respect accordé aux images, la diminution du nombre des couvents, la suppression du servage et l'instruction laïque.

Les images furent rétablies dans les églises ; mais nous avons vu comment le patriarche Tarase avait formulé le décret concernant leur restauration. Le septième concile œcuménique défendit d'une manière formelle l'adoration de ces objets du culte ; il déclara qu'ils ne servaient qu'à rappeler le souvenir des réalités qu'ils représentaient ; il autorisa quelques marques de vénération, mais il les borna à quatre : le baiser, la salutation, l'offrande de l'encens et du cierge. En faisant cette concession aux pratiques du passé, il déclara clairement que c'était là un usage et non un devoir imposé par l'Église. Non-seulement ce décret n'avait rien que de rationnel, mais il donnait la solution la plus plausible du débat. L'avenir dépendait de l'instruction publique et de l'éducation des familles. Néanmoins, après le décret du septième concile, tout enseignement, toute doctrine contraire ne pouvait qu'être regardée comme hostile à l'une des lois fondamentales de l'Église.

Les couvents supprimés furent aussi relevés ; on en bâtit même de nouveaux dans cet emportement qui est

inséparable des premiers jours de toute restauration ; mais on ne tarda pas à entourer d'obstacles le développement illimité de la vie monacale. Le concile réuni en 861 sous la présidence de Photius, prescrivit, entre autres choses, que de nouveaux couvents ne seraient point fondés sans l'autorisation préalable de l'évêque du diocèse, que leurs fondateurs ne pourraient ni se nommer supérieurs, ni en nommer d'autres à leur place sans le consentement de l'évêque ; que les évêques ne pourraient élever de couvents aux frais de leurs églises ; que nul ne pourrait entrer dans les ordres par l'effet de sa seule volonté, sans la présence de celui qui a autorité pour recevoir ses vœux. Cent ans après, l'empereur Jean Zimiscès défendit de consacrer aux couvents, aux métropoles, aux évêques, aux établissements hospitaliers des champs ou des maisons, excepté dans le cas où ces fondations ne posséderaient aucun immeuble ; dans aucune circonstance la donation ne pouvait se faire sans autorisation impériale. Il défendit aussi la fondation de nouveaux couvents, établissements hospitaliers ou asiles pour la vieillesse, en déclarant que les hommes pieux et charitables devaient venir plutôt au secours des indigents, ou tout au plus des établissements hospitaliers déjà existants et qui étaient privés de ressources. N'oublions pas non plus de faire remarquer que, dans l'intervalle écoulé entre le patriarcat de Photius et le règne de l'empereur Jean, un autre empereur, Romain Lécapène, défendit à tout petit propriétaire qui entretrait dans les ordres de consacrer ses biens au couvent.

Le LV^e livre des *Basilica*, qui traite des classes agricoles, et qui ne nous est parvenu que dans un texte tronqué et peu authentique, semble être une simple reproduction du Code de Justinien. Il n'en résulte pas que ses dispositions aient été remises réellement en vigueur ; nous pourrions citer beaucoup de textes anciens qui ont passé dans la législation macédonienne comme traditions historiques plutôt que comme prescriptions positives. Le paragraphe 1, titre VI, livre II des *Basilica* déclare hautement, par exemple, que « l'empereur n'est pas soumis aux lois. » Le paragraphe 2 dit aussi : « *Quod principi placuerit lex est.* » Cette clause était vraie sous l'empire romain ; les empereurs d'alors foulaient aux pieds toutes les lois divines et humaines et se faisaient défier de leur vivant ; mais elle était loin d'avoir un sens pratique au neuvième siècle. Le législateur des *Basilica* promulgua lui-même l'*Epanagogue de la loi*, qui prescrivait, au paragraphe 4, titre II, que « l'empereur est tenu de respecter et de soutenir l'Écriture sainte et les décrets des sept conciles œcuméniques ainsi que les *lois romaines* ». On connaît d'ailleurs l'interprétation donnée par le patriarche Nicolas le mystique sur le pouvoir impérial. Après avoir fait tous ses efforts pour empêcher l'empereur Léon VI, fils et successeur de Basile le Macédonien, de convoler en quatrièmes noces contrairement aux lois de l'Église et de l'État, ce patriarche lui interdit la communion de l'Église. Expliquant cette résolution, il dit que l'empereur est qualifié de loi non écrite « non pour faire tout ce qui lui plaît, mais pour

inspirer dans toute sa conduite le respect dû à la loi positive ». A ceux qui prétendaient qu' « il fallait céder au désir de l'empereur demandant une quatrième femme », il répondit que la monarchie est en effet une grande chose, qu'il faut se soumettre à son pouvoir et ne pas s'opposer à ses ordres, mais seulement lorsqu'on y voit briller la dignité souveraine. L'empereur donne-t-il un ordre conforme à la justice ? c'est là réellement un ordre impérial. Mais si, cédant aux suggestions de l'esprit malin, il voulait nous imposer une volonté contraire au service de Dieu, cette volonté dépasserait les bornes de son pouvoir légal ; loin de nous y soumettre, nous devrions la traiter comme l'œuvre impie d'un homme impie. » Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que les légats de l'évêque de Rome s'efforcèrent en vain de dissuader le patriarche de son opposition. Et cependant on n'a jamais cessé de croire, en occident, à la prétendue servilité de l'Église grecque. Mais revenons à la question agricole.

Dans les *Basilica* il est souvent question de serfs, quoique plusieurs circonstances nous confirment dans l'opinion que cette classe d'hommes n'existait plus en orient. La *Pira*, sorte de jurisprudence rédigée au onzième siècle, ne parle guère de servage ; d'un autre côté, les nombreux manuscrits postérieurs du *Code rural* et son annexion au *Manuel d'Arménopoulo* prouvent que ce code continuait à être regardé comme une source pratique du droit. D'ailleurs une foule d'autres dispositions témoignent de la sollicitude que l'on ne cessait alors de montrer pour le sort des agriculteurs. Sous le règne de

Romain Lécapène, les hommes riches et puissants des provinces, profitant d'une disette qui avait désolé l'empire, se mirent à acheter à vil prix les propriétés des petits cultivateurs. « Plusieurs ont exploité la misère, disait l'empereur; au lieu de se montrer humains, charitables et honnêtes envers les malheureux, ils les ont dépossédés de leurs biens contre un peu d'or, d'argent, de blé ou de quelque autre denrée. » Et il ajoutait que « c'était là un renversement complet des choses établies, les puissants ayant enlevé de nombreuses terres à leurs propriétaires, qu'ils avaient ainsi réduits à une extrême misère. » Pour faire cesser cette nouvelle espèce de servage et pour remédier au mal déjà fait, Romain Lécapène (922-924), Constantin Porphyrogénète (947), Romain le Jeune (952-963), et principalement les grands empereurs Nicéphore Phocas (964 et 967) et Basile II (988 et 996) promulguèrent plusieurs décrets : il fut prescrit, entre autres choses, que les puissants ne pouvaient acquérir ni un champ ni une ferme de quelque manière que ce fût; qu'ils devaient rendre les immeubles acquis au mépris de cette loi à leurs anciens propriétaires ou à leurs parents ou, à leur défaut, aux tenanciers actuels de la ferme ou du champ; il ne leur était dû aucune indemnité pour les améliorations qu'ils y avaient apportées; ils devaient même en outre payer au fisc la valeur de l'immeuble ou subir une peine proportionnée à cette amende. Certes, la loi était draconienne; mais elle prouve combien était efficace la protection que la dynastie macédonienne n'avait cessé

d'accorder aux petits agriculteurs. Leur prospérité a été l'un des premiers soucis de l'hellénisme réformé du moyen âge.

Un fait non moins considérable, c'est que l'instruction publique ne fut plus enlevée aux laïques pour être remise entre les mains des moines. Bardas, frère de Théodora, qui contribua plus que tout autre à la suppression de la Réforme, fut pourtant l'un des partisans les plus zélés du libre développement de l'intelligence. Profitant du mouvement intellectuel que l'ancien ordre de choses avait laissé après lui, il réorganisa l'école supérieure du palais de Magnaure : il y mit une libéralité royale et un esprit qui aurait fait honneur aux plus illustres représentants de la Réforme. Il plaça à la tête de cette école le célèbre Léon, archevêque de Thessalonique sous la Réformation. Léon s'était démis de cette dignité après le rétablissement des images. Bardas ne le persécuta point pour ses précédents ; au contraire, malgré les liens de parenté qui l'unissaient au patriarche Jean Grammaticus, il lui confia la direction de cette école supérieure, où il enseignait la philosophie et les mathématiques. Théodore, élève de Léon, fut nommé professeur de géométrie ; Théodège enseignait l'astronomie, et Cométas, la littérature grecque. Les professeurs étaient largement rétribués par le gouvernement. Les étudiants étaient admis gratuitement aux cours. Les plus studieux et les mieux doués recevaient toutes sortes d'encouragements de Bardas, qui prenait plaisir à surveiller lui-même leurs progrès. Plus tard, vers le milieu du siècle suivant, nous trouvons cette

académie florissante encore sous le règne de Constantin Porphyrogénète. La philosophie y était professée par le protospathaire Constantin ; Alexandre, métropolitain de Nicée, enseignait la rhétorique ; Nicéphore, beau-frère de Théophile l'Érotique, préfet de la ville, occupait la chaire de géométrie, et Grégoire, le secrétaire, celle d'astronomie. L'empereur donnait tous ses soins à cet établissement, d'où sortaient les hommes appelés aux plus hautes fonctions civiles, judiciaires et ecclésiastiques de l'État.

Mais c'est surtout dans les sentiments et dans la pensée de cette époque qu'il faut chercher l'influence de l'esprit libéral qui continua à dominer après l'abolition officielle de la réforme. Photius en est le premier et le plus brillant exemple. A la vérité, au concile de 861, il avait sanctionné les décisions prises contre les iconoclastes ; mais il fit paraître dans ses paroles et souvent dans ses actes les idées généreuses qu'il avait puisées aux écoles laïques. Nous venons de dire ses efforts pour limiter les abus de la vie monacale. Ses sermons, ses lettres, ses discours, témoignent encore plus de l'indépendance de ses opinions. Un tremblement de terre secoua Constantinople dans les premiers jours d'août 861 et se renouvela durant quarante jours ; le peuple attribua ce sinistre à la déposition du patriarche Ignace, défenseur ardent de l'ordre monacal. Photius n'hésita pas à déclarer du haut de la chaire que les tremblements de terre, produits par des causes naturelles, n'ont aucun rapport avec les actions des hommes. « Les tremblements de

terre, dit-il avec un ton de légère ironie, ne sont pas causés par l'abondance des péchés, mais par l'abondance des eaux. » Un jour, il cita la doctrine de Platon sur les deux âmes, l'une divine, l'autre périssable, et il enseigna que c'est par cette dernière que nous péchons, tandis que l'autre, intelligente et immortelle, conserve toujours la pureté du principe suprême dont elle est la plus noble émanation. Nous ignorons si ces théories pouvaient agir sur l'esprit de la foule. Mais on prétend que le passage du sermon de Photius sur la dualité de l'âme donna lieu à une réclamation qui caractérise l'esprit caustique des habitants de Constantinople. On raconte, en effet, que de ce jour les ouvriers de la capitale commencèrent à demander une double ration de vivres en disant « qu'ils ne croyaient jusque alors avoir qu'une âme, pour laquelle ils recevaient deux muids par mois ; maintenant que chacun de nous, comme l'enseigne publiquement le patriarche, a deux âmes, il nous faut nécessairement deux autres muids pour les nourrir. »

La lettre de Photius au philosophe Léon n'est pas moins remarquable ; on y voit que l'esprit d'examen ne s'arrêtait pas devant le texte de l'Écriture sainte et que Photius n'entendait pas interdire d'une manière absolue la critique de ce texte. Qui ne se souvient aussi de l'épître qu'il adressa au pape Nicolas sur le concile convoqué en 86 ? Il y posait ce principe que, si les dogmes fondamentaux sont obligatoires pour tout le monde, il est des points secondaires sur lesquels on peut différer d'opinion sans cesser d'être chrétiens. Ce principe du célèbre pa-

triarche est d'autant mieux fondé, que l'union des Églises chrétiennes, si elle se réalisait jamais, ne pourrait se consolider que sur cette base, car l'assimilation complète est impossible à obtenir. Jamais Photius ne daigna exploiter les préjugés populaires. En 869 fut convoqué ce fameux concile qui excommunia Photius et ses partisans, comme le concile de 861 avait condamné et déposé Ignace. La lutte entre ces deux hommes n'était pas personnelle ; elle représentait l'antagonisme des deux principes qui survécurent à la suppression de la Réforme et qui triomphèrent tour à tour jusqu'à ce que l'un d'eux, le plus judicieux, l'emportât définitivement. Photius était le mandataire de cette classe d'hommes qui, tout en acceptant la restauration, avait conservé l'esprit de la Réforme, même en ce qui concerne les questions ecclésiastiques. Ignace était le porte-drapeau de la foule, dévouée à l'ancien ordre de choses, à ses préjugés et à ses abus. En 869, Ignace l'emporta un moment sur son adversaire. Peu de temps avant la convocation du concile et pendant qu'il était encore en session, des phénomènes funestes se produisirent à Constantinople. Un violent tremblement de terre renversa beaucoup d'églises, de maisons, de portiques, et détruisit nombre d'hommes et d'animaux : un ouragan causa de grands malheurs et tordit *comme un parchemin* le toit de plomb du palais patriarcal. Huit années auparavant, comme nous l'avons dit, un tremblement de terre avait éprouvé Constantinople : les Ignatiens n'avaient pas hésité à y voir la colère du ciel, irrité de la persécution dont leur chef était l'ob-

jet. A leur tour les désastres de 869 furent attribués à la disgrâce de Photius. Plusieurs de ses adhérents voulurent profiter de ce sinistre pour effrayer la multitude et gagner ses sympathies en faveur du patriarche déchu. Mais Photius, qui en 861 avait expliqué les tremblements de terre par des causes naturelles, ne se laissa pas persuader et ne voulut pas employer cette arme à son profit. Un ancien ami, Grégoire Asbestas, tombé et exilé avec lui, l'engageait à prendre à cette occasion sa revanche; Photius lui écrivit : « Pour moi, je ne dirai jamais que la capitale a été frappée par ce châtiment à cause de l'injustice dont nous avons été victimes; j'engage Votre Grandeur à ne pas donner une pareille interprétation de ce phénomène naturel. »

L'esprit sain et net de Photius ne fut pas une exception. Un monument remarquable de la seconde moitié du dixième siècle prouve que ce maître laissa après lui des disciples de plus en plus hardis. Pendant longtemps on attribua à Lucien, le plus spirituel des ennemis de l'ancienne religion, le dialogue intitulé : *Apprentissage d'un patriote*. Les critiques modernes, M. Haase le premier, ont fini par reconnaître que ce dialogue a été composé sous l'empereur Nicéphore Phocas. Il y avait donc à Constantinople, au dixième siècle, des écrivains qui, pour leur style, leur raison ingénieuse et leur fermeté d'âme, pouvaient être confondus avec l'un des meilleurs représentants de l'ancien hellénisme. En effet, si l'auteur, dont nous ignorons malheureusement le nom, n'est pas l'émule de Lucien, il a su du moins

l'imiter avec tant de bonheur qu'on a pu ranger son livre parmi ceux du philosophe de Samosate. Si sa diction n'est pas toujours pure, sa manière de penser est toujours hellénique. Quelle différence entre le mauvais goût des chroniqueurs de l'ordre monacal et la finesse, l'élégance de l'*Apprentissage d'un patriote*, entre la platitude des dévouements, la grossièreté des antipathies des premiers et le sentiment viril avec lequel l'auteur du dialogue apprécie les exploits de l'empereur ! On rencontre chez lui jusqu'à ce nom de *patrie* qui a si rarement retenti chez nous au moyen âge.

Il peint la satisfaction des honnêtes gens à la vue des exploits de Nicéphore ; il raille les partisans de l'ancien régime, qui savaient le pouvoir impérial, répandaient dans la populace des oracles sur sa chute prochaine et promettaient l'avènement de l'âge d'or. Les principaux interlocuteurs sont au nombre de deux, Triéphôn et Critias ; le troisième, Critolaos, ne paraît qu'à la fin pour annoncer de nouvelles victoires du chef de l'État. Critias semble être un païen ; l'auteur, qui est chrétien, parle évidemment par la bouche de Triéphôn. Il prête cependant à Critias des phrases d'une amère ironie contre le Dieu en trois personnes des chrétiens : ainsi, quand Triéphôn jure « par le Dieu du ciel, le fils du père, l'esprit procédant du père, un en trois et trois en un, » Critias lui fait observer qu'il compte à la manière de Nicomaque de Gêrasa, en disant des choses incompréhensibles : « un fait trois, trois font un. » « Entendrais-tu par là, continue-t-il, la *tetractys* de Pytha-

gore, ou son *ogdoade*, ou sa *triacade*? » Triéphon lui répond qu'il ne faut pas mêler à ces questions la science terrestre, qu'il ne s'agit pas de mesurer « le saut des puces », mais qu'il va lui enseigner ce que c'est que le grand tout, et celui qui fut avant toutes choses, et le système de l'univers. Après avoir réfuté les croyances de Critias, il finit par lui faire rendre les armes : admettant le dogme de la Trinité, Critias convient qu'au contraire de Niobé, de rocher il est devenu homme. Alors Critias lui fait part des récits monstrueux et sinistres qu'il a entendus de la bouche des moines sur l'ordre de choses établi. Mais pendant qu'ils s'entretenaient encore de ces niaiseries, Critolaos vient annoncer les nouveaux exploits de l'empereur. Triéphon exprime la joie de tous et leurs patriotiques espérances : « Nous qui avons trouvé et adoré le Dieu inconnu à Athènes, levons les mains vers le ciel pour le remercier d'avoir daigné nous faire naître sujets de cet empire ; laissons babiller les autres, bornons-nous à dire d'eux selon le proverbe : « Peu importe à Hippoclide. »

Les historiens de cette période, Jean Skylitsés, Léon le diacre, sont aussi, par leur style, leur exactitude, la vivacité de leur récit et leur indépendance de jugement, de beaucoup supérieurs à tous les chroniqueurs venus après Procope et Agathias. Il est regrettable que toutes les œuvres des défenseurs de la Réforme, que toutes les productions intellectuelles dues à cette révolution ne soient pas arrivées jusqu'à nous ; nous aurions aujourd'hui bien d'autres preuves des fruits que porta le nouveau

système d'éducation introduit par Léon V, bien des témoignages de cette *transformation de toutes choses* dont l'image remplissait d'épouvante le chef de l'ordre monacal Théodore le Studite. Presque tout a péri ; un seul petit poëme, publié pour la première fois par Boissonnade dans les commentaires du sophiste païen Eunapius, prouve combien les appréhensions du Studite étaient fondées. Ce poëme, que Voltaire n'aurait pas renié, raille amèrement les divers abus du commerce des saintes reliques. D'ailleurs ces productions de l'esprit ne furent pas l'apanage exclusif des classes supérieures ou éclairées de la nation. D'heureuses découvertes, faites à Trébisonde et en Chypre, ont mis dernièrement au jour des chants populaires qui se rapportent à cette époque. Ces chants n'ont pas retenti sur les montagnes de la Roumélie et du Péloponèse comme ceux des klephtes, qui depuis le seizième siècle sont si étroitement liés à la renaissance politique de la nation. La poésie populaire du dixième siècle est née en Asie Mineure, alors le plus hellénique des pays grecs. Là furent chantés par le peuple les exploits des Digénis, des Philopappos, des Théophylacte, des Léandre, des Joannikios, des Kinnamos, des Porphyre et de mille autres héros nationaux contre les mahométans. Ces vaillants hommes devaient trouver plus tard des successeurs et des émules dans les Malamos, les Démos, les Boukouvala, les Papathymios, dont aucun Hellène n'ignore les noms. Ces chansons, monuments précieux de notre histoire au moyen âge, prouvent que la langue du peuple était alors capable de cette

mâle poésie qui est le plus sûr indice des sentiments nationaux. Elles prouvent aussi que la lutte soutenue aujourd'hui en Europe par les Grecs contre le mahométisme a ses racines dans celles du dixième siècle en Asie Mineure ; enfin que la révolution morale, attestée par les œuvres des classes supérieures, pénétrait jusqu'aux couches les plus profondes de la nation. En parlant de cette renaissance, je ne veux pas dire qu'il n'y eut plus de préjugés ni de faiblesses. Par un hasard singulier, au lendemain même de la suppression officielle de la Réforme, le trône fut occupé par Michel III, fils de Théophile et de Théodora : il fait contraste avec les physionomies loyales et nobles des empereurs précédents. Ses vices ont été peut-être exagérés par les chroniqueurs de la dynastie macédonienne ; mais sa vie n'a certainement pas été un tissu de belles actions. Les empereurs de cette dynastie eux-mêmes, pour nous borner aux représentants suprêmes de la société, firent parfois preuve d'une grande faiblesse. Toutefois on ne peut nier que, si l'hellénisme au moyen âge conserva encore des traces de sa précédente défaillance, son génie et son intelligence s'affermirent depuis lors d'une manière étonnante. C'est ce que prouve le mouvement intellectuel du temps, et surtout la force politique, la grandeur où nous le voyons arriver à cette époque.

Les fréquents changements d'empereur et les révolutions violentes qui les accompagnaient avaient souvent compromis l'existence même de l'empire aux siècles précédents. Sous la dynastie macédonienne, le maintien

de l'autorité suprême dans une même famille, son transfert pacifique et héréditaire furent assurés d'une façon qui peut sembler singulière, mais qui donna à l'État une stabilité effective. Toutes les fois que les successeurs légitimes, mineurs ou incapables, ne suffisaient pas à leur tâche, des hommes plus ou moins éminents, distingués surtout pour leurs exploits militaires, devaient exercer le pouvoir suprême, placés à côté du souverain et portant le même titre que lui. Ainsi l'amiral Romain Lécapène régna conjointement avec Constantin Porphyrogénète. Les généraux Nicéphore, Phocas et Jean Zimiscès furent revêtus successivement de la dignité impériale à l'époque de la minorité des deux petits-fils de Porphyrogénète. D'autres personnages moins célèbres furent également élevés à l'empire vers les derniers temps de la dynastie macédonienne. Ce mécanisme n'était pas sans inconvénients; l'ambition de l'associé pouvait préparer plutôt que prévenir la chute de la dynastie. Tout dépendait de l'opinion publique : elle fut assez vigilante et assez forte pour ne jamais permettre le renversement de l'ordre de succession. Citons un exemple. Romain Lécapène avait eu la prévoyance de marier sa fille Hélène avec Constantin Porphyrogénète ; il en profita pour prolonger sa tutelle bien au delà de la majorité de son gendre. Non content de cet avantage, il associa au trône ses trois fils ; il humilia l'empereur légitime en le faisant descendre au troisième rang dans les acclamations publiques ; il s'empara du trône patriarcal en y installant son fils cadet Théophylacte ; il révoqua

de sa dignité de commandant en chef des légions d'orient l'illustre Jean Courcouas, malgré les services qu'il avait rendus au pays pendant vingt-cinq ans, et il le remplaça par un homme médiocre. Il fut évident que sa position devenait menaçante pour l'héritier légitime. Alors les généraux de l'empire, Phocas, Tornice, Arghiros, Pétilos, crurent devoir limiter cette ambition grandissante. Ils forcèrent Lécapène et ses fils à céder le pouvoir impérial à son véritable possesseur. Un siècle après, le mari de l'impératrice Zoé, Michel V, tenta de se substituer à elle : il l'envoya dans l'île des Princes, et donna l'ordre qu'elle fût rasée et faite religieuse ; alors les dèmes de Constantinople firent entendre ces cris : « Nous ne voulons pas de cet empereur, nous voulons notre mère Zoé, l'héritière de nos souverains. » Michel V résista d'abord ; il fut enfin forcé de se retirer au couvent de Studius et d'abandonner le pouvoir à ce faible rejeton de la race macédonienne. Un peu plus tard, le troisième mari de Zoé, Constantin Monomaque, entretenait des relations tellement scandaleuses avec la sœur du général Scléros, qu'on l'accusa dans le peuple de vouloir se débarrasser de sa femme et faire monter sa maîtresse sur le trône. Un jour, Constantin se rend à une fête religieuse ; à sa vue la foule s'écrie : « Nous ne voulons pas de *Scléréna* pour impératrice, nous ne permettrons pas qu'on mette à mort nos mères les impératrices Zoé et Théodora. » C'est ainsi que, l'hérédité s'associant à l'élection, on parvint à maintenir sur le trône la famille de Basile pendant deux cents ans. Elle

dut ce bonheur surtout au dévouement des dèmes de Constantinople. Arrêtée par cet obstacle, l'ambition des grandes familles militaires se contentait des faveurs par lesquelles on récompensait leurs services ; elles se pressaient autour du trône qu'elles ne pouvaient s'approprier, et formaient cette brillante aristocratie des Phocas, des Courcouas, des Scléros, des Maniaces, de Kécaymènes, des Paléologues, des Vranas, qui fut pendant deux siècles entiers le soutien et la gloire de l'hellénisme au moyen âge.

L'exploit le plus signalé de cette période fut la reprise de plusieurs contrées enlevées à l'empire par les Slaves et les Bulgares au nord, par les mahométans au midi. C'était une question capitale pour les destinées de la race grecque. Les Slaves et les Bulgares, qui s'étaient emparés des provinces situées au nord des Balkans et du Scardus, avaient déjà commencé à envoyer des colonies en Thrace, en Macédoine, en Epire et plus au sud encore. Dès 659, on voit des tribus slaves établies aux environs de Thessalonique ; un peu plus tard on les trouve en Thessalie près du golfe de Volo et en Epire près de Vonitza. Cette émigration était facilitée par la dépopulation que nous avons constatée plus haut et qui s'était produite dans les trois siècles qui précédèrent l'ère chrétienne et dans les trois qui la suivirent.

Le mal augmenta encore au quatrième, au cinquième et au sixième siècle de notre ère. Vers la fin du quatrième siècle, les Goths, sous Alaric, envahirent la Macédoine et la Thessalie, détruisant tout sur leur passage. De la Thessalie ils s'étendirent sur les

contrées situées au sud des Thermopyles, en Attique, en Locride, en Phocide, en Béotie et jusque dans le Péloponèse oriental. Les hommes étaient massacrés, les femmes et les enfants enlevés en masse. La catastrophe fut telle que, cinquante ans après, Zosime affirme qu'on en voyait encore les traces. Au cinquième siècle les invasions désastreuses des Huns ne se bornèrent pas à ravager les campagnes ; soixante-dix villes, grandes ou petites, furent, à ce qu'on affirme, détruites par ces barbares. Ils ne descendirent pas au-dessous de la Macédoine, mais ils ravagèrent de nouveau cette province, ainsi que la Thrace. Enfin il y eut accumulation de malheurs au sixième siècle : des tremblements de terre épouvantables, une famine et une peste affreuse s'ajoutèrent aux premières irruptions des Slaves. Tout en faisant la part de l'exagération évidente dans laquelle sont tombés les historiens de ce temps, et notamment Procope, chaque fois qu'ils parlent de la perte d'hommes survenue alors en Macédoine, dans l'Illyrie hellénique, en Epire, en Thessalie et dans les provinces de la Grèce proprement dite, il reste toujours acquis que la population fut affreusement décimée. Aussi les envahisseurs du septième siècle trouvèrent-ils souvent des contrées désertes, où ils s'établirent sans rencontrer de résistance. D'un autre côté, la Crète, conquise en 823 par les Arabes et restée pendant un siècle et demi sous leur domination, vit plusieurs de ses habitants embrasser le mahométisme ; une altération se produisit dans le caractère de la population indigène. Il en fut de même

en Chypre, dans les provinces méridionales de l'Asie Mineure et dans la Syrie septentrionale, conquise par les Arabes au septième et au huitième siècle. Le danger fut donc grand de tous côtés : il fallut, pour le conjurer, une action prompte et efficace du pouvoir central. Si l'œuvre a été accomplie sous la dynastie macédonienne, on avait fait déjà bien des efforts auparavant pour atteindre ce but.

Les luttes militaires des Grecs au moyen âge pour sauver les foyers de l'hellénisme antique, commencèrent au septième siècle même. Les Slaves de la Thrace et de la Macédoine furent d'abord attaqués sous Constantin, sous Constantin Pogonat, sous Justinien II, qui, ayant fait de soixante à soixante-dix mille prisonniers aux environs de Thessalonique, en établit une moitié dans les montagnes et les défilés du Strymon et le reste en Asie. Parmi ces derniers, vingt mille passèrent bientôt aux Arabes ; les autres furent détruits, dans la crainte qu'ils n'imitassent cet exemple. Malgré tous ces désastres, les Slaves de la Macédoine ne cessèrent de se révolter au siècle suivant et de piller les indigènes : ils agissaient maintenant de concert avec les Bulgares. Constantin V les vainquit, en réduisit beaucoup en esclavage et força les autres à se soumettre. Les Sacoulates ou Sagoudates et d'autres se soulevèrent encore sous Michel III. Mais, réprimés de nouveau, ils envoyèrent à Constantinople des agents pour implorer leur pardon. L'empereur les reçut dans la salle appelée Chrysotricline, assis sur son trône, revêtu de sa longue robe

de pourpre, nommée *sagion*, dont la bordure d'or était ornée de perles ; il portait une couronne, appelée *sarikion*, ornée de pierres précieuses. Un des officiers d'ordonnance, le bâton d'or à la main, fit venir d'abord les Sacoulates ; ils entrèrent avec le logothète, et sortirent après s'être entretenus avec l'empereur par son intermédiaire. Les envoyés des autres Slaves des environs de Thessalonique furent introduits de la même manière. A la fin de l'audience, l'empereur donna à chacun d'eux un manteau comme à ses sujets. De cette description de Constantin Porphyrogénète, il résulte que Michel fut plus bienveillant pour les Slaves des plaines de la Macédoine que pour les Sacoulates, qui habitaient les districts les plus septentrionaux de cette province. Depuis lors cependant jusqu'au dixième siècle tous restèrent fidèles à l'empire. Jean Caméniate dit, en racontant la prise de Thessalonique par les Arabes en 904, que les Drougouvites et les Sacoulates payaient l'impôt au commandant de cette place, tandis que les autres Slaves le versaient au commandant du Strymon. Ils étaient tous d'habiles archers, et la force de leurs traits passait pour irrésistible. Au septième siècle, plusieurs avaient, de concert avec les Arabes, attaqué Thessalonique ; maintenant ils accouraient au secours de cette même ville assiégée par ces mêmes Arabes.

Les entreprises contre les Slaves établis plus au sud commencèrent plus tard ; ces contrées n'avaient été occupées qu'au huitième siècle. Sous Irène, l'eunuque Stavrace, qui, comme on l'a vu, ne fut pas très-heureux

dans sa guerre contre les Arabes, descendit en Thessalie et en Grèce à la tête d'une puissante armée, soumit les Slaves qui s'y étaient récemment établis, et leur imposa un tribut. Il entra aussi dans le Péloponèse et en ramena beaucoup d'esclaves et un grand butin à Constantinople. Ce châtement n'empêcha pas les Slaves du Péloponèse de se révolter environ vingt ans après, en 807, sous l'empereur Nicéphore. Ils essayèrent d'abord de s'emparer des propriétés des Grecs, γῶν Γραικῶν, comme Porphyrogénète appelle les indigènes du Péloponèse, et de les piller. Puis ils attaquèrent la ville de Patras, ruinèrent les plaines des environs et assiégèrent la ville même par terre et par mer, avec l'aide des mahométans venus de l'Afrique et de la Syrie. Les Slaves méridionaux, qui ne pouvaient se concerter avec les Bulgares établis trop loin, et qui n'avaient pas de marine, s'alliaient souvent, on l'a déjà vu, aux Arabes. Le siège de Patras fut poursuivi jusqu'à ce que les habitants eussent complètement battu les ennemis dans une sortie. Tous ceux qui prirent part à cette révolte, leurs femmes, leurs enfants, leurs biens meubles et immeubles furent consacrés à l'église de l'apôtre André, patron de la ville. Mais ce désastre ne corrigea pas les autres Slaves du Péloponèse. Ils se soulevèrent quarante ans après, ravageant les campagnes et menaçant les villes. Théoctiste Bryennius, nommé général de la péninsule, y entra en 849 à la tête des légions de la Thrace, de la Macédoine et des autres thèmes d'Europe, et dompta les rebelles. Deux tribus, les Milengues et les

Ézérîtes, qui habitaient les pentchants inaccessibles du Taygète, alors nommé Pentadactyle, échappèrent seules à une soumission complète, mais consentirent à payer un tribut de 5,000 francs environ. La difficulté d'enlever leurs positions, attaquables d'un seul côté, dicta sans doute ces ménagements à Théoctiste. En effet, les habitants de la Laconie méridionale, connue dès lors sous le nom de Mane ou Maïne (Magne), tenaient encore à l'ancienne religion ; l'évangile avait tardé à se répandre vers les extrémités de la péninsule. Ce n'est qu'à la fin du neuvième siècle, sous Basile le Macédonien, que les Maïnotes reçurent le baptême. Ils étaient peu dévoués à l'empire de Constantinople. S'ils n'ont pas secouru les Milengues et les Ézérîtes, ils n'étaient probablement pas non plus désireux de contribuer à les isoler complètement. Aussi bien quand, au commencement du siècle suivant, les Milengues et les Ézérîtes entreprirent de se rendre tout à fait indépendants, ils subirent une défaite complète. Le général du Péloponèse, Jean Protévon, fit savoir en 921 à l'empereur Romain que ces tribus n'acceptaient pas le gouverneur nommé par lui, qu'elles refusaient le service militaire et qu'elles ne voulaient pas payer le tribut. Avant que cette nouvelle parvint à Constantinople, on avait nommé un nouveau général, Crinite Arotas, qui reçut l'ordre de soumettre les rebelles. Il les attaqua au mois de mars, détruisit leurs moissons, ravagea leurs campagnes jusqu'au mois de novembre et les força à demander leur pardon. En réponse, le général Crinite décupla le tribut des Milengues, qu'il porta de 60 à

600 pièces d'or, et doubla celui des Ézérites, porté de 300 à 600 ; il fit recouvrer et verser aussitôt ces sommes à la caisse impériale. Il est vrai que, peu après, l'empereur Romain, à la prière des vaincus, leur délivra un chrysobule ramenant le tribut à ce qu'il était avant la guerre. Cette concession doit être attribuée au soulèvement de plusieurs chefs indigènes du Péloponèse, qui eut lieu dans l'intervalle. D'autres Slaves, venus de dehors, ayant attaqué en même temps ce thème, les Ézérites et les Milengues profitèrent de cette situation pour demander la réduction du tribut. L'empereur ne céda donc pas à une nouvelle révolte, mais à la crainte que leur union avec les rebelles indigènes et les Slaves étrangers n'amenât une ruine complète de la péninsule.

Ces révoltes n'étaient pas isolées. La plupart, on l'a vu, avaient lieu de concert avec les Bulgares et les mahométans. Mais, à l'exception des Slaves de la partie la plus septentrionale de la Macédoine, ralliés de bonne heure au royaume bulgare, les autres, depuis longtemps sujets de l'empereur, se révoltaient comme simples auxiliaires de ses ennemis du dehors.

Au dixième siècle, la lutte changea de caractère. Les Bulgares visèrent, sous Siméon, à une véritable conquête des contrées méridionales ; ils s'emparèrent, entre autres pays, de Nicopolis. Mais leur grandeur fut éphémère. Après la mort de Siméon, le royaume bulgare fut humilié sous Constantin Porphyrogénète ; peu après, l'empereur Jean Zimiscés battit complètement ces ennemis et les Russes leurs alliés, et réduisit la Bulgarie elle-

même en province de l'empire. Toutefois, les Bulgares se soulevèrent de nouveau en 976, sous leur puissant souverain Samuel. Alors commença cette lutte mémorable de Basile II, qui devait abattre pour toujours les prétentions extravagantes des Bulgares et délivrer l'hellénisme de tout danger de ce côté.

Samuel entreprit de soumettre, et il y parvint pendant quelques années, la plupart des provinces européennes de l'empire. Il se dirigea d'abord vers l'occident et transporta sa capitale à Prespa, près du lac d'Ochrida. Puis il se rendit maître de la Macédoine moins Thessalonique, et de l'Épire moins Nicopolis. Samuel envahit ensuite la Thessalie, s'empara de Larissa et transporta une partie des habitants dans l'intérieur de la Bulgarie. D'autres furent enrôlés dans l'armée. De la Thessalie le hardi aventurier entra dans la Grèce proprement dite et menaça le Péloponèse. Il se préparait déjà à attaquer Corinthe, lorsqu'il se vit forcé de reculer vers le nord à la nouvelle que l'empereur marchait contre Sophia. Cette première expédition de Basile échoua malheureusement. Occupé ailleurs par d'autres ennemis, il ne put, pendant plusieurs années, reprendre sérieusement la lutte contre les Bulgares. Samuel, profitant de ces difficultés, poursuivit l'exécution de son projet, et tenta, en 895, de s'emparer de Thessalonique. A son approche, le général Grégoire Taronite sortit du chef-lieu de la Macédoine et alla à sa rencontre, après avoir envoyé son fils Asôtès à la découverte. Celui-ci attaqua d'abord l'avant-garde, qu'il mit en déroute, puis tomba dans une embuscade et fut

fait prisonnier. Grégoire accourut au secours de son fils ; mais, cerné à son tour par les Bulgares, il tomba sur le champ de bataille. Malgré cet exploit, Samuel voyait bien qu'il perdrait son temps à assiéger Thessalonique. Il se porta vers les contrées les plus méridionales, dont quelques-unes, le Péloponèse notamment, reconnaissaient encore la souveraineté de Constantinople. Traversant la vallée de Tempé et le Pénée, il entra dans la Thessalie, la Béotie, l'Attique, le Péloponèse même, par l'isthme de Corinthe, mettant tout à feu et à sang. Toute la partie européenne de l'empire semblait destinée à subir la domination bulgare. On disait que des personnages considérables du Péloponèse, de Thessalonique et d'Andrinople favorisaient la marche des ennemis. Dans le Péloponèse, Jean Malacène de Lacédémone, renommé par sa naissance et par sa sagesse, fut accusé du crime de haute trahison et emmené à Constantinople. On dut en faire autant pour le magistre Vôvos, un des habitants les plus considérables de Thessalonique, accusé également de connivence avec les Bulgares ; il fut exilé en Asie Mineure. Quelques primats d'Andrinople se rendirent au camp de Samuel pour éviter le châtimement qui leur était réservé. Ces traîtres étaient-ils des Grecs ou bien des Slaves, hellénisés en apparence, qui avaient conservé au fond leurs sympathies pour les hommes de leur nation ? Quoi qu'il en soit, ces symptômes graves et la marche audacieuse de Samuel firent comprendre à Basile II que le moment était venu de reprendre la lutte d'une manière sérieuse contre un pareil adversaire.

Il commença par la Grèce proprement dite. Pendant que Samuel était encore dans le Péloponèse, il y envoya un de ses plus fidèles et de ses plus habiles généraux, Nicéphore Ouranos, qu'il nomma « chef de tout l'occident ». Samuel apprit qu'un nouveau général avait été envoyé contre lui; il abandonna son entreprise sur la péninsule méridionale et marcha par la Grèce du nord vers la Thessalie. De son côté Ouranos, à peine arrivé à Thessalonique, avait franchi le mont Olympe et, laissant ses bagages à Larissa, était venu camper sur la rive gauche du Sperchius au moment même où Samuel paraissait sur la rive opposée. Des pluies torrentielles avaient fait déborder la rivière; un engagement paraissait impossible. La nuit venue, les Bulgares s'endormirent tranquilles. Nicéphore, plus vigilant, fait sonder partout le courant du fleuve et finit par trouver un gué; il le traverse sans délai, tombe sur les Bulgares endormis et les défait complètement. Samuel et son fils Romain, blessés eux-mêmes, auraient été faits prisonniers s'ils ne s'étaient cachés parmi les morts pendant toute la journée du lendemain. La nuit suivante, ils trompèrent la vigilance des Grecs et, franchissant les monts Éoliens, se sauvèrent en Bulgarie. Mais leur camp tout entier, avec un butin considérable, resta aux mains du vainqueur; tous les prisonniers furent délivrés. Cette bataille, livrée en 996, peut être considérée comme un des événements les plus marquants de notre histoire nationale. Depuis ce jour les pays situés au sud de l'Olympe et des monts Cérauniens furent pour toujours délivrés des incursions bulgares.

Au nord la guerre continua longtemps : Basile II en fut le héros principal. Il fut heureux de nouveau dans le choix de ses lieutenants : Nicéphore Xiphias et Eustathe Daphnomèle se couvrirent de gloire dans cette lutte de vingt années. Mais le succès définitif ne fut obtenu que grâce au génie infatigable de l'empereur. Tous les pays situés depuis l'Olympe et les monts Cérauniens jusqu'au Danube et à la Save furent domptés ; la Bulgarie redevint une province de l'empire. L'hellénisme ne devait pas triompher jusqu'au bout au delà des Balkans et du Scardus ; mais ces luttes héroïques n'en exercèrent pas moins une grande influence sur ses destinées. Débarrassée pendant cent cinquante ans de tout souci de ce côté, la monarchie de Constantinople put employer à loisir tous les moyens de civilisation dont elle disposait pour gagner les Slaves établis en Thrace, en Macédoine et dans la Grèce proprement dite. Elle y réussit d'autant mieux que ces colonies perdirent alors d'un seul coup leurs protecteurs du nord et leurs alliés du midi. Les îles de Crète et de Chypre, ainsi que la Cilicie, furent reconquises sous Nicéphore Phocas ; une partie de la Syrie, sous Zimiscés et Basile II. Les Arabes se virent ainsi expulsés des mers helléniques, en même temps que les Bulgares étaient relégués dans leurs foyers primitifs.

Le travail pacifique qui devait amener l'hellénisation des envahisseurs, avait commencé simultanément avec les luttes militaires que je viens de retracer ; mais c'est surtout sous la dynastie macédonienne qu'il porta ses fruits. La conversion des étrangers au christianisme ou

sa restauration dans les pays conquis sur les musulmans, furent les principaux instruments employés à cet effet. On sait cependant que cette arme religieuse ne réussit pas toujours. Ni la Dalmatie, ni la Serbie, ni la Croatie, ni la Bulgarie ne purent être hellénisées, quoique ces pays aient été convertis d'abord au christianisme par l'hellénisme du moyen âge. Le christianisme ne contribua à lui concilier que les colonies des contrées méridionales. Au commencement du dixième siècle, Jean Caméniat explique pourquoi Thessalonique avait cessé d'être menacée par les Slaves des environs : il dit que « le baptême avait assimilé la nation des Scythes au peuple chrétien en les nourrissant tous deux d'un même lait. »

Souvent l'action religieuse se combinait avec la restitution des noms grecs dans la géographie du pays et avec l'envoi de colons grecs dans les contrées où le sentiment national avait été altéré. Aussitôt après la conquête de la Crète, Nicéphore, ayant détruit les murs de Khandax élevés par les Arabes, bâtit non loin de là, sur une colline d'un abord difficile et pleine de sources jaillissantes, une forteresse qu'il nomma *Téménos* et qui devint la principale place de l'hellénisme restauré de la Crète. Comme beaucoup de mahométans étaient restés dans l'île et que le christianisme s'était profondément altéré sous la longue domination arabe, Nicéphore y attira plusieurs colons arméniens et grecs, et de plus y envoya le religieux Nikon pour y prêcher la parole de Dieu ; il releva les églises en ruine, en fit construire de nouvelles, répandit la foi chrétienne parmi

les musulmans et la fit revivre parmi les indigènes. Pour rattacher cette possession plus étroitement à l'empire, on y envoya, soit alors, soit plus tard, un nombre considérable de familles illustres de Constantinople ; on leur accordait de grandes propriétés ; elles s'y établirent d'une manière définitive et jouèrent un rôle important dans l'histoire ultérieure de l'île. Nous citerons entre autres les Chortates, les Mélissènes, les Lygènes, les Vlastos, les Clados, les Scordiles, les Phocas (d'où sortirent plus tard les Calergis), les Caléitaires, les Varouchas, les Argyropoulos, les Caphates, les Mousouros, les Gavalas. La Crète reprit ainsi sa physionomie grecque ; elle l'a conservée sous la domination plus moderne des Vénitiens et des Osmanlis ; elle est encore aujourd'hui un des boulevards de l'hellénisme. Nicéphore fut le Minos de la Crète au moyen âge.

La profonde impression que cet exploit produisit sur ses contemporains est attestée par les cinq chants du diacre Théodose, qui l'a célébré. On y sent combien les souvenirs et les traditions de l'ancien monde hellénique étaient encore vivaces au dixième siècle ; car il y est sans cesse question d'Homère et des héros homériques, de Philippe, d'Alexandre, de Démosthène, de Xénophon et de Plutarque.

Peu après la reprise de la Crète, le drapeau de la croix flotta à Tarse, à Adana, à Anazarbe et à Mopsueste, villes de Cilicie, ainsi qu'en Chypre. Sous Jean Zimiscés et Basile II, plusieurs districts de la Mésopotamie, de la Syrie et de la Phénicie furent également res-

titués à l'empire. Partout on prit à peu près les mêmes mesures qu'en Crète. En Cilicie principalement tous les mahométans qui embrassèrent le christianisme eurent la permission de rester dans le pays. Les autres, à l'exception des prisonniers de guerre, furent renvoyés en pays musulman. Les mosquées furent détruites et les villes repeuplées de chrétiens. En général, les mahométans changeaient de croyance plus difficilement que les Slaves. Des mesures administratives, dont le texte est arrivé jusqu'à nous, témoignent des sacrifices énormes que le gouvernement s'imposait pour les convertir. Au chapitre XLIX du *De Ceremoniis aulæ byzantinæ*, nous trouvons que l'on donnait à tout prisonnier arabe baptisé : 1° trois pièces d'or, soit 45 francs, comme allocation personnelle ; 2° six pièces d'or pour l'achat d'une couple de bœufs ; 3° 51 muids de blé pour son alimentation et son entretien pendant la première année ; 4° on lui faisait remise de tout impôt pendant trois ans. Le plus curieux, c'est que cette dernière disposition était applicable à toute famille chrétienne qui acceptait comme gendre un Arabe converti.

Ces règlements ne furent appliqués, paraît-il, qu'aux musulmans. Quant aux autres mesures dont il a été question plus haut, nous les voyons paraître dans les pays septentrionaux reconquis sur les Slaves. L'ancienne capitale des Bulgares, Presthlava, fut nommée Joannopolis ; Dorystolos, dont le nom avait dégénéré en Drystra, reçut le nom de Théodoropolis, en souvenir du martyr Théodore pour lequel Jean Zimiscés avait une dévotion

particulière. Imitant l'exemple de Constantin V, cet empereur transféra dans la Thrace du nord le reste des Pauliciens d'Asie, afin d'y renforcer l'hellénisme par l'accession de cette tribu libérale, belliqueuse et industrielle. Puis Basile II, ayant complété l'œuvre de son illustre tuteur, donna à Prespa, séjour chéri de Samuel, le nom de Basilide. De la Thrace et de la Macédoine il fit transporter ailleurs, à plusieurs reprises, beaucoup de Bulgaro-Slaves. Il assura ainsi pour cent cinquante ans la domination de l'hellénisme sur les vastes contrées qui s'étendent de Dyrrhachium à Théodoropolis; elles éprouvèrent l'action incessante de la religion, de l'administration et de l'instruction publique.

En effet, les écoles littéraires et scientifiques de l'État, principalement celles de Constantinople, concouraient avec l'Église et l'administration à l'accomplissement de la tâche ardue que s'était imposée l'empire. Les nobles étrangers élevés dans la capitale étaient souvent hellénisés; je dis souvent, car il arrivait aussi qu'au lieu de renoncer à leurs préjugés nationaux, ils tournaient les armes que la science leur fournissait contre ceux dont ils la recevaient.

Au neuvième siècle, Siméon, second fils du souverain des Bulgares Bogoris, était considéré, au dire de Luitprand, comme un *semi-Hellène*, parce que dès son enfance il avait étudié à Constantinople l'éloquence de Démosthène et la logique d'Aristote. Étant monté sur le trône en 893, il se faisait acclamer en grec par son armée et s'entourait de lettrés. Mais il ne se servait de

sa science grecque que pour la transmettre à ses compatriotes au moyen de la langue slave. Il commandait au prêtre Grégoire la traduction de la chronique de Malala, et à l'évêque Constantin celle des discours d'Athanasie contre les ariens. Siméon exigeait que les œuvres de ce père de l'Église, dans lesquelles se trouvaient intercalés des passages d'Aristote et de saint Jean Chrysostome, lui fussent dédiées ; il écrivit de sa main le *Livre d'or* ou choix de discours de Chrysostome. Enfin, pour prouver par des actes qu'il n'entendait pas renoncer à sa nationalité, il entreprit une lutte acharnée contre la monarchie de Constantinople.

D'un autre côté cependant plusieurs Slaves cédèrent à l'action du milieu dans lequel ils vivaient, et finirent par oublier leur origine. Nikitas, beau-père de Christophe, fils de l'empereur Romain Lécapène, quoique d'origine slave, se vantait de sa noblesse hellénique. Aussi le grammairien Euphémios, indigné de ces prétentions, n'hésita pas à lui rappeler ses véritables ancêtres, ajoutant que son visage montrait encore leurs traits. Quand Nicéphore Phocas eut reconquis la Crète sur les mahométans, il emmena prisonnier à Constantinople le dernier émir Abdul-Aziz. Cet émir reçut de riches présents et une propriété considérable près de la capitale ; il y passa le reste de ses jours sans renier sa foi. Ses descendants reçurent pourtant le baptême, furent instruits dans les écoles helléniques et prirent le nom d'Anémades, que l'on rencontre souvent dans l'histoire de ces temps. Le propre fils de cet Arabe, devenu aide de

camp de l'empereur Zimiscés, se distingua dans la guerre contre les Russes; un jour, s'élançant contre Icmor qui partageait avec Swiatoslaw le commandement suprême des ennemis, il lui coupa d'un seul coup la tête et le bras droit.

Je ne parlerai pas ici des nombreux habitants de l'Orient, et surtout des Cappadociens, des Paphlagoniens, des Arméniens, des Phrygiens qui accouraient à Constantinople. Ceux-là, étaient depuis longtemps hellénisés. Parmi les indigènes de l'Asie Mineure je ne citerai que les Isauriens, qui, n'ayant jamais participé jusqu'alors aux avantages de la civilisation, commencèrent, au troisième siècle, à en sentir l'influence. Ce changement est prouvé par l'exemple de plusieurs d'entre eux. Tel fut Zénon; appelé d'abord Tarasiscodisée, il prit ensuite son nom grec, épousa Ariadne, fille de Léon I^{er}, régna après lui et rendit les plus grands services à l'empire d'Orient. On comprend que, s'il en fut ainsi des Isauriens, les autres habitants de l'Asie Mineure, qui avaient pris depuis des siècles une physionomie grecque, ne firent que marcher de plus en plus dans cette voie. Les Comnènes étaient originaires de Paphlagonie; là du moins se trouvait Castamôn, leur grand patrimoine. Anne, fille d'Alexis, se vantait d'écrire le grec avec une extrême pureté, de bien connaître la rhétorique d'Aristote et les dialogues de Platon et d'avoir fortifié son esprit par la tétractys (*Quadrivium*) de la science. Non-seulement les Comnènes devinrent des Hellènes parfaits, mais ils se faisaient un point d'honneur de régler leur conduite

politique sur les préceptes des grands hommes de l'antiquité. Alexis, père d'Anne, se justifiant un jour devant le Sénat, les généraux et les principaux membres du clergé, de l'usage qu'il avait fait des deniers publics dans la guerre, s'écria, en empruntant le mot de Périclès : « Cet argent a été dépensé pour le bien de l'État et pour votre honneur. »

Un autre moyen d'attirer les étrangers était leur admission dans les services civils et militaires de l'empire. Séduits par ces avantages, les Slaves se conformaient plus que les autres à l'ordre de choses dominant. Justin et Justinien en sont une preuve éclatante. Beaucoup de Goths et d'Alains se laissèrent aussi apprivoiser. Seuls les Bulgares demeurèrent inflexibles. Ils faisaient leurs études à Constantinople ; vaincus et prisonniers, ils acceptaient ce qu'on leur accordait ; mais ils ne faisaient que céder à la nécessité, et cherchaient l'occasion de désertir pour reprendre leur guerre acharnée contre l'hellénisme. L'histoire de cette époque fournit une foule d'exemples de ce genre. Je n'en citerai que deux, qui suffiront à caractériser cette haine persistante. J'ai déjà dit comment Siméon fut élevé dans la capitale et combien il aimait la science des Grecs. Néanmoins, dans sa première guerre contre l'empire, il coupa, comme font les Turcs, le nez à tous les prisonniers et les renvoya ainsi mutilés à Constantinople. Dans le cours de la guerre, il s'empara d'Andrinople et fit prisonnier le commandant de la place, Môroléon, qui avait souvent vaincu les Bulgares ; il le chargea de chaînes, le mit à la

torture et le fit périr d'une mort affreuse. Est-il étrange que les Grecs aient usé quelquefois de représailles contre des ennemis si implacables ? Malgré leur constante humanité, il leur a été impossible d'adoucir les mœurs de ces sauvages. Soixante-dix ans après les événements que je viens d'exposer, vers la fin de la lutte dans laquelle Basile II réussit à dompter les Bulgares et à transformer définitivement leur pays en province hellénique, un transfuge vint frapper à sa porte lors de son séjour à Diabolis. La garde l'interroge : il répond qu'il est Nicolitzas et qu'il vient se livrer à l'empereur. Cet homme avait défendu bravement pendant dix-huit ans le fort de Servia ; forcé de se rendre, il avait été élevé à la dignité de patrice par Basile. Mais plus tard il s'évada, fut repris et envoyé prisonnier à Constantinople. Évadé de nouveau, il alla recommencer la guerre, jusqu'au moment où, voyant que tous ses compagnons d'armes se rendaient ou étaient pris, il résolut, dans son désespoir, d'avoir recours à la clémence de l'empereur. Dégoûté de ses trahisons, Basile refusa de le recevoir, mais ne lui fit aucun mal. Il se borna à l'interner à Thessalonique.

Les relations commerciales avec les villes grecques et le goût des bienfaits de la civilisation, que de telles relations engendrent toujours, avaient pour résultat un rapprochement de plus en plus étroit des deux mondes. Les Slaves, peuple de laboureurs et de bergers, avaient souvent affaire aux Hellènes des villes, qui tenaient tous leurs intérêts entre leurs mains. Il est facile de le prouver par le fait qui a causé la guerre du dixième siècle,

sous le règne de Siméon. Deux négociants grecs, Stavrakis et Cosmas, originaires de la Grèce proprement dite, avaient le monopole du commerce bulgare. Surveillés par le logothète général, ils remplissaient leurs obligations. Leur cupidité cependant leur fit tout mettre en mouvement pour éviter le contrôle de l'autorité supérieure. Ils crurent bon de transférer leur comptoir de Constantinople à Thessalonique ; ils y réussirent, grâce aux puissantes protections qu'ils avaient auprès de l'empereur Léon. Une fois à Thessalonique, Stavrakis et Cosmas imposèrent de lourdes charges, *de forts droits de douane*, aux négociants bulgares. Ceux-ci s'en plaignirent à leur souverain : Siméon fit des représentations à l'empereur ; on n'en tint pas compte. Dès lors il entreprit de soutenir par les armes les intérêts de ses nationaux. Cet événement prouve que les avantages matériels de la civilisation furent tout aussi insuffisants que la religion pour maîtriser les provinces septentrionales.

Mais comme cet ensemble d'influences finit par l'emporter dans les contrées méridionales, il faut admettre que la condition de la Grèce proprement dite n'était pas celle des pays hellénisés du nord. On ne saurait expliquer autrement pourquoi l'hellénisme triompha d'un côté et succomba de l'autre. Il est en effet évident qu'il était beaucoup plus puissant en Thrace, en Macédoine et dans les provinces méridionales que dans ces pays d'au delà des Balkans et du Scardus où les Slavo-Bulgares s'étaient solidement établis. N'oublions pas qu'au septième siècle, lorsque ces tribus passèrent en masse le

Danube et la Save, elles trouvèrent le pays occupé depuis deux cents ans par des Huns, par des Germains et même par quelques colonies slaves. Les Grecs dominaient plus ou moins dans les villes du littoral et de l'intérieur, mais ne s'étaient guère répandus dans les campagnes. Le nombre des étrangers qui s'y étaient établis sur ces entrefaites avait été considérablement diminué par leurs émigrations dans l'Europe occidentale, par les invasions continuelles du sixième siècle et par les fléaux qui s'abattirent alors sur ces contrées. Les campagnes étaient presque désertes. C'est alors qu'arrivèrent les Slaves et, peu de temps après, les Bulgares. Grâce au concours de la monarchie de Constantinople, les Grecs continuèrent à occuper les villes quelque temps encore ; mais les habitants des villes eux-mêmes étaient loin d'être tous des Hellènes ou des indigènes hellénisés. Aussi, dès que les circonstances ne permirent plus aux empereurs de les défendre, l'hellénisme fut relégué sur le littoral. Les nouveaux colons devinrent les maîtres de tous les pays du nord. Les villages, les bourgs, les forteresses, la plupart des villes même, Presthlava, Pliscova, Pravadi, Rasgrad, Triaditsa, Vratsista, Lévitso, Galitsa, Podgoritsa, reçurent des dénominations slaves. Ces noms se multiplièrent tellement avec le temps, qu'ils effacèrent presque les traces de l'ancienne prépondérance des Hellènes.

Le contraire arrivait au sud de l'Olympe et des monts Cérauniens. Si la population grecque y avait diminué depuis le quatrième siècle avant Jésus-Christ jusqu'au septième siècle de notre ère, le pays du moins n'avait

pas encore été occupé par des étrangers. Dans cet intervalle, la beauté du climat, l'intelligence, le travail, l'activité de la race, maintenaient et augmentaient même parfois la population. L'émigration de beaucoup d'habitants des provinces septentrionales, à la suite des invasions dévastatrices du cinquième, du sixième et du septième siècles, contribua aussi probablement à ce résultat. Dans ces pays du sud la population était certainement clairsemée, si on la compare aux foules compactes du cinquième siècle avant Jésus-Christ. Les villes étaient plus petites que dans l'antiquité ; mais elles avaient toujours conservé une certaine importance. Beaucoup de terres, à l'intérieur surtout, restaient incultes faute de bras ; mais beaucoup d'autres étaient cultivées. En un mot, la Grèce proprement dite était loin d'être déserte. En outre, les Slaves qui vinrent s'établir au midi étaient moins nombreux que ceux qui avaient occupé le nord de l'empire. Ici s'établirent des nations entières ; là, quelques colonies isolées. Ce qui prouve combien la race grecque était encore prépondérante dans ses foyers primitifs, c'est la levée de boucliers qui eut lieu au septième siècle, quand on voulut déposer Léon III en faveur de Cosmas. Léon vint facilement à bout de ce mouvement purement grec ; il n'en prouve pas moins que les hommes et les ressources de ces contrées n'étaient pas à mépriser ; on n'y craignait pas encore les Slaves, qui n'avaient pas, il est vrai, pénétré dans le Péloponèse, mais qui déjà s'étaient établis dans plusieurs districts de la Thessalie, de l'Épire et de la Grèce au nord de l'isthme de Corinthe. Les Slaves ne

dominèrent donc jamais dans ces pays comme dans les provinces du nord de l'empire. Ils occupèrent quelques lieux découverts et bâtirent, selon leur usage, des hameaux ou des fermes isolées ; ils formèrent avec le temps des communautés d'agriculteurs ou de bergers, administrées pendant assez longtemps par leurs propres magistrats, qu'ils appelaient *Joupanes*. Ils cherchèrent de temps en temps à se rendre maîtres des communautés grecques des environs, qu'ils pillaient ; mais ils ne réussirent jamais à s'emparer des villes. Voilà pourquoi l'on rencontre souvent en Grèce des dénominations slaves de villages, de hameaux, de rivières, de montagnes ; mais toutes les villes anciennes ou modernes portent des noms grecs. L'hellénisme des villes fut souvent assez puissant pour repousser sans le secours de Constantinople, pour abattre même les Slaves qui les attaquaient. Ainsi, au commencement du neuvième siècle, les habitants de Patras vainquirent ces étrangers établis dans le Péloponèse occidental et les réduisirent au servage.

La Macédoine et la Thrace forment une section à part : elles tiennent le milieu entre les provinces du nord de l'empire devenues slaves et les provinces du sud restées grecques. Plusieurs districts de ces deux pays firent longtemps partie du royaume bulgare ; mais les races slaves qui s'y établirent ne s'approprièrent jamais les grandes villes, telles que Thessalonique, Cassandra, Serrès, Philippopolis, Andrinople, Didymotichos, Tsouroulos, Vizye, Verrhia, Rodosto. Dans la seconde moitié du septième siècle, les Slaves assiégèrent deux fois Thessalonique ;

deux fois ils furent repoussés par ses habitants. D'un autre côté les noms slaves prévalurent, soit pour un temps, soit pour toujours, non-seulement dans beaucoup de villages et de hameaux, mais dans plusieurs villes secondaires du nord et de l'intérieur : Vodéna, Radovitz, Caratovo, Ostrovo, Prespa, Mogléna, Zagora, Pernico. En un mot, les Slaves prirent en Macédoine et en Thrace une position plus prépondérante que dans les provinces méridionales, moins forte que dans les provinces du nord.

A partir du huitième siècle, les noms d'Hellènes ou d'indigènes hellénisés ne paraissent plus en Bulgarie, en Serbie, en Croatie et en Dalmatie. Au contraire, les Macédoniens et les Thraces se distinguent toujours des Slaves établis au milieu d'eux. Dans ces provinces, les districts occupés par ces étrangers portent le nom général de *Sclavinies*, qu'ils avaient aussi dans les pays plus méridionaux. Mais la Thrace et la Macédoine n'ont jamais perdu les anciens noms helléniques, comme cela est arrivé pour la Serbie, la Croatie et la Bulgarie. La dynastie de Basile I^{er} était fière de son origine macédonienne. Dans une lettre à l'empereur Cantacuzène, le sultan d'Égypte le nommait « empereur des Grecs » et « épée des Macédoniens. » Avec quelque soin qu'on ait recherché en ces pays les traces de la langue slave au moyen âge, on n'y a découvert que deux inscriptions en cette langue. Enfin la langue grecque domine encore aujourd'hui en Macédoine, non-seulement jusqu'à Serrès et Tzichna, mais jusqu'à Stromnitza, Méléunico et Névro-

kopi ; en Thrace, jusqu'à Andrinople et Philippopolis. Tout cela prouve d'une manière incontestable que la population hellénique de la Macédoine et de la Thrace était encore considérable à l'époque où les Bulgares et les Slaves vinrent s'y établir, peut-être non moins considérable que celle des pays grecs proprement dits. Car, si depuis le quinzième siècle les Slaves, qui ont entièrement disparu de ce côté de l'Olympe, se maintiennent encore au delà, il faut l'attribuer au voisinage de la Bulgarie et de la Serbie, où ils se recrutaient constamment.

Tout autre a été le sort de l'hellénisme dans l'Illyrie grecque, c'est-à-dire au nord de l'Épire et à l'ouest de la Macédoine. Les Slaves disparurent de là comme des contrées les plus méridionales. Mais l'ancienne race indigène des Illyriens, qui porte dès le moyen âge le nom d'Albanais, et dont nous parlerons plus tard, l'emporta sur toutes les autres.

L'Asie Mineure, jusqu'au onzième siècle, conserva plus pure que les autres provinces de l'empire sa population, hellénisée depuis les temps les plus reculés. Elle subit quelques revers lors des grandes invasions hunniques et germaniques du quatrième et du cinquième siècle ; elle souffrit encore davantage des guerres persanes et arabes. Ces désastres éphémères n'altérèrent pas cependant le caractère ethnologique de ses habitants. Des peuples du nord n'y formèrent pas, comme dans les provinces européennes, des établissements durables. De même les armées des Sassanides et des Kalifes revenaient sur leurs pas sans laisser d'autres traces que des dévastations pas-

sagères. Un petit nombre de Slaves y ont été transplantés, comme nous l'avons vu, par les empereurs de Constantinople. A l'exception de ces taches promptement effacées, les habitants conservèrent intact cet hellénisme qui, depuis le neuvième siècle avant Jésus-Christ, ne cessa pendant 2,000 ans de dominer dans la péninsule sous différentes formes. Quand on lit les chapitres sur l'Asie Mineure du traité des Thèmes, rédigé au dixième siècle, on est véritablement étonné de voir combien ce vaste pays gardait encore à cette époque son caractère hellénique : noms géographiques, traditions anciennes et chrétiennes, tout y était grec. C'est ce qui explique pourquoi l'Asie Mineure fut le principal point d'appui de la monarchie byzantine pendant plus de six cents ans. Il n'en faudrait pas conclure que l'empire ne fût en même temps uni par de puissants liens moraux avec Athènes, métropole européenne de la nation grecque.

Nous ne parlerons pas ici de la bienveillance particulière de Julien pour la Grèce ; il avait entrepris de restaurer la religion antique, il devait donc rechercher le concours du pays où elle existait encore. Avant lui, Constantin le Grand, ce puissant protecteur du christianisme, portait avec orgueil le titre de stratège des Athéniens ; il augmenta les privilèges des professeurs de cette ville en les exemptant de plusieurs impôts. Il envoyait aussi tous les ans à Athènes une grande quantité de blé, qui était distribué au peuple. Son fils Constant céda à la ville plusieurs îles dont elle tirait de grands revenus. Les successeurs de Julien, qui par des mesures

sévères cherchèrent à consolider partout ailleurs le dogme chrétien, respectèrent toujours l'attachement des Hellènes à la religion de leurs ancêtres. Au quatrième siècle, quand Valentinien défendit par une loi les sacrifices nocturnes, le proconsul d'Achaïe, Prétextat, lui exposa que cette loi rendrait la vie intolérable aux Hellènes ; l'empereur alors permit exceptionnellement aux habitants de la Grèce de suivre leurs pratiques traditionnelles. Théodose le Grand, qui se montra si rigoureux envers l'ancienne religion, admettait beaucoup d'Hellènes au service de l'État, quoiqu'ils en fussent exclus comme païens par les lois qu'il avait lui-même édictées. Vers le milieu du cinquième siècle, l'empereur Léon avait pour médecin principal le païen Jacobos qu'Athènes honorait de statues publiques. Plus tard encore, sous Zénon, de nombreux élèves des écoles d'Athènes étaient appelés aux plus hautes dignités et visaient quelquefois au pouvoir suprême. Une preuve manifeste que l'hellénisme du moyen âge évitait, à de rares exceptions près, d'opprimer la conscience de ce qu'il restait encore de fidèles à l'ancienne religion, c'est qu'il y avait, à la fin du neuvième siècle, des parties du Péloponèse où dominait le paganisme, notamment la Laconie.

Quatre femmes originaires de la Grèce s'assirent successivement sur le trône de Constantinople : la fille du philosophe athénien Léontius, qui changea son nom d'Athénaïs en celui d'Eudoxie et devint la femme de Théodose II ; la fameuse Irène, née également à Athènes,

qui dirigea les destinées de l'empire pendant plus de vingt ans, après la mort de son mari Léon IV ; une parente d'Irène, Théophanò, que Nicéphore fit épouser à son fils et successeur Stavrace ; la Péloponésienne Sophie, qui épousa au dixième siècle Christophe, fils de Romain Lécapène et son associé au trône. La ville d'Athènes surtout fut constamment l'objet d'une attention respectueuse de la part des monarques de Constantinople. La conduite de Basile II après la grande guerre contre les Bulgares en est, entre autres, une preuve éclatante. Il avait entrepris, au printemps de 1018, une marche triomphale de Constantinople à Achris ; il allait recueillir l'hommage des contrées occupées encore par les Bulgares en Thrace, en Macédoine, dans l'ancienne et la nouvelle Épire, et régler l'administration civile et militaire de ces pays. Les habitants de la capitale attendaient son retour avec impatience ; cependant il prit son temps et jugea qu'il ne pouvait mieux couronner ses exploits qu'en rendant d'abord une visite à l'ancienne métropole de l'hellénisme. Parti alors d'Achris pour Diabolis et de là pour Castoria, il se dirigea vers la Macédoine méridionale au lieu de prendre la route de Constantinople. Il ordonna au général Xiphias de faire démolir tous les retranchements bulgares de Servia et de Sosco, puis se dirigea vers la forteresse thessalienne de Stages. Là, Élémag, chef bulgare de Bérat dans la nouvelle Épire, vint lui rendre hommage, entouré d'un nombreux cortège et revêtu du costume de suppliant. L'empereur, arrivé à Lamia, qui déjà s'appelait Zitoun,

visita le champ de bataille de Nicéphore Ouranos. Les ossements des Bulgares tombés dans la mêlée gisaient encore entassés sur les rives du Sperchius ; leur vue émut l'empereur, bien qu'il eût assisté pendant vingt ans à plus d'une bataille sanglante. Aux Thermopyles, il vit avec plaisir le mur élevé contre les Bulgares sur le mont Roupéni, appelé alors Skélos. De là il prit par la Locride et la Béotie la route d'Athènes, où il arriva au commencement de 1019. Il célébra dans cette ville son premier triomphe. Il monta sur l'Acropole, à la tête de ses troupes richement équipées, puis entra au Parthénon, intact encore à l'extérieur, quoique transformé en une magnifique église dédiée à la Vierge Marie. C'est dans ce temple, où l'hellénisme antique et l'hellénisme chrétien semblaient se donner la main, que l'empereur entendit la *Doxologie*, sorte de *Te Deum* chanté pour remercier le ciel de ses faveurs ; c'est là qu'il déposa ses offrandes en signe d'action de grâces. Après avoir honoré ainsi cette ville, destinée à ne rester étrangère à aucun des grands événements de l'orient, il descendit en grande pompe au Pirée, où il s'embarqua pour Constantinople.

Nous pourrions citer bien d'autres témoignages de la faveur exceptionnelle dont l'ancienne Grèce, la ville d'Athènes en particulier, était l'objet à cette époque. Le gouverneur général de la Grèce n'avait pas même le droit d'entrer dans cette ville et moins encore d'y percevoir des impôts ou d'y exercer le pouvoir judiciaire. Ces fonctions étaient réservées aux seuls magistrats athé-

niens. Chose plus remarquable encore, Athènes n'a jamais cessé d'avoir pendant tout le moyen âge des écoles dont la renommée retentissait en occident aussi bien qu'en orient. On a souvent prétendu que Justinien avait supprimé les anciennes écoles de cette ville : ce fait est-il aussi certain qu'on le croit communément ? Parmi les chroniqueurs, Malala avait dit qu'en 529 l'empereur Justinien rendit un décret par lequel il défendait l'enseignement de la philosophie et l'interprétation des lois dans les écoles d'Athènes. Un chroniqueur anonyme prétendit aussi que l'empereur Justinien abolit les chaires de philosophie et d'astronomie. Selon Procope, il ne fit que supprimer les traitements des professeurs. Ces faits sont plus ou moins conformes à l'introduction des *Pandectes*, qui n'autorisait l'enseignement des lois qu'à Constantinople, à Rome et à Beyrouth, ainsi qu'aux prescriptions spéciales du *Code*, qui enlève à tout païen le droit de donner des leçons dans les écoles publiques. Mais il n'est nullement question dans les lois de la suppression formelle des écoles d'Athènes. Les modernes qui ont fait ce reproche à Justinien, s'appuient principalement sur le départ de sept philosophes d'Athènes pour la cour du roi de Perse Chosroès. Cependant Agathias, qui parle au long de cet événement, ne dit guère qu'ils aient quitté Athènes à la suite de l'abolition des écoles ; il affirme au contraire qu'ils l'ont fait parce qu'ils n'acceptaient pas la religion dominante. Le fait est que l'enseignement du droit fut défendu non-seulement à Athènes, mais dans toutes les autres villes de

l'empire, à l'exception de Constantinople, de Rome et de Beyrouth. Il est également certain que tout enseignement fut interdit aux gentils. Mais il ne s'ensuit pas nécessairement que les écoles d'Athènes aient été fermées. La prescription des *Pandectes* et du *Code* est générale; cependant les écoles de Beyrouth, de Gaza, de Tyr, de Byblos, d'Alexandrie et bien d'autres demeurèrent florissantes jusqu'à la conquête arabe. Il est vrai que ces dernières étaient maintenues depuis lors à titre d'écoles chrétiennes; il est très-probable aussi que celles d'Athènes déclinèrent pour quelque temps par la raison qu'il n'y avait là que des maîtres païens. Mais aucun témoignage, aucun motif ne nous autorise à affirmer que les écoles d'Athènes disparurent complètement depuis Justinien. Aux siècles suivants elles existaient encore, et leur renommée s'étendait au loin. Quelques dizaines d'années après Basile II, le souverain de la Géorgie, David II Pancratide, avait ordonné que vingt jeunes Géorgiens fussent envoyés tous les ans à Athènes pour y étudier la science grecque et romaine. Un de ces élèves devint célèbre en Géorgie comme poète épique et conservateur de la bibliothèque royale. Des Anglais venaient aussi de l'extrême occident pour recevoir à Athènes une instruction supérieure. Égidius, qui a écrit sur la médecine et qui vivait à Paris au douzième siècle, avait fait ses études à Athènes. Un autre Anglais, John Wazingestok, qui, au siècle suivant, mourut archidiacre de Leicester et qui savait le grec et le latin, raconta à l'évêque Robert qu'il avait étudié à Athènes où des pro-

fesseurs grecs distingués lui avaient appris bien des choses ignorées des Latins. Il faut conclure de là ou que les écoles n'ont pas été supprimées sous Justinien, ou qu'elles ont été rétablies plus tard. Dans l'un et l'autre cas, il reste toujours acquis que l'instruction publique ne cessa pas d'être cultivée à Athènes au moyen âge.

C'est ainsi que se réforma et que se reconstitua l'hellénisme sous la dynastie macédonienne. Cette dynastie enleva aux Arabes, qu'elle abattit pour toujours, les îles de Crète et de Chypre, la Cilicie et quelques districts de la Syrie. Elle vainquit complètement les Bulgares et les Slaves, transforma en provinces grecques la Bulgarie et l'Illyrie hellénique, réprima les révoltes des colonies slavo-bulgares de la Thrace, de la Macédoine et des contrées grecques les plus méridionales. Elle activa en outre les progrès de l'hellénisme dans ces dernières provinces et dans les pays enlevés aux Arabes; elle entreprit de même de s'assimiler les Slavo-Bulgares cis-danubiens et ceux des bords de l'Adriatique.

Voici quelles étaient les frontières de l'empire à cette époque : en Asie il s'étendait au nord jusqu'à l'Acampsis, qui se jette dans le Pont-Euxin, et jusqu'à Archéopolis de la Lazique; à l'est, jusqu'à la grande Arménie; au sud, jusqu'aux districts les plus septentrionaux de la Mésopotamie, de l'Osrhoène et de l'Euphratésie. En Europe sa frontière septentrionale était formée par le Danube, depuis son embouchure jusqu'à Viddin. De ce point elle se dirigeait vers le sud-ouest, comprenait Nisch, Scoupi et aboutissait à Lissos, sur les côtes de

l'Adriatique ; mais, au nord même de Lissos, l'empire possédait sur la côte une étroite bande de terre portant le nom de thème de Dalmatie. L'Asie Mineure pouvait, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, être nommée la Grande-Grèce de cet empire. La vaste péninsule et les îles adjacentes contenaient plusieurs villes florissantes, des forteresses solides, une population compacte et belliqueuse qui avait conservé plus que toute autre la pureté de la civilisation chrétienne. Dans sa partie la plus occidentale il y avait un grand nombre de villes de commerce de premier ordre, Laodicée, Antioche, Mamistra, Adana, Tarse, Attalie, Strobile, Chio, Théologos, Phocée ; leur importance est prouvée par les efforts que firent les Vénitiens, au onzième siècle, pour obtenir l'autorisation d'y fonder des comptoirs. C'est dans l'Asie Mineure que les monarques de Constantinople recrutaient la majeure partie de leurs plus braves légions. Là habitaient les nombreux émigrés d'Arménie, les Cappadociens, les Galates, les Lycaoniens, les Ciliciens, les Isauriens, qui, depuis longtemps habitués à soutenir les intérêts de l'empire, ne cessèrent de prodiguer pour lui leur sang sur tous les champs de bataille d'Europe et d'Asie.

Nous ne saurions fixer le chiffre de la population de la péninsule à cette époque ; il y a cependant quelques indices, si imparfaits qu'ils soient, qui prouvent combien elle était compacte. Au commencement du dixième siècle, dans une expédition contre Candie, encore occupée par les Arabes, le thème des Cibyrréotes, comprenant l'ancienne Carie, la Lycie, la Pamphylie et une partie de la Phrygie,

fournit 6,600 soldats et 6,760 marins, soit 13,360 hommes. Le thème de Samos, qui comprenait l'île de ce nom, le pays d'Éphèse et d'Adramyte sur la côte d'Asie, fournit à la même expédition 5,000 soldats et 4,680 matelots, soit 9,680 hommes en tout. Ces deux thèmes pouvaient donc donner 23,000 hommes, et il y en avait 14 autres, dont la plupart étaient bien plus vastes que les deux précédents. En outre la Réformation, née en Asie Mineure, témoigne de la grande supériorité morale de la péninsule. C'est elle aussi qui a produit la première poésie populaire hellénique qui nous soit connue. Mais ce qui rend évidente l'importance qui lui était attribuée dans l'État, ce sont les privilèges dont elle jouissait. Dans la hiérarchie administrative, les thèmes d'orient étaient placés bien au-dessus des thèmes d'occident; leurs gouverneurs recevaient du trésor public des appointements fixes appelés *roga*, tandis que les autres ne touchaient qu'une espèce de *casuel*, c'est-à-dire des droits annuellement prélevés sur les administrés. Ces appointements des gouverneurs de l'orient étaient considérables; trois touchaient chacun environ 45,000 francs, ce qui équivaldrait à 225,000 d'aujourd'hui.

Les colons slaves compensèrent, jusqu'au huitième siècle, la diminution de la population dans les provinces grecques de l'Europe. Ils furent pour elles ce qu'avaient été pour la Grèce ancienne les esclaves après les premières émigrations en Asie et en Italie; quelques-uns furent en effet réduits en servage, comme les Slaves d'Achaïe et

d'Elide qui, révoltés sous l'empereur Nicéphore, furent domptés par lui et déclarés serfs de l'église de Saint-André à Patras. Les Slaves de la Thrace, de la Macédoine et des contrées plus méridionales se livrèrent surtout à l'élevage du bétail ; beaucoup s'adonnèrent à l'agriculture ; tous contribuèrent à la production des matières premières avec lesquelles les Grecs ont pu donner un grand développement à leur industrie et à leur commerce à partir du huitième siècle.

Constantinople, avec sa population de 500,000 âmes, était le plus grand *emporium* du monde alors connu. Là affluaient les négociants de tous les États mahométans de l'Asie et de l'Afrique, de l'Italie, de l'Espagne, de la Russie, de l'Allemagne et même des Iles-Britanniques. Là arrivaient les produits naturels des trois parties du monde et les produits manufacturés des provinces de l'empire ; ils donnaient lieu à l'échange le plus varié du commerce d'importation, d'exportation et de transit. Tous les grands centres commerciaux de l'antiquité avaient disparu, comme Carthage, ou étaient tombés en décadence, comme Alexandrie, Antioche et Rome. Constantinople avait hérité du commerce du monde entier, d'autant plus que par son administration, par ses tribunaux, par ses lois et par les diverses facilités de la vie, elle offrait aux négociants des garanties et des avantages qu'ils ne pouvaient trouver ailleurs. Faut-il taxer d'exagération le récit du Juif Benjamin de Tudela, qui visita cette capitale au douzième siècle ? Avec l'aptitude particulière aux hommes de sa race, il étudia les finances de l'em-

pire ; or il affirme que les empereurs tiraient de la seule ville de Constantinople un revenu de 8,300,000 sous d'or : cela fait 110,000,000 de francs environ, qui équivaldraient à 550,000,000 d'aujourd'hui ; c'est plus du double des revenus de la ville de Paris qui compte près de 2,000,000 d'habitants.

Un témoin oculaire, Jean Caméniate, dit que Thessalonique était une ville riche, florissante par la variété des produits de l'agriculture, par sa grande industrie, par le mouvement important de son port, par ses communications avec l'occident au moyen de la grande route qui, partant du golfe Thermaïque, aboutissait alors à l'Adriatique. Une foule mêlée d'étrangers et d'indigènes remplissait les rues et surtout le marché de cette ville. Dans la grande foire qui s'y tenait à l'époque de la Saint-Dimitri, patron de cette ville, on voyait accourir, d'après d'autres témoignages, beaucoup de Grecs, de Thébains surtout, marchands de soie, des Slaves, des Italiens, des Français, des Espagnols et des mahométans. Les ateliers pour le cuivre, le fer, l'étain, le plomb et le verre y étaient assez considérables pour suffire aux besoins d'une ville deux fois plus grande. Le luxe qui abondait dans cette ville, témoigne de l'aisance de ses habitants. Plusieurs acquirent de grandes richesses en or, en argent et en pierres précieuses. Les étoffes de soie y étaient aussi abondantes qu'ailleurs les tissus de laine. Les habitants de Thessalonique ne se bornaient pas à des dépenses de cette sorte ; ils entretenaient aussi des écoles célèbres ; la jeunesse de Macédoine y ve-

nait en foule étudier les sciences, les lettres et les arts.

Nous venons de dire que des marchands de soie thébains se rendaient à la foire de Thessalonique. La ville de Thèbes ne présentait plus en effet à cette époque l'aspect misérable qui avait jadis attristé Strabon et Pausanias : la sériciculture, répandue depuis le huitième siècle dans toute la Grèce, et la fabrication de la soie, introduite dans plusieurs villes, prospérèrent surtout à Thèbes et à Corinthe. Aussi l'or et l'argent abondèrent-ils dans ces deux villes, où existaient de grands dépôts de marchandises et où l'on trouvait un luxe singulier dans toutes les choses de la vie.

A Patras, on fabriquait des habits de pourpre richement brodés, des tissus de laine de toute sorte, des étoffes de soie dont la finesse dépassait, dit-on, celle des toiles d'araignée, des tapis ornés de magnifiques peintures. Ce qu'on rapporte de Daniélis, l'amie de l'empereur Basile le Macédonien, prouve la richesse extraordinaire de cette ville. Les biens meubles de cette dame, en argent monnayé, vases de métal précieux, habits somptueux, navires, esclaves et bêtes de somme, étaient dignes d'un empereur : c'est l'expression de Constantin Porphyrogénète, dont les yeux, habitués aux somptuosités des palais de Constantinople, ne pouvaient être facilement éblouis. Le nombre des esclaves et des propriétés de Daniélis était tel, qu'à sa mort trois mille esclaves furent affranchis, et quatre-vingts fermes échurent en partage à l'un de ses héritiers. Et de pareils trésors n'étaient pas le partage d'une seule famille. La puissance de Pa-

tras prouve aussi la richesse de ses habitants. On peut s'en faire une idée quand on voit cette ville, bloquée par terre et par mer au neuvième siècle, repousser, à elle seule et avant d'avoir reçu le moindre secours de Constantinople, la flotte mahométane, et subjuger les tribus slaves qui s'étaient jointes aux Arabes envahisseurs.

D'autres villes prospéraient aussi par le commerce : Durazzo, Avlona, Corfou, Vonitza, Modon, Coron, Nauplie, Athènes, Chalcis, Démétrias, Chrysopolis, Périthéorion, Abydos, Rhodosto, Andrinople, Apros, Ilé-
raclée, Sélyvrie. La preuve, c'est que les Vénitiens demandèrent à y établir des comptoirs. Corfou versait chaque année au trésor 1,600,000 francs, ce qui ferait 8,000,000 de nos jours, plus que le trésor du royaume de Grèce ne tire aujourd'hui de toutes les îles ioniennes.

Le géographe arabe Edrisi, qui visita la Grèce à cette époque, donne des renseignements précieux sur quelques-unes des villes dont nous avons parlé et sur d'autres encore. D'après ce témoin oculaire, la situation du Péloponèse était florissante ; il comprenait treize villes et plusieurs forteresses. Le voyageur qualifie Arcadia de ville grande et peuplée, et Lacédémone de remarquable. Il affirme qu'Athènes était très-peuplée et entourée de jardins et de campagnes couvertes de céréales. Platamôn avait un beau port, de grandes et hautes maisons ; Triccala était située au milieu de vignobles ; Larissa comptait parmi les villes les plus importantes ; ses terres étaient couvertes de blés et de vignobles ; Almyro faisait un grand commerce. Edrisi appelle Kitros un

centre de commerce fortifié et prospère, couronné de villages ; Achrida et Durazzo, entrepôts de commerce ; Corfou, une ville considérable et prospère. Il qualifie Céphallénie, Andros, Amorgos de bien peuplées ; Naxos de riche en bestiaux, la fertile Astypalée de riche en bœufs et en moutons. Il dit que Samos et Chios avaient beaucoup d'habitants et de nombreux produits. Une foule d'autres témoignages montrent combien l'élève du bétail et l'agriculture florissaient alors en Grèce. Au dixième siècle, sous l'empereur Lécapène, le Péloponèse seul fournit, dans une expédition contre l'Italie, mille chevaux de bataille. Au onzième siècle, une famine s'étant déclarée à Constantinople, le gouvernement fit acheter 100,000 médimnes de blé dans le Péloponèse et dans le reste de la Grèce.

Cette prospérité des provinces de l'empire permettait de conjecturer que les recettes publiques étaient considérables. Jamais cependant on n'avait pu en calculer le chiffre, même d'une manière approximative, lorsque nous avons enfin trouvé moyen d'éclairer ce point historique. Quand les Latins s'emparèrent de Constantinople, au treizième siècle, ils dirent que Baudouin, proclamé empereur d'Orient, avait un revenu quotidien de 30,000 pièces d'or. M. Hopf, qui prend cette somme pour la liste civile de Baudouin, ne croit pas la chose probable. Mais il est évident qu'il ne s'agit pas ici de liste civile, 30,000 pièces d'or par jour correspondant à 162,000,000 de francs par an. Il y a une explication beaucoup plus plausible de ce chiffre. On sait que, d'après le traité conclu le 7

mars 1204 entre les conquérants de l'empire d'Orient, le quart de cet État devait être donné au futur empereur, les trois autres quarts partagés entre les Vénitiens et les alliés. Pour être juste, ce partage ne devait pas se faire d'après l'étendue des provinces, mais d'après les revenus que leurs maîtres antérieurs en tiraient. Les livres de comptabilité, dressés avec la plus grande exactitude dans le département du logothète général, ministre des finances, pouvaient donner là-dessus des renseignements précis. Les vainqueurs en profitèrent. En disant donc que Baudouin avait un revenu journalier de 30,000 sous d'or, ils entendaient simplement que le quart qui devait lui échoir en partage donnait ce revenu. Il s'ensuit que l'ensemble des revenus de l'empire renversé par les Latins s'élevait à 650 millions de francs. Assurément les Latins, qui n'ont jamais pris possession de tout l'empire et qui n'avaient en outre aucune expérience dans les questions d'administration générale, ne sont jamais parvenus à réunir à Constantinople ce quart de recettes échu en partage à Baudouin. Loin de là, ils ne tardèrent pas à se trouver dans de graves embarras financiers. Mais plusieurs des vassaux de l'empereur latin ont su tirer des revenus considérables même des plus petites provinces.

Le chiffre des recettes, tel que nous venons de le fixer, paraît énorme à première vue, surtout si l'on tient compte de la différence de la valeur de l'argent : 658 millions équivaldraient de nos jours à plus de 3 milliards. C'est là un budget qui dépasserait celui de l'Angleterre, de la

France et des États-Unis. Il faudra cependant finir par l'admettre si l'on examine de près les renseignements que nous possédons sur les ressources de l'empire d'Orient. Nous avons eu déjà occasion de faire remarquer que Constantinople seule versait, d'après le témoignage de Benjamin de Tudéla, 110 millions au trésor public. Il n'était donc pas impossible que le reste de l'empire donnât 540 millions. Constantinople était à coup sûr la plus grande et la plus commerçante ville de l'empire ; il y en avait cependant beaucoup d'autres qui possédaient des richesses considérables. Nous venons de nommer une trentaine de ces centres de commerce. Athènes et Thèbes étaient des villes tellement riches, que les ducs d'Athènes, dont le petit État ne comprenait que l'Attique et la Béotie, ont pu entretenir une des cours les plus élégantes de l'Europe et réunir parfois de 15 à 30,000 soldats. Non moins magnifiques étaient les princes de Morée : leur cour était regardée comme une école de parfaite chevalerie. 700 à 1,000 chevaliers à éperons d'or entouraient ces princes, qui vivaient d'une manière plus splendide que plusieurs grands souverains ; ils pouvaient rassembler des armées où l'on comptait 3,000 chevaliers et 8,000 varlets avec de puissantes machines de guerre. Le petit district de Nicée, dans l'Asie Mineure, devint un des États les plus puissants de l'Orient et parvint même, peu de temps après, à reconquérir Constantinople. La Crète, Chios, Chypre, Rhodes, Lesbos, Naxos, devenues principautés franques, furent renommées pour leur puissance. En Epire, en Thessalie, en Acar-

nanie et en Étolie, Michel-Ange Comnène fonda un État qui balança pendant longtemps les forces de l'empire franc d'Orient. Comment ne pas admettre que tous ces pays, réunis sous le sceptre de l'empereur de Constantinople, ont pu donner le revenu annuel dont nous avons parlé plus haut ?

Mais voici d'autres faits à l'appui de ce chiffre. Théophile et sa femme Théodora laissèrent à leur mort dans le trésor public un excédant de recettes d'environ 150 millions ; on y trouva, à la mort de Basile II, 220 millions, qui vaudraient plus d'un milliard de notre monnaie. Ces renseignements, confirmés par plusieurs écrivains contemporains, ne sauraient être mis en doute. Cela établi, il serait impossible de comprendre comment ces empereurs réalisaient de pareilles économies, en suffisant à tous les besoins de l'administration intérieure et des guerres étrangères et à la construction de beaucoup de monuments splendides, si l'on n'admet un chiffre de recettes d'environ 650 millions. En outre, l'empire d'Orient avait alors à lui seul, vis-à-vis du reste de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique la suprématie commerciale et industrielle que se partagent aujourd'hui l'Angleterre, la France et les États-Unis. En effet, la plupart des objets de luxe dont le monde avait besoin à cette époque, n'étaient fabriqués qu'en orient ; et cet empire produisait également la plupart des matières premières. Nous venons de parler des étoffes de pourpre, de lin, de soie, de laine, de coton qui sortaient des ateliers de la Grèce proprement dite. On en confectionnait aussi

sur plusieurs autres points, et l'on fabriquait de plus des objets d'or, d'argent, de bois, de terre, de pierres précieuses, d'onyx, d'albâtre, de cristal, de verre, qui ornaient les palais et les églises ou qui servaient aux besoins ordinaires des hommes aisés : l'empire grec les expédiait en orient, au sud et surtout à l'ouest de l'empire, dans l'Europe moyenne et occidentale. Ces objets, la plupart du moins, portés sur tous les points du monde connu, faisaient affluer dans l'empire des capitaux énormes. Ainsi s'expliquent ces recettes publiques et privées qui nous paraissent fabuleuses aujourd'hui : il suffit, pour les concevoir, de tenir compte de la position exceptionnelle du monde hellénique à cette époque.

En résumé, du neuvième au onzième siècle, l'hellénisme réussit à constituer, après de nombreuses luttes intérieures et extérieures, la plus brillante des monarchies de ce temps, et certes l'une des plus splendides dont l'histoire fasse mention. Pour avoir une idée de l'étendue, de la force et de l'importance de cet empire, il nous suffira de considérer ce qu'il était au lendemain de la mort de Basile le Bulgaroctone, arrivée le 15 novembre 1025. En Asie, l'hellénisme s'étendait de la Colchide à la haute Syrie et, vers l'orient, jusqu'à la grande Arménie ; en Europe, du Danube au cap Ténare, à l'Adriatique et à la Dalmatie dans les mers intérieures, de la Chersonnèse Taurique aux îles de Chypre et de Crète. On disait avec raison que « l'empereur de Constantinople était le maître de toute la mer qui s'étend en deçà des colonnes d'Hercule. »

Une sœur de Basile, Théophanò, s'était assise sur le trône impérial d'Allemagne ; une autre, Anne, sur le trône de Russie. La noble, belle et spirituelle Théophanò fut mariée en 972 à Othon II ; elle exerça plus tard une grande influence sur les affaires d'occident, comme tutrice de son fils mineur Othon III, et fit preuve d'habileté et de grandeur d'âme dans des circonstances difficiles. L'époux d'Anne, Vladimir, était fils de ce Swiatoslaw qui, encore idolâtre, avait fait alliance avec les Bulgares. Complètement battu en 971 par Jean Zimiscès près de Presshlava et de Silistrie, il fut forcé de se retirer au delà du Danube. Avant de partir, il demanda à voir le vainqueur, qui ne lui refusa pas une entrevue. L'empereur arriva sur les bords du Danube, suivi de dix mille cavaliers splendidement parés, tandis que le prince russe y vint dans un humble équipage, sur un bateau descendant la rivière ; il ramait avec les matelots. Il était d'une taille moyenne mais bien prise ; il avait les sourcils épais, les yeux bleus, le nez camus, une jolie barbe, une longue et épaisse moustache. Sa tête était presque chauve ; mais des deux côtés pendait une boucle en signe de la noblesse de sa race. Il portait des pendants d'oreille en or, ornés de perles au milieu desquelles brillait un rubis. Il était vêtu d'une robe blanche ne différant de celle de ses compagnons que par la propreté. Toute sa physionomie était dure et sombre. La différence qui existait entre les deux États apparut dans cette rencontre des deux souverains. L'empereur Jean était un homme beau et gracieux ; son teint

était blanc, ses yeux pleins de courage et de douceur, sa taille petite, sa poitrine large. Doué d'une force gigantesque, il était héroïque sur le champ de bataille, adroit dans les exercices du corps, jovial dans ses manières et d'une grande bonté de cœur. Après avoir échangé quelques mots sur les faits accomplis, l'un à cheval, l'autre appuyé sur le rebord du bat, ils se séparèrent, l'empereur pour aller célébrer son triomphe à Constantinople, Swiatoslaw pour rentrer chez lui avec les débris de son armée.

Swiatoslaw ne survécut que peu de jours à sa défaite. Attaqué dans sa retraite par une armée nombreuse de Petchénègues, il fut massacré avec les siens, et de cette formidable expédition russe peu d'hommes parvinrent à regagner leur pays. Ils racontèrent ce qu'ils avaient vu et souffert; ils parlèrent de la puissance de l'empire chrétien. Aussi son successeur Vladimir se décida-t-il bientôt après à abjurer l'idolâtrie; il embrassa le christianisme et obtint en mariage la sœur de Basile II. Après la mort de Vladimir et celle d'Anne, qui la suivit, un parent de ces princes, que les chroniqueurs appellent Chrysochir ou Main-d'or, entreprit en 1024 une petite incursion dans le Bosphore et l'Hellespont; mais, arrêté près de Lemnos par la flotte des Cibyrréottes, par le général de Samos, David d'Achris, et par le général de Thessalonique, Nicéphore Cavasilas, il fut complètement défait. La flotte de l'empire d'Orient était toujours bien équipée, mieux armée que toute autre, servie et commandée avec une rare habileté. La promptitude avec laquelle les escadres de Thessalonique, de Samos et de

l'Asie Mineure accoururent près de Lemnos, prouve que les ordres de Constantinople ne tardaient pas à arriver sur tous les points de l'empire et qu'ils étaient immédiatement exécutés. L'armée de terre aussi n'était inférieure à aucune des armées renommées dans l'histoire, malgré les calomnies de Luitprand. La dernière guerre contre les Bulgares l'avait prouvé d'une manière incontestable ; pendant vingt années consécutives, cette armée ne cessa de combattre dix mois sur douze, s'emparant de forteresses, enlevant des positions difficiles, marchant de Constantinople tantôt vers Viddin ou vers Achris et Durazzo, tantôt vers Larissa et Lamia, luttant contre un peuple belliqueux et fanatique. Comment aurait-elle pu accomplir ces exploits, si elle n'eût possédé toutes les vertus guerrières, la discipline, le courage, l'armement nécessaire et des généraux expérimentés ?

Je viens de citer le nom de Luitprand, évêque de Crémone. On connaît le mépris insultant avec lequel il a parlé de l'empire d'Orient. Telle n'était pas l'impression que faisait cet empire sur le monde politique. Dès le septième siècle, quand Héraclius finit par terrasser le puissant empire des Perses, des ambassadeurs des États de l'extrême occident et de l'extrême orient, ceux du roi de France Dagobert et ceux des rois des Indes, vinrent le féliciter sur ses victoires. Après la première défaite des Arabes devant Constantinople et la paix humiliante que le kalife Moavia fut forcé de conclure avec Constantin Pogonat, tous les souverains de l'occident lui envoyèrent des présents et demandèrent sa bien-

veillance. Au commencement du siècle suivant, quand Léon III détruisit l'armée et la flotte des Arabes, qui étaient venus de nouveau assiéger Constantinople, les chants de triomphe de la capitale de l'Orient retentirent dans toute l'Europe. Le pape Grégoire II, dans l'enthousiasme de sa reconnaissance, envoya le portrait de Léon III à tous les princes des pays qui relevaient de sa juridiction. Luitprand lui-même, après avoir raillé les empereurs de Constantinople, les qualifie cependant de *souverains du monde* ; Dandolo appelle cet État *imperium universale*. M. Alfred Rambaud, qui a écrit un ouvrage remarquable sur l'empire byzantin au dixième siècle, a déjà constaté la grandeur de l'empire d'Orient à cette époque : les Arméniens disaient de lui qu'il volait comme un aigle et que la terreur de ses armes faisait trembler l'univers. Les souverains des Francs et des autres nations de l'occident, après avoir été longtemps simples patriciens de l'empire, prenaient maintenant le titre de rois, qui était loin d'avoir la portée de celui d'empereur. Le prince d'Ibérie était fier de la dignité de curopalate de la cour de Constantinople ; le grand-duc de Russie, de celle d'officier de la bouche. Les rois d'occident qui avaient osé se qualifier d'empereurs, étaient regardés comme rebelles. Toutes les langues avaient un mot pour désigner l'empereur légitime. Les Arabes l'appelaient *Kaisar*, les Slaves *Tzar*, les Arméniens *Tacavor*. Il se qualifiait lui-même de *roi-empereur*, βασιλεὺς αὐτοκράτωρ. Ses sujets étaient le λαός, les hommes par excellence ; les habitants du reste du monde

étaient désignés sous le nom plus humble de *gentils*. Ses Etats s'appelaient la *terre habitée*; les autres pays, le *désert*. Il y avait là à coup sûr beaucoup d'exagération. Mais cette exagération elle-même sert à prouver que les contemporains reconnaissaient une grandeur réelle dans cette œuvre de l'hellénisme du moyen âge.

Pourrait-on d'ailleurs nier qu'il ait arrêté en Syrie l'invasion arabe; qu'il ait converti au christianisme la Bulgarie, la Dalmatie, la Croatie, la Russie; qu'il ait communiqué à tous ces pays les premiers germes de la civilisation? Il avait fondé une administration et un système financier admirables. Il avait consacré dans la législation civile et rurale des principes sociaux qui n'ont prévalu que longtemps plus tard dans l'Europe occidentale. Il a préparé la Réformation moderne. Il a exercé une influence salutaire sur la littérature, les arts et la législation de tout le monde connu à cette époque.

On vit alors ce que peut faire l'hellénisme *réuni en un seul État*, selon le vœu anciennement émis par Aristote. Comme œuvre politique, il ne fut jamais plus grand qu'alors. Les hégémonies d'Athènes et de Sparte, l'immense empire d'Alexandre ont été des créations éphémères. Aucun des royaumes issus du partage de cet empire ne saurait être comparé, pour l'étendue, la durée, la variété d'action politique et la place occupée dans l'histoire universelle, à la monarchie de Constantinople, surtout sous la dynastie macédonienne.

Mais les sujets de cet empire s'appelaient des *Romains*,

ils ne portaient pas le nom d'*Hellènes*. Pour bien comprendre ce phénomène, il faut nous rappeler le véritable sens des termes *hellénisme* et *hellénisés*. Ces deux mots, dérivés du mot *hellène*, n'ont leur équivalent dans aucune autre langue. Dans sa principale signification *helléniser* voulait dire : transmettre la langue grecque à des peuples étrangers et leur imprimer par le moyen de la langue le caractère national des Hellènes. L'hellénisme était le résultat de cette action. Il est évident que les mots gallicisme, anglicisme, germanisme n'ont jamais été employés dans ce sens. Thucydide, en qualifiant de barbares, c'est-à-dire de non-Hellènes, les Amphilochiens, ajoute « qu'ils ont été hellénisés en apprenant la langue grecque des Ambraciotes. » Les Septante, parlant de l'introduction de l'esprit, des manières et du régime grecs en Palestine sous les Séleucides, ajoutent : « En un mot ils ont hellénisé le pays. » De même Libanius dit que « la contrée barbare a été hellénisée. » On appelait ceux qui se servaient du grec *hellénistes* ou *hellénisants* ; souvent même on les nommait simplement Hellènes. Cette qualification venait de l'usage que les Grecs avaient eu de tout temps d'émigrer en masse à l'étranger, de s'y établir et de transmettre leur esprit aux indigènes. Il en fut ainsi d'abord lors des premières colonies, plus tard sous Alexandre, et plus tard encore au temps de la fondation de Constantinople. Les Hellènes qui affluèrent dans cette ville de tous côtés finirent par fonder un puissant empire, qui, avec l'ancienne métropole, comprenait plusieurs autres

pays de l'orient : sur toute sa surface s'étendirent ou se ranimèrent la langue et la civilisation grecques.

Cette tendance à l'émigration fut souvent funeste aux intérêts locaux de la métropole ; car elle empêcha l'hellénisme de dominer dans les contrées contiguës du nord et de fonder un État compact. Mais c'est grâce à elle que cette nation, après avoir rempli sa première mission historique, a pu en remplir d'autres dans les temps postérieurs, et que, seule de toutes les nations de l'antiquité, elle a pu se rajeunir incessamment et vivre jusqu'à nos jours. Si ce peuple était resté en deçà de l'Égée, de la Propontide et de l'Euxin, s'il n'avait pas marché à la conquête de l'Asie, se serait-il approprié la nouvelle foi du genre humain ? Sans doute, sa première patrie fut alors cruellement éprouvée et humiliée ; la mère se dévouait pour que ses fils allassent se couvrir de gloire en pays lointains. Mais son sacrifice ne fut pas éternel. Ses enfants reconnaissants ont beaucoup fait pour la consoler, la soutenir et la sauver. Plusieurs écrivains modernes, séduits par la grâce incomparable de la première existence historique de la Grèce, ne se sont point souciés de ses destinées ultérieures. Quelques-uns ont versé l'outrage et le sarcasme sur les générations qui se sont transportées en Asie et à Constantinople, et ont prétendu que les anciens Hellènes n'auraient pas daigné les reconnaître comme leurs légitimes successeurs. Pour nous, nous osons affirmer qu'Aristophane n'aurait pas renié Lucien, ni Socrate Épictète, ni Démosthène l'apôtre Paul ou Chrysostome, ni Solon la grande Ré-

formation du neuvième siècle, et qu'enfin Agésilas aurait reconnu des émules dignes de lui dans Héraclius et Basile II.

Les Grecs de l'Asie Mineure et de Constantinople ne constituèrent pas, il s'en faut de beaucoup, un peuple en tout semblable aux anciens Hellènes. Quand même ils en descendraient directement, le temps et les circonstances sous l'empire desquelles ils agissaient devaient modifier leur caractère national. La plupart étaient d'origine étrangère ; ils s'étaient *hellénisés*, comme les Amphilochiens de Thucydide, et avaient pris de la langue et de l'esprit grecs tout ce qui convenait au milieu dans lequel ils vivaient. Voilà ce que devint l'hellénisme après la première période historique de la nation grecque. Pour survivre, pour s'éterniser, il a dû subir plusieurs transformations ; mais il n'a jamais cessé de se rattacher à l'ancien hellénisme par les liens variés et indissolubles que créait la langue. Pour sauver les réalités, il sacrifiait souvent les noms. En Asie, sous les successeurs d'Alexandre, il devint tout à fait anonyme ; il changea de nom à Constantinople. Il sentait bien que, avec la langue, il finirait par faire prédominer aussi la nationalité.

CHAPITRE VI

DÉCADENCE DE L'HELLENISME AU MOYEN AGE.

Églises d'Orient et d'Occident. — Opposition de leurs principes. — Différence de leurs situations. — Conduite de la monarchie grecque. — Explication de cette conduite. — Les deux grandes crises. — Corruption de l'Église de Rome. — Renaissance. — Grégoire VII. — Croisades. — Fausseté des lettres attribuées à Alexis. — V véritable but des croisades. — Expédition de Robert Guiscard. — Première croisade. — Seconde croisade. — Puissance de l'empire au ^{xii}^e siècle. — Nouvelle invasion des Normands. — Troisième et quatrième croisade. — Machinations de Dandolo. — Prise et sac de Zara. — Les croisés se dirigent vers Constantinople. — Prise et pillage de Constantinople. — Empire Latin. — Régime féodal. — Anarchie de l'Église latine. — La revanche de l'hellénisme. — État pitoyable de l'empire latin. — Vénitiens. — Villehardouin. — De la Roche. — Restauration incomplète de l'empire. — Invasions des Turcs Seldjucides. — Invasions des Francs, des Slaves, des Osmanlis. — Dernières luttes des Grecs au moyen âge. — Chute de Constantinople. — Conclusion.

L'empire d'Orient, tel qu'il s'est formé du neuvième au onzième siècle, était puissant au dedans, et ne semblait menacé d'aucun danger extérieur. Le monde arabe était divisé en deux groupes : l'un formé par les royaumes fondés depuis longtemps en Espagne, l'autre par les États musulmans d'Asie. Les premiers avaient rompu tout lien politique avec le califat de Bagdad. Les seconds reconnaissaient, il est vrai, le pouvoir suprême du calife ; mais celui-ci avait perdu tout pouvoir temporel et n'était plus que le chef religieux des croyants. Son empire s'étendait en apparence des frontières orientales de l'Égypte et de la monarchie de Constantinople jus-

qu'aux Indes, à l'Ibérie et à la Mongolie ; de fait, il était morcelé en plusieurs principautés indépendantes et le plus souvent rivales. La puissance arabe ainsi brisée ne pouvait plus inspirer la moindre crainte à l'hellénisme du moyen âge.

La dernière expédition des Russes eut lieu en 1043. Ils descendirent du Pont-Euxin vers Constantinople au nombre de cent mille, assure-t-on. Vaincu par les Grecs, leur souverain Iaroslav conclut un traité de paix avec l'empereur. Depuis lors, la Russie, déchirée pendant plusieurs siècles par des dissensions intestines, ne fut pas en mesure d'entreprendre de nouvelles expéditions. Nous avons vu quelle était la situation intérieure de l'empire ; ses finances étaient prospères, son administration habilement organisée ; l'armée et la flotte avaient été mises sur un pied formidable. La fusion des différentes races avait été complétée ou était activement poursuivie. La vaste province de l'Asie Mineure était entièrement hellénique, ainsi que les îles. L'hellénisation des Slaves établis dans les provinces méridionales avançait rapidement. Cette œuvre devait rencontrer beaucoup plus d'obstacles dans les provinces septentrionales ; mais, comme les Slaves avaient été domptés, il paraissait probable qu'ils céderaient enfin à l'influence d'une civilisation supérieure. L'empire semblait destiné à vivre longtemps encore, comme plusieurs États européens de cette époque et surtout l'empire d'Allemagne. Rien ne l'aurait empêché de suivre les diverses phases du nouveau monde chrétien et de prendre sa place, place

considérable, dans le groupe actuel des États européens. Cependant cent quatre-vingts ans s'étaient à peine écoulés depuis la mort de Basile II, que cet empire, après une lutte acharnée de neuf siècles contre ses ennemis d'orient, se voyait, en 1204, renversé par l'Europe occidentale, son alliée naturelle. L'Europe était unie à l'hellénisme par des liens nombreux, liens de race, de religion, de politique et de civilisation. Elle avait intérêt au maintien d'un état de choses qui la préservait depuis tant de siècles du plus grand des dangers. Mais d'autres passions et d'autres intérêts l'entraînèrent à renverser ce rempart de ses propres mains. Il en résulta d'abord dans le monde entier une confusion inexprimerable, et plus tard des difficultés où la politique de nos jours se heurte en ce moment même.

La catastrophe avait été préparée de loin. La lutte qui l'amena commença par une querelle ecclésiastique. Les évêques de Rome prétendaient toujours au premier rang dans l'Église du Christ ; ils s'appuyaient sur des traditions et des faits que l'on peut ramener aux quatre points suivants : Pierre qui, avec Paul, fut le fondateur de l'Église de Rome, est le premier des apôtres dans les Évangiles ; Rome a été la capitale de l'empire romain ; son zèle pour la foi s'est montré incomparable, et sa doctrine est la pure doctrine chrétienne ; enfin on lui a conféré une juridiction suprême sur certaines contestations civiles. Ces faits ont été souvent rapportés.

Quant à l'hellénisme, au moyen âge il honora pendant longtemps l'Église de Rome d'une préséance ex-

ceptionnelle, mais en ayant seulement égard au second des motifs que l'on vient d'énumérer. En effet, dès que le besoin de fixer d'une manière exacte et solennelle les privilèges de Rome se manifesta, le deuxième concile œcuménique, convoqué à Constantinople, et le quatrième, réuni à Chalcédoine, n'accordèrent cette préséance à Rome que comme à la capitale de l'empire. Les papes protestèrent contre ces canons, qui fondaient leur privilège sur une base fragile que le temps pouvait modifier. C'est ce qui arriva bientôt. Rome cessa d'être capitale dès que l'empire d'Occident eut été renversé, en 476. Mais les papes s'étaient trop empressés de protester. Assurément l'Église et la monarchie de Constantinople étaient autorisées, par la chute de cet empire et par les résolutions des conciles œcuméniques, à cesser de rendre à l'évêque de Rome les honneurs de la préséance ; elles continuèrent pourtant à se conduire envers le pape comme si Rome était encore la capitale de l'empire. Cette situation aurait pu se continuer jusqu'à nos jours ; mais les papes élevèrent bientôt des prétentions souveraines dont ils poussèrent avec le temps l'exagération à l'extrême. Depuis Zénon et Anastase, l'évêque de Rome prétendit soumettre à sa juridiction non-seulement les affaires de l'Église, mais le pouvoir temporel lui-même. En d'autres termes, il voulut étendre à l'orient la sanction du dogme qu'il réussit à imposer pendant de longs siècles à l'Europe occidentale. De là la querelle qui ne tarda pas à s'élever entre ces deux mondes, querelle d'autant plus vive que des principes complètement opposés avaient

prévalu en orient. L'hellénisme du moyen âge professait que le pouvoir temporel doit non-seulement être tout à fait indépendant du pouvoir spirituel, mais qu'il a le droit de régler, dans certaines circonstances, les affaires même de l'Église.

Au point de vue actuel sur les rapports qui doivent s'établir entre l'Église et l'État, les prétentions des évêques de Rome, aussi bien que celles des empereurs de Constantinople, seraient également inadmissibles. Mais juger le passé selon les idées nouvelles, c'est faire de l'histoire un acte d'accusation contre l'existence de l'humanité. Les faits historiques ne sauraient être dûment appréciés que si l'on tient compte des circonstances dans lesquelles ils se sont produits. En appliquant cette règle, la seule juste, la seule pratique, à la question qui nous occupe, nous trouvons qu'en revendiquant non-seulement le pouvoir spirituel, mais aussi le pouvoir temporel, l'évêque de Rome n'exigeait rien qui fût contraire à la situation morale et politique de l'occident à cette époque. D'un autre côté, la monarchie de Constantinople ne faisait que se conformer à l'état des choses de l'orient en repoussant l'intervention de l'Église dans les affaires de l'État et en prétendant régler parfois des questions ecclésiastiques.

Après la chute de l'empire romain d'occident, de nombreux établissements barbares, sans assiette solide, s'élevèrent sur ses ruines. Leurs princes, privés de toute instruction, de toute expérience gouvernementale, étaient incapables de fonder un ordre de choses légal, et ils n'en

eurent même pas toujours l'intention. Pendant plusieurs siècles, sans autre loi que la violence et l'arbitraire, ils foulèrent aux pieds les droits les plus élémentaires de l'individu et de la société. Au milieu de cette confusion civile et politique, l'Église seule puisait dans la supériorité de son instruction l'expérience des choses et le sentiment de l'ordre légal. Sa prétention de régler, comme un pouvoir suprême et sans appel, les questions religieuses et le temporel même des princes fut donc pendant longtemps bienfaisante ; elle contribua au développement moral et politique des sociétés occidentales. Cette vérité est reconnue par les historiens protestants eux-mêmes, notamment par Macaulay. Mais, comme Macaulay le fait remarquer fort justement, aussitôt que le développement progressif des sociétés occidentales eut amené l'établissement d'un ordre de choses régulier, la suprématie de l'évêque de Rome devint inutile, car elle ne répondait plus à un besoin réel de la société. Aussi provoqua-t-elle au seizième siècle le grand mouvement de la Réforme : toute l'Europe du nord-ouest se sépara de l'Église romaine ; le centre et le midi, sans cesser de reconnaître sa juridiction spirituelle, repoussèrent depuis lors son immixtion dans les affaires temporelles, et cherchèrent même à limiter plus ou moins le droit, dont elle a toujours voulu se prévaloir, de régler à sa volonté l'administration ecclésiastique de chaque État.

Appliquons maintenant ces principes, d'après lesquels on a apprécié en Europe la conduite de l'évêque de Rome, à ses relations avec les empereurs de Constan-

tinople. L'empire d'Orient n'était pas tombé comme celui d'Occident. Il se maintenait et conservait ses monarques, un gouvernement habile, une administration bien organisée, une législation savante, de nombreuses écoles et, en général, un ordre légal incontestable. Le pape, à qui les décrets des conciles n'accordaient qu'une simple primauté dans l'Église, n'avait pas le droit de s'arroger en orient le pouvoir souverain qu'il exerçait sur les peuples encore barbares de l'occident. Le pape Symmaque écrivait à l'empereur Anastase que « la dignité épiscopale est supérieure à la dignité royale, autant que les choses divines l'emportent sur les choses humaines. » Appliquée à l'orient, cette doctrine aurait eu dès cette époque les inconvénients contre lesquels se souleva avec tant de raison l'Europe occidentale à partir du seizième siècle. Ce n'est donc pas à tort que les empereurs de Constantinople ont toujours repoussé cette prétention du pape à la souveraineté.

Il est vrai qu'ils firent un pas de plus. Comme nous l'avons dit tout à l'heure, ils entreprirent souvent de régler de leur propre autorité les questions ecclésiastiques. Les catholiques ont toujours blâmé l'hellénisme du moyen âge à cet égard. Cependant, puisque ni les décrets des conciles ni la situation de l'orient ne conféraient à l'évêque de Rome un droit sur l'Église orientale, il faut chercher à qui appartenait ce droit. Les libéraux répondront : « à personne ; car l'intervention de l'autorité dans les choses de la conscience est le fait d'un système théocratique monstrueux. » Mais ceux qui parlent de liberté de

conscience dans ces temps primitifs du moyen âge oublient qu'au seizième, au dix-septième et au dix-huitième siècle, quand l'esprit de la philosophie moderne dominait déjà dans l'Europe occidentale, des souverains, catholiques ou protestants, infligeaient encore les plus cruels châtimens à leurs sujets hétérodoxes. Il y a trente-cinq ans, en Angleterre, les catholiques étaient privés de leurs droits politiques. En France même, dans un pays qui est regardé comme le boulevard de la liberté ou, selon d'autres, de l'indifférence religieuse, le gouvernement impérial interdisait naguère le cours d'un professeur dont la doctrine n'était que la conclusion finale des hérésies combattues, il y a treize cents ans, par les empereurs de Constantinople. Après cela, comment condamner l'empire grec pour ne pas avoir professé le principe d'une tolérance complète et d'une discussion illimitée en matière religieuse ?

D'autre part, si le dernier mot à ce sujet eût appartenu au clergé dominant, ce clergé, à coup sûr, ne se fût pas borné à retrancher les hérétiques du giron de l'Église ; leur situation civile et politique dans l'État eût été singulièrement compromise. S'il se fût contenté de l'excommunication, c'est le principe de la tolérance qui eût prévalu en réalité. Mais non, il serait vain de chercher ce principe au sixième siècle. En orient, le clergé orthodoxe aurait infailliblement fait ce que le pape fit plus tard contre le protestantisme : il aurait voulu imposer, par la violence, ses dogmes à la conscience humaine ; il aurait prescrit des peines à cet effet ; il aurait forcé le

pouvoir temporel à les appliquer. Les conséquences n'auraient pas manqué d'être désastreuses. Les hérétiques, persécutés, auraient levé l'étendard de la révolte ; il en serait résulté d'affreuses guerres civiles. C'est ce qui arriva en occident au temps de la Réforme. Mais un malheur plus grand aurait menacé l'orient ; car ici le christianisme était entouré de nations professant une religion qui lui était foncièrement hostile. Les dissidents auraient pu appeler les étrangers à leur secours et amener de bonne heure la ruine, non-seulement de l'empire d'Orient, mais de l'Évangile lui-même.

La monarchie hellénique comprit le devoir qui lui incombait de prévenir, autant que possible, ce grand malheur. Elle prit le parti de régler, à certaines époques, les questions religieuses. Elle eut soin de ne pas s'écarter des dogmes fondamentaux de l'Église et, en même temps, de ne pas pousser les hérétiques au désespoir. Elle a sans doute promulgué contre eux des lois sévères ; mais nous avons vu que ces lois étaient appliquées, quand elles l'étaient, avec une rare indulgence. Nous ne nions pas qu'elle ait persécuté parfois les hétérodoxes. Zénon même, sous le règne duquel commença la querelle entre l'orient et l'occident, ferma, dit-on, en 482, l'école de médecine entretenue à Édesse par les nestoriens. Forcés de se réfugier en Perse, ces derniers y acquirent une importance politique considérable, et fondèrent à Djontisabou, en Koushistan, une nouvelle école de médecine qui, plus tard, contribua beaucoup au développement de la science chez les Arabes. Toutefois, en con-

damnant les nestoriens, la monarchie entreprit, depuis Zénon jusqu'au sixième concile œcuménique, réuni en 680 sous le règne de Constantin Pogonat, de trouver un *modus vivendi* avec une autre grande hérésie, celle des monophysites. Les croyait-elle plus dangereux parce qu'ils étaient plus nombreux, ou leur dogme s'éloignait-il moins que les autres de l'orthodoxie ? Quoi qu'il en soit, c'est dans ce but que furent publiés, comme nous avons eu l'occasion de le dire, l'*Enotikon* de Zénon, suivi avec tant de persévérance par l'empereur Anastase, la *Condamnation des trois Chapitres* sous Justinien, l'*Ecthèse* d'Héraclius, le *Typos* de Constant, père du Pogonat. Il est vrai que l'œuvre de réconciliation finit par échouer ; mais ces efforts ajournèrent pour deux siècles la rupture définitive et en atténuèrent considérablement les funestes conséquences. L'intervention de la monarchie dans le règlement de ces questions contribua aussi à l'édification morale de la nation et du clergé : elle contenait en quelque sorte l'action exclusive du sentiment religieux et modérait la sauvagerie du fanatisme. Tandis qu'en occident le clergé, devenu tout-puissant, prit un caractère orgueilleux, dur et oppressif, en orient, où la monarchie arrêta ses tendances à la souveraineté, il fut plus modéré, plus doux et plus humain.

Faut-il conclure de là que l'Église d'occident put à bon titre se vanter de son indépendance vis-à-vis du pouvoir temporel, et accuser l'Église d'orient de servilité envers l'État ? Sur cette question, comme sur d'autres, il s'est établi une regrettable confusion. Pendant plusieurs

siècles, l'Eglise d'occident s'était trouvée en présence de souverains qui n'étaient ni aptes ni disposés à intervenir dans ses affaires. Il lui fut donc aisé de ne pas se laisser entamer par de tels adversaires. Les papes, d'ailleurs, parvinrent à garder longtemps un pouvoir temporel, qui suffisait à leur sûreté personnelle. Enfin, à cette époque, les peuples d'occident montraient peu de goût pour la controverse et les spéculations philosophiques ; l'hérésie ne gagna guère de terrain chez eux avant le douzième siècle, et l'orthodoxie demeura toute puissante. Comme il n'y avait pas de discussions sur le dogme, l'Eglise catholique n'a pas eu à faire de concessions à ce sujet. Il est vrai qu'elle finit par combattre vaillamment pour la défense de ses intérêts temporels ; mais dans cette lutte elle fit preuve d'un esprit pratique plutôt que d'indépendance morale. Il est vrai aussi qu'elle ne cessa de se montrer hostile à Constantinople ; mais cette opposition était d'autant plus aisée qu'elle était faite à des souverains éloignés, que les papes avaient rarement à les redouter, et que le débat roulait sur des hérésies et des dogmes étrangers aux peuples d'occident. Les papes, tranquillement assis sur un terrain solide, regardaient nos empereurs luttant contre une mer en fureur pour sauver l'hellénisme ; et de là ils fulminaient contre l'équipage, chaque fois qu'il lui fallait sacrifier une partie de sa cargaison pour éviter le naufrage.

En orient, les hérésies étaient incessantes, puissantes et variées ; les ennemis du dehors, sectateurs de reli-

gions ouvertement hostiles, les Perses d'abord, les Arabes ensuite, essayaient de profiter de ces discordes civiles. C'est ce qui rendit inévitable l'intervention du pouvoir temporel entre l'orthodoxie et l'hérésie. Mais la monarchie imposa-t-elle, sans rencontrer de résistance, sa volonté à l'Église ? La foule et l'importance des hérésies jusqu'au neuvième siècle prouvent que la liberté était grande chez nous dans les discussions religieuses et qu'on ne saurait accuser justement de servilisme l'Église d'orient. D'un autre côté, le clergé a souvent fait une opposition sérieuse au pouvoir temporel. Sous le règne d'Anastase, les patriarches Euthyme et Macédonius aimèrent mieux descendre de leur haute dignité que de se soumettre à la volonté de l'empereur. Les patriarches Germain, Nicéphore et Jean Grammaticus ne se conduisirent pas autrement sous Léon III, Léon V, Michel III et Théodora. Nous avons déjà parlé du courage avec lequel le patriarche Nicolas le Mystique résista au quatrième mariage de Léon VI ; on pourrait multiplier les exemples. Nous ne voulons pas dire qu'il n'y eut pas d'exception et que les patriarches ne cédèrent jamais aux intérêts et aux passions des chefs de l'État ; mais ils le firent le plus souvent pour épargner à l'État et à l'Église des épreuves qui pouvaient les mener à leur perte. Si les écrivains de l'occident ont tant de fois blâmé l'Église grecque, ils l'ont fait à l'exemple de leur souverain spirituel ; car celui-ci a de tout temps combattu une Église qui ne portait pas la main sur le pouvoir temporel.

Ce sont là les premiers et principaux motifs de la sé-

paration des deux Églises. Les différences dogmatique n'ont jamais été que de simples prétextes mis en avant pour les besoins de la cause. La vérité, c'est que les papes, non contents de la primauté qu'on leur reconnaissait, prétendaient aussi à la souveraineté sur l'Église d'orient et, par elle, à la domination sur l'empire. Il était naturel que notre Église, alliée de nos souverains, repoussât ces exigences. Mais en niant la souveraineté des papes, elle reconnut constamment, malgré les décrets des conciles œcuméniques de Constantinople et de Chalcédoine qui l'en dispensaient, la primauté de l'évêque de Rome. En effet, le troisième canon du deuxième concile œcuménique de Constantinople avait décrété : « que l'évêque de Constantinople, qui était la Rome nouvelle, devait partager la primauté avec l'évêque de Rome. » Le vingt-huitième canon du concile de Chalcédoine exprima la même pensée d'une manière encore plus explicite, en disant que l'évêque de Rome n'avait la primauté que parce qu'il résidait dans la capitale de l'empire.

Mais, vingt-cinq ans après la convocation de ce concile, Rome, occupée par les Germains, perdit cette qualité de capitale de l'empire. En vertu des canons précités, l'Église de Constantinople fut alors fondée à ne plus reconnaître au pape le droit de primauté. Elle ne le fit pas cependant. Insultée et attaquée par le souverain pontife, elle a toujours tenu au respect des traditions et des usages de l'Église. Les prétentions outrées de ce dernier la mettaient souvent dans la nécessité de combattre ; mais, dès

qu'elles se modéraient un peu, l'Église grecque reprenait ses anciennes relations de respectueuse déférence envers l'évêque de Rome. Il y eut deux fortes crises dans cette intermittence de paix et de guerre : l'une au neuvième siècle, sous Photius, l'autre au onzième, sous le patriarchat de Cyrille. Si modéré que l'on soit dans ses appréciations, on est forcé de reconnaître que, dans ces deux circonstances, ce furent les papes qui poussèrent les choses à l'extrême : Nicolas I^{er} déposa Photius, sans en avoir le droit ; les légats de Léon IX prononcèrent, le 16 juillet 1054, sur la sainte table de Sainte-Sophie, au moment de la célébration de la messe, une excommunication scandaleuse contre Michel Cerularius et ses partisans ; ils leur adressaient, entre autres reproches insultants, celui d'être simoniaques, valaisiens, ariens, donatistes, nicolaïtes, sévériens, ennemis de Dieu, manichéens et nazaréens. En d'autres termes, ils présentaient l'Église d'orient comme entachée de toutes les hérésies qui avaient paru depuis l'avènement du christianisme. Dans l'un et dans l'autre cas, le schisme fut provoqué par l'ambition non moins que par les haines de l'Église d'occident.

Cependant, même après Photius, même après Michel Cerularius, l'Église grecque, tenant par-dessus tout à l'union du monde chrétien, reprit de la façon la plus calme ses relations avec l'évêque de Rome. Photius lui-même, nommé de nouveau patriarche, s'efforça de faire oublier le passé : il s'empressa de notifier avec respect à Jean I^{er} son rétablissement sur le trône patriarcal, son-

gea à convoquer un concile à Constantinople pour sanctionner ce qui venait d'avoir lieu et invita le pape à y assister par ses légats. Jean I^{er} reconnut d'abord Photius et les décrets de ce concile, mais il ne tarda pas à changer d'avis et à prononcer de nouvelles excommunications. Ses successeurs Marin et Étienne II en firent autant. Ce dernier répondit à une lettre de Basile I^{er} dans un style peu fait pour amener une réconciliation. « De même, disait-il, que Dieu nous a donné de régner sur le temporel, de même la fondation et les droits des Églises de ce monde ont été fixés par Pierre, le prince des apôtres. Ignorez-vous donc que la sainte Église des Romains est la maîtresse de toutes les autres? » Il ne se borna pas à qualifier les papes de vicaires du premier des apôtres; il se comparait bientôt après au Sauveur lui-même en s'écriant : « Celui (Photius) qui a souillé vos pieuses oreilles en parlant contre le bienheureux Marin, a blasphémé contre Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

Au lieu de se modérer, les prétentions des évêques de Rome allaient grandissant, et cela dans un temps où l'Église romaine était arrivée à un degré inouï de corruption et d'immoralité. Depuis 882 jusqu'en 1049, de Jean I^{er} à Léon IX, quarante-six papes montèrent sur le trône pontifical. Dans le même espace de temps, seize patriarches seulement furent élus à Constantinople. Ces changements fréquents de papes prouvaient déjà que l'Église de Rome était minée par de grands désordres. Le fait est que la plupart étaient, pour ne rien dire de pis, des hommes peu dignes de respect. Telle fut alors

la déchéance morale à Rome et dans le reste de l'Italie, que cette époque fut qualifiée par les historiens de *pornocratie*. Un d'entre eux, l'Allemand Schlosser, fait remarquer avec raison que, s'il était au pouvoir de l'homme de détruire la vertu et la religion, elles auraient certainement péri alors dans ces contrées. Pourtant l'Église romaine avait le courage de lancer contre les chefs de l'Église et de l'empire d'orient l'insulte et le mépris et d'empoisonner par toutes sortes de calomnies l'opinion des peuples d'occident. On peut lire les relations de l'évêque de Crémone, Luitprand : il alla deux fois à Constantinople, la première fois comme ambassadeur du roi d'Italie, Bérenger II, sous Constantin Porphyrogénète, la seconde fois, vingt ans après, comme représentant de l'empereur d'Allemagne, Othon I^{er}, sous le règne de Nicéphore ; ses écrits sont des monuments singuliers de cette guerre incessante de l'Église romaine. Ces rapports d'un homme, qui ne s'est distingué que par son ingratitude pour son premier maître et sa bassesse envers le second, fourmillent de médisances et de mensonges au point d'avoir soulevé l'indignation de plusieurs historiens occidentaux. Celui que nous venons de citer a dit que « Luitprand était plus fait pour jouer la comédie que pour faire réussir une mission diplomatique. » Pourtant ces pamphlets ridicules n'ont pas peu contribué à augmenter les préjugés des peuples occidentaux contre la race grecque et à exalter les passions entre les deux mondes. Notez qu'ils avaient été écrits au moment où Rome se trou-

vait dans la situation déplorable que nous venons de signaler ; l'Église d'orient avait au contraire à sa tête des hommes dont plusieurs se sont distingués par leurs vertus et par leur caractère, et tous, un ou deux au plus exceptés, n'ont jamais causé le moindre scandale dans le monde chrétien.

Quelle raison empêcha ces hommes de rompre toute relation avec l'Église romaine, ou tout au moins de cesser de reconnaître la primauté de son chef ? Le désir de ne pas toucher, en ce qui les concernait, à l'ordre de choses établi depuis des siècles et de ne pas soulever, malgré les motifs les plus plausibles, des discussions au sein de l'Église du Christ. Même après la violente querelle survenue sous le patriarcat de Cérularius, l'Église d'orient reprit ses relations avec celle de Rome. Heureusement la corruption, qui dominait à Rome au onzième siècle, disparut peu à peu au siècle suivant. Des hommes plus dignes montèrent alors sur le trône pontifical, un homme de génie entre autres, Grégoire VII. A l'avènement de ce dernier, Michel VI Doucas lui envoya une ambassade, et Grégoire lui adressa Dominique, patriarche de Venise, avec une lettre dans laquelle il exprimait le vœu de voir la paix s'établir sur toute la terre et notamment entre les Églises de Rome et de Constantinople. Mais un esprit aussi impérieux et aussi pratique que Grégoire VII ne devait pas se contenter de ces démarches indirectes et pacifiques. Aussi changea-t-il bientôt de système et tenta-t-il de trancher avec l'épée ce différend séculaire.

On a dit souvent que les croisades ont été entreprises pour sauver le christianisme d'orient des souffrances qu'il endurait et des dangers dont il était menacé de la part de mahométans. Ce fut là le prétexte de ce grand mouvement ; les diverses péripéties de la lutte et son résultat final prouvent jusqu'à l'évidence que l'on se proposait encore autre chose. J'ai déjà dit que les Arabes avaient été complètement humiliés dès le dixième siècle en orient. Il est vrai que les Turcs Seldjoucides prirent à cette époque vis-à-vis de l'empire une position d'autant plus menaçante que des troubles graves étaient survenus à Constantinople. Cette ville était tombée, au milieu du onzième siècle, entre les mains des femmes, derniers rejetons de la dynastie macédonienne. Les Turcs profitèrent de ces circonstances pour s'emparer de quelques contrées de l'Asie Mineure et de la Syrie. La puissance des Seldjoucides ne fut pas de longue durée ; ils se maintinrent dans l'Asie Mineure, mais ils furent délogés de la Syrie par d'autres tribus turcomanes. Ces nouveaux envahisseurs firent subir de cruels traitements aux chrétiens indigènes aussi bien qu'aux hommes pieux qui se rendaient en pèlerinage à Jérusalem. Au onzième siècle, l'empire essuya donc des revers en orient.

Toutefois, dès 1081, bien avant la première croisade, une nouvelle dynastie était montée sur le trône de Constantinople en la personne d'Alexis Comnène. Ce prince fut forcé, aussitôt après son avènement, de donner à l'Europe une preuve de ses vertus militaires, quand il attaqua et détruisit les meilleurs soldats de l'occident.

les Normands. L'Europe pouvait donc être sûre qu'Alexis Comnène ne tarderait pas à mettre un frein aux déprédations des Turcs, qui venaient d'entrer en campagne. On objectera qu'Alexis implora par lettres et par ambassadeurs le secours de l'occident contre les Turcs. Les historiens orientaux contemporains ignorent complètement l'existence de ces lettres et l'envoi de ces ambassadeurs. Anne Comnène n'attribue le mouvement des croisades qu'aux sermons de Pierre l'Ermite. Elle ne fait mention d'aucune demande de secours ; elle parle, au contraire, de l'expédition comme d'un événement inattendu et la considère de prime abord comme une entreprise hostile à l'empire d'Orient. Ces lettres portent d'ailleurs en elles-mêmes l'empreinte incontestable d'un faux commis pour donner quelques apparences de droit à l'invasion ; elles avaient pour objet d'avilir les empereurs grecs et de préparer en même temps les esprits au pillage et au partage projeté de l'empire. « La conquête turque, disent-elles, est le plus grand des malheurs qui puisse arriver à un souverain chrétien ; nous croyons tout permis pour l'éviter. La perte de la couronne est un léger malheur, comparée à la honte de voir notre empire soumis à la loi de Mahomet. S'il est de notre destinée de cesser de régner, ayons au moins la consolation de penser que la souveraineté de ces pays tombera entre les mains des Latins, et qu'ils seront préservés ainsi du joug des musulmans. »

Mais si les Seldjoucides arrachèrent quelques contrées de l'Asie Mineure, l'empire était encore puissant et vaste,

comme l'ont prouvé tous les événements du siècle suivant. Non-seulement sous Alexis, mais sous Jean son fils et Manuel son petit-fils, Constantinople était loin d'être menacée par des dangers qui puissent expliquer ces cris de désespoir. Est-il vraisemblable qu'Alexis ait offert avec cet empressement son empire aux Latins? Quatre siècles plus tard, l'empire était morcelé et livré à l'anarchie, grâce aux croisades, et les Turcs Osmanlis avaient réduit l'hellénisme à la seule ville de Constantinople ; les empereurs implorèrent le concours de l'Europe : pourtant ils n'ont jamais entendu par là se soumettre à l'étranger.

Les auteurs de ces faux, dans leur aveugle passion, font dire à Alexis des choses bien plus monstrueuses encore. A les en croire, il aurait invité les barons et les chevaliers de l'occident à piller le trésor public et les richesses des habitants ; il les conviait à s'emparer des objets précieux des églises ; il finissait même par faire une description attrayante de la beauté des femmes grecques, dont la possession devait couronner les exploits de leurs libérateurs. Ce qui met le comble à l'invraisemblance de ce pastiche historique, c'est que les textes de ces pièces imaginaires ne sont pas même identiques. Le recueil intitulé *Thesaurus novus anecdotorum*, de Martenne et Durand, contient une lettre de l'empereur à Robert, comte de Flandre ; cette lettre se retrouve dans l'*Amplissima collectio* de ces mêmes éditeurs avec des variantes et une autre date : la première est datée de l'an 1095, la seconde de 1100. Cette dernière date surtout dénonce le faux d'une manière

comique. La première croisade eut lieu en 1096, et cependant la demande de l'empereur qui l'aurait provoquée aurait été écrite en 1100, à l'époque où les Francs s'étaient déjà emparés de Jérusalem ! Mais voici venir un autre éditeur, Guibert de Nogent, qui, dans son *Historia hierosolimitana*, donne un troisième texte de cette même lettre, rédigée dans le même sens, mais en d'autres termes. Elle contient surtout le passage où l'empereur parle de l'incomparable beauté des femmes grecques, passage qu'on ne rencontre pas dans les deux autres versions. On ne s'étonnera donc pas que des savants allemands distingués, Heeren et Schlosser, aient traité ces textes de faux ; et il est à regretter que Michaud, l'historien français des croisades, ait entrepris de réfuter leurs arguments ; il a usé pour cela d'une dialectique qui n'est ni forte ni loyale : « Quelques critiques, dit-il, n'ont pas cru qu'Alexis ait parlé dans ses lettres des belles femmes de la Grèce. La chose peut cependant paraître très-vraisemblable, quand on se rappelle que les Turcs qui attaquaient l'empire de Byzance recherchaient les femmes grecques avec ardeur. » D'après ce raisonnement, puisque les Turcs recherchaient les femmes grecques, Alexis était capable de se déshonorer au point de les offrir aux Latins.

Il suffit du reste d'examiner avec un peu d'attention les événements qui ont préparé cette grande crise du moyen âge, pour comprendre que jamais Alexis ne s'est trouvé dans le cas d'envoyer les lettres et les ambassades qui lui sont attribuées. Dès l'année 1074, Grégoire VII

adressa au monde chrétien deux encycliques pour préparer les esprits à une expédition en orient ; puis il écrivit à l'empereur d'Allemagne Henri IV que plus de 50,000 hommes étaient réunis en Italie et au delà des Alpes, et qu'ils étaient prêts à marcher sur Jérusalem s'il se mettait, lui, le pape, à la tête de cette entreprise. Il dévoilait ici clairement son but. « Je suis surtout poussé, dit-il, par la pensée que l'Église de Constantinople, qui est en désaccord avec nous sur le dogme de la procession du Saint-Esprit, désire l'union avec le trône apostolique. Les Arméniens aussi et tous les autres chrétiens de l'orient sont impatients d'apprendre quelle est la foi pure de l'apôtre Pierre parmi les croyances diverses qui ont cours chez eux. » Il écrivait dans le même sens en 1075 à un haut dignitaire de l'Église romaine. Le grand mouvement des croisades aurait donc commencé à cette époque, et dès lors le pape, à la tête de plusieurs centaines de mille hommes, serait venu enseigner aux orientaux la vérité sur la procession du Saint-Esprit, si une lutte acharnée n'avait soudain éclaté entre l'évêque de Rome et l'empereur d'Occident. Grégoire VII fut, assurément, un homme de génie : au moment où il se préparait à marcher sur l'orient, il s'occupait en même temps de purifier son Église des abus qui s'y étaient introduits aux siècles précédents et de soumettre à son empire tout pouvoir temporel. Ses mesures avaient été prises avec une habileté admirable et une énergie étonnante. Parmi les souverains de l'Europe, les plus faibles se soumirent

a ses décrets. Sa voix fut respectueusement écoutée en Espagne, en Bohême, en Suède, en Norvège, en Danemark, en Slavonie, en Croatie, en Dalmatie. Seuls, les rois d'Angleterre et de France et l'empereur d'Allemagne n'entendaient pas céder à ses prétentions. Il recula devant Guillaume le Conquérant et Philippe I^{er}; mais il profita de l'opposition que Henri IV rencontrait en Allemagne pour lui faire, à partir de 1076, une guerre longue et acharnée. Henri IV fut d'abord tristement humilié; mais Grégoire, vaincu à la longue, fut exilé à Salerne, où il mourut en 1085. Toutefois ces diversions ne l'empêchèrent pas de donner un commencement d'exécution aux entreprises de l'Europe occidentale contre l'hellénisme.

Cinq ans avant sa mort, au plus fort de sa lutte contre l'empereur d'Allemagne, il apprit que Robert Guiscard, souverain normand de la Sicile et de la basse Italie, se préparait à marcher contre l'empereur d'Orient. Les Normands, qui n'ont donné leur nom à aucun des États modernes, devaient cependant accomplir, au milieu du onzième siècle, deux actes qui ont exercé une immense influence sur la civilisation moderne. Sous le commandement de Guillaume surnommé le Conquérant, ils s'emparèrent de l'Angleterre; ils y établirent un état politique et social qui fait encore le fonds de la constitution de ce grand pays; sous un autre chef, Robert surnommé Guiscard ou rusé, ils furent, à la même époque, les premiers auteurs de la rupture, depuis longtemps préparée, qui devait plus tard ame-

ner la conquête de l'orient. Ce fut sous le règne de Basile II le Bulgaroctone, que les premières bandes de Normands apparurent dans la basse Italie, où ces aventuriers servirent d'abord comme mercenaires sous les exarques de Constantinople. Peu après ils s'établirent dans ce beau pays en profitant des querelles des empereurs d'Orient et d'Allemagne et des troubles qui suivirent l'extinction de la dynastie macédonienne et durèrent jusqu'à l'avènement des Comnènes. En 1057, Robert Guiscard, devenu chef du nouvel État fondé par ses compatriotes, commença à consolider et à augmenter leurs premières conquêtes. Également hostile aux deux empereurs qui se disputaient la presque île italienne, Robert chercha un autre allié : c'était l'évêque de Rome. Placé dans une situation analogue vis-à-vis des deux potentats, le pontife accepta avec empressement les offres de service du chef normand ; il le reconnut duc de Calabre et d'Apulie, et de plus duc de la Sicile, bien que cette île fût encore occupée par les Arabes. Fort de cette puissance morale, Robert enleva, par son frère Roger, la Sicile aux musulmans affaiblis et divisés, et compléta, de son côté, la conquête de l'Italie du sud jusqu'aux confins de l'État pontifical. Il jeta alors un regard de convoitise sur l'empire situé à l'est de l'Adriatique.

Robert prépara son entreprise avec une ruse qui justifiait pleinement son surnom. La puissante dynastie des Comnènes n'était pas encore montée sur le trône de Constantinople. En 1071, l'empire était tombé entre les mains de Michel VII, dont les conseillers pensèrent avec

raison qu'il était inutile de songer à reprendre la basse Italie. Ce pays, éminemment occidental, n'était pas une possession naturelle pour l'empire d'Orient, qui s'y était maintenu jusqu'alors plutôt par amour-propre que par un intérêt politique bien entendu. Le gouvernement de Constantinople songea donc à entrer en relations d'amitié avec Robert. On résolut de faire épouser sa fille Hélène à Constantin, fils de Michel VII. La fiancée, trop jeune encore, avait été envoyée à la cour de Constantinople où elle devait être élevée jusqu'à son mariage. Mais dans l'intervalle Botaniatè déposa Michel et le fit enfermer dans un couvent avec toute sa famille et avec la fille de Robert. Cet acte aurait suffi pour donner au prince normand un prétexte plausible de déclarer la guerre : il pouvait se présenter comme l'allié et le vengeur du père de son futur gendre. Mais, pour mieux s'assurer du succès, Robert eut recours à un stratagème qui caractérise les mœurs publiques et privées de cette époque. Les relations des deux Églises n'étaient pas encore rompues : il y avait un échange naturel de pèlerins entre l'orient et l'occident. Robert résolut de profiter de cette circonstance. Il envoya en Calabre deux officiers fidèles auxquels il donna l'ordre de chercher, parmi les pèlerins qui s'y rendaient de Grèce, un moine qui eût quelque ressemblance avec Michel VII. Bientôt les deux émissaires trouvèrent leur homme à Crotone ; c'était un moine nommé Rector, « intrigant et fourbe sans pareil, » dit Anne Comnène. Il appartenait, paraît-il, à une famille considérable et avait une certaine

expérience du cérémonial de la cour d'orient, où il avait été employé auprès de l'empereur avant d'embrasser la vie religieuse. Rector accepta avec empressement la proposition de jouer le rôle de l'empereur Michel ; les émissaires de Robert lui écrivirent, selon leurs instructions, qu'ils venaient de découvrir à Crotone le beau-père de sa fille, qu'il s'était échappé de sa prison et venait implorer son secours. Robert, qui n'avait confié son projet qu'à ses deux émissaires, montre aussitôt leur lettre à sa femme, aux grands de sa cour, aux chefs de son armée. Tous l'engagent à exaucer la demande de l'empereur déchu, et Robert feint de céder à leurs représentations. Le moine est donc conduit à la cour ; on l'entoure de la pompe impériale, et il commence à représenter avec la plus grande habileté le personnage de Michel. Il raconte, les larmes aux yeux, comment Botaniatè, lui ayant enlevé sa femme, ses enfants et sa couronne, lui avait fait revêtir le costume des religieux ; son crime était d'avoir résolu le mariage de son fils avec la fille du duc. Celle-ci gémissait dans le couvent où elle était enfermée, et l'usurpateur tremblait à la pensée que le courageux Normand pouvait prendre la défense de droits si sacrés. Rector faisait même semblant de taire une partie de ses malheurs pour épargner de pénibles émotions au cœur d'un ami ; mais, d'autre part, il en disait assez pour éveiller la cupidité de ces combattants, prodiguant en promesses des monceaux d'or. Robert, gémissant, ne ménageait ni les honneurs ni les marques de dévouement à l'impôseur ; les grands s'indignaient des retards apportés à l'expédi-

tion. Mais, le rusé Normand le savait bien, cette scène ne pouvait réussir qu'à la condition d'être appuyée par de bonnes lances ; aussi travailla-t-il pendant deux ans à rassembler des forces considérables de terre et de mer.

Sa politique ne chôma pas sur ces entrefaites ; avant de marcher au secours de son beau-père, il voulait donner la sanction de l'Église à son expédition et la demanda au pontife de Rome. Quoique distrait par sa lutte contre Henri IV, Grégoire VII se prêta aux vœux de Robert : cette expédition pouvait, à ses yeux, remplacer la grande entreprise qu'il avait lui-même méditée dans les premières années de son pontificat et que ses guerres avec l'empereur d'Allemagne l'avaient forcé d'abandonner. En 1078, il fit déposer par un concile Michel Botaniate pour avoir usurpé le pouvoir en expulsant le souverain légitime Michel VII ; en 1080, il adressa aux évêques et aux fidèles de l'Église une encyclique. Il ne pouvait ignorer l'histoire de l'imposteur Rector : il n'hésita pas toutefois à écrire que le très-glorieux empereur de Constantinople Michel VII, déposé par la violence, s'était rallié à l'Église en implorant le secours de Saint-Pierre et du duc Robert. Le pape engageait tous les chrétiens à lui venir en aide. En vertu de ses pouvoirs apostoliques, il ordonnait aux guerriers de prendre la défense de Michel et aux évêques de les exhorter à la lutte.

Grâce au concours du pape et surtout à sa propre activité, Robert avait fini tous ses préparatifs militaires au commencement de 1081. Mais, comme l'hiver l'empêchait d'entrer immédiatement en campagne, il chercha à

s'étayer d'un nouveau stratagème. Ayant eu connaissance de la querelle qui venait de surgir entre Botaniate et les Comnènes, il espérait attirer Alexis dans ses pièges, attiser la discorde à Constantinople et l'emporter plus facilement sur son ennemi divisé. Avant l'ouverture des hostilités, il envoya donc à Constantinople un des grands de la cour nommé Raoul, pour exiger de Botaniate une satisfaction de l'insulte faite à sa fille Hélène. En réalité Raoul devait offrir des présents à Alexis et se concerter avec lui. Cette tentative échoua : l'envoyé de Robert fut congédié par Alexis aussi bien que par Botaniate.

De retour auprès de Guiscard, Raoul, plus loyal que son maître, déclara comment il avait appris à Constantinople que le moine auquel on rendait des honneurs impériaux était un imposteur, comment de ses propres yeux il avait vu dans la capitale l'empereur Michel revêtu de la bure et confiné dans un couvent. Il ajouta qu'après son départ de Constantinople, il avait appris en route la déposition de Botaniate et l'avènement d'Alexis ; celui-ci s'était associé le fils de Michel VII Constantin, le futur beau-fils de Robert ; il n'y avait donc plus de prétexte pour faire la guerre. Mais Robert n'avait pas besoin d'apprendre la vérité ni de recevoir des leçons de qui que ce fût : il chassa Raoul de sa présence. Le printemps venu, il envoya son fils Bohémond s'emparer de Corfou, puis s'embarqua lui-même à Brindisi pour cette île.

Je ne me propose de raconter ici ni cette première lutte de l'Europe occidentale contre l'empire

d'Orient, ni les attaques successives qu'il a subies aux temps des Croisades. Je me bornerai à un simple résumé de ces événements connus. Le fondateur de la dynastie des Comnènes monta sur le trône au milieu des difficultés que l'on vient de voir ; il était peu préparé à repousser une attaque si inattendue ; cependant il combattit bravement. Il perdit, en 1082, Durazzo et Castoria ; mais, en 1083, il défit devant Larissa en Thessalie les Normands commandés par Bohémond et les poursuivit l'épée dans les reins jusqu'à Castoria. Peu après il reprit cette ville, Durazzo, toutes les places du littoral et toutes les îles occidentales qui avaient été conquises par les Normands. Cela se passait dix ans à peine avant l'époque où des historiens occidentaux affirment qu'Alexis écrivit les prétendues lettres où il exprimait le vœu de voir ses États tomber entre les mains des Latins.

Dans ce laps de temps, Alexis avait plutôt fortifié qu'affaibli sa position. Après avoir repoussé les Normands, il reprit Sinope, Nicomédie et quelques autres places de l'Asie Mineure ; il détruisit entièrement les Petchénègues, vainquit les Comanes et réprima plusieurs émeutes à l'intérieur. Plus puissant en 1095 qu'en 1085, il n'était menacé par aucun danger sérieux ; pourquoi aurait-il introduit au sein de ses États ces mêmes envahisseurs qu'il avait expulsés en personne avec tant de peines et de dangers, des pays helléniques ? S'il les appelait maintenant, pourquoi venait-il de leur faire la guerre ? et après avoir défendu contre eux son empire, pourquoi les invitait-il à s'en emparer ?

Parmi les princes croisés et les guerriers sous leurs ordres, un grand nombre étaient à coup sûr des hommes loyaux, qui marchaient sincèrement à la délivrance du Saint-Sépulcre. Mais des faits et des documents prouvent qu'ils ne furent point appelés en orient par Alexis, que plusieurs cherchèrent à s'approprier les possessions de l'empire, que c'était là en définitive le but principal des auteurs de l'entreprise. Est-il besoin de rappeler les ravages, les sacrilèges, les actes de brigandage, les massacres qu'ils y commirent ? Ils venaient sauver les chrétiens des Turcs, et d'avance ils se livraient sur leurs coreligionnaires à des actes mille fois plus odieux que les ennemis de la religion chrétienne. Mais d'autres faits révèlent d'une manière encore plus évidente les vraies intentions des croisés et viennent réfuter de nouveau ce que l'on a écrit sur les prétendues demandes d'Alexis.

L'entreprise une fois décidée, le pape Urbain II, qui occupait le trône pontifical depuis 1088, écrit à Alexis une lettre dont nous trouvons le texte dans les *Annales ecclesiastici* de Baronius. Urbain prie l'empereur de venir, dans la mesure de ses forces, au secours de cette cause. Après les bandes indisciplinées de Pierre l'Ermite, détruites à la suite de tant d'excès avant de parvenir en Palestine, on vit entrer en lice les chefs sérieux des croisés. A peine informé de l'arrivée de Godefroy de Bouillon sur les frontières de la Bulgarie, Alexis lui écrivit pour le prier de ne permettre aucun pillage aux troupes placées sous ses ordres. A cette condition il lui assurait toutes les facilités pour le ravitaillement de

l'armée. Le duc répondit qu'il se conformerait au désir de l'empereur. Il défendit sévèrement à ses troupes tout acte de violence et leur ordonna de payer régulièrement tous les objets qu'elles demanderaient, à l'exception du fourrage qui devait être fourni gratuitement. Guillaume de Tyr nous donne aussi le texte authentique d'une lettre d'Alexis à Bohémond, fils de Robert Guiscard, dans laquelle il est dit que l'empereur avait donné des ordres pour la fourniture à des prix raisonnables de toutes les choses dont son armée pourrait avoir besoin. En outre, Alexis croyait prudent de régler d'une manière formelle ses relations avec les croisés ; il leur promit son aide à condition qu'ils lui rendraient tous les pays qui seraient repris en Asie sur les Turcs. Un traité revêtu de toutes les formes usitées en ces temps fut conclu à cet effet.

Tous ces documents ne permettent pas de croire qu'Alexis ait jamais sollicité le secours de l'Europe. Dans la lettre d'Urbain II il n'y a pas un mot sur cette prétendue demande. D'ailleurs Alexis aurait-il pu réclamer le paiement des vivres à des souverains qu'il aurait appelés à son secours ? S'ils étaient venus en orient à sa prière, ils auraient eu incontestablement le droit d'être nourris à ses dépens, et ils n'auraient pas accepté sans protestation la charge des frais de l'expédition.

Mais ce qu'il y a de plus important, ce sont les traités conclus entre Alexis et les chefs des croisés. Comment admettre que l'empereur ait imploré les secours des princes d'occident avec des cris de désespoir et qu'en

même temps il leur ait fait promettre de lui rendre tous les pays qu'ils auraient repris sur les ennemis, les privant ainsi à l'avance de tout avantage ? Si le suppliant avait l'insolence de faire de pareilles propositions, les alliés accourus à sa sollicitation pouvaient le confondre en lui montrant ses lettres. Loin d'en tirer parti, ils signèrent le traité demandé ; nouvelle preuve que les lettres n'ont jamais été écrites. Elles ont été inventées plus tard pour autoriser les croisés à dire que, venus en orient à la prière d'Alexis, ils avaient été forcés par les circonstances de s'emparer de Constantinople.

Les encycliques de Grégoire VII et l'expédition de Robert Guiscard auraient suffi pour révéler l'intention première de ces expéditions, mille autres faits la rendent incontestable. L'un des plus illustres compagnons de Godefroy était, comme on vient de le voir, ce Bohémond, fils de Robert Guiscard. Son retour avec le drapeau des croisades dans les pays dont, quelques années auparavant, il avait entrepris ouvertement la conquête, était d'un mauvais augure pour l'hellénisme. Avant de quitter les côtes de l'Apulie, il avait adressé à Godefroy une lettre, que les chroniqueurs occidentaux nous ont conservée : elle ne nous permet aucune illusion sur les sentiments qu'il nourrissait en s'embarquant pour Constantinople. « Tu n'ignores pas, écrivait-il à Godefroy, toi le meilleur des hommes, que tu as à faire à un être pervers, ou plutôt à une bête féroce de la pire espèce, qui se propose de tromper et de poursuivre à outrance le peuple latin. Tu penseras comme moi un jour de cet

homme, parce que je connais la ruse des Grecs et leur haine irréconciliable. Ne te dirige pas pour le présent sur Constantinople ; va camper près d'Andrinople ou de Philippopolis. Si Dieu le permet, j'y serai aussi au commencement du printemps, et je t'offrirai, avec un amour fraternel, comme je le dois à mon chef, mes conseils et des bras pour combattre le souverain impie des Grecs. » D'où venait contre la nation hellène cette haine implacable d'un des souverains les plus puissants de l'Europe ? Pendant plusieurs siècles nulle querelle armée n'avait surgi entre l'orient et l'occident ; pendant plusieurs siècles les relations politiques entre les deux mondes avaient été plutôt amicales qu'hostiles. Dans les différends religieux l'orient n'avait fait que résister aux prétentions de l'Église de Rome. On a parlé plus tard de pièges tendus aux croisés par les empereurs. La plupart de ces récits sont controuvés et les actes reprochés aux Grecs sont généralement justifiés par la conduite des croisés. Quoi qu'il en soit, les croisades n'ayant pas encore eu lieu, il est évident que Bohémond ne cherchait qu'un prétexte pour attaquer l'empire d'Orient.

Le digne, le loyal Godefroy ferma l'oreille aux insinuations du prince normand. Mais, dès que les croisés furent arrivés en Syrie, Baudouin, le propre frère de leur chef suprême, prouva par sa conduite que la guerre aux Turcs était un simple accessoire de l'expédition. Les Grecs avaient conservé en Syrie la place d'Édesse, située entre les sources du Tigre et celles de l'Euphrate. Le commandant de cette ville, Théodore, invita Bau-

doin à s'unir à lui pour combattre les musulmans des environs ; Baudoin se rend auprès du vieillard, il est reçu comme un fils adoptif ; mais bientôt il le fait assassiner et s'empare d'Edesse. Nous ne rappellerons pas ici que les croisés, en fondant un royaume à Jérusalem et en y installant un patriarche latin, violaient les traités qu'ils venaient de conclure avec Alexis ; je me borne aux faits qui prouvent que leurs chefs avaient en vue la conquête de l'empire.

Après la prise d'Antioche, Bohémond refusa de rendre cette ville à Alexis. En vain le brave et loyal Raymond, comte de Toulouse, affirma-t-il qu'on ne pouvait la garder sans violer les traités ; Bohémond la retint définitivement ainsi que plusieurs autres places grecques ; puis il s'appropriâ la Cilicie et la Pamphlie, et fit mine de marcher sur Constantinople. Les croisés ne cessaient, il est vrai, de prétendre qu'Alexis avait commencé par manquer à ses engagements en refusant les secours promis et en se rendant coupable de félonie envers eux ; mais nous avons vu que les meilleurs d'entre eux ne voulurent pas profiter de ces fausses allégations. D'ailleurs, le chroniqueur Albert d'Aix dit formellement que tous les bruits répandus sur les pièges tendus aux croisés par l'empereur ne reposaient sur aucun fondement. « Au contraire, ajoute-t-il, Alexis ne cessa de donner aux croisés des conseils salutaires et les exhorta d'éviter les chemins où ils ne trouveraient que ruines et privations. »

Une fois attaqué, Alexis dut songer à se défendre. Son armée occupa la plus grande partie de la Cilicie et

sa flotte vainquit entre Rhodes et Patara celle de Bohémond et de ses alliés les Pisans. Son adversaire résolut alors de se rendre en occident pour y lever de nouvelles troupes, et laissa le commandement de son armée à son neveu Tanocrède, l'Achille de cette grande lutte. Bohémond parcourut l'Italie, l'Espagne et la France; partout il représenta Alexis comme l'implacable ennemi des chrétiens; il leva une armée de 12,000 chevaux et de 60.000 fantassins avec laquelle il s'embarqua, non pour la Palestine, mais pour l'Illyrie. Il assiégea Durazzo, qui lui résista pendant un an. Enveloppé de tous côtés par les troupes de l'empereur, il se vit contraint de capituler, au mois de septembre 1108. Il se reconnut alors vassal et suppliant, et promit de ne garder jamais aucun pays, aucune ville, aucune île appartenant ou ayant appartenu à l'empereur, de marcher même contre Tanocrède, s'il refusait de se conformer à ce traité. Ces promesses furent ratifiées par les serments les plus solennels. Cependant, à peine de retour en Apulie, Bohémond fit des préparatifs pour une nouvelle campagne; il avait déjà réuni des forces considérables, lorsqu'il tomba malade et mourut, en 1111.

Telle fut la conduite des chefs de l'occident pendant la première croisade. Ils violèrent ouvertement les traités conclus avec Alexis; quelques-uns attaquèrent l'empire à différentes reprises. Firent-ils au moins quelque chose de grand contre les Turcs? Le royaume fondé par eux en Syrie resta faible et ne put empêcher les Seldjoucides de se rendre de nouveau redoutables quelques années

après. Ils ne combattirent les Turcs de l'Asie Mineure qu'en la traversant pour se rendre à Jérusalem. S'ils n'étaient pas venus en orient, la moitié des ressources et des hommes réunis par Alexis pour contenir ces étranges alliés aurait suffi pour restaurer l'hellénisme en Asie Mineure, pour mettre fin par son influence et, au besoin, par les armes aux mauvais traitements que les musulmans de Syrie faisaient subir aux chrétiens.

La première croisade n'eut d'autre résultat que d'affaiblir l'empire et de préparer le triomphe des Turcs. Si maltraité qu'il ait été par les croisés, il parvint encore sous Jean Comnène, successeur d'Alexis, à reprendre aux musulmans Laodicée en Phrygie, Sozopolis en Pamphylie et Castamona en Paphlagonie. L'empereur, ayant marché ensuite sur la Cilicie et la Syrie, engagea les Francs à s'unir à lui et mit le siège devant Césarée. Trahi par ses alliés, il se sauva avec peine et rentra à Constantinople. Il retourna plus tard en Syrie à la tête d'une nouvelle armée ; mais il trouva de nouveau les Francs pleins de défiance et refusant de le soutenir. Aussi est-ce avec raison que Michaud qualifie de déplorable la politique de ses compatriotes, en disant que l'alliance des Grecs et des Latins aurait pu délivrer l'Asie Mineure et la Syrie de la domination musulmane. En effet, Manuel, fils et successeur de Jean Comnène, humilia les Turcs en Pamphylie et en Cilicie ; mais il dut suspendre le cours de ses succès pour faire face au nouveau danger qui menaçait l'empire du côté de l'ouest. Je veux parler de la seconde croisade, qui eut lieu en 1147.

Cette croisade fut provoquée par la prise d'Édesse, principal boulevard des Latins, tombée l'année précédente entre les mains des Seldjoucides. L'empereur d'Allemagne Conrad III et le roi de France Louis VII, qui se mirent à la tête de cette expédition, demandèrent successivement tous les deux à Manuel l'autorisation de traverser ses États. A l'arrivée de Conrad, sur le Danube, l'empereur lui adressa une ambassade pour lui demander l'assurance que ses troupes ne commettraient point de dégâts sur le territoire grec. Conrad et ses barons le promirent avec serment. Manuel s'engagea alors à leur donner des secours et des vivres dont ils devaient payer la valeur. Mais peu après les croisés se livrèrent à toutes sortes d'excès. Ils cessèrent de payer les vivres, qu'ils arrachaient par la violence ; ils profanaient les saints asiles et se prenaient de querelle avec la population et l'armée grecques. Manuel, inquiet et prévoyant, demanda à Conrad de ne pas venir à Constantinople, mais de gagner l'Asie par la Chersonnèse de Thrace. L'empereur d'Allemagne voulut d'abord résister à cet avis et prétendit qu'il devait être conduit sur la rive opposée avec toute la pompe impériale. Il finit cependant par comprendre qu'il valait mieux se résigner, et il traversa l'Hellespont sur une modeste embarcation.

En ce moment le roi de France, Louis VII, arrivait à son tour sur les bords du Danube. Manuel l'obligea de jurer qu'il ne s'emparerait d'aucune ville de l'empire et qu'il lui rendrait toutes les conquêtes qu'il pourrait faire sur les musulmans. La première condition fut

acceptée ; la seconde fut ajournée jusqu'à ce que le roi se fût concerté avec Conrad. Quand l'armée française approcha de Constantinople, Manuel renouvela sa demande. Alors l'évêque de Langres, qui suivait le roi Louis, se répandit en injures contre la nation grecque et proposa au conseil, réuni pour délibérer sur la proposition de l'empereur, la prise de Constantinople. Sa proposition fut repoussée. Les Français jurèrent de se conformer aux propositions de Manuel et furent débarqués en Asie. Mais, non plus que les Allemands, ils n'y firent rien de remarquable. A la première croisade, les Latins étaient parvenus à s'emparer de quelques villes de Syrie. La seconde fut complètement infructueuse et, comme la fait remarquer Michaud, ne fut signalée par aucun acte glorieux ou héroïque. Elle rendit plus évident le but réel de ces expéditions. La proposition de l'évêque de Langres n'avait pas été accueillie ; mais au même moment une attaque formidable se préparait en Europe contre la partie occidentale de l'empire.

Pendant que Conrad et Louis traversaient ses provinces du nord en ennemis plutôt qu'en alliés et forçaient Manuel à surveiller toutes leurs démarches, Roger II, roi de l'Italie inférieure et de la Sicile, marcha, en 1147, contre les provinces du midi. On disait même qu'il n'entreprenait cette expédition qu'en vertu d'un traité formel conclu avec l'empereur d'Allemagne. Une flotte de soixante navires se montra inopinément devant Corfou et s'en empara. Elle échoua devant Monembasie (Malvoisie), mais elle ravagea les côtes de Péloponèse et entra dans le golfe de Lépante.

Là elle débarqua des troupes qui s'emparèrent de Thèbes et de Corinthe. Ces deux villes, si riches alors et si industrieuses, furent pillées ; les notables et les ouvriers en soie furent emmenés en Italie. Ensuite la flotte de Roger rentra triomphante à Palerme, où l'on voit encore aujourd'hui un monument commémoratif de ces actes de brigandage : c'est le pont de l'Amiral, bâti avec le butin rapporté par les vaisseaux du roi. Les ouvriers enlevés à la Grèce fondèrent à Palerme ces fabriques de soie qui ne devaient pas tarder à rivaliser avec celles de l'orient.

Telle fut la seconde croisade ; ses apologistes ont accusé Manuel de connivence avec les Turcs : c'est une accusation invraisemblable, puisque l'islam n'a pas cessé un seul jour d'être l'ennemi acharné de l'hellénisme. Quant aux Latins, il est certain que les soldats de la croix furent convoqués pour marcher au secours des chrétiens d'orient, mais qu'une fois en route ils pillèrent ces mêmes chrétiens et furent conduits à la conquête de leurs villes et de leur capitale. Enfin les faits qui suivirent prouvèrent de nouveau que l'hellénisme n'avait pas besoin du secours de l'Europe pour combattre et repousser les musulmans.

Manuel Comnène, forcé à une longue guerre pour reprendre Corfou à ses prétendus auxiliaires, dut en outre envoyer une armée sur les côtes de Sicile pour châtier Roger. Il put cependant remporter en même temps de brillantes victoires sur les musulmans, qu'il humilia. En 1156, il força le célèbre Nouredin, devant lequel tremblaient les Francs de Syrie, à demander la

paix, à lui rendre les prisonniers chrétiens, 6,000 Français et Allemands, tristes débris de la seconde croisade, et à s'engager à le suivre dans toutes les guerres qu'il entreprendrait en Asie. En 1158, Azeddin, sultan d'Iconium, fut obligé d'accepter les mêmes conditions et de lui rendre, en outre, toutes les places dont il s'était emparé depuis le commencement de son règne. Il est donc permis de dire que l'empire aurait eu raison des Turcs si les croisades n'avaient rompu ses forces et ruiné ses populations. C'est surtout l'historique de ses relations avec les Francs de Syrie qui nous fournira une preuve incontestable de la puissance dont l'hellénisme était encore doué au douzième siècle.

En 1156, le duc d'Antioche, Renauld, s'étant pris de querelle avec l'empereur, pille l'île de Chypre. Manuel se dirige sur Mamistra ; le duc comprend que toute résistance est impossible et va en personne implorer son pardon : « la tête découverte et les bras nus jusqu'aux coudes, dit l'historien Cinnamos, on le vit marcher nu-pieds au milieu de beaucoup de moines à travers la ville, et arriver dans cet équipage en présence de l'empereur. » Cela se passait devant les ambassadeurs de plusieurs nations chrétiennes et musulmanes, Chorasmiens, Suziens, Ecobataniens, Mèdes, Babyloniens, Perses, Arabes, Ibères et Arméniens, qui virent tous avec étonnement l'humiliation du prince d'Antioche. Renauld jura foi et soumission : Manuel se rendit en Syrie et fit son entrée triomphale à Antioche. Le duc, à pied, tenait l'étrier de l'empereur, et le roi de Jérusalem, Bau-

doin III, suivait à cheval sans porter les insignes de la royauté.

Malheureusement ces attaques continuelles de l'occident épuisaient les ressources et diminuaient les forces de l'empire, et entretenaient la haine réciproque des Grecs et des Latins. De là des différends et des querelles sans nombre. Dans une émeute qui éclata à Constantinople en 1182, les Francs établis dans cette ville s'unirent à l'un des deux partis en présence. Leurs adversaires victorieux firent un grand carnage de ces étrangers. Une foule de gens incapables de se défendre périrent misérablement ; les hommes valides s'échappèrent sur leurs navires et vengèrent leurs frères par la destruction de plusieurs couvents, par le pillage des côtes de la Propontide et d'un grand nombre de villes de la Macédoine et de la mer Egée.

Guillaume II, roi de Sicile, profitant de ces circonstances, marcha, comme ses ancêtres, contre les pays grecs. En 1185, il s'empara facilement de Durazzo ; Thessalonique ne lui opposa qu'une faible résistance et fut livrée au pillage ; les habitants furent passés au fil de l'épée, les couvents et les temples furent profanés et saccagés. Le siège épiscopal de Thessalonique était alors occupé par cet Eustathe qui a un si grand nom dans l'histoire des lettres ; il nous a laissé une fidèle description de ces scènes affreuses. Le nombre des victimes des deux sexes est fixé à plus de 7,000 par ce prélat ; les vainqueurs prétendent n'avoir égorgé que 5,000 hommes ; mais il ne comptèrent que les cadavres

trouvés par eux après le carnage, tandis que beaucoup avaient péri dans les maisons incendiées. Les conquérants de Durazzo et de Thessalonique séjournèrent jusqu'au mois de septembre dans cette dernière ville, ils y laissèrent une garnison considérable, puis, par terre et par mer, ils prirent la route de Constantinople. Défaits par Alexis Vranas à Dimitritza sur les rives du Strymon, leurs chefs furent faits prisonniers. Les débris de l'armée se réfugièrent à Durazzo et à Thessalonique. Plusieurs s'embarquèrent aussitôt pour l'Italie ; ceux qui restèrent furent massacrés dans la ville, qui ne tarda pas à être reconquise. La flotte sicilienne reprit également la route de l'Italie sans avoir pu rien entreprendre contre Constantinople. Durazzo seule et les îles ioniennes restèrent quelque temps encore sous la domination normande ; mais, peu après, Guillaume dut les abandonner, ne pouvant suffire aux frais de leur occupation. Zante et Céphallénie furent seules depuis lors définitivement détachées de l'empire ; elles devinrent un fief de l'amiral Margaritone sous la suzeraineté du roi de Sicile.

Ce fut là la moindre des calamités qui s'abattirent sur la nation grecque à cette époque. Les haines religieuses et nationales s'exaltèrent, et l'hellénisme, après un siècle de lutte et de souffrances, commença à montrer des signes visibles d'affaissement. Ses ressources s'épuisaient : l'Asie Mineure, son principal arsenal pendant huit siècles, était à moitié conquise par les musulmans ; les provinces d'Europe étaient infestées par les chrétiens d'occident, comme les provinces d'Asie par les Turcs.

Ainsi entamé et miné de tous côtés, l'hellénisme ne pouvait conserver longtemps son unité politique, d'autant plus qu'il n'avait pas encore achevé de fondre en un seul tout les nations soumises à ses lois. Les Bulgares se révoltèrent et conquièrent leur indépendance, et, s'ils ne devinrent pas aussi redoutables qu'autrefois, leur pays, un des plus fertiles de l'empire, n'en fut pas moins perdu pour lui. En 1180 mourut le dernier des grands empereurs de la dynastie des Comnènes ; après quelques troubles, la famille des Anges Comnènes, qui ne fut pas à la hauteur des circonstances, lui succéda sur le trône. Des provinces, sous des chefs puissants, se séparaient de l'État. Le Pont et la Paphlagonie formèrent un royaume indépendant sous un souverain hellène. Il en fut de même de Chypre. Dans la Grèce proprement dite, les Chamarètes et les Sgouros établirent des dynasties presque indépendantes à Nauplie et à Sparte.

Pour ajouter à tous ces malheurs, deux nouvelles tourmentes survinrent du côté de l'ouest. L'œuvre accomplie par les chrétiens en Syrie menaçait ruine ; Jérusalem même fut prise, le 3 octobre 1187, par Saladin (Salah-eddin), sultan d'Égypte. C'est au milieu de ces tristes circonstances que fut entreprise la troisième croisade, et peu après la quatrième. La troisième n'ébranla que faiblement l'empire d'Orient. Il parut d'abord que la quatrième n'aurait pas non plus une grande influence sur sa destinée, les croisés ayant résolu d'aller chercher par mer les musulmans en Égypte. Mais, si l'esprit qui au moyen âge animait l'Europe occidentale contre l'hellé-

nisme disparaissait par intervalles, si l'intention de délivrer les lieux saints, sous laquelle on cachait le but originel de ces guerres, l'emportait un moment, la convoitise était si grande qu'un orage devait infailliblement éclater un jour ou l'autre sur Constantinople. Les chefs secondaires de la quatrième croisade, qui pensaient sincèrement à la conquête de l'Égypte, entrèrent en négociations avec la république de Venise. Un homme de génie était alors assis sur le trône ducal : Henri Dandolo était l'incarnation vivante de l'esprit de son temps ; il était bien vieux, mais ses passions étaient toujours jeunes. Il nourrissait depuis sa jeunesse des projets ambitieux contre Constantinople ; il sut compliquer les négociations au point d'amener les croisés à renoncer à la conquête de l'Égypte et à prendre la route de la capitale grecque. Dandolo avait commencé par promettre de transporter les croisés en Égypte, de leur fournir des munitions de bouche et de les soutenir pendant un an avec cinquante galères, moyennant le paiement de 85,000 marcs d'argent. Cette somme, équivalente à 6 millions de francs, ne paraît pas à première vue très-élevée pour l'entretien de quatre mille cinq cents chevaliers, de neuf mille varlets et de vingt mille fantassins. Par le fait elle était énorme, si l'on tient compte de la situation de l'Europe à cette époque. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que, lors de la première croisade, Robert, duc de Normandie, hypothéqua à son frère Guillaume, roi d'Angleterre, tous les revenus de son duché pendant cinq ans pour la somme de

10,000 marcs ; que le duché de Bouillon et le comté de la Marche furent vendus, le premier 4,000 et le second 6,000 marcs. L'argent était donc bien rare alors en Europe, et Dandolo pouvait être sûr d'avance que les croisés ne seraient jamais en état de payer les 85,000 marcs. Il était bien convaincu qu'il n'aurait pas à transporter l'expédition en Égypte ; car, peu de temps après, il envoya à Malek-Adel, frère de Saladin, des ambassadeurs qui signèrent, le 13 mai 1203, une convention en vertu de laquelle des privilèges considérables et tout un quartier d'Alexandrie étaient cédés aux Vénitiens.

Sur ces entrefaites, Constantinople avait été le théâtre de troubles propres à favoriser les projets de Dandolo. Les maux qui de l'occident fondirent sur l'empire, n'avaient que trop bien préparé sa dissolution. Les brillantes années de la Réformation, de la dynastie macédonienne et de la dynastie des Comnènes étaient passées. Des usages funestes surgirent de nouveau. Un rejeton dégénéré de la famille des Comnènes, Andronic petit-neveu d'Alexis, alliant à des qualités militaires remarquables une singulière perversité de caractère, mit à mort Alexis II, successeur de Manuel, et déshonora par des excès de tous genres le trône sur lequel il s'était assis. Il fut déposé et condamné à une mort affreuse par Isaac l'Ange. Ce fondateur d'une nouvelle dynastie ne pouvait guère suffire aux mille difficultés de la situation. Son frère Alexis III lui fit crever les yeux et s'empara du pouvoir souverain.

Mais, peu après, le fils d'Isaac, appelé aussi Alexis, parvint à s'échapper de Constantinople et se rendit, en 1201, à Rome et en Allemagne : il allait implorer le secours du pape et de l'empereur Philippe, son beau-frère, pour l'aider à remonter sur le trône usurpé de son père. Il promettait en retour l'union des deux Églises et son concours pour la conquête des lieux saints. Philippe ne pouvait venir au secours de son beau-frère ; mais, comme il était très-lié avec Boniface, chef des croisés, il put leur faire changer de route et les pousser sur Constantinople. L'évêque de Rome avait ratifié le traité passé entre Venise et les croisés à la condition qu'on ne ferait pas la guerre à des chrétiens ; il sembla d'abord vouloir maintenir cet engagement ; toutefois, séduit par l'occasion de voir enfin sa domination spirituelle établie en orient, soit par l'avènement d'Alexis, soit par la conquête pure et simple de l'empire, il ne fit rien de sérieux pour empêcher l'exécution de ces nouveaux projets. Les croisés, dont la plupart ignoraient les intérêts latents qui s'agitaient dans la question, commencèrent à se réunir à Venise dans les premiers jours de 1202. Quand on fit le dénombrement, on ne trouva que mille cavaliers et dix mille fantassins : le plus grand nombre avaient pris d'autres voies pour se rendre en Palestine. Dandolo n'en exigea pas moins le paiement intégral de la somme convenue, sous le prétexte qu'il avait équipé la flotte pour le transport de l'armée entière. Les chefs étaient dans un embarras extrême. Ils recueillirent tout ce que chacun d'eux pou-

vait offrir, donnèrent tout ce qu'ils avaient, contractèrent des emprunts à des taux usuraires; cependant ils parvinrent à peine à réunir la moitié de la somme due aux Vénitiens. Dandolo, faisant alors semblant d'avoir pitié de ces soldats de la croix, leur fit entendre qu'il pourrait renoncer au reste de la créance s'ils lui promettaient une partie du butin qu'ils feraient à leur première conquête. Cette proposition fut acceptée. Dandolo leur fit alors remarquer que la traversée de Venise en Égypte était dangereuse dans cette saison (on était à la fin du mois d'août), et que l'on pourrait, pour ne pas passer tout l'hiver dans l'inaction, assiéger, en attendant, la ville dalmate de Zara, enrichie par la piraterie et ennemie de Venise. Un grand nombre de croisés ne pouvaient concilier leur serment de ne marcher que contre les mahométans avec cette proposition de détruire une ville chrétienne. Innocent III s'opposa à l'expédition en menaçant d'excommunication ceux qui y prendraient part. Quant à Dandolo et à Boniface, sans se laisser intimider par cette menace, ils marchèrent contre Zara dont ils s'emparèrent au mois de novembre. Les habitants eurent la vie sauve, mais furent dépouillés de tous leurs biens. La meilleure partie du butin fut allouée à Venise. Alors on commença à murmurer : Innocent venait de lancer son excommunication. Boniface ne recula pas; sachant que la prise de Zara était le premier pas dans l'agression méditée contre l'empire d'Orient, sur lequel il espérait se dédommager, il chercha à calmer les esprits et entra en négociations pour ame-

ner un arrangement avec le pape. Innocent III commença à fléchir : il persistait bien à désapprouver ce qui avait été fait et il interdisait toute agression nouvelle contre les chrétiens ; mais il insinuait que les orientaux avaient commis des crimes devant Dieu et devant l'Église, qu'ils s'obstinaient à ne pas reconnaître la suprématie spirituelle du pape, que l'empereur Alexis III s'était livré aux plus violents excès contre son frère, son légitime souverain. Il ajoutait bien que la mission des croisés n'était pas de punir ces crimes. Mais Dandolo et Boniface comprirent le véritable sens de ces contradictions. Si non-seulement Alexis, mais tous les orientaux étaient coupables, on ne pouvait blâmer ceux qui se proposaient de les châtier. Forts de cette interprétation, ils procédèrent à l'accomplissement de leurs projets avec d'autant plus d'assurance que les opposants de l'armée avaient quitté la croisade pour rentrer dans leurs foyers.

Le 1^{er} janvier 1203, on vit paraître à Zara les ambassadeurs de Philippe et de son beau-frère Alexis le jeune. Ils annonçaient l'arrivée prochaine du prince grec, qui les avait chargés de déterminer par un traité définitif les conditions auxquelles les croisés l'aideraient à recouvrer son trône. Alexis s'engageait à entretenir pendant une année entière toute l'armée, à payer 100,000 marcs aux Vénitiens et une somme égale aux croisés, à leur fournir un corps auxiliaire de dix mille hommes et, jusqu'à sa mort, un contingent annuel de cinq cents hommes pour la défense

de la Palestine , enfin à soumettre l'Église grecque au Saint-Siège.

Arrêtons-nous un moment sur ce nouveau traité de Dandolo. Les 20,000,000 de francs, équivalant à 100,000,000 de nos jours, qu'Alexis s'engageait à payer n'étaient certes pas une somme excessive pour l'empire s'il continuait à avoir les mêmes ressources que sous le règne des trois grands empereurs de la dynastie des Comnènes. Mais, dans le court espace de temps écoulé depuis lors, plusieurs provinces avaient été perdues, un grand relâchement s'était manifesté dans l'administration. La guerre devait encore augmenter la confusion. Dandolo pouvait donc juger qu'Alexis tiendrait difficilement ses promesses ; et que dans ce cas fort probable, comme cela avait eu lieu déjà pour la convention avec les croisés, les alliés trouveraient une raison plausible de modifier le traité et de s'emparer de Constantinople pour leur compte personnel. D'ailleurs, en admettant qu'Alexis tint ses engagements pécuniaires, il lui était impossible de soumettre l'Église grecque à l'évêque de Rome. De façon ou d'autre, ce traité renfermait les germes des dissensions qui devaient amener la ruine de l'empire.

Les choses se passèrent selon les prévisions de Dandolo. Partis de Zara, les croisés s'emparèrent de Durazzo sans rencontrer de résistance ; ils y proclamèrent Alexis IV. Ils occupèrent ensuite la ville de Corfou (la citadelle ayant refusé de reconnaître le nouvel empereur) ; après quoi, faisant le tour du Péloponèse, ils soumi-

les îles de la mer Égée et arrivèrent à la fin du mois de juin devant Constantinople. Alexis III aurait pu faire un mauvais parti à cette petite armée, que Villehardouin évalue au chiffre de vingt mille combattants. Quelques années auparavant, Manuel Comnène avait remporté d'éclatantes victoires sur les Hongrois à Zeugmine, sur les Normands à Corfou, sur les Turcs en Asie Mineure et en Syrie. Récemment encore une armée normande de quatre-vingt mille hommes avait subi une défaite complète non loin des lieux où les nouveaux croisés avaient établi leur camp. Mais Alexis III était le plus lâche des hommes. Il n'opposa qu'une faible résistance ; dès le milieu du mois de juillet il abandonna Constantinople. Les partisans d'Isaac l'Aveugle s'empressèrent alors de le proclamer en grande solennité. Isaac entra aussitôt en négociation avec les chefs des croisés, ratifia le traité conclu par son fils et l'associa à l'empire sous le nom d'Alexis IV.

Il fallut alors procéder à l'exécution du traité. Loin de réitérer son excommunication contre les hommes qui avaient si audacieusement violé leur serment de croisés, le pape demanda sans délai l'accomplissement de la clause concernant la soumission de l'Église grecque à son pouvoir spirituel. Un grand nombre de Francs prenaient cette exigence au sérieux ; mais la plupart d'entre eux, les Vénitiens notamment, réclamaient avant tout le remboursement de leurs créances. Il n'était pas facile de se procurer de l'argent : le trésor de Constantinople avait été épuisé et les provinces refusaient de recon-

naître le nouvel empereur. Alexis IV parvint à payer 100,000 marcs sur-le-champ ; mais il devait encore une somme égale et des frais considérables exigés par la prochaine expédition de Palestine. Les alliés furent donc priés de l'ajourner au printemps suivant. Sur ces entrefaites, Alexis IV envoya à Rome sa profession de foi et engagea le patriarche Camatéros à proclamer dans Sainte-Sophie Innocent III comme le premier représentant de Jésus-Christ sur la terre. Mais le peuple et le clergé abhorraient l'union. La déclaration d'une simple primauté ne répondait pas non plus aux espérances de l'évêque de Rome : le pape prétendait avoir un droit complet de juridiction sur l'Église d'orient et sanctionner la nomination de ses hauts dignitaires. Alexis IV s'attira la haine de ses sujets sans parvenir à satisfaire les étrangers. Une rixe entre les partisans des deux religions et entre les hommes des deux races ensanglanta les rues de Constantinople et amena de grandes catastrophes. Alexis, enfin convaincu qu'il lui était impossible de tenir ses engagements pécuniaires, le signifia à Boniface et à Dandolo avec une certaine impatience vers la fin de novembre 1203. Les croisés lui déclarèrent alors officiellement la guerre et en vinrent à l'exécution des projets qu'ils n'avaient jamais cessé de nourrir. Le siège dura quatre mois ; des hommes de cœur, parmi lesquels Alexis Doucas Mourtzouphlos, Théodore Lascaris et Théodore Doucas, avaient entrepris de défendre la ville. Dans cet intervalle mourut le vieil Isaac, et Alexis IV, accusé de vouloir livrer

Constantinople aux Francs, fut mis à mort. Les troubles qui s'en suivirent rendaient désormais toute résistance inutile. Les Francs, qui avaient déjà incendié les faubourgs, pénétrèrent, le 13 avril 1204, dans l'intérieur de la ville et la livrèrent au pillage, détruisant toute la richesse publique et privée de la capitale. Dès que le calme se rétablit, les croisés proclamèrent Baudouin, comte de Flandre, empereur d'Orient, et le Vénitien Morosini patriarche de l'église grecque. L'élection de ce dernier fut sanctionnée plus tard par Innocent III.

Ainsi s'accomplit le rêve depuis si longtemps caressé en occident, la conquête de Constantinople et la soumission de l'hellénisme à l'évêque de Rome. Nous n'aurons pas la simplicité de traiter cette question au point de vue du droit ; mais on ne trouvera pas étrange que nous recherchions le profit qu'en a tiré l'Europe. Les Francs tentèrent d'introduire chez les Grecs deux institutions contraires aux opinions et aux mœurs du monde oriental, la souveraineté spirituelle du pape et le régime féodal. Une expérience de plusieurs siècles avait prouvé que l'hellénisme ne se soumettrait jamais à la domination de l'évêque de Rome, qu'il regardait comme pouvant porter atteinte à sa langue et à sa nationalité. Il était donc facile de prévoir que les Francs, en travaillant dans ce sens, ne feraient que saper dans ses fondements leur œuvre de conquête. La féodalité non plus ne pouvait s'acclimater chez nous : elle ne fit qu'augmenter la confusion et diminuer les ressources de l'État.

L'empereur était regardé comme le chef suprême de

l'empire, mais son pouvoir direct ne s'étendait qu'aux thèmes de l'Asie Mineure et à la Thrace. L'Italien Boniface de Montferrat reçut l'investiture de la Macédoine, de la Thessalie, de la Grèce proprement dite, qui formèrent le royaume dit de Thessalonique. Ce royaume, presque complètement indépendant, puisqu'il ne se rattachait à l'empire que par de faibles liens de vasselage, ne tarda pas à se mettre en état d'hostilité contre lui. Le Péloponèse, cédé d'abord aux Vénitiens, leur fut enlevé par le neveu de Geoffroy de Villehardouin, un des seigneurs les plus renommés et les plus instruits de la quatrième croisade. Les Vénitiens, qui ne prirent réellement possession dans cette presqu'île que de Coron et de Modon, occupèrent directement ou indirectement toutes les îles, grandes et petites, et de plus s'approprièrent la moitié de Constantinople. Le nouvel État fut ainsi divisé en quatre parties aux termes même de sa loi constitutive. Il est vrai que Boniface, Dandolo et Villehardouin prêtèrent serment de fidélité à l'empire ; mais ils ne remplirent jamais les obligations que ce serment leur imposait ; ils ne tardèrent pas à se faire la guerre entre eux et à attaquer l'empereur lui-même. L'anarchie devint d'autant plus grande que chacun de ces grands vassaux en avait de moindres sous ses ordres. Le plus étrange, c'est que parfois un grand vassal, qui était censé relever immédiatement du chef suprême de l'État, reconnaissait pourtant la suzeraineté d'un autre grand vassal de l'empire. Nous n'en rapporterons qu'un seul exemple, pour donner une idée de la confusion qui

régnait dans les relations de ces nouveaux maîtres de l'orient. On a vu que Villehardouin avait prêté serment de fidélité à l'empire ; il fit le même serment à Venise pour en obtenir, en 1109, la reconnaissance de ses droits à la possession du Péloponèse. Il est vrai que, d'après le nouveau traité, le serment était prêté sans préjudice des droits de l'empereur, dont Venise même reconnaissait la suzeraineté. Mais les intérêts de ces vassaux étaient souvent tellement contraires à ceux de l'empereur que ces diverses combinaisons ne pouvaient être prises au sérieux.

Les empereurs latins, eussent-ils été des hommes de haute valeur, pouvaient difficilement établir leur autorité au milieu d'un état de choses si anormal. Malheureusement un seul d'entre eux, Henri, frère et successeur de Baudouin I^{er}, se montra à la hauteur des circonstances. Un seul, disons-nous, car Baudouin I^{er}, qui ne se distinguait d'ailleurs que par ses vertus guerrières, avait péri, dès 1205, dans une guerre contre les Bulgares. Henri lutta de toutes ses forces pour contenir ses vassaux révoltés ; mais il mourut en 1216, à l'âge de quarante ans. Il avait été probablement empoisonné par le Lombard Biandrate, qui, après la mort prématurée de Boniface, prétendait gouverner à sa guise le royaume de Thessalonique. Depuis cette catastrophe, toute union devint impossible sous les faibles successeurs de Henri, et les petits États francs continuèrent à exister d'une manière indépendante de l'empire.

Les affaires religieuses ne furent pas mieux réglées.

A l'issue du siège, les Vénitiens se réservèrent la dignité patriarcale, cédant l'empire à leurs alliés. Mais, pour conserver ce privilège, ils ne devaient faire entrer que des Vénitiens au chapitre de Sainte-Sophie, car si d'autres Latins étaient venus à s'y introduire, rien ne les aurait empêchés d'élire un patriarche étranger à Venise. Aussi les Vénitiens et leur patriarche Morosini insistaient-ils pour recruter exclusivement ce clergé parmi les hommes de leur nation ; mais les Francs, soutenus par le pape et par son légat à Constantinople, s'y opposèrent, protestèrent et finirent par former une Église séparée sous l'autorité du cardinal-légat Bénédict. Notez que l'ancienne colonie franque continuait à reconnaître, comme avant la prise de Constantinople, la suprématie spirituelle du patriarche de Venise résidant à Grado, et que les Pisans et d'autres étrangers avaient également un chef spirituel à eux. Il en résulta que Constantinople posséda alors quatre Églises latines, dont deux, celle de Morosini et celle de Bénédict, se querellaient entre elles avec non moins d'acharnement qu'avec l'Église grecque. Enfin Morosini fut forcé d'ouvrir aux étrangers le chapitre de Sainte-Sophie. Cette concession ne rétablit pas l'union dans l'Église. Les prétentions souveraines du pape étaient telles, que l'empereur Henri lui-même se vit contraint de les combattre. Aussi Morosini fit-il alliance avec Henri et le suivit-il à Thessalonique, où l'empereur s'était rendu pour y faire cesser l'anarchie. Le premier patriarche catholique mourut dans cette ville, en 1211. Le parti français et le parti vénitien,

s'étant alors de nouveau séparés, élurent chacun son patriarche. Il s'en suivit de nombreuses et scandaleuses complications ; quand enfin les Français consentirent à nommer un Vénitien, ce furent les Vénitiens qui se divisèrent entre eux. La confusion arriva à son comble. Innocent III envoya, au mois d'août 1213, le cardinal Pélage pour régler définitivement la question patriarcale et compléter l'œuvre de la soumission de l'Église grecque. Mais Pélage échoua complètement dans sa double mission. Aux dissensions intestines du catholicisme vint s'ajouter l'indignation des sujets orthodoxes de l'empire, envers lesquels le cardinal légat s'était conduit d'une manière peu chrétienne. Il avait menacé de mort ceux qui n'obéiraient pas à ses ordres, fermé les temples, emprisonné des moines et des prêtres séculiers. Ces vexations amenèrent un soulèvement des habitants de Constantinople ; leurs notables, s'étant rendus auprès de Henri, lui représentèrent qu'ils avaient soumis leur corps à son autorité, mais qu'ils n'entendaient pas aliéner aussi leur âme, et ils déclarèrent nettement qu'ils se verraient forcés d'émigrer en Asie s'il ne mettait fin à un état de choses intolérable. Henri comprit qu'il était urgent de donner une satisfaction à ses sujets ; malgré l'opposition de Pélage, il ordonna la réouverture des temples, la mise en liberté des prêtres et des moines, et permit aux Grecs de porter plainte à Rome contre leur persécuteur. Ils le firent avec beaucoup d'énergie, et demandèrent la convocation d'un concile œcuménique. Ce concile se réunit en 1215, à Saint-Jean de Latran ; il

n'exauça pas les vœux des Grecs ; au contraire il condamna de nouveau leurs dogmes comme hérétiques ; mais il fit au moins cesser les dissensions intestines des Francs. Les deux prétendants au trône patriarcal ayant abdiqué, on y fit monter le Toscan Gervais. Toutefois, à sa mort, arrivée quatre ans après, les Vénitiens ayant fait élire Mathieu, un des leurs, la discorde se renouvela à Constantinople.

Cette situation ne pouvait que réagir sur les provinces. La plus grande anarchie régnait dans les affaires religieuses du royaume de Thessalonique. L'archevêque Guérin était en lutte ouverte avec le pouvoir séculier, qui avait défendu aux sujets la remise de la dîme et de tout autre droit, et qui prétendait aussi administrer à sa guise les biens des riches couvents du pays. Pire encore était la situation dans le Péloponèse. Les évêques latins se querellaient sur les limites de leurs diocèses respectifs ; le bas clergé leur était hostile, et les Templiers, auxquels Villehardouin avait fait de riches concessions, étaient constamment en lutte avec l'archevêque de Patras, primat de l'église latine du Péloponèse. Villehardouin et les barons ses vassaux ne se contentaient pas de retenir la dîme ecclésiastique ; ils portaient atteinte même aux intérêts spirituels. La plupart des biens d'Église furent réunis au domaine de l'État ; toutes les affaires civiles furent placées sous la juridiction du pouvoir temporel, au grand scandale du clergé qui, habitué à intervenir en occident dans les choses temporelles, voyait le prince administrer, souvent d'une manière

arbitraire, les biens mêmes qui avaient été cédés à l'Église. Tous les prêtres et moines grecs furent enlevés à la juridiction de l'Église latine et ne payèrent d'impôts qu'au souverain. Il fut sévèrement défendu de faire des legs à l'Église. Peu de temps après, les barons établis à Patras poussèrent les choses encore plus loin. S'étant pris de querelle avec l'archevêque, ils le firent emprisonner, maltraitèrent son légat et finirent par lui couper le nez. La situation de l'Église latine n'était pas meilleure dans le reste de la péninsule. Geoffroy II, fils et successeur du premier prince de Morée, confisqua toutes les propriétés du clergé et ne les rendit, plusieurs années après, qu'en retenant les trésors et les biens meubles et en réduisant la dime pour tout le Péloponèse à la somme ridicule de 11,200 francs de nos jours. Ainsi l'empire latin de Constantinople commença à tomber en lambeaux dès le principe; après des luttes séculaires et des triomphes momentanés, la papauté eut la douleur de se voir cruellement combattue par le pouvoir politique qu'elle-même avait institué en orient.

Au milieu de ces nombreuses complications, l'hellénisme ne resta pas inactif. Vaincu d'abord, il ne tarda pas à se relever et à attaquer de tous côtés le régime fan-taisiste que l'Europe occidentale prétendait lui imposer. Un des derniers et braves défenseurs de Constantinople, Théodore Lascaris, gagna l'Asie après la prise de cette ville. S'étant fortifié à Brousse, où il fut bientôt rejoint par de nombreux réfugiés, il commença aussitôt à faire la guerre aux conquérants. Une grande assem-

blée de hauts dignitaires de l'Église et de l'État, convoquée en 1206 à Nicée, le proclama empereur. Il fut solennellement couronné par le patriarche Michel IV. Dès lors il fonda sur cette côte de l'Asie Mineure et dans les îles adjacentes un État assez puissant pour résister aux attaques combinées des Francs et des Turcs d'Iconium ; car les Latins, venus en orient pour faire la guerre aux musulmans, avaient fait alliance avec eux. Nous croyons inutile de faire remarquer que l'anarchie avait été introduite en orient par les Latins, et que l'union entre les deux pouvoirs, trait caractéristique de l'hellénisme du moyen âge, régna au contraire dans l'empire de Nicée.

D'autre part, Michel Ange Comnène leva l'étendard de la résistance dans les provinces européennes, en Epire, en Acarnanie et en Italie. Il fonda un nouvel État hellénique qui ne tarda pas à s'étendre vers le nord jusqu'à Durazzo, vers le midi jusqu'à Lépante, et qui comprenait la Thessalie occidentale. Cet État prit le nom de *Despotat*, et son souverain porta le titre de *Despote de l'Hellade*. Arta en était la capitale ; ses principales places de guerre étaient Bélagrada, aujourd'hui Bérat, Joannina et Vonitza. Théodore, frère et successeur de Michel, lutta constamment avec succès contre les Latins, les Bulgares et les Serbes. Il s'empara d'abord d'Achrida, de Prilape, de Pélagonie, de Durazzo, de Corfou, et se fit rendre hommage, comme seigneur suzerain, par le prince des Bulgares, Sviatoslaw. Peu après il entra dans Thessalonique, où il renversa le royaume latin ; ce royaume n'a-

vait pas duré plus de vingt-cinq ans. De Thessalonique, Théodore marcha sur Zagora, et se fit proclamer empereur après avoir soumis tout le pays situé entre Andrinople, Philippopolis et Chrysopolis. Ce second empire grec ne fut pas de longue durée. Jean Vatatzés, successeur de Lascaris au trône de Nicée, s'empara de la Thrace et de la Macédoine, mit fin, en 1246, à l'empire éphémère de Théodore Ange Comnène et concentra dans ses mains toutes les forces politiques de l'hellénisme. Quinze ans après, son second successeur, Michel Paléologue, reprit aux Latins, le 26 juin 1262, la capitale de leur empire, sans coup férir. Huit cents cavaliers et quelques fantassins, envoyés en reconnaissance, avaient appris que Constantinople était dégarnie de troupes ; le général des Vénitiens, Gradenigo, était allé avec toutes ses forces de terre et de mer à la conquête de Daphnousion, situé non loin de là. Le chef hellène Stratégopoulos pénétra dans la ville et proclame empereur Michel Paléologue. Les Grecs se rallient autour de lui ; les Latins prennent la fuite ou sont massacrés. Baudouin, surpris, se sauva dans une barque, laissant derrière lui les insignes de la dignité impériale, que les soldats grecs portèrent en triomphe à leur souverain. Gradenigo revint sur ces entrefaites, mais dut suivre Baudouin après avoir embarqué sur sa flotte le patriarche Justinien et tous les Vénitiens et autres occidentaux qu'il put réunir.

L'empire latin de Constantinople ne dura donc que cinquante-sept ans. Il est même étonnant qu'il ait pu subsister aussi longtemps. Telle avait été la mala-

dresse des empereurs latins que les pays si riches, si commerçants et si industriels qu'ils avaient conquis, étaient bientôt tombés dans la plus grande indigence. Réduits aux abois, les successeurs de Baudouin et de Boniface avaient été forcés d'enlever jusqu'au plomb qui couvrait les églises et les palais, pour le transformer en une misérable monnaie. Maîtres de cette ville qui, un siècle auparavant, versait à elle seule plus de cent millions de francs (monnaie ancienne) au trésor, ils s'étaient vus réduits à vendre les reliques des saints et à emprunter à des particuliers. Baudouin II s'était rendu deux fois dans l'Europe occidentale pour demander des secours en hommes et en argent. La première fois, on lui avait donné quelques subsides, dont il ne sut tirer aucun parti. Lors de son second voyage, en 1248, il n'avait pu rien obtenir. De retour à Constantinople, il avait demandé au commerce de cette ville 24,000 ducats d'orient ou 268,000 francs. Puis, cette somme épuisée, il avait tendu la main tantôt à l'un, tantôt à l'autre ; il avait fini par mettre en gage son fils unique, Philippe, à la maison de banque Ange et Jean Ferry. Cette misère fut suivie d'un extraordinaire abaissement moral, les descendants des fiers croisés qui étaient venus conquérir l'orient ne conservèrent aucune des qualités de leurs pères. Robert, neveu et successeur de Henri, passait son temps à Constantinople dans des amours illicites. Ses barons, indignés, pénétrèrent un jour au palais impérial et coupèrent le nez à sa maîtresse, dont ils étranglèrent aussi la mère. Dans l'impuissance de se venger, le malheureux Robert

alla à Rome raconter ses déboires au pape, qui, après l'avoir consolé de son mieux, lui donna quelque argent et l'engagea à retourner à Constantinople. Il mourut à son retour, en 1226, dans le Péloponèse. Son fils et successeur, Baudouin II, était un enfant de onze ans. Il fallut mettre un homme à la tête du gouvernement ; et tel fut à ce moment le désespoir des Latins qu'ils songèrent à appeler au pouvoir le souverain des Bulgares, Asan. Ils renoncèrent à cette idée et confièrent la régence à l'ancien roi de Jérusalem Jean de Brienne, qui passait encore, malgré son âge, pour un des princes les plus chevaleresques du monde. Mais l'empire latin, incessamment attaqué à l'orient et à l'occident par les Grecs et au nord par les Bulgares, avait été réduit à la possession de Constantinople et de ses environs.

Les Vénitiens, qui occupaient les principales îles, et les autres Francs établis dans les contrées les plus méridionales de la Grèce, pouvaient et devaient venir à son secours ; les uns et les autres ne songèrent qu'à leurs intérêts particuliers. Personne ne pouvait lutter contre un pareil état de choses. On n'avait ni hommes, ni ressources, ni provinces où s'en procurer. Nous avons vu à quelle extrémité était réduit Baudouin quand il prit en main les rênes du gouvernement après la mort de Brienne. Le plus singulier, c'est que, abandonnés par leurs prétendus vassaux, les Latins de Constantinople s'abaissèrent jusqu'à implorer la miséricorde des empereurs de Nicée. Quand ils apprirent l'avènement de Michel Paléologue, ils lui envoyèrent des ambassadeurs

dans l'espoir qu'il leur rendrait une partie des possessions qu'ils avaient perdues. Ils commencèrent par demander tout le pays situé entre Constantinople et Thessalonique. L'empereur leur répondit avec une légère ironie qu'il ne pouvait se priver de cette dernière ville, sa seconde patrie. Ils se contentèrent alors du pays compris entre Serrès et la capitale; l'empereur leur dit qu'il aimait trop ce pays, où il avait fait ses premières armes, pour pouvoir s'en dessaisir. Sans comprendre encore l'étrangeté de leur démarche, ils réduisirent leurs prétentions à Boléron; l'empereur le leur refusa également: il ne pouvait céder une ville aux environs de laquelle il avait fait de belles parties de chasse, qu'il serait heureux de recommencer. « Mais que voulez-vous donc nous donner? » s'écrièrent à la fin les ambassadeurs anxieux. L'empereur parla alors plus sérieusement. « Rien, dit-il, absolument rien; c'est vous au contraire qui devez me céder la moitié de Constantinople si vous tenez à vivre en paix avec moi; sinon, nous vous ferons la guerre. Et maintenant que vous avez eu occasion de me connaître, agissez d'après vos intérêts. » Cette scène, qui eut lieu quelques années avant la reprise de Constantinople, montre mieux que ne le feraient une foule d'autres faits, le changement survenu en moins de cinquante ans dans la position mutuelle des conquérants et des vaincus. Au commencement du treizième siècle les Francs, braves et habiles, l'emportèrent sur les Hellènes; au milieu de ce même siècle les Hellènes, plus braves et plus habiles, l'emportèrent sur les Francs, comme il arrive dans la lutte d'Hamlet

et de Laërte : Laërte blesse d'abord Hamlet ; mais ils changent d'armes, et Laërte est blessé par Hamlet.

Les Vénitiens se montrèrent, il est vrai, meilleurs administrateurs. Aussi se maintinrent-ils dans leurs possessions de Candie, de l'Eubée et de Chypre jusqu'au quinzième, au seizième et au dix-septième siècle. On peut en dire autant des Villehardouin dans le Péloponèse et des de la Roche dans la Grèce orientale. Mais cette habileté en quelque sorte locale des Francs du midi ne fut pas moins funeste aux intérêts de l'orient que l'ineptie des empereurs latins de Constantinople et l'anarchie qui désola le royaume de Thessalonique. En décidant le renversement de l'empire grec, l'Europe occidentale n'avait qu'un moyen de justifier cet attentat devant l'histoire : il fallait y fonder un État assez puissant pour continuer contre les musulmans cette lutte que les monarques grecs poursuivaient depuis six cents ans avec succès. Les croisés ne mirent rien à la place de cet empire ; expulsés peu après de Thessalonique et de Constantinople, ils ne faisaient, en persistant à occuper les contrées méridionales, que mettre obstacle à la restauration complète des forces chrétiennes de l'orient. L'Europe ne faisait donc que préparer la conquête turque. On a beaucoup blâmé les Paléologues de leurs faiblesses et de leurs dissensions. Il est certain qu'à l'exception du premier et du dernier, tous ces princes ont été des hommes médiocres ; mais il n'en est pas moins vrai que l'anarchie, le fractionnement du pouvoir introduit et maintenu en orient par les croisés,

était un obstacle formidable à la renaissance politique de l'hellénisme. C'est donc sur les conquérants occidentaux que doit retomber en grande partie la responsabilité de l'insuccès de cette entreprise.

Quand il fit son entrée à Constantinople, le 15 août 1261, Michel Paléologue la trouva pleine de ruines, vide d'habitants. La prospérité de cette ancienne et splendide capitale, qui soixante ans auparavant, renfermait d'incalculables trésors et des objets inestimables amassés par le commerce, l'art, l'industrie et les conquêtes de neuf siècles, s'était éclipsée aux jours néfastes où les Baudouin, les Dandolo et les Boniface y mirent le feu, pillèrent le palais impérial et les églises, et, non contents de l'or et de l'argent, ils fondirent ces bronzes encore plus précieux de Praxitèle et de Phidias pour en faire de la monnaie de billon ! L'anarchie survenue depuis et le manque de sûreté firent disparaître l'art, le commerce et l'industrie. Après avoir repris Constantinople, les Paléologues s'efforcèrent de la rendre habitable, de lui redonner son ancienne splendeur, d'en faire de nouveau le chef-lieu de la nation et du commerce. Mais, s'ils réussirent en partie à lui rendre son caractère hellénique, ils échouèrent dans leur tentative d'en faire un grand dépôt de transit. Devenus maîtres de Candie, les Vénitiens firent de cette île un pont entre l'orient et l'occident et la principale route vers l'Égypte. Ils provoquèrent en même temps un tel désordre dans l'Archipel, que Constantinople devint difficilement accessible du côté de la mer. Les îles et les côtes furent changées en repaires de pi-

rates ; les maîtres de l'Eubée eux-mêmes étaient de véritables écumeurs de mer. Un document vénitien de 1278 établit qu'il y avait alors quatre-vingt-dix chefs de pirates, génois, lombards, pisans, latins de toutes nations, avec lesquels il n'est pas étonnant de rencontrer des Grecs de Thessalonique, de Samothrace, de Céos, d'Anaphé, de Samos, de Monembasie. Michel Paléologue lutta contre ce mal irrémédiable. Son amiral, Licarios, finit par s'emparer de la plus grande partie des refuges où de superbes barons passaient leur vie dans la débauche, prétendant qu'aucune force humaine ne pouvait les dompter. Scopelos, qui, comme Skiathos, Skyros et Amorgos, appartenait à l'un des aventuriers les plus brillants et les plus audacieux de ce temps, Philippe Ghizi, fut réduite à l'obéissance ; Ghizi affirmait être supérieur aux atteintes de la fortune, répétant à tout propos le mot d'Ovide : *major sum quam cui possit fortuna nocere*. Cependant il fut amené prisonnier à Constantinople et ne recouvra la liberté qu'en signant la cession de toutes ses îles. Le même sort était réservé au grand duc de Lemnos, Paul Navigaïoso : cet homme entretenait neuf galères et sept cents soldats dans sa citadelle, où il offrait un asile assuré à tous les pirates. Vers la même époque, Céos, Sériphos, Siphnos, Astypalée, Théra, Thérasia, Cythère et d'autres petites îles se détachèrent des possessions de Venise. Mais la piraterie, un moment réprimée, reparaissait bientôt. Elle empêchait la navigation ; elle donnait souvent lieu à des querelles ; et ces guerres, si petites qu'elles fussent, imposaient aux sei-

gneurs des îles des dépenses que l'on prélevait, de façon ou d'autre, sur les indigènes. Nous n'en citerons qu'un seul exemple, remarquable surtout par le motif qui avait provoqué cette prise d'armes. En 1286, des pirates avaient enlevé des îles qui appartenaient à Barthélemy Ghizi un âne, magnifique étalon, qu'ils vendirent à Guilielmo, fils aîné de Marco Sanuto, duc de Naxos. Indigné de ce que Sanuto eût acheté son âne à des pirates, Ghizi assiégea la ville de Syra. La querelle fut bientôt apaisée; mais elle avait coûté aux deux parties 18,000 livres d'or ou 220,000 francs environ.

Peu après, les côtes et les îles occupées par les Francs commencèrent à être désolées par les incursions des Turcs Seldjoucides. Ces déprédations devinrent souvent funestes. Dans le cours de la première moitié du quatorzième siècle, le duc de Naxos, Nicolas I^{er} Sanuto, se vit réduit à implorer la protection des Paléologues; les Turcs avaient enlevé, mis en fuite, ou massacré en quelques années 15,000 habitants des îles soumises à sa domination. Les Vénitiens eux-mêmes étaient impuissants à réprimer le mal; peu de temps après, les Turcs arrivèrent de nouveau avec quarante navires à Naxos et y enlevèrent six mille hommes. Vers la fin du quatorzième siècle s'éteignirent les familles des Villehardouin et des de la Roche, qui n'avaient fait sentir que bien légèrement le joug étranger au Péloponèse et à la Grèce orientale; leur bonne administration avait donné, entre autres bienfaits, à ces contrées la sûreté publique, et y avait favorisé un développement singulier de la ri-

chesse nationale. Ces temps heureux n'étaient plus. L'anarchie régna dans le Péloponèse sous la souveraineté de la maison d'Anjou. La Grèce orientale tomba sous la domination des Catalans, dont les Grandes-Compagnies vinrent camper dans l'Attique, après avoir causé des malheurs irréparables dans les possessions des Paléologues en Asie Mineure, en Thrace et en Macédoine. S'étant alliées aux Turcs, ces bandes firent des incursions dans le Péloponèse et en Eubée. En 1331, plus de vingt-cinq mille Grecs et Latins furent réduits par elles en esclavage. Les mêmes scènes tragiques se reproduisirent au mois de mai 1332 : quarante mille Turcs, montant trois cent quatre-vingts navires, commirent des meurtres inouïs, mirent à sac les côtes et les îles de la Grèce et forcèrent le baile vénitien d'Eubée à leur payer un tribut pour sauver au moins Chalcis, capitale de l'île, d'une ruine totale.

Était-il possible de faire revivre l'ancienne prospérité de l'empire au milieu de cette confusion créée par les Latins dans les mers helléniques? Les Paléologues ne se croisèrent pas les bras, comme l'avaient fait les empereurs latins ; la capitale reprit un peu de mouvement et de vie. Toutefois ce faible progrès était lui-même enrayé par les occidentaux. Dès les premiers temps des croisades, les Comnènes avaient dû céder aux Vénitiens, aux Génois, aux Pisans une foule de privilèges, celui, entre autres, d'avoir à Constantinople et dans plusieurs autres villes de l'empire, des communautés régies par leurs propres chefs, de jouir ainsi du droit d' « exterritorialité », de ne payer

qu'un léger impôt de douane ou même de n'en pas payer du tout. Les inconvénients de ces immunités se firent surtout sentir sous les Paléologues, qui n'osaient ni les abroger ni en limiter les abus ; ils étaient forcés de tolérer cet état de choses et de voir les ressources tant soit peu améliorées de l'État passer dans les caisses des étrangers, au lieu d'affluer dans celles du trésor. Les plus importants d'entre ces derniers, les Génois, avaient fondé une ville riche et puissante à Galata, en face de la capitale. Les Paléologues sentaient le besoin de détruire la puissance de ces intrus ; ils pouvaient le faire, mais ils les auraient rencontrés aussitôt après dans les rangs de leurs ennemis, car il ne faut pas oublier que l'occident n'a pas cessé de menacer et même d'attaquer de temps à autre l'empire restauré d'Orient pendant tout le treizième siècle et dans les premières années du siècle suivant. La maison d'Anjou, qui avait hérité des prétendus droits des Baudouin, ne fit-elle pas plus d'une expédition contre les provinces grecques ? Les papes ne prêchaient-ils pas des croisades pour reconquérir Constantinople ? Urbain IV notamment n'accorda-t-il pas, en 1264, des indulgences plénières à ceux qui se croiseraient à cet effet ? Ainsi les princes de l'Europe, après avoir été impuissants à créer un empire solide en orient, empêchèrent les Grecs de le fonder.

Les Turcs Osmanlis profitèrent d'un pareil état de choses pour évincer Grecs et Latins. Il faut cependant dire que, si cette dernière restauration politique de l'hellénisme au moyen âge manqua de force, elle ne fut ja-

mais aussi faible que les établissements fondés par les Francs. Avant de tomber définitivement, le peuple grec montra qu'il avait encore des ressources et un courage digne d'un meilleur sort. Il n'a pas eu la bonne fortune d'avoir des souverains qui fussent à la hauteur des événements, et il a été forcé de lutter deux siècles contre les Francs, qui comprirent trop tard qu'ils étaient ses alliés naturels, et contre les Slaves, qui profitèrent de ces malheureuses circonstances pour renouveler leurs incursions; il put néanmoins arrêter pendant cent ans encore les Turcs Osmanlis sous les murs de Constantinople. Les historiens occidentaux reconnaissent que, sans lui, ces derniers porte-drapeaux du mahométisme auraient pu arriver jusqu'aux bords du Tibre et de l'Elbe, et que, s'ils n'avancèrent pas au delà de Vienne, c'est qu'ils avaient perdu un temps précieux à subjuguier les restes de l'empire d'Orient. D'ailleurs, l'hellénisme du moyen âge, en expirant, a pu ajouter encore de belles pages aux fastes glorieux de son histoire.

Avant même qu'il eût repris Constantinople, en 1257, l'armée de Michel Paléologue, sous les ordres de son frère Jean, défit en Pélagonie les forces combinées de Manfred, roi de Sicile, et de Guillaume de Villehardouin, prince d'Achaïe. Les intrépides chevaliers de Manfred furent blessés ou faits prisonniers, quelques-uns se sauvèrent par la fuite. Presque tous les compagnons d'armes de Guillaume périrent aussi; lui-même se cacha dans une grange; mais, trahi par la longueur de ses dents de devant, qui sortaient de leurs alvéoles, il fut fait pri-

sonnier avec un grand nombre de ses barons. Il ne recouvra sa liberté qu'en cédant à l'empereur trois des principales forteresses du Péloponèse, parmi lesquelles la ville de Monembasie. Peu de temps après, Charles d'Anjou commença ses agressions. Il ne parvint jamais à étendre ses conquêtes au delà de l'Albanie, de l'Épire, de la Grèce occidentale et de la principauté franque du Péloponèse ; mais, en 1278, il confia à Hugue de Sully, homme de guerre renommé, qui l'avait aidé à faire la conquête de Naples, le soin de compléter son œuvre : il le nomma son lieutenant général en Albanie, à Durazzo, Avlona, Buthroto, Sybota et Corfou. Ayant organisé les forces du roi et celles des Albanais, Hugue reçut les renforts qui dans l'intervalle lui avaient été expédiés de Brindisi et marcha contre Thessalonique. Il était si sûr de la victoire, qu'il avait fait d'avance le partage des villes et des pays à conquérir entre ses compagnons d'armes. Les faits allaient démentir ces belles espérances. Forcé d'assiéger Belagrada, qui se trouvait sur sa route, l'orgueilleux chevalier fut attaqué, battu et fait prisonnier avec un grand nombre des siens devant cette place.

L'hellénisme ne résista pas avec moins de persévérance à l'attaque des Serbes. Ces derniers, héritant de l'ancienne position des Bulgares, se présentèrent à cette époque comme les revendicateurs des prétendus droits des Slaves sur les pays grecs. Étienne Douchan, qui monta sur le trône de Serbie vers le milieu du quatorzième siècle, profita de l'anarchie que les Francs

avaient introduite en Albanie, en Macédoine, en Thessalie et en Épire, pour conquérir ces pays et se faire proclamer empereur de Serbie et de Romanie, despote d'Artà et comte de Valachie (Thessalie). Les Angevins furent refoulés par lui sur quelques points des côtes aux environs de Durazzo. D'un autre côté, Douchan parvint à s'emparer même de Thessalonique. L'empereur Jean Cantacuzène marcha alors contre lui ; par ses exploits militaires aussi bien que par ses combinaisons politiques, il força Douchan à signer des traités qui arrêtaient sa marche victorieuse. Après la mort du souverain serbe, arrivée en 1355, son empire fut divisé en huit petites principautés à peu près indépendantes. Quatre seulement se trouvaient en pays helléniques (trois dans la haute Macédoine, et une près du Pinde, dans cette partie de la Thessalie qui était nommée alors grande Valachie) ; elles ne tardèrent pas à disparaître successivement.

Qui ignore enfin les vertus héroïques dont l'hellénisme du moyen âge fit preuve quand son heure fatale fut arrivée ? Constantinople fut assiégée du côté de la terre par 160,000 hommes avec quatorze batteries d'artillerie, et du côté de la mer par 150 vaisseaux de guerre. Sept mille hommes à peine et 26 navires de guerre défendaient la vaste enceinte de la ville impériale. L'armée ennemie était commandée par Mahomet II, âgé de vingt-six ans à peine. « Brave dans les combats, il avait la mine grave et riait rarement ; prudent, libéral, persévérant dans ses projets, audacieux en tout et, comme Alexandre de Macédoine, amoureux de la gloire. » Voilà ce que

dit de lui le Vénitien Jacques Langusto, qui le connut de près. Il possédait, en outre, de grandes ressources, puisqu'il régnait déjà sur la plus grande partie de l'Asie Mineure, sur toute la Bulgarie, la Thrace, la Macédoine, la Thessalie, la Serbie, la plus grande partie de l'Épire et de l'Albanie. En face de lui le dernier empereur de l'hellénisme, Constantin Paléologue, était à la tête d'une petite troupe plus de vingt fois moins nombreuse que l'armée ennemie, sans aucun moyen de combler les vides qui se faisaient dans ses rangs, abandonné de tout le monde et dévoué jusqu'à la mort à la triste mission qui lui était échue. Ce duel inégal dura deux mois environ. La flottille hellénique vainquit souvent la flotte redoutable des Turcs ; les assauts de l'armée de terre furent plusieurs fois repoussés, ses stratagèmes déjoués, ses mines éventées. Le dernier combat, le combat décisif, se livra dans la matinée du 29 mai. Constantin, qui avait déjà repoussé dans ce jour néfaste quatre grands assauts consécutifs, se vit tout à coup entouré d'ennemis : ils avaient pénétré par une petite porte qu'on avait négligé de fermer. Il comprit alors qu'il ne lui restait aucun espoir de salut ; il piqua son cheval, et entra dans la mêlée, combattant comme un simple soldat. « Le sang coulait à flots de ses mains et de ses pieds », dit Frantzès, témoin oculaire du combat. Non moins courageux que leur chef, quelques Latins et plusieurs Grecs, Théophile Paléologue, les Paléologues Métochites, père et enfants, Théodore Carystinos et Cantacuzène, faisaient face d'un côté contre les assiégeants qui étaient déjà entrés dans la

ville, et de l'autre contre ceux qui continuaient à escalader les remparts. Ils furent enfin forcés de reculer devant le flot toujours montant des ennemis. La plupart des officiers étaient tombés avec 800 hommes d'élite autour de Constantin ; les autres furent entraînés par la foule compacte des assaillants. Doucas rapporte que l'empereur s'écria en ce moment : « N'y a-t-il pas un chrétien pour me donner la mort ? » A peine avait-il prononcé ce mot, qu'un Turc le blessa au visage. Constantin riposte, mais il est entouré de tous côtés, et un autre soldat ennemi lui assène par derrière un coup mortel. L'empereur tomba comme la ville, non attaqué de front, mais frappé par derrière, à la place d'honneur où il s'était tenu pendant cinquante-quatre jours, près de la porte de Romain, en face du quartier général de Mahomet, de ses 15,000 janissaires et des plus grands canons qui existassent alors.

Les longs efforts des princes européens pour détruire l'empire fondé par l'hellénisme du moyen âge, leur impuissance à mettre en sa place quelque chose de stable, leur acharnement à arrêter pendant deux siècles le progrès du nouveau rempart que l'hellénisme travaillait à relever et qui lui aurait permis d'arrêter une dernière fois l'invasion ottomane, devaient donc aboutir à cette catastrophe. Il est vrai qu'aux derniers jours de Constantinople beaucoup de monde en Europe commença à s'apercevoir du danger que cette politique imprévoyante faisait courir à la chrétienté. Mais il était trop tard : on ne répare pas en un jour une faute de trois siècles. Les

forces envoyées alors contre l'islamisme étaient loin d'être aussi nombreuses que ces expéditions qui, sous le nom de croisades, avaient inondé les pays helléniques. En vain, le 18 octobre 1396, les puissants chevaliers de France, le comte de Nevers, fils du duc de Bourgogne, les comtes de la Marche, le maréchal Boucicaut et bien d'autres, unis au roi de Hongrie Sigismond, luttèrent-ils près de Nicopolis pour briser la force désormais indomptable de Bajazet surnommé la Foudre. Les premiers se battirent comme de vrais chevaliers français ; le centre de l'armée hongroise opposa une résistance admirable ; tous finirent par être rompus. La plupart furent tués, les autres faits prisonniers avec le comte de Nevers lui-même et vingt-quatre de ses principaux officiers. Jean Huniade et ses Hongrois ne combattirent pas avec plus de succès en 1444 et en 1448, à la veille de la dernière catastrophe, contre les armées de Amurat II à Varna et à Cossovo : ils furent complètement défaits. Quelques années après, Constantinople tombait entre les mains des Turcs. D'ailleurs le pape déclarait jusqu'au dernier moment qu'il ne viendrait à son secours que si elle reconnaissait la suprématie spirituelle de Rome.

Tous devaient expier les fautes d'une politique sans lendemain. Les princes et les prélats d'occident furent saisis d'une indicible terreur à la nouvelle de la prise de Constantinople. Ils voyaient déjà les janissaires renversant les autels du Christ en Allemagne et en Hongrie, l'Italie elle-même tombant sous le joug musulman, le Coran prêché sur le tombeau de saint Pierre comme il

l'était déjà sous les voûtes de Sainte-Sophie. Si ces tristes prévisions ne se réalisèrent pas, de grands malheurs suivirent la chute de l'empire grec. La conquête musulmane n'effaça pas seulement toutes traces de civilisation dans ces pays helléniques qui avaient été le berceau de la civilisation ; elle mutila l'Europe du côté de l'orient ; la priva des nombreux avantages que lui aurait procurés l'existence indépendante des Hellènes. Ce ne fut pas assez : l'Europe à son tour subit les plus affreuses calamités. L'Allemagne, la Hongrie et l'Italie furent souvent dévastées par les incursions des musulmans ; la Méditerranée resta pendant de longs siècles infestée par la piraterie turque. Enfin, quand l'heure de la décadence fut venue pour les Osmanlis, leur faiblesse ne fut pas moins embarrassante que leur ancienne puissance : au moment où nous écrivons ces lignes, l'Europe anxieuse ne sait à quel parti s'arrêter pour mettre un peu d'ordre dans la confusion qu'elle a elle-même créée en orient.

CHAPITRE VII

HELLÉNISME MODERNE

Séparation des vainqueurs et des vaincus. — Islamisation partielle des chrétiens. — Exploitation des chrétiens par les Turcs. — Hellénisation des immigrants. — Albanais ; leur langue. — Valaques. — Renaissance de l'instruction publique. — Transformation de la langue. — Le nom d'Hellènes repris. — Limites des Hellènes et des Slaves. — Les patriarches et le clergé grecs. — Le clergé et l'instruction publique. — Les Grecs fonctionnaires de la Porte. — Le Phanar. — La Moldo-Valachie hellénisée. — L'hellénisme dans son ancien foyer. — Klephtes et armatolos. — Révoltes ; interventions de l'Europe. — Venise. — Charles VIII. — Doria. — Don Juan d'Autriche. — Charles de Nevers. — Modification des rapports avec l'Europe. — Rapports avec l'Autriche et la Russie. — La politique occidentale en orient. — Luites de la fin du XVIII^e siècle. — Guerre de l'Indépendance. — Création d'un État insuffisant. — Histoire économique et intellectuelle. — Les communautés. — Ambélakia. — Associations maritimes ; développement de la marine. — Effacement des Slaves. — Progrès et influence de l'hellénisme. — Conclusion.

On peut dire que l'histoire du monde n'est que le produit de conquêtes successives. Toutefois il serait difficile de rencontrer quelque part, surtout en Europe, un phénomène pareil à celui qui a résulté en orient de la conquête musulmane. Pour nous borner aux deux races principales parmi toutes celles qui tombèrent au quinzième siècle sous le joug de l'Islam, les Hellènes et les Slaves offrent un spectacle unique dans les annales des vicissitudes humaines.

Quatre siècles se sont écoulés depuis : Slaves et Hellènes ont conservé leur nationalité, parlent leur langue, ont une histoire à eux, une action politique à eux et

aspirent toujours à leur indépendance. Quelle différence avec ce qui s'est passé en France, en Espagne, en Italie, en Angleterre, en Irlande ! Là aussi les indigènes ont subi la domination d'étrangers ; mais peu à peu ils se sont fondus avec eux, n'ont plus formé qu'une seule nation, n'ont plus parlé qu'une seule et même langue. Pareille fusion n'a pas eu lieu, ne pouvait avoir lieu entre les chrétiens et les Turcs. Il y avait une incompatibilité radicale entre les deux éléments qui se sont trouvés en présence. Les conquérants des autres pays de l'Europe, Francs, Goths, Lombards, Normands, parlaient des langues différentes de celles des peuples conquis ; mais ces langues avaient une origine commune et de nombreux points de contact, puisqu'elles faisaient partie du groupe indo-européen. Aussi ont-elles fini par se croiser et par produire des rejetons métis, si l'on veut, mais viables. La langue turque est au contraire complètement étrangère aux idiomes indo-européens des chrétiens de l'orient. Appartenant au rameau finno-ouralien ou touranien, elle n'offre aucune affinité avec nos langues. De là une répugnance, une répulsion insurmontable entre le turc d'un côté, le grec et le slave de l'autre, et l'impossibilité pour ces langues de s'allier, de se reproduire. Les deux religions furent, s'il est possible, encore plus inconciliables : on sait les principes opposés du Coran et de l'Évangile. L'Évangile consacre l'égalité des hommes et l'amour du prochain sans distinction d'origine ou de culte. Le Coran engage ses adeptes à combattre quiconque repousse les dogmes de

l'Islam, à moins qu'il ne consente à payer l'impôt de l'esclave ; il promet les plus brillantes récompenses dans la vie future à tous ceux qui meurent pour sa cause, et livre à la discrétion des survivants les biens et l'honneur des vaincus. Chacune des deux religions produisit une société civile à son image : mariage, famille, rapports sociaux, calendrier, jour de repos, rien ne s'agencait dans ces deux sociétés qui, après avoir vécu côte à côte pendant quatre siècles, se trouvent encore aussi étrangères l'une à l'autre qu'au premier jour.

Ce qui est arrivé en Irlande va faire ressortir la facilité du rapprochement entre deux races engagées dans une civilisation identique.

L'Angleterre protestante, ayant imposé sa domination à la catholique Irlande, édicta des peines sévères contre ses adversaires politiques et religieux. Les lois religieuses ne tardèrent pas à tomber en désuétude ; seules les dispositions qui garantissaient aux protestants le privilège des droits politiques furent longtemps maintenues. Ces obstacles eux-mêmes finirent par être écartés, et les catholiques obtinrent, en 1828, les mêmes droits que les protestants. Pourquoi n'en a-t-il pas été de même en Turquie ? C'est que les deux races n'avaient pas ces affinités. En Irlande, vainqueurs et vaincus vivaient d'une vie civile commune : les deux religions, loin de partir de principes moraux et sociaux opposés, n'étaient séparées que par des différences dogmatiques qui n'intéressaient pas la vie nationale de chaque jour. Les divers changements survenus dans les rapports des deux

peuples montrent la puissance de l'identité dans la société civile pour amener l'égalité devant la loi. Les catholiques d'Irlande n'ont jamais été privés de certains droits politiques : la participation au jury, la liberté de la presse, le droit de réunion, la responsabilité des fonctionnaires publics, l'*habeas corpus* étaient des garanties que le dernier des catholiques possédait à l'égal du plus puissant des protestants. Il est superflu d'ajouter que les chrétiens de Turquie n'ont jamais joui de telles garanties. La plus élémentaire de toutes, la sûreté personnelle, leur fait encore défaut à l'heure qu'il est ; et pourtant quarante ans se sont écoulés depuis que la Porte a donné à l'Europe les premières assurances solennelles qu'elle allait abolir toute distinction entre chrétiens et musulmans. Ceux qui, comme les habitants de la Grèce libre et les Serbes, ont pu par les armes se débarrasser de l'administration turque, ont seuls reconquis les droits de l'homme ; les autres sont encore aujourd'hui traités à l'égal des bêtes de somme. Combien différente était la position des Irlandais longtemps avant que l'égalité fût proclamée pour eux ! La résolution suivante fut votée dans un *meeting* tenu en 1778 par les plus riches et les plus puissants protestants de leur pays : « Comme hommes, comme Irlandais, comme chrétiens, nous nous réjouissons des adoucissements qu'on va apporter aux lois pénales rendues autrefois contre nos concitoyens catholiques, et nous avons l'espoir que le Parlement prendra d'excellentes résolutions en faveur de l'union et de la prospérité de l'Irlande. » En résumé,

les catholiques et les protestants d'Irlande parlaient une seule et même langue, faisaient partie d'une seule et même société. En Turquie, au contraire, les chrétiens et les Osmanlis parlaient une langue différente, formaient des sociétés opposées. Aussi ne purent-ils jamais se rapprocher et se fondre en un seul corps de nation. Ce fait prouve combien l'Europe occidentale a tort d'espérer que les Turcs accorderont jamais aux chrétiens l'égalité réelle et effective des droits. Il n'y a pas de promesse, il n'y a pas de décision du sultan qui puisse l'emporter sur la force des choses, sur un antagonisme créé par la religion et fortifié par une domination quatre fois séculaire.

Le seul moyen de réconciliation eût été l'absorption complète des vaincus par les conquérants. En effet, les Turcs sont parvenus à gagner un grand nombre de chrétiens, soit par la violence, soit par l'appât des privilèges attachés à la qualité de musulman. Ils étaient poussés dans cette voie par les nécessités de leur situation non moins que par leur zèle religieux. Les Turcs Osmanlis, qui se rendirent maîtres de Constantinople au quinzième siècle, étaient bien peu nombreux lorsque, au milieu du treizième, ils s'établirent en Bithynie. Les Seldjoucides, qui avaient conquis dès le douzième siècle une partie considérable de l'Asie Mineure, ne tardèrent pas à devenir les ennemis des nouveaux venus. Ces derniers, forcés de lutter contre les chrétiens et contre leurs coreligionnaires, devaient nécessairement songer à augmenter leurs armées. Le moyen le plus prompt était l'*islamisation* des chrétiens : ils l'entreprirent avec

autant de persévérance que d'habileté. Si ce système avait été plus complètement mis à exécution, peut-être aurait-il réussi dans le premier élan de la puissance turque. On n'aurait eu ainsi qu'une seule nation en orient, la nation turque, et toute trace de christianisme y aurait disparu.

Plusieurs considérations détournèrent les Osmanlis de marcher sans réserve dans cette voie désastreuse. Ils formaient alors une nation spécialement organisée pour la guerre; en état de paix, ils ne savaient que jouir des biens acquis par la conquête. Ils avaient donc un besoin absolu de sujets industriels et payant l'impôt, qui ne pouvaient être que des chrétiens. D'ailleurs, les Osmanlis croyaient que le fanatisme musulman était très-puissant surtout parmi les néophytes, et qu'il diminuait insensiblement chez leurs descendants. Des conversions partielles incessantes, mais non pas faites en masse, donnaient aux musulmans l'avantage d'alimenter continuellement cette force morale, la principale dans leur société. Pour atteindre ce but, il fut résolu, dès le règne d'Ourchan, que le corps des janissaires serait exclusivement formé de chrétiens renégats et qu'aucun musulman de naissance n'en ferait partie.

Plus tard, le conquérant de Constantinople, Mahomet II, donnant encore plus d'extension à ce principe, s'imposa la règle invariable, qu'il légua à ses successeurs, de conférer de préférence les plus hautes dignités de l'État à des renégats. Et, chose remarquable, tant que le corps des janissaires, tant que les hauts dignitaires, vizirs, généraux, amiraux, furent ainsi recrutés, c'est-à-

dire jusqu'à la fin du dix-septième siècle, l'empire ne cessa de grandir et de prospérer ; il ne commença à déperir que du jour où, pour des raisons que nous n'avons pas à exposer ici, l'élite de l'armée et les principaux chefs du gouvernement furent des musulmans d'origine. Certes, d'autres causes ont contribué à cette décadence : mais les brillants succès des Turcs aux siècles précédents furent dus sans contredit à la composition de l'armée et à la direction des affaires de l'État par des hommes qui n'étaient pas nés musulmans. Quoi qu'il en soit, les Turcs n'ont jamais procédé à la conversion en masse des chrétiens ; ils ont préféré les exploiter pour ainsi dire par coupes réglées.

Les vaincus ne furent donc ni assimilés ni entièrement absorbés par les vainqueurs. Séparés des musulmans, ils devaient nécessairement conserver leur langue et se maintenir dans les pays qu'ils occupaient au moment de la conquête. Mais les Turcs contribuèrent aussi d'une autre façon à rendre la séparation plus complète : sans aucune idée de l'art d'administrer, ils n'entendaient, est-il besoin de le redire ? ni distribuer la justice aux chrétiens, du moins la justice civile, ni leur garantir leur vie et leurs biens ; ils songeaient moins encore à les instruire ou à faire prospérer l'industrie, l'agriculture et le commerce. Ils laissèrent les chrétiens livrés à eux-mêmes, à la condition de payer sans murmurer les impôts divers, lourds et oppressifs qu'il plairait au maître d'exiger d'eux ; de livrer le cinquième au moins de leurs enfants mâles, les plus robustes et les plus beaux,

pour être convertis à l'islamisme et entrer dans le corps des janissaires; de se soumettre, en outre, à toute violence à laquelle non-seulement le gouvernement central, mais le dernier aga, le dernier spahî, en un mot tout homme portant turban voudrait se livrer sur eux. C'est ce qu'écrivait le 18 septembre 1821, l'amiral français Halgan à son ministre de la marine.

Ayant ainsi réglé leurs rapports avec les peuples conquis, ils permirent aux chrétiens de s'administrer par leurs propres magistrats, et accordèrent au patriarche œcuménique l'investiture comme chef politique suprême des chrétiens. Ils poussèrent à tel point cette séparation religieuse, nationale et administrative, qu'ils ne regardèrent jamais les chrétiens comme des membres organiques de l'État, mais comme une annexe formée de vassaux et de tributaires. Leurs rapports avec leurs sujets chrétiens rentraient dans les attributions du reis-effendi, c'est-à-dire du ministre des affaires étrangères; celui-ci correspondait directement avec le patriarche œcuménique. Il va sans dire que ce chef politique et religieux de la nation chrétienne, ainsi que tous les grands et les petits fonctionnaires, n'avaient aucune garantie contre l'arbitraire musulman : on les révoquait, on les exilait, on confisquait leurs biens, on les mettait à mort, non-seulement sur un ordre du sultan, mais selon le caprice du dernier des Turcs.

Et cependant ces chrétiens délaissés se multipliaient, tandis que le nombre de leurs oppresseurs allait diminuant. Les premiers s'enrichissaient, les seconds tom-

baient dans l'indigence; ceux-là s'instruisaient, ceux-ci devenaient chaque jour plus ignorants. Aussi, après trois cent cinquante ans d'une servitude interrompue de temps à autre par des protestations armées, mais infructueuses, Slaves et Hellènes, renouvelant leurs efforts au commencement de ce siècle, ont su arracher successivement à leurs ennemis des concessions sérieuses, et depuis lors ils ne cessent de poursuivre la destruction complète de l'empire turc en Europe.

Un exposé détaillé des causes qui ont amené ce changement et le châtement mérité de la tyrannie ottomane, ferait un des chapitres les plus curieux et les plus instructifs de l'histoire de l'humanité. Je me bornerai ici à un simple résumé des destinées de la race grecque pendant ces quatre derniers siècles.

Au point de vue ethnologique, l'hellénisme s'est si peu altéré sous la domination turque, que, nous pouvons l'affirmer, la nation insurgée en 1821 ne différerait en rien, dans ses éléments constitutifs, de celle qui était tombée, en 1453, sous le joug des musulmans. Recherchons ce qu'elle était au commencement du quinzième siècle. On a vu qu'à l'époque où elle se trouvait à la tête de l'orient, c'est-à-dire jusqu'au onzième siècle, elle parvint à dominer les Slaves jusqu'au Danube, à déposséder les mahométans des îles et à se maintenir intacte dans l'Asie Mineure. Mais, quand l'Europe occidentale eut dirigé ses attaques contre l'empire d'Orient et y eut introduit l'anarchie, l'hellénisme, après une lutte de cent ans, subit de graves altérations.

Sensiblement atteint dans l'Asie Mineure par l'islamisation des indigènes entreprise par les Turcs Seldjoucides, il reçut dans ses foyers primitifs de nouveaux émigrants étrangers, surtout des Albanais et des Francs. Je ne dirai rien des colonies slaves qui, sous le règne éphémère de Douchan en Serbie, pénétrèrent dans les pays grecs ; elles ne poussèrent jamais jusqu'au Péloponèse et ne se maintinrent que fort peu de temps dans la Grèce continentale ; elles disparurent même de bonne heure des contrées helléniques les plus septentrionales. Les Francs aussi n'ont laissé, à proprement parler, que des traces bien légères de leur passage ; on ne les retrouve que dans les petites îles des mers helléniques. Dans la Grèce continentale et le Péloponèse, les anciens compagnons d'armes des Villehardouin, des de La Roche et de leurs successeurs tombèrent en combattant, ou émigrèrent, ou bien, après s'être hellénisés, se soumirent aux Paléologues. Ils disparurent à tel point que, malgré deux cent cinquante ans de séjour, aucun nom de famille ne rappelle aujourd'hui leur domination.

La même chose arriva dans les grandes îles. En 1570, lors de la conquête de Chypre, tous les habitants de Nicosie et de Famagouste furent massacrés ou réduits en esclavage. En 1669, quand Morosini fut forcé de livrer Candie à Achmet Kiuprili, tous les représentants des familles patriciennes qui depuis six siècles environ s'étaient établies en Crète, rentrèrent avec lui à Venise. Il en fut de même à Rhodes, en 1522. Le grand maître et tous les chevaliers de Saint-Jean qui avaient survécu à

la lutte, abandonnèrent cette île ; quant aux familles vénitiennes des îles plus petites, il n'en reste que les noms ; leurs descendants ne parlent plus que le grec ; ils ont mêlé leur sang et associé leur sort à celui des indigènes et fini par embrasser, à peu d'exceptions près, la religion du pays.

L'idiome des Albanais retentit encore aujourd'hui sur plusieurs points de la Grèce ; mais ces colons n'ont jamais été considérés chez nous comme des étrangers. On a beaucoup discuté sur leur origine : les uns ont parlé d'une invasion des Albanais du Caucase ; les autres, d'une émigration de la basse Italie. Personne n'a pu citer une preuve à l'appui de ces prétendues émigrations. Le pays a reçu dans le cours des siècles bien des colonies étrangères, dont la présence est constatée par les éléments mêmes de l'idiome qui y est parlé ; mais l'analyse de ces éléments montre un premier fonds remontant jusqu'aux anciens Illyriens. Or, ces Illyriens, qui occupaient précisément les contrées riveraines de l'Adriatique connues aujourd'hui sous les noms de basse, de moyenne et de haute Albanie, avaient beaucoup d'accointances avec les Grecs, leurs voisins du midi.

En Épire, les deux races étaient tellement mêlées et apparentées, que les Athamanes sont qualifiés d'Hellènes par Platon, et qu'Hérodote considérait aussi comme Hellènes les Thesprotiens et les Molosses.

Il en était plus ou moins de même pour les pays situés plus au nord jusqu'à Lissos ; ils furent appelés Illyrie hellénique par les Romains, et Nouvelle-Épire par

l'hellénisme du moyen âge. Il est vrai que, sur ces entrefaites, des Romains, des Goths, des Slaves, des Francs vinrent se mêler aux indigènes, et que, plus tard encore, une partie des habitants de l'Albanie fut convertie de gré ou de force à l'islamisme.

D'après les calculs les plus probables, la moitié environ de ces derniers professent aujourd'hui la religion mahométane ; mais la plus grande partie de l'autre moitié et surtout les chrétiens de la Nouvelle-Épire (Albanie moyenne) et de l'Épire proprement dite, parlent indifféremment le grec ou l'albanais et se servent de préférence du grec dans leurs principaux rapports sociaux. Un grand nombre de faits des derniers siècles témoignent que les Albanais restés fidèles à l'Église grecque (et c'est le plus grand nombre) ont de tout temps associé leur sort à celui des Hellènes. Au quatorzième siècle, les habitants de l'Albanie moyenne, fuyant les troubles provoqués par les croisades, commencèrent à affluer en Thessalie ; de là ils passèrent dans la Grèce continentale, dans le Péloponèse et dans quelques îles. Leur établissement était facilité par la désolation qui régnait dans les contrées helléniques, par la décadence de la domination franque et par la terreur qu'inspiraient les pirates, surtout les pirates musulmans.

Pendant longtemps il y eut des conflits entre ces colons et les indigènes. Mais, à partir du dix-huitième siècle, les rapports historiques et nationaux qui ont existé de tout temps entre les deux races l'emportèrent, et les descendants des Albanais établis en Grèce participèrent avec le

plus grand dévouement à toutes les luttes des Hellènes contre les Turcs : ils se distinguèrent au siège de Missolonghi ; ils s'immortalisèrent dans les victoires navales remportées par les escadrilles d'Hydra et de Spetzia.

Les derniers étrangers mêlés aux Hellènes avant la conquête musulmane sont les Valaques. Ces Valaques avaient paru dans les pays grecs, spécialement en Thessalie, avant l'invasion franque. Anne Comnène parle la première d'un village valaque nommé Exavan, situé en Thessalie. Elle dit que les Valaques étaient des nomades qui s'enrôlaient dans les armées de Constantinople. Mais c'est depuis les croisades qu'ils semblent s'être établis plus solidement dans ces contrées. Ils vinrent d'au delà du Danube. Ayant passé ce fleuve avec les Bulgares, ils s'établirent d'abord sur les Balkans et descendirent de là jusqu'en Épire et en Thessalie. Une partie suivit le sort des colonies et des conquêtes bulgares ; d'autres continuèrent à mener une vie pastorale ; d'autres enfin recevaient des concessions de terres sur les deux versants du Pinde, après avoir d'abord servi dans l'armée hellénique. De là le nom de Valachie ou Grande-Valachie donné au moyen âge à cette portion de la Thessalie. Mais ces Valaques, peu nombreux du reste, finirent par se fondre, ou à peu près, dans la race grecque. Une foule d'hommes remarquables de notre histoire moderne, les Coletti, les Sina, les Tossitza, les Hadji-Pétro, pour ne citer que les plus connus, étaient d'origine valaque.

Tels furent les derniers éléments hétérogènes qui se mêlèrent à la grande famille hellénique.

D'autre part, comme tous les chrétiens de l'orient, celle-ci a payé un tribut à l'islamisme. En tenant compte des Grecs de l'Asie, convertis par la violence au nombre de plusieurs millions, on peut dire que de ce chef aucune nationalité n'a été plus éprouvée que la nôtre. Mais les Turcs ne réagirent pas autrement sur les Hellènes qui avaient conservé leur langue et leur religion. Les deux nations sont restées séparées comme l'eau et l'huile dans un même vase ; de sorte que, au point de vue de ses éléments nationaux, l'hellénisme d'aujourd'hui est bien réellement identique à celui du quinzième siècle. Depuis cette époque, son état intellectuel et son importance numérique ont subi des modifications, mais sa constitution ethnologique est restée la même. D'ailleurs, le sang étranger qui a pu s'y glisser n'était pas assez abondant pour modifier sensiblement le caractère de la race.

La preuve la plus évidente est la langue qui dominait parmi les populations des contrées helléniques à la veille et au lendemain de la conquête musulmane. Au quatorzième siècle, quand le mélange avec les étrangers avait pris ses plus vastes proportions, les Francs, voulant faire connaître leurs exploits à ces populations, firent rédiger la *Chronique de Morée* en grec et non pas en albanais ou en slave. Quand, à partir du quinzième siècle, le peuple essaya de célébrer sa lutte constante contre ses oppresseurs, il se servit de la langue immortelle de nos

montagnes. Faut-il ajouter qu'à cette même époque l'Église, les chefs politiques, la littérature parlèrent et écrivirent en grec, depuis les limites les plus reculées de la Thrace et de la Macédoine jusqu'au Ténare, dans toutes les îles et dans l'Asie Mineure occidentale? Pendant de longues années, les populations soumises aux Turcs furent privées de tout moyen d'instruction : car la plupart des savants qui illustrèrent le nom grec au quinzième siècle, Gémistos, Bessarion, Georges de Trébizonde, Argyropoulo, Lascaris, Chalcocondyle, sans parler d'une infinité d'autres émigrés, allèrent porter leurs lumières, soit dans l'Europe occidentale, soit dans les îles grecques encore occupées par les Vénitiens. Tandis que les fugitifs faisaient renaître la civilisation grecque en Italie et en France, elle s'éclipsait dans son premier berceau depuis le milieu du quinzième siècle jusqu'à la fin du seizième.

L'instruction publique ne reprit qu'à partir du dix-septième. Cette renaissance est due à l'initiative de la communauté hellénique qui se forma à Venise par la réunion d'un grand nombre de fugitifs, venus de tous les points de la Grèce. Ils quittaient la patrie, mais ils ne l'oubliaient pas. Désireux de lui préparer un meilleur avenir, ils avancèrent des fonds, ils firent choix de professeurs capables. Plusieurs écoles furent fondées à Athènes et à Janina : Janina surtout devint une véritable pépinière de *didascali* qui, à leur tour, furent placés successivement à la tête d'autres écoles dans le Péloponèse, la Grèce continentale, la Thessalie, la Macédoine, à Chio, à

Smyrne, à Cydonies, à Constantinople, à Jassy, à Bukarest. La parole de maîtres célèbres, d'Eugène Boulgaris, de Nicéphore Théotoki, de Jean Dimitriadès, de Pezaro, d'Athanase Psallida, d'Athanase de Paros, de Dorothée Proïos, de Benjamin, de Lambros Photiadis, de Constantin Coumas, d'Étienne Doungas, de Constantin Œconomos, de Néophyte Vambas, de Georges Gennadios, pour ne parler que des plus illustres, retentit d'un bout à l'autre de l'orient hellénique durant le cours de cette renaissance. Des milliers d'étudiants recueillaient de leur bouche les leçons de la science ancienne et moderne. Ce sentiment national fut fortifié surtout par la manière habile avec laquelle la plupart des professeurs interprétaient les chefs-d'œuvre de l'antiquité, inspiraient à la jeunesse le dévouement à la patrie et l'amour de la liberté. De même que l'hellénisme du moyen âge, dans sa puissance, n'avait jamais renoncé à ces souvenirs du passé dont il faisait l'ornement de sa vie publique et privée, ainsi, dans sa profonde misère, l'hellénisme moderne remontait aux mêmes sources pour s'y retremper et acquérir de nouvelles forces et de nouvelles espérances.

Alors commença ce qu'on a appelé l'épuration et la rénovation de la langue. Le mouvement national dont je viens de parler avait besoin de s'affirmer et de se faire comprendre. Or il se trouvait en présence de la langue ancienne, dont se servaient encore les lettrés, et d'une langue vivante parlée par le peuple, mais presque barbare. Celle-ci n'était autre que la langue ancienne, mais tellement mutilée, altérée et appauvrie qu'elle ne pou-

vait suffire à exprimer ni les spéculations d'une science sérieuse, ni les pensées et les sentiments d'une littérature élevée. Il fallut combiner les deux éléments de manière à donner à l'un le souffle qu'il avait perdu, à l'autre les règles grammaticales qui lui faisaient complètement défaut. Coray fut le grand initiateur de cette œuvre. La langue parlée avait depuis longtemps revêtu ce caractère analytique si opposé à la synthèse des anciens et qui est le propre de tous les idiomes modernes. Coray ne prétendit pas toucher à ce nouveau caractère de la langue ; mais il voulut la sauver de l'anarchie à laquelle elle était livrée, en la soumettant à la loi constitutive de toute langue régulière, à la grammaire ; il voulut la tirer de l'indigence à laquelle elle avait été réduite, en lui rouvrant les trésors du lexique ancien. Ses disciples ont marché dans la même voie ; il en est résulté qu'à l'heure présente le peuple grec se trouve en possession d'un instrument propre à exprimer d'une manière précise et en même temps élégante toute pensée du génie, toute aspiration du cœur. On nous a souvent reproché d'avoir créé une langue factice en laissant de côté l'idiome national, c'est-à-dire les dialectes populaires. La facilité avec laquelle l'œuvre des savants a été acceptée par le peuple, prouve suffisamment qu'elle répondait à un besoin véritablement national. Le même fait s'est produit du reste dans toutes les littératures de l'Europe moderne. Les chefs-d'œuvre de la langue française, admirés en Bretagne et en Provence, ne sont pas écrits dans l'idiome populaire de ces pays. Partout où il y a une littérature

et une science, il y a une manière de s'exprimer plus pure, plus élevée, plus exacte que celle des ignorants. Dans ce travail, nous ne pouvions pas renoncer aux modèles et aux moyens que nous offrait notre propre antiquité; mais nous n'en avons usé qu'à la condition de ne pas amoindrir les forces vives de la langue moderne.

Partout et toujours l'hellénisme, sans prétendre ressusciter le passé, a tenu à ne pas s'en séparer complètement. On peut même dire qu'aux jours de la servitude, la nation s'est rapprochée en esprit de ses aïeux et s'est, pour ainsi dire, jetée dans leurs bras avec plus de tendresse que l'hellénisme du moyen âge: car celui-ci, au milieu des difficultés de sa tâche et des prospérités dont il lui a été souvent donné de jouir, ne revenait que par intervalles aux souvenirs et aux traditions de la Grèce antique. C'est sous la domination turque que la nation répudia le nom étranger de Romains pour reprendre le nom d'Hellènes, qui devait lui rappeler sans cesse son origine et ses destinées.

Nous avons vu que l'Église avait frappé de condamnation le nom d'Hellènes au quatrième siècle. La nation grecque subit cet arrêt d'une puissance à qui elle devait beaucoup et qui lui donna entre autres choses l'empire de Constantinople: continuant à parler grec, à recevoir une éducation grecque, à vivre au milieu des souvenirs, des monuments et des traditions de la Grèce, elle consentit à ne pas rompre avec son nouvel et puissant allié, l'Église, et se résigna à dominer sur l'orient sous le nom de Romains. Mais quand l'idolâtrie fut entièrement abat-

tue, que les hérésies furent vaincues et que les motifs qui avaient poussé l'Église à identifier l'hellénisme avec l'idolâtrie et l'hérésie eurent disparu, les hommes les plus instruits, Constantin Porphyrogénète, Anne Comnène, Eustache, les deux Choniates, Cantacuzène, Chalcocondyle, Gémistos, Frantzès, restituèrent à la nation le nom qui lui appartenait. Chalcocondyle n'hésita même pas à qualifier d'*empereurs des Hellènes* les empereurs de Constantinople. De la théorie on essaya de faire passer ce nom dans la pratique. Quand Michel-Ange Comnène leva, au treizième siècle, le drapeau national en Épire contre les Francs et y fonda un État dans lequel furent comprises la Thessalie, l'Étolie et l'Acarnanie, ce grand révolutionnaire se donna à lui-même le titre de *Despote de l'Hellade*. Quand eut sonné la dernière heure de l'empire, le dernier empereur se souvint de l'origine de ses compagnons d'armes : il les appela descendants des Hellènes, il dit que Constantinople était l'espoir et la joie de tous les Hellènes.

Toutefois, bien du temps devait s'écouler avant que ce nom redevînt l'apanage de toutes les classes de la société et répandît dans les veines de la nation tout entière son énergie vivifiante. On ne s'étonnera pas du retard qu'a mis à triompher cette idée en apparence si simple et si naturelle. Pendant plus de mille ans, l'hellénisme avait identifié toute son existence, toute son activité politique et civile avec la dénomination de Romains ; il lui était difficile de se défaire tout d'un coup d'une habitude dix fois séculaire. Les habitants de la Grèce proprement dite

l'avaient eux-mêmes contractée. Ils avaient probablement conservé le nom de leurs aïeux jusqu'au sixième, jusqu'au septième siècle peut-être, car il leur est encore donné par les écrivains de ces temps. Appelés Helladiques au huitième siècle par Théophane et Grecs au dixième par Constantin Porphyrogénète, ils finirent par se désigner, eux aussi, sous le nom de Romains. Deux grands poèmes populaires composés au quatorzième et au quinzième siècle, la *Chronique des guerres des Francs en Morée* et la *Lamentation sur la prise de Constantinople*, désignent constamment les habitants de la Grèce proprement dite sous le nom de Romains ou tout au plus de chrétiens.

Le gouvernement turc, qui vint après et qui ne changea rien aux us et coutumes des sujets conquis à la condition qu'ils reconnaîtraient leur servitude, continua à les qualifier de *Romains*. On s'explique aussi aisément pourquoi l'Église ne cessa pas de leur donner ce nom. En suivant cette ligne de conduite, le patriarcat œcuménique restait dans la tradition religieuse et politique de la nation ; il semblait ne rien changer à la situation passée ; on eût dit qu'il réservait l'avenir : car, avec ce nom de Romains, la juridiction suprême du patriarche, resté chef de la nation, s'étendait comme auparavant non-seulement sur les chrétiens qui parlaient grec, mais en même temps sur les chrétiens soumis autrefois à l'empire de Constantinople. Ce nom prédominait d'autant mieux que les hommes les plus éclairés, par qui devait s'introduire la qualification d'Hellènes, émigrè-

rent alors à l'étranger. Plus tard, lors de la renaissance intellectuelle au dix-huitième siècle, quand de nombreuses écoles fonctionnèrent de Dimitzana à Andrinople, et de Lacca de Delvino, jusqu'à Cydonies en Asie Mineure, on vit renaître le souvenir du nom national. Toutefois l'habitude fit que, chez le plus grand nombre, ce nom fut en concurrence avec ceux de Romains et de Grecs.

En 1790, trois représentants de la nation demandèrent à l'impératrice Catherine de donner pour empereur aux Hellènes son petit-fils Constantin ; ils ne parlèrent plus à titre de Romains ni même simplement de chrétiens ; ils se présentèrent comme des *Hellènes, descendants des Athéniens et des Spartiates*. Mais peu de temps après, en 1792, un des héros du réveil national, Lambros Catzônis, de Livadia, protestant contre la paix conclue par cette même Catherine avec la Turquie, ne parle que de *Romains* dans sa protestation. Rhigas semble hésiter entre les différentes dénominations. Dans son chant célèbre : « Jusques à quand, ô Pallicares?... » il ne parle que de Grecs ; il se sert du même nom dans quelques autres appels à la guerre sainte. Mais ailleurs, « Enfants d'Hercule », « O braves Hellènes », « Allons, enfants des « Hellènes », il est entraîné par le courant auquel la nouvelle éducation avait ouvert les digues. Dans ce chant d'exhortation où il engage tous les frères qui servent à l'étranger à rentrer au pays et à lui offrir leurs bras, « A l'orient, au midi, au nord, à l'occident, n'ayons « tous qu'un cœur pour la patrie », il revient encore au nom de Romains.

Le plus curieux, c'est que Coray lui-même, tout en rejetant cette dernière qualification, ne se décide pas tout d'abord entre Grecs et Hellènes. Ce fut la conscience publique qui trancha la question. Quelques années après, quand les représentants des pays helléniques soulevés contre les Turcs, lors de la grande révolution, se réunirent, en 1821, à Épidaure pour régler la première constitution de la Grèce, ils votèrent par acclamation la résolution suivante : « La *nation hellène* proclame aujourd'hui par ses légitimes représentants réunis en assemblée nationale, devant Dieu et devant les hommes, son existence comme nation et son indépendance. »

J'ai dit que la longue habitude avait été pour beaucoup dans le retard apporté au triomphe définitif du nom national d'Hellènes. Ce fut, en effet, la principale, mais non la seule cause de ce phénomène. Le nom de Romains désignait au moyen âge, comme sous la domination turque, tous les chrétiens d'orient, soumis à la juridiction suprême du patriarche œcuménique. Les querelles de races, qui avaient provoqué autrefois tant de conflits entre Grecs et Slaves, avaient été assoupies quand la main de fer de l'étranger s'était appesantie sur tous.

Le malheur commun avait rapproché tous les chrétiens et l'on put croire pendant longtemps que cette communauté de souffrances et de haine pour l'opresseur allait amener l'unité de la lutte et, après la victoire, l'unité politique des chrétiens d'orient. C'est ce qui engagea beaucoup d'hommes éclairés de cette époque à vouloir conserver comme un symbole de cette union la

qualification générale de Romains. On sentit cependant de bonne heure qu'il était difficile d'arrêter l'élan légitime de la nation vers la conquête de son ancien et glorieux nom paternel ; d'autre part, l'expérience devait prouver que la fusion politique des Hellènes et des Slaves était impossible. Les souvenirs d'un long passé s'y opposaient.

La lutte était commune à coup sûr ; malheureusement elle ne fut jamais entreprise en commun. Le maintien de cette union un peu illusoire sous l'autorité du patriarche œcuménique était chose si difficile que les Bulgares ont fini par se séparer de l'Église grecque. Ce n'est donc pas le nom d'Hellènes qui a provoqué la séparation, c'est la conscience historique et nationale des deux peuples. Le sort définitif des chrétiens d'orient ne sera fixé que par l'établissement des Slaves au nord et des Hellènes au sud, et par la démarcation de leurs frontières respectives d'après les limites naturelles tracées par l'histoire, l'ethnologie et la géographie.

Les Serbes, les Bulgares, les Herzégoviniens et les Bosniaques sont maîtres de tous les pays au nord des Balkans et du Scardus. Aussi ont-ils donné à ces pays leurs noms nationaux. Mais tous les pays situés au sud de ces montagnes, sans en excepter ceux qui s'en rapprochent le plus, sont des pays essentiellement helléniques. Ils ont conservé pendant douze cents ans leurs noms historiques de Thrace et de Macédoine. Les colonies bulgares qui existent dans les parties septentrionales de ces provinces ne confèrent nullement aux Bulgares un

droit de possession sur ces contrées ; de même que les colonies grecques du littoral de la Bulgarie ne sauraient mettre en question le droit de possession des Bulgares sur tout le pays compris entre le Danube et les Balkans

Cependant cette tendance à une sécession définitive ne s'est manifestée que depuis quelques années. Dans le cours quatre fois séculaire de la domination ottomane, l'unité paraissait accomplie jusqu'à un certain point. Le courant de l'hellénisme qui, au quatrième siècle, était arrivé jusqu'au Danube, qui avait reculé à partir du septième devant les Slaves, remonta de nouveau au dixième siècle vers ce grand fleuve pour rétrograder encore à la suite de la révolution bulgare du douzième siècle et de l'invasion serbe du quatorzième. Enfin, par le pouvoir dont le conquérant musulman investit le patriarchat œcuménique, l'hellénisme sans nom du moyen âge domina de nouveau sur la péninsule tout entière. En effet, revêtu de fonctions judiciaires et administratives, et portant le titre de *Chef de la nation des Romains* ou *ethnarque*, le patriarche parut aux yeux des chrétiens d'orient un souverain politique tout aussi bien qu'un chef spirituel. D'après les écrits du temps, les chrétiens le traitaient d'empereur et seigneur. Le patriarche, les prélats et les prêtres sous ses ordres avaient le droit d'être élus selon les anciens usages de l'Église d'orient et de remplir leurs fonctions en dehors de toute influence du pouvoir temporel.

Le chef de la nation des Romains possédait aussi tacitement le privilège d'entrer en relations directes avec

les souverains des nations étrangères. La façon dont il fit usage de ce droit vis-à-vis de Venise, de la Russie, de l'empereur d'Allemagne, des rois d'Angleterre et de Suède, prouve toute la latitude qui lui était laissée par le gouvernement ottoman. Nous l'avons d'ailleurs déjà dit, la Porte communiquait avec le patriarcat par son ministère des affaires extérieures comme avec tous les potentats étrangers. Et comme le trône œcuménique était entre les mains des Hellènes, il s'ensuit que tout ce pouvoir était exercé au nom et dans l'intérêt de la nation grecque.

Les Slaves avaient à peu près disparu de la scène de l'histoire durant trois cent cinquante ans ; ils avaient été abattus par la conquête. Les Grecs seuls firent preuve de courage, d'intelligence et d'activité ; aussi furent-ils bientôt les maîtres de la situation. On jugera de ce que ces avantages leur avaient coûté par les difficultés qu'ils avaient eu à vaincre.

Les droits et les privilèges qui avaient été conférés par les conquérants au patriarche étaient à la discrétion des Turcs. Ils les respectèrent fort peu dès le principe et ne cessèrent de les violer dans la suite.

Le patriarcat avait été d'abord installé avec la plus grande magnificence dans la basilique des Saints-Apôtres ; déjà sous le patriarche Gennadios, il se vit forcé de se retirer dans le temple de la Pammacaristos ; sur l'emplacement de l'église des Saints-Apôtres, on éleva la mosquée du sultan Méhémet. Le temple de la Pammacaristos fut à son tour confisqué en 1595 ; on en fit

une mosquée, connue sous le nom de Fétijé-Djamessi.

Quant au patriarcat, transféré d'abord à l'église de Saint-Démétrios près de la Xyloporte, il dut, peu de temps après, s'abriter sous l'église encore plus modeste de Saint-Georges à Diplophanaro, où il se trouve encore à l'heure qu'il est. C'est là que, de chute en chute, fut relégué le siège patriarcal, après avoir commencé par occuper un des plus beaux monuments de Constantinople; image fidèle des misères de toutes sortes qui se sont successivement abattues sur lui. Au milieu du dix-septième siècle, le gouvernement ottoman enleva au chef suprême de la nation le droit de recevoir son investiture du sultan en personne, en déclarant que le grand-vizir seul devait présider désormais à cette solennité. Il ôta aussi, peu après, au patriarche le droit de porter le *skiadion*, un des signes distinctifs de sa haute dignité. On lui défendit enfin de se présenter à la Porte avec son cortège de douze archevêques.

Mais tout cela n'était rien en comparaison de l'abaissement réservé à ce prétendu ethnarque et de la violence employée depuis contre lui. La charte de ses privilèges déclarait formellement qu'il ne pourrait jamais être molesté par personne, qu'il serait irresponsable, éternellement exempt d'impôts, inamovible, lui et les archevêques sous ses ordres. Quatorze ans s'étaient à peine écoulés, que les deux dernières franchises étaient foulées aux pieds. Joseph, le troisième patriarche après Ghennadios, pressé par Mahome II d'autoriser un mariage illicite, ayant refusé de consentir à cette in-

fraction des lois de l'Église, fut déposé, puis rasé, outrage sanglant pour les membres du clergé grec. Son grand maître des cérémonies, Maxime, qui ne voulut pas s'employer à faire fléchir le patriarche, eut les ailes du nez coupées. Peu après, Siméon de Trébizonde fut nommé, à la condition qu'il payerait un tribut annuel de mille pièces d'or et renoncerait à la liste civile que le gouvernement turc faisait jusqu'alors au patriarche. Ce tribut annuel fut porté ensuite à deux mille ducats, auxquels cinq cents autres vinrent s'ajouter comme don de joyeux avènement, puis à trois mille pièces d'or. Il fallait ensuite offrir des présents considérables aux femmes du harem, aux vizirs, aux courtisans, aux eunuques, aux janissaires, qui faisaient élire et soutenaient les patriarches. Avec le temps, la dignité patriarcale fut mise de fait à l'encan, et il y eut tel cas où elle fut adjugée au dernier enchérisseur, pour 40,000 pièces d'or. Le mal augmenta encore quand l'autorité du sultan passa dans les mains des grands-vizirs. En 1621, Ali-Pacha, qui ne se maintint que six mois au pouvoir, arracha 100,000 pièces d'or au patriarche Timothée II. Cyrille Loucaris fut déposé par les intrigues des jésuites, qui dépensèrent 40,000 piastres fortes à cet effet, et les fidèles furent obligés de payer 180,000 piastres fortes pour voir remonter leur bien-aimé pasteur sur le siège patriarcal. De 1623 à 1700, dans l'espace de soixantedix-sept ans, il y eut cinquante changements de patriarche, presque tous provoqués par l'avidité des puissants. C'est ainsi que les dettes du patriarcat et des archevê-

ques devinrent écrasantes, et leur emprisonnement pour dettes chose ordinaire. Les Turcs ne s'en tinrent pas là. Le mépris qu'ils montraient pour cette dignité fut poussé au point qu'en 1651, un renégat, devenu officier, osa offrir 26,000 piastres pour se faire donner l'administration de l'Église en éliminant le patriarche. Cette proposition ne fut pas acceptée, il est vrai ; mais plusieurs patriarches furent mis à mort : Cyrille Loucaris, Cyrille Condaris, Parthénios II, Parthénios III, Grégoire V, grand martyr de la dernière révolution. Il serait difficile de calculer le nombre des archevêques et des prêtres qui sont morts dans les supplices depuis le jour de la conquête jusqu'aux hécatombes que notre clergé a offertes en 1821 sur l'autel de la patrie et de la liberté.

Je ne nierai pas que plusieurs Grecs n'aient contribué par leurs intrigues et leur cupidité à l'avilissement de l'Église ; mais la conduite d'une petite minorité ne saurait engager l'honneur d'une nation. Partout et toujours, il y a des hommes empressés de sacrifier à leurs passions les intérêts les plus chers de leur pays et de servir d'instruments à toutes les violences d'un gouvernement arbitraire. On ne sera donc pas étonné de voir ces faits se produire au milieu des misères inouïes d'une situation sans pareille dans les annales de l'histoire. Ce qu'il faut au contraire admirer, c'est qu'il se soit encore trouvé des hommes qui n'ont pas reculé devant l'accomplissement du devoir malgré l'épée suspendue sur leur tête. Dans les États civilisés, placés sous la garantie d'ins-

titutions sérieuses, les défenseurs de la légalité ne risquent le plus souvent que de se voir supplantés par leurs adversaires. En Turquie, au bout de la lutte il y avait la torture, la confiscation, la mort. On savait cela d'avance, et cependant on continuait à lutter.

Nous avons parlé de la conduite courageuse du patriarche Joseph. Pendant que l'on exécutait l'ordre outrageant rendu contre lui, le saint homme s'écria : « On me couperait non-seulement la barbe, mais la main, mais les pieds, mais la tête, qu'on ne parviendrait pas à me faire transgresser les lois dont je suis le gardien et le défenseur. »

Le métropolitain d'Héraclée et les archevêques de Césarée et d'Éphèse ne consentirent pas à sacrer patriarche un certain Raphaël, homme ignorant et ivrogne, qui leur avait été indiqué par Mahomet II. La fermeté de leur attitude força le sultan à autoriser l'élection d'un autre prélat, de ce Maxime dont nous avons eu déjà occasion de citer la courageuse résistance aux ordres arbitraires du sultan, et qui se distingua toujours par l'indépendance de son caractère aussi bien que par son savoir et par son habileté dans la gestion des affaires de l'Église.

En 1657, la Porte ne se borna pas à faire pendre le patriarche Parthénios III; elle voulut couronner ce forfait en faisant monter sur le siège patriarcal un évêque de Ganos et de Chora, tout à fait indigne de cet honneur. Le clergé et le peuple protestèrent; le nouvel élu fut forcé d'abdiquer douze jours après son avènement;

le synode, après avoir obtenu par on ne sait quels sacrifices d'argent le consentement de la Porte à cette renonciation, rédigea et signa un procès-verbal ainsi conçu : « Rien ne saurait exister sans un principe d'autorité. Et comme le siège pontifical de Constantinople est resté sans chef ni tête, le patriarche Kyr Parthénios ayant été *injustement condamné*, nous les prélats, réunis dans le temple du grand martyr et vainqueur saint Georges, avons proposé pour le siège vacant, comme premier candidat, l'archevêque de Brousse et de Tryglie, Kyr Parthénios, comme second celui de Larisse, Kyr Dionysios, et en troisième lieu celui de Smyrne, Macarios. Donc, pour toute déclaration et sûreté, leurs noms ont été inscrits au registre de la grande église, aujourd'hui premier mai 1657, dixième jour de l'indiction ; car l'élection de Gabriel, *que nous n'avons acceptée que sous l'empire de la violence, est considérée d'une commune voix comme contraire aux canons, et par conséquent comme nulle et non avenue.* » Cet acte, passé en présence, pour ainsi dire, du cadavre encore palpitant de Parthénios III, est une preuve irréfutable que le clergé grec n'a pas manqué d'hommes mettant l'accomplissement de leurs devoirs au-dessus des biens de ce monde, et le synode convoqué quinze ans après à Jérusalem, sous le patriarche Doro-thée, avait raison de dire : « La terre des Romains est opprimée comme ne l'a jamais été une nation conquise. »

D'ailleurs ces hommes n'avaient pas à lutter seulement contre la tyrannie turque ; ils étaient entourés de

bien d'autres ennemis. En ces jours néfastes, l'Europe latine n'avait nullement renoncé à sa guerre peu sensée contre l'hellénisme. Au dix-septième siècle, les jésuites et les protestants redoublèrent d'efforts pour se rendre maîtres de l'Église d'orient. Bien que soutenus, les premiers par les ambassades de France et d'Autriche, les seconds par les représentants d'Angleterre, de Hollande et de Suède, ils finirent par échouer ; mais ils n'en firent pas moins beaucoup de mal à la victime dont ils cherchaient, chacun de son côté, à s'approprier les dépouilles. C'est à leurs intrigues que l'on dut, entre autres malheurs, la mort de deux patriarches, Cyrille Loucaris et Parthénios III.

L'Église, ainsi combattue au dedans et au dehors, n'avait ni les loisirs ni les moyens d'accomplir de grandes choses. Tout ce qu'elle put faire fut de sauver son caractère national et de contribuer pour sa part au développement intellectuel de la nation. Cyrille Loucaris fonda la première imprimerie que l'on eût vue à Constantinople, et il en confia la direction au moine Grégoire Métaxas, de Corfou. Par malheur, les jésuites parvinrent à faire détruire cette imprimerie par les Turcs. Au mont Athos, Cyrille V fonda une école « telle qu'on n'en avait pas encore vu depuis les malheurs des Grecs ; » ce sont les paroles de Serge Macréos. Eugène Boulgaris, qui jeta chez nous les premières semences de la science moderne, enseigna la logique, la métaphysique, la théologie et la rhétorique. Le patriarche Séraphin II se plaisait dans la société des savants et le

comblait d'honneurs. « Il enflamma le zèle de son synode en ordonnant qu'on offrit des dons généreux, » dit le même Macréos. « Confirmant ses ordres par une bulle, il restaura l'école patriarcale de Constantinople et y nomma quatre professeurs. Il s'occupa aussi de celle du mont Athos. Ayant rappelé Eugène à Constantinople pour lui confier la direction de la grande école du patriarcat, il pourvut à son remplacement au mont Athos par le choix excellent qu'il fit à ce propos de Nicolas de Mezzovo. » Ainsi parle Macréos. Puis, dans ce langage tant soit peu ampoulé qui était un des caractères de la littérature de ce temps, il conclut : « Dans la troisième année de son patriarcat, Séraphin fit du Phanar une seconde Athènes. Là, le grand Eugène enseignait la théologie, Dorothée la philosophie, Critias la rhétorique, Ananias la logique. On y voyait des essaims de philosophes, de littérateurs et de théologiens; qui faisaient l'orgueil de tous les patriotes, et surtout des fondateurs de l'école. » Sous son premier patriarcat, Grégoire V, celui-là même qui devait ouvrir la longue série des victimes de la révolution de 1823, fonda une imprimerie à Constantinople. Revêtu une seconde fois, en 1806, et une troisième fois, en 1819, de la dignité épiscopale, il écrivit des encycliques pour activer et encourager l'enseignement, engageant les chrétiens à ouvrir de nouvelles écoles, et à améliorer les anciennes; celles de Constantinople leur offraient un modèle; et comme on commençait à sacrifier la langue maternelle à la science moderne, il insistait pour qu'on ne négligeât sous aucun

prétexte l'étude approfondie des auteurs classiques.

Du reste, quels qu'aient été les services rendus par le clergé à la renaissance nationale, il ne fut pas seul à y travailler. Le gouvernement ottoman, malgré tout le mépris qu'il affichait vis-à-vis de nos pères, s'était vu forcé de les utiliser : dès le premier moment de la conquête, mais surtout à partir de la seconde moitié du dix-septième siècle, il leur demanda leur concours pour l'entretien de ses relations extérieures. En 1666, Panagiotis Nicoussis fut nommé premier interprète de la Sublime Porte. Après sa mort, Alexandre Mavrocordato fut promu à la même dignité. On le nomma ensuite ministre plénipotentiaire à Vienne ; on finit par le charger des grandes négociations qui eurent lieu, en 1688, à Carlovitz et aboutirent à la signature du célèbre traité qui porte le nom de cette ville. Jusqu'à la révolution de 1821, la fonction de grand interprète a été confiée presque toujours à des Grecs qui, par intervalles, étaient nommés aussi ministres plénipotentiaires. Jean Mavrocordato, un des fils d'Alexandre, représenta la Sublime Porte au congrès de Passarowitz tenu en 1718 ; Alexandre Mourousi, fils de Constantin, fut chargé au même titre des négociations pour la conclusion des traités de Sistovo et de Jassy, en 1791 et 1792.

Une fonction importante, confiée aux Grecs vers ce même temps, fut celle de grand interprète de la flotte. On peut dire que ce dignitaire était le ministre des flottes et des côtes de la mer Égée, car c'est par son intermédiaire

que passaient toutes les relations du capitán-pacha avec ces pays éminemment helléniques.

Enfin les Grecs furent placés à la tête des principautés vassales de Moldavie et de Valachie. Jusqu'à la fin du dix-septième siècle, des personnages indigènes étaient ordinairement revêtus de ces dignités. La Porte, ayant alors conçu des soupçons sur leur fidélité, se décida à confier l'administration de ces pays à des Hellènes. C'est ainsi que, de 1700 pour la Moldavie, et de 1716 pour la Valachie jusqu'en 1821, la plupart furent pris parmi les grands interprètes. Ces princes-souverains s'entouraient pour l'accomplissement de leur tâche de leurs parents et de leurs amis ; ils partageaient entre eux les fonctions moldo-valaques de spathaires, de postelnics, de hatmans, de svorniks. A l'expiration de leur mandat, ils rentraient ordinairement à Constantinople où ils venaient se ménager des appuis pour la reprise de leurs anciennes fonctions. Il se forma ainsi dans la capitale une classe nombreuse d'hommes qui y accouraient de toutes les provinces grecques pour profiter des nouvelles carrières ouvertes à leur activité et à leur ambition. Ils furent nommés *Phanariotes*, du nom du quartier qu'ils habitaient à Constantinople, et où demeuraient aussi le patriarche œcuménique et le haut clergé. Ils ne furent pas les seuls à tirer avantage de cette situation. Un grand nombre de leurs compatriotes allèrent s'établir dans les principautés danubiennes à la suite des princes du Phanar et de leurs fonctionnaires. Les uns y cherchaient fortune dans le commerce ou l'industrie ; les autres

fuyaient l'oppression. Aussi ces deux grands pays devinrent-ils avec le temps de véritables colonies grecques, comme celles qui avaient été autrefois fondées dans l'Italie méridionale, en Sicile, dans la Cyrénaïque, sur les côtes de l'Asie Mineure, en Syrie et en Égypte. Leurs chefs pouvaient beaucoup pour elles : ainsi, au commencement du dix-huitième siècle, Nicolas Mavrocordato avait en quelque sorte transfiguré la Moldavie et la Valachie. Le moine athénien Parthénios dit en parlant de lui : « N'a-t-il pas transformé en colonie hellénique la terre des Valaques et des Modalves en la dotant de gymnases où l'on enseignait les sciences libérales ? Ces écoles existaient avant lui ; mais elles ont été bien perfectionnées et bien agrandies sous son règne. » Depuis lors, ces pays, gouvernés pendant plus d'un siècle par des Grecs, habités en partie par des Grecs, et recevant une éducation grecque, s'hellénisèrent au point que les familles indigènes les plus illustres, les Ghica, les Stourza, les Philippesco, les Ballianco, les Floresco, les Cornesco, les Brancovano, les Golesco, les Balse, les Bacaresco, parlaient et écrivaient le grec comme si c'eût été leur langue maternelle. L'œuvre en elle-même a été certainement remarquable ; elle fournit en outre une preuve nouvelle et bien caractéristique de cette finesse d'esprit, de cette tendance à l'émigration, de cette puissance d'assimilation qui fait le fond du caractère historique des Hellènes. Forcé de subir la plus dure des tyrannies, ce peuple trouva moyen de lui donner le change au point de se faire accorder l'investiture de deux grands pays et

de les conquérir en quelque sorte avec le concours de ses oppresseurs. Mais ce phénomène inattendu finit par tourner comme tant d'autres au détriment des intérêts nationaux et politiques de la métropole. Déjà un grand nombre de Grecs avaient émigré à l'étranger, en Italie surtout, aussitôt après la conquête. Les premiers qui partirent furent les lettrés et, avec eux, plusieurs chefs militaires et politiques du Péloponèse, de la Grèce continentale, de l'Eubée, de l'Albanie, de Chypre, de Rhodes et de Crète. Ils ne partirent pas seuls ; ils étaient suivis de parents, d'amis, de serviteurs. Leur exemple devint contagieux et entraîna des milliers d'émigrants. La plupart de ces fugitifs, se trouvant isolés au milieu des populations étrangères, finissaient par perdre leur caractère national. Les forces de l'hellénisme en furent sensiblement affaiblies. D'ailleurs une foule de Grecs se convertissaient bon gré mal gré à l'islamisme. Il est difficile d'en fixer le nombre. Mais si nous considérons que le corps des janissaires s'est composé pendant deux cents ans de 20,000 hommes en moyenne, que tous étaient recrutés parmi les enfants des chrétiens et que le contingent fourni par les Grecs était très-considérable, nous devons admettre que le gouvernement ottoman a enlevé un chiffre énorme d'hommes à la nation hellène seulement pour l'entretien de ce corps. Ce fut au milieu de toutes ces circonstances qu'une nouvelle carrière s'ouvrit à l'émigration. D'innombrables Grecs affluèrent en Moldavie et en Valachie ; d'autres poussaient jusqu'en Hongrie, où l'on voit encore les derniers restes des nom-

breuses colonies qu'ils y fondèrent. D'un autre côté, à partir du milieu du dernier siècle, ils commencèrent à émigrer en Russie. Nous allons parler bientôt de la position que cette puissance prit alors en orient, et des encouragements qu'elle donna aux insurrections grecques. Ces mouvements ayant échoué, ceux qui s'y étaient le plus compromis cherchèrent un refuge dans les provinces méridionales de l'empire du nord.

L'hellénisme s'affaiblissait ainsi de plus en plus dans ses foyers. Il sembla un moment qu'il s'en dédommagerait par l'acquisition des provinces danubiennes ; mais ici même il subit un nouveau désappointement. Depuis le commencement de la révolution grecque, le gouvernement de ces pays a été rendu aux indigènes ; le sentiment de la nationalité roumaine s'y est réveillé ; la langue grecque en a été expulsée ; les Grecs qui y sont restés, au nombre de plusieurs milliers, ont à leur tour suivi les destinées de cette nouvelle patrie. En somme, il est arrivé à l'hellénisme dans les temps modernes ce qu'on rencontre à toutes les phases de son histoire. Il a voulu trop embrasser pour bien étreindre ; il s'est trop éparpillé pour conserver une forte position. Je ne dirai pas que toutes ses colonies aient été perdues pour lui ; il y en a qui ont beaucoup fait pour la mère patrie, il y en a qui lui rendent encore des services considérables. Mais je dois répéter ici une remarque que j'ai déjà faite en d'autres occasions. Si grandes que soient les qualités morales et intellectuelles d'un peuple, il lui faut un certain chiffre de population compacte pour accomplir ses

destinées en ce monde ; or, les émigrations en masse ont trop diminué le nombre des Hellènes auxquels incombe tout particulièrement la tâche de pourvoir aux nécessités politiques, militaires et financières de la patrie.

Pour en revenir aux Phanariotes, ils ont été de tout temps en butte à une foule de récriminations : orgueil, bassesse, égoïsme, ambition insatiable ne reculant devant aucun moyen, il n'y a pas de défaut qui ne leur ait été attribué. La vérité est qu'avec beaucoup de faiblesses ils ne manquaient pas de grandes qualités. Ils recevaient une éducation qui les plaçait bien au-dessus de toutes les autres classes de la société hellénique par l'étendue du savoir, la finesse de l'esprit, l'élégance des manières. Chargés pendant cent cinquante ans de la direction des relations extérieures d'un empire souvent aux abois, ils acquirent à cette grande école diplomatique, une parfaite expérience des affaires et une habileté rare dans leur maniement. L'influence que leur position leur donnait sur les maîtres du pays fut souvent mise au service des intérêts nationaux. Ils firent beaucoup pour l'instruction publique ; ils épargnèrent souvent à leurs compatriotes les avanies auxquelles ils ne cessaient d'être exposés. Je me bornerai à signaler leur conduite dans certaines questions d'un ordre supérieur. On connaît les efforts que la France et l'Autriche ont faits pendant la seconde moitié du dix-septième siècle pour s'emparer des lieux saints ; eh bien ! Panagiotis Nicoussis et Alexandre Mavrocordato ont pu sauver le droit des Hellènes dans cette lutte mémorable contre d'aussi puissants

adversaires. En 1778 et en 1787, les habitants de Psara furent menacés d'une déportation en masse dans l'Asie Mineure; Mavrogénis et Khandjéris surent parer à ce danger et prévenir la dévastation d'une île qui, cinquante ans plus tard, devait être un des boulevards de l'indépendance. Jean Callimachi, prince de Moldavie, et le grand interprète Nicolas Soutzo tombèrent victimes des mouvements insurrectionnels au siècle dernier. Quand éclata la révolution de 1821, Alexandre Ypsilantis n'hésita pas à prendre la responsabilité avec la direction de ce grand mouvement; le prince de Moldavie, Michel Soutzo, s'empessa de mettre à son service tous les moyens dont il pouvait disposer. Bien d'autres, dont nous ne nommerons ici que le plus illustre, le grand interprète Constantin Mourousis, payèrent alors de leur tête leur dévouement à la patrie.

Telle fut la part de l'Église et de ce qu'on peut appeler les hommes politiques dans les destinées de l'hellénisme moderne jusqu'à la révolution. Mais ces faits pâlissent devant l'attitude héroïque de la masse de la nation. Pendant quatre siècles de cruelles infortunes, d'oppression et de prises d'armes presque continuelles, elle a su conserver intactes sa langue, sa religion, sa nationalité, sa foi dans un meilleur avenir. Depuis la prise de Constantinople, elle reporta une dernière fois son centre d'action dans les pays où elle s'était illustrée jadis, le Péloponèse, la Macédoine, la Crète et les autres îles de l'Égée. L'hellénisme de l'Asie Mineure, si puissant et si brillant autrefois, fut limité au littoral, où il pouvait à

peine résister aux étreintes mortelles de ses ennemis. Constantinople, le foyer politique de l'hellénisme au moyen âge, devint le siège de la tyrannie turque. Aussi la vie et l'action du peuple hellène se concentrèrent-elles de nouveau dans ses anciens foyers, où l'élément turc était, comme dans tous les autres pays européens de l'empire ottoman, toujours en minorité. Ici ce peuple fit preuve de qualités qu'on trouverait rarement dans les annales des nations opprimées. Il n'accepta point sa défaite ; il ne reconnut point son esclavage. Protestant par intervalles les armes à la main, il finissait toujours par être battu et châtié ; mais ces échecs réitérés n'arrachaient pas de son cœur le désir d'éterniser la lutte contre ses oppresseurs. Le clergé et les hommes politiques de Constantinople rendaient assurément des services signalés : ils risquaient souvent leur vie et leur fortune. Néanmoins, tant qu'on les laissait vivre, ils jouissaient d'une certaine aisance, d'un bien-être relatif. Mais comment ne pas s'apitoyer sur ces générations de fer successivement condamnées, pendant des siècles entiers, au sort du révolutionnaire désespéré, de la victime palpitante ou du conspirateur implacable ? Et le moyen de ne pas admirer ces ancêtres, qui ont su, au milieu de si cruels malheurs, créer les forces commerciales, industrielles et militaires qui leur ont enfin permis de l'emporter en partie sur leurs ennemis ?

Le groupe national était divisé en deux classes bien distinctes. Les klephtes et les armatoles formaient la première ; les négociants et les marins, la seconde. Celle

des klephtes et des armatoles, composée des hommes les plus braves et les plus belliqueux, n'a jamais subi la domination musulmane ; elle l'a toujours combattue. La loi non écrite du recrutement et du service de cette armée est résumée dans le chant populaire suivant :

« Mère, que je te dise, je ne puis servir les Turcs ; — je ne puis, mon cœur s'est serré. Je vais prendre mon fusil, je vais devenir klephte. — Habiter les monts et les collines élevées, — avoir les bois pour compagnons, m'entretenir avec les fauves, — avoir la neige pour couverture, les rochers pour lit, — camper chaque jour avec les enfants des klepthes. — Je vais partir, mère ; ne pleure pas ; seulement donne-moi ta bénédiction et fais des vœux, ô ma petite mère, pour que je tue beaucoup de Turcs. »

Les armatoles étaient censés être au service des Turcs pour le maintien de l'ordre public et la répression du brigandage dans les pays helléniques ; de fait leur existence différait bien peu de celle des klephtes. Ils se révoltaient souvent, et alors ils se transformaient en klephtes. D'autres fois ils forçaient les Turcs à les rendre à leurs provinces, et redevenaient armatoles ; voilà pourquoi ces deux qualifications sont souvent prises l'une pour l'autre dans les chants populaires, et se rapportent souvent au même personnage.

« L'Olympe et le Kissavos, les deux monts, se querellent. — L'Olympe se tourne vers le Kissavos et lui dit : — Pourquoi me querelles-tu, Kissavos, toi qui as été foulé aux pieds par les Turcs ? — Moi, je suis le vieil Olympe renommé dans le monde. — J'ai quarante-deux sommets, soixante-deux sources. — Chaque source a un drapeau ; partout un arbre et un Klephte — et sur ma plus haute cime un aigle est perché ; — il tient dans ses serres la tête d'un brave ! — Ma pauvre tête, qu'as-tu fait pour être ainsi condamnée ? — Mange, oiseau, ma jeunesse ; mange aussi mon cou-

rage ; — ton aile grandira d'une coudée, et ta serre d'une palme. — A Louro, à Xéroméro, j'ai été douze ans armatole ; — dans les Khassia et dans l'Olympe, douze ans klephte. — J'ai tué soixante agas ; j'ai brûlé leurs villages ; — ils sont nombreux, mon oiseau, les Turcs et les Albanais — que j'ai laissés sur place ; on ne saurait les compter ; — mais mon tour est venu de tomber en combattant. »

Je borne là ces citations ; on peut lire dans Fauriel ces chants qui ont immortalisé la vie et les exploits des klephtes et des armatoles. Jamais la poésie n'a chanté plus de persévérance et de dévouement. Ces hommes qui savaient le genre de supplice qu'on leur réservait s'ils étaient pris vivants, préféraient tomber les armes à la main. Mais ils ne pouvaient pas toujours éviter le malheur d'être pris ; et alors on ne peut s'imaginer avec quel dédain ils subissaient les plus affreuses tortures. Martelés, empalés, écorchés vivants, ils ne gémissaient pas, ils n'ouvraient la bouche que pour insulter les pachas et les bourreaux.

Les autres classes de la nation se révoltaient aussi de temps à autre ; toujours écrasées, elles travaillaient entre deux révoltes à acquérir des forces nouvelles pour de nouveaux combats. Mahomet II ne s'était pas encore établi dans la capitale conquise, le Péloponèse était encore occupé par le frère de Constantin Paléologue, que déjà un grand effort était fait du Danube à l'isthme de Corinthe pour soulever les chrétiens contre les Turcs. Le poème intitulé « *Lamentations sur la prise de Constantinople*, » écrit quelques mois après la chute de cette ville, ne laisse aucun doute sur cet incident. L'auteur

parle en détail d'un mouvement national régulièrement organisé, depuis la Bulgarie et la Bosnie jusqu'à Athènes, Thèbes, Arta et Janina ; il en fut évidemment lui-même un des propagateurs les plus actifs. Ayant parcouru, « comme il en avait reçu l'ordre, toutes ces contrées à pied et à cheval, » il affirme que tous les chrétiens qui y habitent attendent avec impatience un signal de l'Europe occidentale ; et alors, dit-il, « ils se lèveront comme un seul homme pour faire un carnage horrible de leurs oppresseurs. »

Il invoque pour cela l'intervention de l'Europe : c'est ce que les chrétiens d'orient ont toujours fait depuis, sentant bien qu'ils ne pourraient à eux seuls lutter avantageusement contre la domination étrangère. Pourquoi s'en étonnerait-on ? Plus d'un peuple, qui s'est trouvé dans des circonstances moins malheureuses et qui avait plus de ressources, n'a pu obtenir son indépendance qu'à l'aide d'un secours étranger : tels, au siècle passé, les Américains du Nord, de nos jours l'Italie. N'oublions pas d'ailleurs que l'Europe avait été le principal auteur de nos désastres. Après avoir renversé en orient un état de choses qui offrait les avantages d'une civilisation plus avancée que la sienne, elle n'avait mis à la place que l'anarchie ; elle avait ainsi préparé et facilité la conquête ottomane. Si les chrétiens de ces pays demandent sans cesse l'assistance de l'occident, c'est qu'ils sont convaincus qu'ils ont droit à une réparation. L'Europe elle-même a toujours eu conscience des obligations morales que lui a léguées sa politique passée ; car, si elle n'a

jamais répondu aux vœux du poète anonyme de la *Lamentation* en faisant un effort capable d'amener la restauration de l'empire d'Orient, elle a souvent fait cause commune avec les chrétiens dans leurs guerres incessantes contre la tyrannie ottomane. Au quinzième, au seizième et au dix-septième siècle, Venise, l'Espagne, Naples, la France ont successivement lutté contre le croissant dans les pays occupés par les Hellènes. Il est vrai qu'elles finissaient toujours par abandonner leurs compagnons d'armes ; mais chaque fois que leurs intérêts parlaient, ces puissances trouvaient les Hellènes prêts à oublier le passé et à se ranger sous leurs drapeaux.

Quelques années après la prise de Constantinople, quand Mahomet II eut enlevé aux Paléologues leurs dernières possessions dans le Péloponèse, les Vénitiens, appréhendant d'être attaqués dans les leurs, à Coron, Modon, Nauplie, Argos et Monembasie, commencèrent les premiers les hostilités. Ils appelèrent aux armes les Grecs de Morée en leur promettant leur concours. Sparte et les Lacédémoniens se soulevèrent sous Michel Rhalli, les Arcadiens sous Pierre Boua. Des faits d'armes mémorables furent accomplis. Enfin Michel Rhalli, pris à la suite d'un combat sanglant, subit un atroce supplice ; huit cents prisonniers, envoyés à Constantinople, furent décapités. Chalcis, qui était occupée par les Vénitiens, fut enlevée en 1470 : héroïque résistance ! les femmes hellènes elles-mêmes y avaient pris part, comme le témoignèrent leurs cadavres trouvés sur les remparts. En 1479, quand la paix fut signée entre la Porte et Venise, Cro-

codilos Cladas continua seul la lutte. Ayant pénétré dans le Magne du milieu, il s'empara de plusieurs bourgs et hameaux, d'où il expulsa les autorités musulmanes. Mais il ne put longtemps résister aux forces toujours croissantes de l'ennemi, et s'embarqua pour Naples. Peu après, en 1481, rentré en Épire sous les auspices du roi Ferdinand, il s'avança jusqu'à Avlona et aux monts de la Chimère, culbuta trois mille Turcs avec le concours de cinquante villages chrétiens qui s'étaient révoltés, et s'empara des forts de Chinéra et de Papalo.

En 1495, on vit entrer en lice le jeune et belliqueux roi de France, Charles VIII; ayant résolu de conquérir l'Italie et de s'emparer du trône de Constantinople, il entra en négociations avec les chrétiens, par le canal de l'archevêque de Durazzo. Des envoyés du Péloponèse, de la Thessalie, de l'Épire, de l'Albanie, et des provinces slaves se rendirent à Venise et dans l'Apulie pour se concerter avec les Français. Cinq mille Épirotes et Albanais s'emparèrent de Scodra et de quelques autres points importants. Les Turcs, qui s'étaient établis sur les côtes de l'Illyrie, en Épire, en Acarnanie et en Macédoine, reculèrent vers l'intérieur. Le bruit de l'arrivée de Charles VIII avait inspiré un tel effroi à Bajazet lui-même, qu'il cherchait à mettre sa personne en sûreté en passant de Constantinople en Asie. Malheureusement le pape et les Vénitiens forcèrent Charles à quitter l'Italie. Les chrétiens d'orient furent livrés à leur sort, et, sur la dénonciation du pape et des Vénitiens, les Grecs de l'Épire et de la Thessalie furent cruellement châtiés. Chose

curieuse cependant, les Vénitiens, attaqués par ce sultan, appelèrent de nouveau les Grecs à la révolte; et le plus étrange, c'est que quelques provinces du Péloponèse répondirent, en 1499, à ces suggestions. L'entreprise échoua comme tant d'autres. Une armée nombreuse d'Osmanlis envahit le Péloponèse et porta le fer et le feu dans les provinces insurgées.

Néanmoins les Grecs luttèrent toujours, sinon sous leur propre drapeau, du moins sous celui de Venise. Après s'être distingués aux sièges malheureux de Modon, de Coron et de Pylos, ils sauvèrent Nauplie. En 1532, quand André Doria, l'amiral de Charles-Quint, eut conquis Patras, Rhion et Antirrhion, les Grecs des environs se soulevèrent aussitôt : ils ne voulurent pas, dans leur désespoir, calculer les résultats de cette expédition, que les plus froids parmi les Européens ne prévoyaient que trop bien. Le 1^{er} novembre de cette même année, l'envoyé de François I^{er} à Gênes écrivait : On a répandu le bruit que Doria, s'étant emparé de Patras, marche contre Lépante, et que les Grecs, ayant pris les armes, ont tué autant de Turcs qu'ils ont pu. Mais ils resteront exposés à la vengeance de leurs ennemis, une fois la flotte rentrée à Gênes. » C'est ce qui arriva : Doria parti, les Turcs tombèrent sur le Péloponèse, massacrèrent un grand nombre de ses habitants, en mirent beaucoup d'autres en fuite. Des mouvements plus considérables eurent lieu après la destruction de la flotte turque à Lépante, le 8 octobre 1571. Le Péloponèse, la Grèce continentale et les îles de l'Égée furent remués par le bruit du canon

de cette célèbre bataille et par les exhortations et les proclamations de don Juan d'Autriche. De Vitritza et de Galaxidi, les Grecs marchèrent au nombre de trois mille contre Salona. Abandonnés malheureusement par les Francs, ils ne purent résister à la nombreuse armée des Turcs, et, chose plus désastreuse encore, leurs chefs, au nombre de quatre-vingts, trompés par les assurances et les serments du bey de Salona, furent arrêtés et mis à mort. Les frères Mélissinos, Macaire, évêque d'Épidaure, et Théodore Chôrodespote levèrent en même temps le drapeau de l'insurrection dans le Péloponèse et au Magne, où ils résistèrent pendant deux ans. Mais, n'ayant pas non plus reçu les secours que don Juan d'Autriche leur avait promis et ne cessait de leur annoncer, ils finirent par déposer les armes. Les deux chefs passèrent à Naples, où ils moururent. Ils furent inhumés à l'église grecque des apôtres Pierre et Paul. On lit sur leur tombeau qu'ils avaient été à la tête de vingt-cinq mille fantassins et de trois mille cavaliers. Les mémoires du temps ne disent rien sur le sort de leurs compagnons d'armes; mais nous ne savons que trop bien celui des insurgés de la Macédoine et des îles de l'Égée. Environ trente mille Hellènes de ces contrées furent massacrés ou emmenés à Constantinople. Les vieillards furent mis à mort, les hommes valides condamnés à servir à bord des galères turques; les jeunes gens des deux sexes devinrent victimes de la lubricité musulmane. Enfin, on brûla vifs les archevêques de Thessalonique et de Patras.

Le gouvernement ottoman, frappé enfin de cette persis-

tance des Grecs à s'insurger, résolut de suivre l'exemple de Venise qui en avait pris beaucoup à son service. Il institua plusieurs *armatolikia* auxquels il confia la garde et la police des régions montagneuses de la Grèce continentale, de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine. Cette concession, loin de lui profiter, ne fit qu'aggraver ses difficultés. En 1585, l'armatole de Vonitza et de Louro, Théodore Boua Grivas, souleva l'Acarnanie et massacra en une seule nuit les Turcs de Vonitza et de Xéroméro. Les deux armatoles de l'Épire, Poulios Dracos et Malanos, ayant suivi son exemple, s'emparèrent d'Arta et marchèrent sur Janina, mais furent pris entre deux feux. Les Turcs de Thessalie et d'Épire allèrent au secours de cette ville, tandis que le pacha de Lépante s'avancait contre l'Acarnanie. Théodore Boua lui livra bataille sur les bords de l'Achéloüs. Couvert de blessures, il dut se retirer dans les gorges des montagnes voisines et appeler son frère, Ghinis Boua, à son secours. Pendant ce temps l'insurrection avait été réprimée en Épire ; Ghinis, poursuivi, succomba à Pératia. Voyant toute résistance inutile, Théodore passa dans Ithaque, où il mourut des suites de ses blessures.

Au commencement du dix-septième siècle, de 1603 à 1606, les chevaliers de Malte s'entendirent avec les Hellènes de l'Épire, et voguèrent vers ses rivages dans l'intention d'opérer un débarquement. Mais la conspiration fut éventée : plusieurs conjurés furent mis à mort ; un prêtre fut écorché vivant, et sa peau envoyée à Constantinople avec les têtes d'un grand nombre de conspira-

teurs. Peu après s'éleva en occident un nouveau prétendant au trône de Constantinople, Charles II, duc de Nevers : il se présentait comme descendant des Paléologues par les femmes. Beaucoup de prélats et de notables du Péloponèse, de la Grèce continentale, de l'Épire, de la Bulgarie, de la Serbie, de l'Herzégovine et de la Dalmatie se concertèrent avec lui. Le 8 septembre 1612, une assemblée générale de prêtres et de laïques, représentants de presque tous ces pays, se réunit à Couki en Albanie. Le procès-verbal de cette assemblée, retrouvé de nos jours, nous fait savoir qu'on discuta et qu'on vota une insurrection générale. L'assemblée pourvut à tout : achat de munitions de guerre, formation d'une armée de 160,000 hommes, mise en circulation d'une monnaie fiduciaire qui devait être retirée à la fin de la guerre ; enfin elle fixa les forts qui devaient être occupés, et décida qu'on marcherait sur Andrinople et Constantinople. Il ressort de ce document que les insurgés avaient fait un traité d'alliance avec les princes de Valachie et de Moldavie et qu'ils comptaient sur la coopération de l'empereur d'Allemagne. Mais le duc Charles, que plusieurs de nôtres appelaient déjà Constantin Paléologue, ne parut jamais en orient. L'Espagne et Venise combattirent son projet ; l'escadre qu'il avait préparée fut dévorée par un incendie qui éclata on ne sait comment. Ces grands projets s'évanouirent comme tout ce qui avait été rêvé aux siècles précédents. L'intépide évêque de Triikka, à la tête de nombreux insurgés, entra seul à Janina. Attaqué par les troupes turques, il fut vaincu et massacré.

Le duc de Nevers, dont nous venons de rappeler ici les projets, visait à une restauration de l'empire grec ; c'était aussi la tendance du mouvement mentionné dans la *Lamentation sur la prise de Constantinople*. Mais ce ne furent là que des exceptions ; la plupart des luttes soutenues en ces temps par les Grecs contre les Turcs furent entreprises dans l'intérêt et sur le conseil des puissances occidentales et particulièrement de Venise. Dans leur désespoir, les Grecs s'empressaient de combattre pour quiconque faisait la guerre à leurs oppresseurs, quand ils ne pouvaient lutter en leur nom et pour leur compte. Quelque chose de semblable arriva aussi dans les îles : à Lemnos en 1475, à Corfou en 1538, à Chypre en 1570 et 1571, en Crète pendant vingt ans et jusqu'en 1669. Quand Venise eut perdu cette dernière île, la lutte fut transportée de nouveau sur le continent.

En 1684, Venise fut assez heureuse pour se dédomager de la perte de Candie par la conquête du Péloponèse et de l'Attique. Les Maïnotes, les habitants de Patras et de Caryténa, les Chimariotes et les habitants de la Grèce continentale ne manquèrent pas de se soulever encore pour se soustraire au joug écrasant qui les opprimait. Beaucoup de Céphalléniens, d'Ithaciens et de Corfiotes prirent part à la lutte. Les Chimariotes mirent en fuite le pacha de Delvino qui avait marché contre eux à la tête de quinze cents fantassins et de cinq cents cavaliers. Livini, armatole de Carpénisi, battit les Turcs près du village de Goliani, sur une colline qui depuis

lors porta son nom. Courmas, armatole de la Parnasside, débuta par la destruction des Turcs de Lidoriki, aida les Vénitiens à prendre Antirrhion et Naupacte, puis vainquit à Thèbes le séraskier, à qui il tua deux mille hommes et fit deux fois autant de prisonniers. Zacharias, archevêque de Corinthe, fut pris et mis à mort. Il se fit dans cette guerre une telle consommation d'hommes, qu'en 1690, quand les Vénitiens furent solidement établis dans le Péloponèse, cette presque île, qui compte aujourd'hui 700,000 habitants, n'en comptait que 86,468 en dehors de la Corinthie et du Magne. Les Grecs se distinguèrent aussi en 1716, lors du célèbre siège de Corfou par les armées ottomanes. Dans le grand assaut donné la nuit du 17 au 18 août, les bataillons vénitiens lâchèrent pied. Les Grecs, restés seuls dans leurs rangs, finirent par repousser les assaillants dans une lutte suprême dont les prêtres et les femmes partagèrent les dangers et la gloire.

Après ce dernier fait d'armes, les choses changèrent d'aspect. La nation hellène ne cessa pas de s'insurger contre ses oppresseurs ; mais elle ne combattit plus que pour sa propre indépendance et ne versa plus son sang pour des intérêts étrangers. Elle se dévoua tellement à ce nouveau principe, qu'en 1715 le Péloponèse aima mieux retomber sous le joug musulman que de se ranger encore une fois du côté de Venise. Ce revirement dans les sentiments et la conduite de l'hellénisme est facile à expliquer. Les Grecs avaient fini par comprendre qu'un gouvernement puissant et régulier comme celui de Venise

pouvait devenir à la longue bien plus dangereux pour leur indépendance à venir qu'une domination dont l'ineptie égalait la cruauté. Si, au dernier siècle, la nation hellène a pu organiser et développer ses institutions sociales, politiques et maritimes au point de rendre possible la grande révolution de 1821, elle le doit en majeure partie à l'aveuglement de la tyrannie turque; elle n'aurait jamais pu obtenir un tel résultat sous une administration habile et prévoyante. Avant d'expliquer comment l'hellénisme avait pu penser et agir dans un autre sens pendant trois siècles, comment il changea de voie à partir du dix-huitième, nous devons rappeler en quelques mots les variations essentielles survenues dans les rapports des puissances européennes avec la Porte.

Parmi les États chrétiens que, jusqu'ici, nous avons vus menacer d'une manière directe ou indirecte l'existence de la Turquie, la France fut la première à modifier son système politique en orient. Sous François I^{er}, elle contracta même une alliance avec l'empire ottoman, abandonnant les chrétiens orthodoxes à leur sort et se bornant à défendre les intérêts des catholiques si peu nombreux du levant. Naples et l'Espagne ne tardèrent pas à la suivre dans cette voie. Venise seule continua à lutter. Mais, ayant successivement perdu ses grandes conquêtes, Chypre d'abord, puis la Crète et enfin le Péloponèse, elle se borna à la possession des îles de la mer Ionienne. Elle dépérissait visiblement à partir du commencement du dix-huitième siècle. Au siècle précédent, elle avait sou-

tenu dans Candie un siège de vingt ans ; en 1715, elle fut expulsée du Péloponèse en trois mois par le grand-vizir Ali-Coumourdjî. Son aveuglement était tel à cette époque, qu'elle comptait toujours sur le concours des Grecs, tandis que ceux-ci lui prouvaient par des faits qu'ils n'étaient nullement disposés à se ranger de son côté. Les Turcs ne furent donc plus inquiétés du côté de l'occident ; au contraire, la conservation de leur empire commença à y être considérée comme indispensable au maintien de l'équilibre européen.

Des anciens ennemis de la Turquie, l'Autriche seule continua à lui faire la guerre jusqu'aux dernières années du dix-huitième siècle. Mais elle finit par accepter, elle aussi, le principe de l'intégrité de l'empire ottoman, dont l'Angleterre a toujours été depuis lors l'ardent et fidèle défenseur. Ce changement du système politique de l'Autriche lui fut imposé pour ainsi dire par l'attitude qu'avait prise en orient une puissance nouvelle ; nous voulons parler de l'empire colossal fondé par Pierre le Grand au nord et à l'est des possessions de la maison de Habsbourg.

Depuis le neuvième siècle, la Russie avait eu avec les Hellènes des rapports tantôt pacifiques, tantôt hostiles, plus souvent hostiles qu'amicaux : cela dura jusqu'à la veille des croisades. Des diversions intérieures et extérieures la forcèrent alors de s'abstenir pour longtemps de toute immixtion dans les affaires orientales.

Avant comme après la conquête musulmane, des relations bienveillantes continuèrent d'exister entre l'E-

glise grecque et l'Église russe ; mais la Russie ne recommença à jouer un rôle en orient et à s'efforcer d'étendre ses possessions de ce côté qu'à l'époque même où l'on arborait en Europe le drapeau de l'intégrité de l'empire ottoman. La Russie avait l'avantage de toucher à cet empire, ce qui lui rendait la guerre plus facile et mettait à sa portée les acquisitions qu'elle convoitait.

L'Autriche seule, depuis la décadence de Venise, se trouvait dans une situation analogue ; aussi continuait-elle pendant quelque temps encore à enlever à la Turquie des territoires. En 1783, elle alla même jusqu'à régler d'avance avec la Russie le partage de l'empire. Il est vrai que ce partage avait été proposé par Catherine à Joseph II sous la forme d'une restauration de l'empire grec de Constantinople. Aux termes de ces conventions, on établissait un État intermédiaire entre la Russie, l'Autriche et le nouvel empire en créant le royaume de Dacie, qui devait comprendre la Valachie, la Moldavie et la Bessarabie. Mais plusieurs autres provinces de la Turquie étaient partagées entre les parties contractantes : au sud, Joseph II avait exigé pour Venise la cession du Péloponèse, de la Crète, de Chypre et de quelques autres îles de l'Égée. La Russie s'y opposa en disant qu'il ne fallait pas trop affaiblir le nouvel État hellénique, et surtout ne pas lui enlever Candie, le Péloponèse et la mer Égée.

Ce grand projet ne se réalisa guère. L'Autriche ne tarda pas à comprendre que les Moscovites possédaient sur les Turcs un avantage qui lui manquait. Les puis-

sances occidentales avaient inscrit dès le principe sur le drapeau de leur politique orientale la protection de leurs coreligionnaires catholiques ou protestants. A leur exemple, la Russie mit en avant les mêmes prétentions à l'égard de l'Église grecque. Seulement les protégés des puissances occidentales s'élevaient à peine à quelques centaines de mille, tandis que ceux de la Russie se chiffraient par millions.

La position de la Russie devint par là plus menaçante que jamais. L'Autriche le comprit et adopta le principe de l'intégrité de l'empire ottoman ; elle en fut avec l'Angleterre le principal porte-drapeau. Elle y fut même plus fidèle que l'Angleterre pendant tout le cours de la révolution grecque.

Ainsi furent modifiés, au commencement du dix-huitième siècle, les rapports de l'Europe avec la Turquie. Deux partis opposés se trouvèrent brusquement en présence, l'un prêchant ouvertement la destruction de l'empire ottoman, l'autre professant que son indépendance était absolument nécessaire à l'équilibre européen. Prise entre ces deux colosses, toute autre nation se serait crue perdue. La nation grecque ne désespéra pas ; seulement elle embrassa une nouvelle politique dans la conviction qu'elle réussirait tôt ou tard à la faire adopter par les deux adversaires. Elle commençait alors à recueillir les fruits de sa renaissance intellectuelle, préparée au dix-septième siècle.

Sans cesser d'être brave, elle devint plus expérimentée. Nos pères ne se contentèrent plus de changer

de maîtres. Luttant pour eux-mêmes contre les Turcs, ils invoquèrent sans relâche le secours de l'Europe et firent entendre aux nations occidentales qu'ils combattaient pour leur propre indépendance.

Pour donner une idée de l'intensité que prit ce sentiment dans l'espace d'un siècle, il nous suffira de citer les textes de deux documents authentiques, dont l'un a été rédigé à la fin du dix-septième siècle, l'autre à la fin du dix-huitième. Le 30 août 1684, les habitants du Magne avaient envoyé à Morosini, général en chef des Vénitiens, une adresse dont le préambule était ainsi conçu : « C'est avec le plus profond respect que nous tombons à tes pieds, nous tes très-humbles serviteurs, à savoir les habitants soussignés des villages du Magne, évêques, notables, vieillards et jeunes gens, hommes et femmes, grands et petits, et nous nous inclinons devant Ton Excellence en baisant ton saint vêtement. » Plus bas ils disent qu'ils espèrent obtenir ainsi leur liberté tant désirée, mais ils expliquent immédiatement après ce qu'ils entendent par le mot de liberté : « Vitylon, notre ville, restera sous la domination perpétuelle du prince sérénissime ; nous promettons, nous les habitants du Magne, de lui rester éternellement soumis, désireux de passer nos jours sous la protection du glorieux drapeau de l'évangéliste Marc. » C'est ainsi que l'on écrivait à la fin du dix-septième siècle. Qu'il y a loin de ce langage à la demande que les envoyés de la nation soumirent à Catherine, en 1790, pour la prier de placer son petit-fils Constantin sur le trône de Constantinople ! Ils ne parlent

plus de domination étrangère ; ce qu'ils veulent, c'est fonder un État libre et indépendant sous un prince étranger. « L'esprit de la nation n'est pas mort, disent-ils ; les lourdes chaînes de l'esclavage n'ont pu étouffer son amour de la liberté ; elle a toujours sous les yeux les images héroïques de ses ancêtres. » Les délégués s'adressent à l'impératrice Catherine avec un remarquable orgueil national.

« Nous n'avons jamais demandé, nous ne demandons pas tes trésors ; envoie-nous seulement de la poudre et des balles. »

Telle fut la position prise par la nation hellène depuis le commencement du dix-huitième siècle ; elle ne se souleva plus que pour son propre compte, en profitant de toute guerre faite à la Turquie. Or, comme c'était maintenant la Russie qui faisait ces guerres, tandis que les autres puissances se portaient champions de l'intégrité de l'empire, on voit ce qui devait arriver.

L'Europe occidentale, oubliant ses procédés de trois siècles, alors qu'elle recherchait sans cesse notre alliance et notre concours, ne vit plus en nous que des instruments serviles de la politique russe. Il ne m'appartient pas de chercher ici à découvrir les secrets de cette politique, d'autant plus qu'elle a souvent varié dans le cours des cent dernières années. Il y eut peut-être un moment où elle songea à absorber l'empire. Plus tard, dans ses négociations avec Joseph II, elle proposa un démembrement à son profit et à celui de l'Autriche ; mais elle faisait en même temps entrer dans ses combinaisons

deux faits qui, s'ils s'étaient réalisés, auraient épargné à l'orient et à l'Europe, bien des malheurs et bien des embarras.

Ces faits, on les connaît : c'était la création à Constantinople d'un puissant État hellénique, et la fondation simultanée d'un État intermédiaire composé de la Valachie, de la Moldavie et de la Bessarabie. Malheureusement ce moyen héroïque d'en finir est resté à l'état de rêve, et, sur ces entrefaites, la Russie a modifié encore son plan de campagne. En effet, depuis cinquante ans, elle semble plutôt portée à restreindre les limites de l'indépendance et de l'action hellénique, et à poursuivre de préférence la formation de plusieurs principautés slaves dans les provinces septentrionales de la Turquie.

Prétendre trouver la dernière formule des transformations à venir, c'est vouloir deviner l'inconnu. Nous nous bornerons donc à tracer ici les linéaments de la politique grecque, qui est inaltérable. Nous n'avons pas à nier que les Grecs aient poursuivi de tout temps la ruine de l'empire ottoman. C'est dans ce but qu'ils se sont alliés avec la Russie dans les révolutions de 1769 et de 1788, et l'ont poussée plusieurs fois à recommencer la guerre, comme l'ont fait Lambros Catzonis dans sa protestation de 1792 et Alexandre Ypsilantis dans sa proclamation de 1821. La conviction qui les a guidés vers cette alliance avec la Russie, s'explique d'elle-même : selon eux, la domination turque une fois renversée, il était impossible que le règlement des affaires d'orient fût laissé à la discrétion d'une seule puissance ; l'intérêt

du monde entier s'imposerait à l'Europe pour assurer l'équilibre général ; la nationalité qui, dans la paix comme dans la guerre, avait tenu le premier rang en orient, devait reprendre la position à laquelle elle avait droit. Les faits, jusqu'ici du moins, témoignent de la justesse de ces prévisions.

Aussitôt que la révolution de 1821 menaça l'intégrité de la Turquie, l'Europe s'empara de la question pour la régler. En 1829, quand les Russes touchaient aux portes de Constantinople, quand l'existence de la Turquie ne semblait tenir qu'à un fil, le duc de Wellington, qui deux ans auparavant avait qualifié d'événement malheureux la bataille de Navarin, dit au prince d'Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, qu'il ne restait plus à l'Europe qu'à pourvoir à la consolidation de l'État hellénique, appelé seul à prendre la place de la Turquie. Une nouvelle crise survint en 1854 : les puissances occidentales s'empressèrent encore d'intervenir. Enfin, en 1866, la Crète, s'étant insurgée, eut l'honneur, quoique réduite à lutter seule contre toutes les forces de l'empire ottoman, de provoquer une conférence européenne pour le règlement de ses affaires.

La nation grecque, placée entre les projets de conquête attribués aux Russes et le principe d'intégrité professé par l'Europe occidentale, savait donc ce qu'elle faisait dans ses luttes perpétuelles contre la Turquie. Mais que de sacrifices, que de désastres n'exigea pas, pendant des siècles entiers, cette politique, la seule qui puisse amener une solution définitive des affaires d'Orient !

L'insurrection de 1769 échoua après avoir ajouté bien des pages sanglantes au martyrologe de la nation hellène. A Tripolitza, les Turcs égorgèrent plusieurs milliers de Grecs, parmi lesquels l'évêque et cinq autres prêtres ; trois mille Trikkaliotes furent massacrés en Thessalie ; à Larissa, les janissaires fusillaient de dix à vingt hommes par jour. Moschopolis fut détruite.

Les notables de Philippopolis subirent d'affreux malheurs. A Smyrne, plusieurs chrétiens furent tués en sortant de Sainte-Photini ; à Lemnos, l'évêque et les notables chrétiens furent décapités. Ces désastres furent rachetés en partie par des exploits héroïques. Les frères Christos et Tzélios Grivas et Georges Lachouris, ayant occupé avec quelques hommes de fortes positions près d'Angélocastro, luttèrent pendant trois heures contre les armées ottomanes placées sous les ordres de Solimanbey et d'Achmetbey et se firent massacrer jusqu'au dernier. L'endroit où ce beau fait d'armes s'est accompli porte encore aujourd'hui le nom d'*Ossements de Grivas*. A l'autre extrémité de la Grèce continentale, à la Kaki-Skala de Mégares, Métromaras détruisit un corps d'Albanais. En Messénie, un des Mavromichali, retranché avec vingt-trois hommes à Mélipyrgos, tint trois jours contre une nombreuse armée d'assiégeants, jusqu'à ce qu'une bombe, qui éclata dans l'intérieur de la tour, mit fin à cette défense désespérée. Des marins hellènes composaient les équipages de la plupart des brûlots qui ont incendié la flotte turque à Tchesmé.

En Crète, les Sphakiotes, qui avaient pris les armes sous

Jean Dascalojannis, résistèrent longtemps à 15,000 ennemis. Ils furent enfin réduits ; leur chef, tombé entre les mains des Turcs, fut conduit enchaîné à Héraclion ; là il subit cet affreux martyre qui a été retracé dans un chant populaire publié par M. Perrot, et dont les accents retentissent encore à Sphakia.

Après la répression de cette grande prise d'armes, tous les pays hellènes, le Péloponèse surtout, eurent à subir d'indicibles calamités. Les habitants de Vostitza furent massacrés au monastère des Taxiarkes, où ils avaient cherché asile ; vingt mille Péloponésiens furent vendus comme esclaves en Algérie et en Roumélie.

La péninsule fut changée en un désert ; car ceux qui avaient échappé à la mort ou à l'esclavage se réfugièrent aux îles Ioniennes ou dans les gorges et les cavernes des montagnes. Cependant dix-huit années avaient à peine passé sur ces pays couverts de sang et de ruines, que les Grecs, profitant d'une nouvelle guerre de l'impératrice Catherine, redescendirent encore dans la lice.

Ce fut alors que Lambros Catzonis, avec une escadre de 15 à 20 bricks, mit souvent en fuite les flottes ottomanes et resta trois ans entiers, de 1788 à 1790, maître de l'Égée.

En 1790, il livra avec sept navires un combat mémorable à une flotte de trente bâtiments turcs et algériens, dont plusieurs vaisseaux de ligne ou frégates. Quand il eut perdu 650 officiers et marins et six navires, il se retira à Milo sur le dernier qui lui restait. Ce fut alors aussi que le Locrien Androuzoz, qui avait pris part à cette

bataille navale avec cinq cents klephtes, s'étant fait débarquer au Magne, résolut de traverser avec eux tout le Péloponèse et de gagner les îles Ioniennes par la Roumélie. Poursuivi pendant quarante jours par six mille Turcs, il put traverser le golfe de Corinthe après en avoir tué dix-huit cents. Mais, livré par les Vénitiens à la Porte et mené à Constantinople, il fut jeté au bain, où il périt dans les souffrances.

Peu après, Rhigas, de Phères en Thessalie, conçut le projet d'une grande révolution après s'être concerté avec Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie. Rhigas, arrêté par les Autrichiens, fut mis à mort en 1798, à Belgrade. Mais un an après, par un jeu singulier de la fortune, un coin de terre hellénique devait obtenir son autonomie; et, chose plus étrange, ce fut un coin de terre qui, tout en ayant souvent pris part à ces luttes séculaires contre les Turcs, n'avait jamais subi leur domination. Occupées d'abord par les Français lors de la suppression de la République de Venise par le général Bonaparte, les îles Ioniennes furent ensuite enlevées à la France par une flotte turco-russe; elles formèrent alors un État autonome sous le protectorat de la Russie et de la Turquie, à la condition qu'elles payeraient à cette dernière puissance un tribut annuel de 75,000 piastres.

Les îles Ioniennes ont subi depuis lors bien des vicissitudes; mais elles ont fini par obtenir une indépendance complète, ayant été annexées à la Grèce libre en 1864.

Pour en revenir à la fin du dix-huitième siècle, les guerres entre les Grecs et les Turcs devenaient chaque jour plus fréquentes, plus acharnées et plus héroïques. Au moment même où l'autonomie des îles Ioniennes était reconnue, les Souliotes entreprenaient en Épire une de leurs plus brillantes campagnes. Ces célèbres montagnards n'avaient pas manqué de prendre part aux mouvements de 1768 et de 1789 ; mais c'est surtout de 1800 à 1803 qu'ils se firent cette renommée qu'ils devaient soutenir avec non moins d'éclat sur les champs de bataille de la guerre de l'indépendance, notamment à Missolonghi et à Phalère. C'est au milieu des vicissitudes de cette lutte immortelle qu'eut lieu un acte de dévouement unique dans les annales de l'histoire.

Plusieurs centaines de femmes souliotes, cernées de tous côtés par les Turcs sur le haut sommet du rocher escarpé de Zalongos, lancèrent leurs enfants dans l'abîme pour leur épargner de tomber vivants entre les mains des ennemis. Ensuite ces filles de la liberté se mirent à glorifier leur sacrifice en exécutant pour la dernière fois leur danse nationale, qu'elles accompagnaient d'un air patriotique. C'était une ronde : à mesure que l'une d'elles approchait des bords du précipice, elle s'y élançait sans regarder en arrière. La ronde et le chant continuèrent jusqu'à ce que l'abîme les eût toutes englouties. Les Souliotes furent alors obligés d'abandonner leurs foyers et d'aller chercher un refuge aux îles Ioniennes.

Quelques années après, les klephtes et les armatoles

de Thessalie durent également se retirer à Skiathos. Mais l'un d'eux, Nico Zara, entreprit, au milieu de 1807, une expédition audacieuse. A la tête de cinq cents braves, il résolut de traverser la Macédoine pour aller rejoindre les Serbes de Karageorge qui s'étaient révoltés contre les Turcs. Après avoir battu en Macédoine plus d'un détachement ennemi, il fut enfin enveloppé par quinze mille hommes dans les gorges de Zichni sur le mont Ménœcée. Forcé de reculer jusqu'à l'Athos, il regagna Skiathos en passant par Scopélos.

Là il trouva les armatoles de l'Olympe, qui s'y étaient précédemment réfugiés et qui avaient armé en course soixante-dix petits navires. Jean Stathas du Valtos, beau-fils de ce Boukouvalas si célèbre dans les chants populaires, fut mis à la tête de cette flottille ; Nico Zara en reçut le commandement en second. Ces navires, ayant arboré le drapeau hellénique, croix d'azur sur champ blanc, se partagèrent en sept petites escadres, dont chacune portait le nom du lieu de naissance de son commandant, Valtos, Morée, Skiathos, Roumélie, Olympe, Mer Blanche (mer Égée) et Cassandra. La flotte ne se borna pas à dévaster les côtes et à courir sus à la marine de commerce ; elle s'attaqua aux bâtiments de guerre. Le chant populaire composé en mémoire de Jean Stathas retentit encore sur les montagnes de la Roumélie ; il nous a conservé le souvenir d'une des victoires remportées alors sur mer contre les Turcs.

La Porte effrayée ordonna à Ali, pacha de Janina, de cesser ses poursuites contre les armatoles pour leur

permettre de revenir sur leurs pas et de laisser libre la mer Égée. Ils retournèrent en effet dans leurs foyers, mais pour recommencer, sous les ordres de l'armatole des Khassia, Papathymios Vlachavas, la lutte sur le continent. Six cents combattants, réunis sous les ordres de Théodore, frère de Papathymios, furent cernés par une nombreuse armée turque, commandée par Moukhtar, fils d'Ali-Pacha, et se firent tuer jusqu'au dernier. Papathymios, qui n'avait pu aller à leur secours, s'embarqua de nouveau pour Scopelos, à la tête de cinq cents habitants du mont Olympe, et se fit corsaire.

Séduit enfin par des paroles fallacieuses du pacha de Janina, il consentit à revenir sur le continent avec ses compagnons. Ali fit aussitôt arrêter par trahison cet homme héroïque et le fit mourir après les plus épouvantables tortures.

Même après cette catastrophe, plusieurs klephtes, et principalement le fameux Katzantonis, continuèrent à lutter. Katzantonis, pris en 1811 par trahison, subit une mort cruelle à Janina ; son frère et son émule Lépéniotis fut assassiné en 1815. Alors leur troupe, qui ne comptait plus que trois cents combattants, fut en partie exterminée, en partie dispersée. Mais, peu d'années après, éclatait cette grande insurrection de 1821, dans laquelle plusieurs de ces klephtes devaient acquérir une gloire immortelle. Deux d'entre eux, Théodore Colocotronis dans le Péloponèse, Georges Karaïskakis dans la Grèce continentale, méritèrent de figurer par leurs exploits militaires à la tête de notre régénération nationale.

Cette révolution est trop connue pour que nous en donnions un nouveau récit ; elle fut signalée par des faits d'armes et des sacrifices qui ont dépassé de beaucoup tout ce que nous avons eu à raconter dans les pages précédentes. D'après les calculs les plus modérés, deux cent mille Grecs environ, femmes, enfants, vieillards et hommes désarmés, ont été égorgés, convertis à l'islamisme ou vendus en esclavage par l'implacable férocité des Turcs. Toutefois les survivants en tirèrent une vengeance éclatante. Un nombre égal de musulmans, pour le moins, périrent dans les combats sur terre et sur mer ; une flotte entière de vaisseaux, de frégates et corvettes fut brûlée entre Lesbos, Chios, Ténédos, Samos, le golfe de Géronta en Asie Mineure et Galaxidi.

Une nouvelle gloire éclairait le ciel de la Grèce : le dévouement à la religion et à la patrie prenait des proportions surhumaines. L'Europe s'émut enfin ; comprenant que les oppresseurs et les opprimés ne pouvaient plus vivre ensemble, elle résolut de renoncer à son principe de politique et de sacrifier l'intégrité de l'empire. Mais les préjugés sont vivaces : l'Europe hésita et n'accorda le bienfait de l'indépendance qu'à une faible partie de la terre des Hellènes ; elle replaça sous la domination turque la Thessalie, l'Épire, la Macédoine, la Thrace et les îles de Psara, de Samos, de Casas, de Crète : elle ne considéra pas que les habitants de ces contrées avaient accompli des faits d'armes dont quelques-uns peuvent être comptés parmi les plus brillants de la révolution. En effet, le sol de la Macédoine, de cette contrée qu'on a

voulu plus tard disputer aux Grecs, fut arrosé de leur sang à Rendina, à Galatia, à Sainte-Paraskévi, à Cassandra, au mont Athos, à Niaousa. Les combats livrés aux environs de cette dernière ville peuvent être rangés parmi les plus sanglants dont l'histoire de la Grèce moderne fasse mention. Plus de quatorze mille Turcs et de dix mille Hellènes tombèrent dans ces mêlées. Forcés de céder, les Macédoniens, sous le commandement de Caratassos et de Gatzos, exécutèrent une marche mémorable à travers la Thessalie et, s'étant unis aux soldats du Pinde, marchèrent au secours de leurs frères à Souli et à Péta. Pendant trois ans, les Thessaliens de Magnésie firent de nombreuses expéditions et s'avancèrent jusqu'aux portes de Volo, qu'ils assiégèrent. La grande armée de Dramali les fit reculer. Néanmoins, en juin, juillet et août 1824, ils continuèrent à guerroyer dans leur presque-île, d'où ils portèrent des coups désastreux à l'armée de Kioutachi. Les Turcs s'étant alors emparés de l'Eubée, les troupes concentrées dans la Magnésie se trouvèrent privées de vivres et durent se retirer vers le sud; mais là elles ne cessèrent de lutter pour l'indépendance de la Grèce jusqu'à la fin de la révolution. Est-il besoin de rappeler le désastre héroïque de Psara, la chute sanglante de Cassos, les exploits des Candiotes, et enfin les grandes batailles livrées dans les eaux de l'Asie Mineure, à Samos, à Géronta, à Lesbos? Un homme autorisé, l'amiral Jurien de la Gravière, leur rendait hier encore un hommage éclatant.

Privée en 1832, par décision de l'Europe, de la plus

grande partie du patrimoine de ses pères et emprisonnée au nom de la liberté dans les étroites limites de son royaume microscopique, la nation hellène a été assurément victime d'une grande injustice ; mais l'Europe en a été sévèrement punie. Elle prétendit, malgré une expérience de quatre siècles, concilier en orient l'existence de la liberté, qui, si limitée qu'on la fasse, devient peu à peu toute-puissante, avec le despotisme, qui, si oppressif qu'il soit, finit par tomber en lambeaux. Dans l'espace de quarante ans, Candie s'est soulevée trois fois ; l'Épire, la Thessalie, toutes les provinces grecques de Turquie se trouvent dans un état d'insurrection latente. L'Europe ne sait plus à quel parti s'arrêter. Tantôt elle entreprend des expéditions désastreuses, tantôt elle s'épuise en préparatifs militaires non moins désastreux que la guerre. Elle semble convaincue de l'impossibilité de maintenir l'ordre de choses actuel, mais elle hésite sur la manière de lui en substituer un autre.

La possession de Constantinople est la pierre d'achoppement contre laquelle sont venus se heurter jusqu'ici tous les projets de restauration d'un État chrétien. Les Slaves n'ont jamais eu, comme le prouve leur histoire de mille ans, les qualités requises pour l'accomplissement de cette grande mission historique. Les Bulgares ont constitué à deux reprises, et les Serbes une fois, de grands États ; ils n'ont jamais pu s'emparer de Byzance ni même de Thessalonique, par la simple raison que le maître d'une grande ville maritime doit être un peuple marin. Or les Bulgares et les Serbes n'ont jamais été marins et

ne sont pas faits pour le devenir. De toutes les races chrétiennes de l'orient, la nation grecque est, de l'aveu général, appelée par ses traditions comme par ses éléments constitutifs actuels à dominer un jour sur le Bosphore. Pendant douze cents ans qu'elle l'a occupé, elle a tenu haut le drapeau qu'elle avait planté sur ce boulevard de la civilisation, contre des ennemis sans cesse renaissants. Si elle est enfin tombée, ce n'a pas été sous les coups des Turcs.

L'Europe n'aurait certes pas lutté deux siècles durant au moyen âge pour amener ce triste résultat, si elle avait pu prévoir les malheurs qui en découleraient et les tristes épreuves que provoquerait de nos jours la question d'orient. Elle sent aujourd'hui la nécessité de réparer la faute commise il y a cinq ou six cents ans : d'où vient donc qu'elle hésite ? Elle craint, dit-on, que la nation hellène n'ait pas encore des forces suffisantes pour l'accomplissement d'une tâche si ardue : mais il est bien évident que, enfermée dans les bornes étroites de son petit royaume, la nation hellène ne pourra pas organiser ces forces que l'on requiert. Les Turcs deviennent de moins en moins capables de se maintenir à Constantinople ; mais l'Europe, toujours inquiète sur le sort de leur succession, prétend que l'héritier naturel est encore mineur et, par une contradiction singulière, elle lui ôte les moyens de grandir et de se fortifier.

Telle a été l'histoire extérieure, pour ainsi dire, de la nation hellène dans ces quatre derniers siècles. Elle ne s'est cependant pas bornée à combattre pour son indé-

pendance. Au milieu de ses indicibles souffrances et de ses luttes sans issue, elle n'a jamais cessé de travailler à son développement intellectuel, au progrès de son commerce, de sa marine et de son industrie : par là elle se maintenait toujours au premier rang en orient. Abandonné à son sort, comme nous l'avons dit au commencement de ce chapitre, le peuple grec forma dans les villes, les bourgs et les villages des communautés administrées par leurs propres magistrats ; ceux-ci portaient le nom de *démogérontes* et, selon les lieux, de *gérontes*, d'*archontes*, de *proestes*, d'*épitropes*. Les Turcs les nommaient partout *codjabachis*. Ces chefs des communautés chrétiennes connaissaient de toutes les affaires civiles ; les affaires criminelles étaient du ressort d'un juge turc, *cadi* ou *mollah*. Ils percevaient les impôts, administraient les biens de la communauté, répartissaient selon les ressources de chaque famille les taxes imposées par le gouvernement turc, étaient les protecteurs naturels de tout membre de la communauté opprimé ou maltraité. Ces communautés n'étaient pas une institution nouvelle ; elles existaient déjà au moyen âge ; leur origine remonte jusqu'à l'ancienne autonomie de la cité hellénique, modifiée, il est vrai, par l'action du temps : ainsi la vitalité de la nation et son esprit de *self-government* sont prouvés par ce fait que, délivrées après la conquête musulmane de toute ingérence gouvernementale, les communautés, au lieu de tomber dans l'anarchie, se constituèrent d'une manière bien plus forte que sous le régime byzantin. Elles déployèrent une activité

étonnante et une singulière habileté dans l'administration des choses publiques.

Quelques faits, les seuls malheureusement qu'il nous soit permis de citer dans ce court résumé, viendront à l'appui de ce que nous disons. La communauté d'Ambélakia comprenait vingt-deux villages situés dans la fameuse vallée de Tempé en Thessalie : Ambélakia, son chef-lieu, avait quatre mille habitants ; les villages des alentours en comptaient deux mille. La communauté s'occupait d'agriculture et se livrait principalement à la fabrication et au commerce du fil rouge de coton ; tous les habitants, hommes, femmes et enfants, y étaient employés. Les plus intelligents d'entre eux, riches ou pauvres, furent envoyés à Constantinople, à Smyrne, à Vienne, à Amsterdam, à Londres, à Odessa, pour y fonder des comptoirs. Cinq comités, élus par tous les habitants âgés de vingt-cinq ans révolus, présidaient la société. Il arrivait souvent que les membres les moins aisés de l'association, s'ils étaient reconnus pour les plus capables, étaient élevés aux plus hautes fonctions par le libre suffrage de leurs concitoyens. Des cinq comités, l'un avait la direction suprême de l'association ; le second s'appelait comité administratif, le troisième agricole, le quatrième industriel, le cinquième comité de vérification ou de contrôle. Avant de procéder au partage des bénéfices annuels, on prélevait le prix du blé acheté pour les ouvriers indigents, les dons à faire aux pachas, les frais d'entretien des hôpitaux, des bibliothèques, des écoles, de l'imprimerie,

des routes, des églises, de l'administration, du loyer des bureaux, des comptoirs établis à l'étranger et des frais de voyage. Ensuite on prélevait l'intérêt à 15 p. 100 des capitaux avancés par chaque membre de la société, et les récompenses accordées aux autres agents en raison de leur capacité et de leurs services. Le restant des bénéfices était partagé entre les propriétaires des terrains cultivés en coton et les ouvriers qui n'apportaient à l'association que leur travail. Cette répartition était faite avec tant d'équité qu'elle ne provoqua jamais ni troubles ni récriminations. L'association prospéra au point de rivaliser avec les plus puissantes maisons de commerce de l'Europe. Ses bénéfices lui permirent d'entretenir à ses frais dans tous les villages des médecins, des écoles primaires et secondaires, des dépôts de blé et d'autres denrées ou produits manufacturés, indigènes et étrangers, un hôpital, une caisse des invalides, une bibliothèque, un cabinet de physique expérimentale, etc. Cette société, fondée en 1795 avec un capital de 100,000 francs, avait, en 1810, un capital de 25,000,000 de francs. Ses traites avaient cours dans presque toute l'Europe et sur plusieurs points de l'Asie ; ses dépôts à l'étranger étaient remplis de marchandises reçues en échange de ses produits. Mais il était impossible que la prospérité d'Ambélakia n'attirât pas la méfiance, la haine, la colère du gouvernement oppressif sous lequel elle avait le malheur de vivre. Les Turcs des environs furent autorisés à piller le pays et à en disperser les habitants. Le fameux Ali, pacha de Janina, fut chargé de cette œuvre

de destruction. Ce désastre fondit sur les Ambélakiotes en 1811 ; à cette même époque, la banqueroute de l'Autriche engloutissait dix millions de leurs épargnes. Ainsi privés de capitaux et de patrie, ils furent dispersés sur tous les points du globe et ne purent jamais se réunir depuis.

Plusieurs autres villes helléniques, Philippopolis, Madémochoria, Calarrhyti, Syraco, Chio, Cydonies en Asie Mineure, fondèrent des associations qui se rapprochaient plus ou moins de celle d'Ambélakia. Les plus remarquables ont été sans comparaison celles des communautés maritimes d'Hydra, de Spetzia et de Psara ; car elles ont fourni à la guerre de l'indépendance une de ses ressources principales, sinon la première de toutes.

Par sa position géographique comme par ses traditions, la nation grecque est essentiellement maritime. Elle a dominé sur mer depuis l'antiquité la plus reculée, et surtout au quatrième et au cinquième siècle avant Jésus-Christ. Elle y régna également pendant les six premiers siècles de son histoire du moyen âge, et surtout au neuvième et au dixième siècle de notre ère. Elle n'a été dépossédée de cette prépondérance que par les attaques successives de l'Europe occidentale : l'empire des mers alors passa aux Génois et aux Vénitiens. Mais si, pendant que les Turcs bénéficiaient seuls de cette lutte fratricide des chrétiens, la marine grecque ne comptait plus que des navires d'un faible tonnage exclusivement occupés du petit cabotage, les Génois et les Vénitiens ne tardèrent pas à voir s'évanouir leur puissance éphémère

en orient. Peu à peu, nos marins reprirent leur ancien ascendant, montrèrent leur drapeau sur toutes les mers depuis Odessa jusqu'à Marseille et aux côtes d'Espagne. Des événements multiples, intérieurs et extérieurs, ont contribué à cette renaissance ; il faut surtout en attribuer le succès à l'habileté avec laquelle furent appliqués les principes de l'association dans cette branche de l'industrie comme dans les autres. Chaque matelot avait une part sur le navire ou sur la cargaison. Associé à l'entreprise, il avait tout intérêt à la faire réussir. Sa vigilance, son activité, son économie non-seulement contribuaient au bon service du navire, mais développaient aussi ses connaissances : il devenait un excellent commandant après avoir été un parfait matelot.

Les résultats de cette coopération d'un capital réel ou fictif entre le riche et le pauvre furent étonnants. Les trois îles nommées ci-dessus, presque désertes au commencement du dix-septième siècle, comptaient en 1821, une population de 30,000 habitants. D'après les calculs les moins exagérés, elles avaient une flotte marchande de 300 navires de 60 à 400 tonnes, montée par 12,000 matelots. Les trésors accumulés sur ces trois rochers étaient si considérables que leurs habitants ont pu avancer jusqu'à 20,000,000 de francs au gouvernement de la révolution. Chose non moins remarquable, la plus grande loyauté présida à toutes les entreprises commerciales et maritimes de ces insulaires. Toutes les transactions étaient faites sur parole ou sur de simples notes. Les quittances et les contrats écrits étaient inconnus ; les banqueroutes,

les actes de baraterie, des faits presque inouïs. Ces hommes de mer avaient dans toute leur manière d'être quelque chose d'héroïque et une rare dignité personnelle. Ils aimaient à donner à leurs navires des noms, à les orner de figures rappelant les anciens héros nationaux dont ils aspiraient à imiter les exploits et dont ils devaient se montrer bientôt les glorieux émules ; citons-en quelques-uns pour faire voir les sentiments qui inspiraient leurs armateurs, leurs commandants et leurs équipages : Aspasia, Aristide, Andromaque, Achille, Athéna, Aphrodite, Gorgone, Diomède, Hellas, Éleuthéria, Épaminondas, Héraclée, Thémistocle, Clio, Lycurgue, Léonidas, Niobé, Périclès, Solon, Spartiate ; tels étaient les souverains dont les hommes de ce temps invoquaient le patronage. Ils s'efforçaient de rattacher l'hellénisme actuel à celui de l'antiquité ; leurs pensées, leurs sentiments, leurs actions, tout annonçait chez eux qu'ils étaient à la veille d'une grande revanche nationale.

Comment s'étonner après cela qu'ils l'aient illustrée par de si brillants exploits ? Il est vrai que les ennemis contre lesquels nos pères ont lutté sur terre et sur mer étaient bien différents des adversaires que nous rencontrerons désormais. Mais la première vertu des nations consiste à mettre leurs forces en état de combattre efficacement celles des nations ennemies. Pour l'armement et la façon de faire la guerre, nos klephtes et nos armatoles ne le cédaient guère aux bandes indisciplinées des musulmans de ces temps. Et comme ils avaient sur eux l'avantage de la force morale, du patriotisme et de l'amour-

propre national, ils les mirent souvent en déroute. D'autre part, les navires des trois îles, si faibles qu'ils fussent, comparés aux vaisseaux et aux frégates des Turcs, furent puissamment secondés par l'arme terrible des brûlots dont nos marins surent faire un si triomphant usage. Enfin, mieux gouvernés, mieux équipés et montés par des hommes osant tout ce que le dévouement à la patrie peut seul oser, on s'explique comment de petits vaisseaux ont pu détruire ou mettre en fuite des flottes entières.

Telle fut la situation que l'hellénisme s'était faite sous le despotisme ottoman. Une classe de la nation avait obtenu la direction des affaires extérieures de la Porte et une domination absolue sur les principautés danubiennes ; le clergé dirigeait, sous l'hégémonie suprême du patriarche œcuménique, la vie spirituelle et en partie les affaires temporelles de tous les sujets chrétiens du sultan en Europe et en Asie ; une troisième classe, qui avait toujours les armes à la main, poursuivait une lutte incessante contre les conquérants en Macédoine, en Thessalie, en Épire, dans la Grèce continentale et le Péloponèse. Enfin la nation entière se soulevait chaque fois qu'elle croyait pouvoir compter sur un allié étranger. En même temps elle s'organisait en nombreuses associations, de la Thrace au Péloponèse, de l'Épire au littoral de l'Asie Mineure et dans toutes les îles de la mer Égée ; elle s'administrait elle-même, acquérait des richesses, développait toutes les ressources nécessaires à la conquête et à la conservation de son indépendance.

Cette réorganisation de l'existence nationale fut l'œuvre exclusive de la race hellène.

Il y avait bien d'autres chrétiens en orient, mais pendant quatre cents ans ils n'ont pas donné signe de vie. Pour ne parler que des Slaves, qui prétendent aujourd'hui au premier rôle, ils n'ont absolument rien fait pour justifier ces prétentions. Plusieurs avaient perdu jusqu'au sentiment de leur nationalité. Les Bulgares, ceux du moins qui recevaient quelque éducation, s'enorgueillissaient du faux nom d'Hellènes.

Nous ne parlerons pas des Monténégrins. Ils ne tombèrent que rarement, il est vrai, sous le joug des Turcs ; mais par leur petit nombre et plus encore par la lenteur de leur marche dans la voie de la civilisation, ils n'exercèrent aucune influence sur les affaires de l'orient. Parmi les autres Slaves, les Serbes seuls se sont soulevés, mais seulement depuis soixante ou quatre-vingts ans. Quant à la race grecque, on a vu la tâche qu'elle a accomplie : commerce, marine, industrie, instruction, administration, elle a tout créé chez elle, et de plus elle a prodigué son sang pour ébranler l'édifice monstrueux de la domination ottomane, le mutiler et l'amener à la position critique où il se trouve aujourd'hui. Aussi tous les voyageurs qui avaient annoncé dès le dix-huitième siècle la chute de l'empire ottoman, ne lui voyaient d'autre successeur possible que la race hellène.

Les vicissitudes de la révolution de 1821 ont fait subir un temps d'arrêt à cette action civilisatrice et amené, en partie, la ruine de quelques-uns de ses principaux

centres. Madémochoria et Niaoussa de Macédoine, les communautés de la Magnésie thessalienne, Calarrhyti, Syraco et Souli en Épire, Chio, Psara, Cydonies, Casos, ont subi des désastres inouïs, sans parler du bouleversement général de la Grèce continentale, du Péloponèse, de la plus grande partie de la Crète, de l'épuisement complet d'Hydra et de Spetzia, des massacres qui eurent lieu sur tous les points de l'orient, notamment à Constantinople, Andrinople, Philippopolis, Smyrne et Thessalonique. Mais après cet ouragan de dix années qui menaçait souvent d'engloutir l'hellénisme dans une mer de sang, on le vit surnager plus puissant que jamais. Il se mit au travail avec une activité pleine d'intelligence, en Thrace, dans l'Asie Mineure, dans les îles, en Macédoine, en Thessalie, en Épire et dans le royaume de Grèce, fondé à cette époque.

Ce petit coin de la terre hellénique est devenu comme le phare vers lequel tous les Hellènes, condamnés après tant de sacrifices à vivre sous une oppression inhumaine, tournent depuis quarante ans leurs regards. Composé de pays ruinés et dévastés, le royaume de Grèce n'a pu constituer ni une grande armée, ni une flotte considérable ; mais il a donné à l'hellénisme le signal de la renaissance matérielle et intellectuelle. Plusieurs contrées du royaume ont été transformées en véritables jardins par l'activité de bons cultivateurs. La marine marchande, qui avait à soutenir la concurrence d'un si grand nombre de sociétés de navigation à vapeur, comptait, en 1875, 5,000 navires jaugeant ensemble

230,135 tonneaux et montés par 28,000 marins. La population a plus que doublé. Nul au sortir de la guerre, le commerce d'importation et d'exportation s'élevait, en 1862, à 81,433,392 francs; dix ans après, en 1872, le mouvement commercial atteignait le chiffre de 195,510,249 francs.

Je ne m'arrêterai pas sur les progrès accomplis dans l'enseignement à tous les degrés. L'étranger qui arrive à Athènes est surpris de la grandeur et de la beauté des édifices consacrés à l'instruction publique, l'Université, l'Académie, l'Observatoire, le Musée, le Zappion, l'Ar-sakion, l'Orphelinat des garçons et l'Orphelinat des filles.

Il va sans dire que les Hellènes replacés sous le joug ottoman ont marché plus lentement que les autres dans la voie de la renaissance. Ce n'est pas qu'ils n'aient travaillé avec la même ardeur que les Grecs libres; mais l'arbitraire et l'oppression exercés par le gouvernement turc n'ont pas permis à l'agriculture de donner les mêmes fruits que dans les contrées, relativement moins fertiles, de la Grèce indépendante. Toutefois dans les villes et sur les côtes placées sous la surveillance directe des représentants des puissances européennes, l'hellénisme a pu développer en partie ses qualités originelles. Tout le commerce extérieur, tout le mouvement maritime sont venus de nouveau entre les mains des Grecs. Les grandes villes offrent à cet égard un spectacle intéressant. Smyrne est devenue une ville hellénique au point qu'elle compte 80,000 Hellènes sur 100,000 habitants. On en compte 300,000 à Constantinople. Leur nombre

relatif est ici inférieur à ce qu'il est à Smyrne ; mais on peut dire qu'ils l'emportent par leur activité, leur intelligence et leur habileté sur toutes les autres races qui habitent les rives de Bosphore.

Les massacres et les désastres de 1821 ont amené la transformation complète de cette société hellénique. Les Phanariotes ont disparu ; mais ils ont été remplacés par de grandes maisons de banque que les besoins financiers de la Porte ont rendues puissantes et qui exercent, bien que sous une autre forme, une influence considérable sur les affaires de l'empire.

Ce qu'il faut le plus remarquer dans l'hellénisme en Turquie, ce sont les établissements d'instruction publique qu'il a fondés dans ces cinquante dernières années. A Andrinople, à Philippopolis et dans beaucoup d'autres villes plus petites de la Thrace, à Thessalonique, à Serrès, à Stroumnitza, à Castoria, à Vitolia et dans plusieurs autres villes de la Macédoine, dans toute la Thessalie, l'Épire et l'Illyrie hellénique jusqu'à Durazzo, à Samos, à Chios, en Crète, à Mitylène, sur toute la côte de Trébizonde jusqu'à Smyrne, et dans plusieurs localités de l'Asie Mineure, de nombreuses écoles mutuelles et primaires, sans compter les collèges et les lycées, enseignent cette belle langue qui, malgré ses altérations, domine depuis trois mille ans dans ces pays. Une école normale primaire a été instituée à Thessalonique sur le modèle des meilleurs établissements de ce genre qui existent en Europe : elle produit des instituteurs destinés à unifier et à compléter l'œuvre de leurs prédécesseurs.

On connaît les belles et nombreuses écoles de Constantinople, et ce *Syllogos* qui a attiré depuis longtemps l'attention de toute l'Europe savante.

L'hellénisme ne s'est pas borné à agir ainsi dans les pays de ses ancêtres. D'après ses antiques habitudes, il a envoyé des colonies sur tous les points de la terre, dans l'Europe occidentale, en Égypte, aux Indes, en Australie. Par leur activité, leur économie et leur habileté, elles ont acquis des trésors qui leur ont souvent permis de venir en aide à la mère patrie ; elles sont encore prêtes à se soumettre à de nouveaux sacrifices pour la restauration complète de l'hellénisme. Maintenant comme jadis, et peut-être aujourd'hui plus qu'à d'autres époques de sa longue existence politique, la nation grecque tient le premier rang parmi les peuples qui habitent de la Thrace à la Laconie et des monts Chimara à l'Asie Mineure.

Cependant, au moment où nous écrivons les dernières lignes de cet ouvrage, l'hellénisme traverse une crise difficile. La Russie ne revendique que les droits des Slaves ; l'Europe occidentale poursuit toujours l'ombre de l'intégrité de l'empire ottoman. Déjà, dans les conférences qui ont été tenues à Constantinople vers la fin de 1876, il a été question de concéder l'autonomie des provinces septentrionales, en laissant intactes les misères des pays helléniques. Depuis que la guerre a éclaté, on ne parle que d'un compromis basé sur ce principe. Mais si l'on croit à la régénération de l'Islam, pourquoi lui enlèverait-on les Slaves ? Et si cette régénéra-

tion est une chimère, pourquoi lui sacrifier les Grecs ?

Il semble que l'Europe occidentale soit fatalement portée à agir en orient, aujourd'hui comme autrefois, au rebours du bon sens et de ses véritables intérêts. Il y a six cents ans, elle s'obstina à détruire un État puissant, pour le remplacer par un empire latin ; elle ne fit que préparer les déboires que devait lui susciter la domination musulmane. Maintenant elle s'acharne à conserver un empire mahométan qui s'en va en lambeaux, et, par une singulière contradiction, elle prend sous son patronage les Slaves et veut ajouter aux souffrances de la race grecque. Quand elle aura réalisé cette politique de compromis, elle aura par le fait travaillé au triomphe final du panslavisme.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

PREMIER AGE DE L'HELLÉNISME.

Principales phases de cette histoire. — Temps homériques. — Invasion doriennne. — Premières migrations. — L'hellénisme hors de Grèce et en Grèce. — Diminution de la population libre ; accroissement du nombre des esclaves. — Destruction de l'unité politique. — Sparte. — Réveil des indigènes. — Athènes. — Lutte de Sparte et d'Athènes ; tristes résultats de cette lutte. — Opposition entre les indigènes et les conquérants ; supériorité des indigènes. — Opinion moderne sur les Doriens ; l'État, la poésie, la musique et l'art dorien. — Vie politique à Athènes et à Sparte. — Supériorité des Athéniens. — L'histoire et le drame chez les Athéniens. — Constitutions d'Athènes et de Sparte. — Décadence simultanée de ces constitutions ; leurs résultats. — Conclusion. 1

CHAPITRE II

HELLÉNISME ORIENTAL.

Philippe et Alexandre. — Expédition d'Alexandre : nouvelles migrations. — Armées des Ptolémées et des Séleucides. — Anciennes villes ; nouvelles fondations. — Organisation hellénique des villes. — Assimilation des indigènes. — Égypte : religion, Musée. — Syrie : langue, religion. — Judée. — Asie Mineure. — Arménie. — Rois des Parthes. — Villes de second et de troisième ordre. — Hellénisation complète de l'Asie Mineure. — Modification de la vie intellectuelle. — Caractère pratique de l'art et de la science. — Travaux publics. — Fusion des mythes. — Judaïsme et hellénisme. — Jésus. Hellénisation du Nouveau Testament. — Épictète. — Dion Chrysostome. — Alliance de l'hellénisme avec le

christianisme. — Justin. — Clément d'Alexandrie. — Saint Basile. — Organisation de l'Église. — Lutte des deux dogmes. — Hérésies. — Symbole de la foi. — Triste position de la mère patrie. — Conclusion... 65

CHAPITRE III

COMMENCEMENTS DE L'HELLÉNISME AU MOYEN AGE.

Constantinople, capitale grecque de l'empire d'Orient. — L'empire hellénisé. — Réaction sous Justinien. — Insuccès de l'œuvre de Justinien. — L'empire s'hellénise de plus en plus. — Il est envahi au nord, mutilé au sud. — Dalmatie. — Nouvelle-Épire. — Mœsie. — Conquête de l'Égypte par les Arabes. — Conquête de la Syrie par les Arabes. — Slaves. — Bulgares. — Causes de faiblesse. Hérésies. — Leur condamnation définitive. — Influence désastreuse des barbares. — Aspect moral de l'empire. — Jeux de l'hippodrome. — Vie religieuse. — Altération du christianisme primitif. — Vitalité du christianisme. — Prières sublimes. — Littérature. Histoire. — L'Église, lieu de réunion. — La vie monacale. — La société absorbée par la religion. — Caractère religieux de l'État. Fêtes politico-religieuses. — Conclusion..... 122

CHAPITRE IV

LA RÉFORMATION.

Décadence morale et politique. — Véritable caractère de la Réforme. — Elle est réclamée par l'élite de la société. — L'Asie, point de départ de la Réforme. — Conduite de la monarchie. — Abolition des images; querelles avec les papes. — Il n'y a pas eu de persécution en orient. — Appréciation du décret de Léon III. — Réformes politiques et sociales. — Nouveau code civil. — Constantin V; son surnom de Copronyme. — Partie religieuse de la Réforme. — Grand concile des iconomaques. — Exécution des décrets du concile. — Suppression de plusieurs couvents. — Provinces européennes. — Irène. — Commencement de la réaction. — Tarase. — Septième concile œcuménique. — Lutte entre les modérés et les réactionnaires. — Triomphe des modérés. — Nicéphore; ses réformes; sa mort. — Léon V; il revient aux réformes radicales. — Dernières luttes; chute de la Réforme. — Conclusion..... 182

CHAPITRE V

GRANDEUR DE L'HELLÉNISME AU MOYEN AGE.

L'esprit de la Réforme survit à son échec. Idées libérales. Photius. — Apprentissage d'un patriote. — Histoire. — Poésie. Chants populaires. —

Stabilité de la succession monarchique. — Répression des Slaves. — Destruction du royaume bulgare. — Hellénisation pacifique. Esprit récalcitrant des Bulgares. — Les Slavo-Bulgares au nord. Les Slaves au midi. — Thrace et Macédoine. Asie Mineure. Grèce. Athènes. Écoles d'Athènes. — Frontières de l'empire. Population. Constantinople. Thessalonique. Renseignements d'Edrisi. Budget des recettes. Justification de ce chiffre. Théophanè et Anne. — Prépondérance de l'empire. — Signification du terme : helléniser. — Conclusion..... 241

CHAPITRE VI

DÉCADENCE DE L'HELLÉNISME AU MOYEN ÂGE.

Églises d'orient et d'occident. — Opposition de leurs principes. — Différence de leurs situations. — Conduite de la monarchie grecque. — Explication de cette conduite. — Les deux grandes crises. — Corruption de l'Église de Rome. — Renaissance. — Grégoire VII. — Croisades. — Fausseté des lettres attribuées à Alexis. — Véritable but des croisades. — Expédition de Robert Guiscard. — Première croisade. — Seconde croisade. — Puissance de l'empire au XII^e siècle. — Nouvelle invasion des Normands. — Troisième et quatrième croisade. — Machinations de Dandolo. — Prise et sac de Zara. — Les croisés se dirigent vers Constantinople. — Prise et pillage de Constantinople. — Empire latin. — Régime féodal. — Anarchie de l'Église latine. — La revanche de l'hellénisme. — État pitoyable de l'empire latin. — Vénitiens. — Villehardouin. — De la Roche. — Restauration incomplète de l'empire. — Invasions des Turcs Seldjoucides. — Invasions des Francs, des Slaves, des Osmanlis. — Dernières luttes des Grecs au moyen âge. — Chute de Constantinople. — Conclusion.... 309

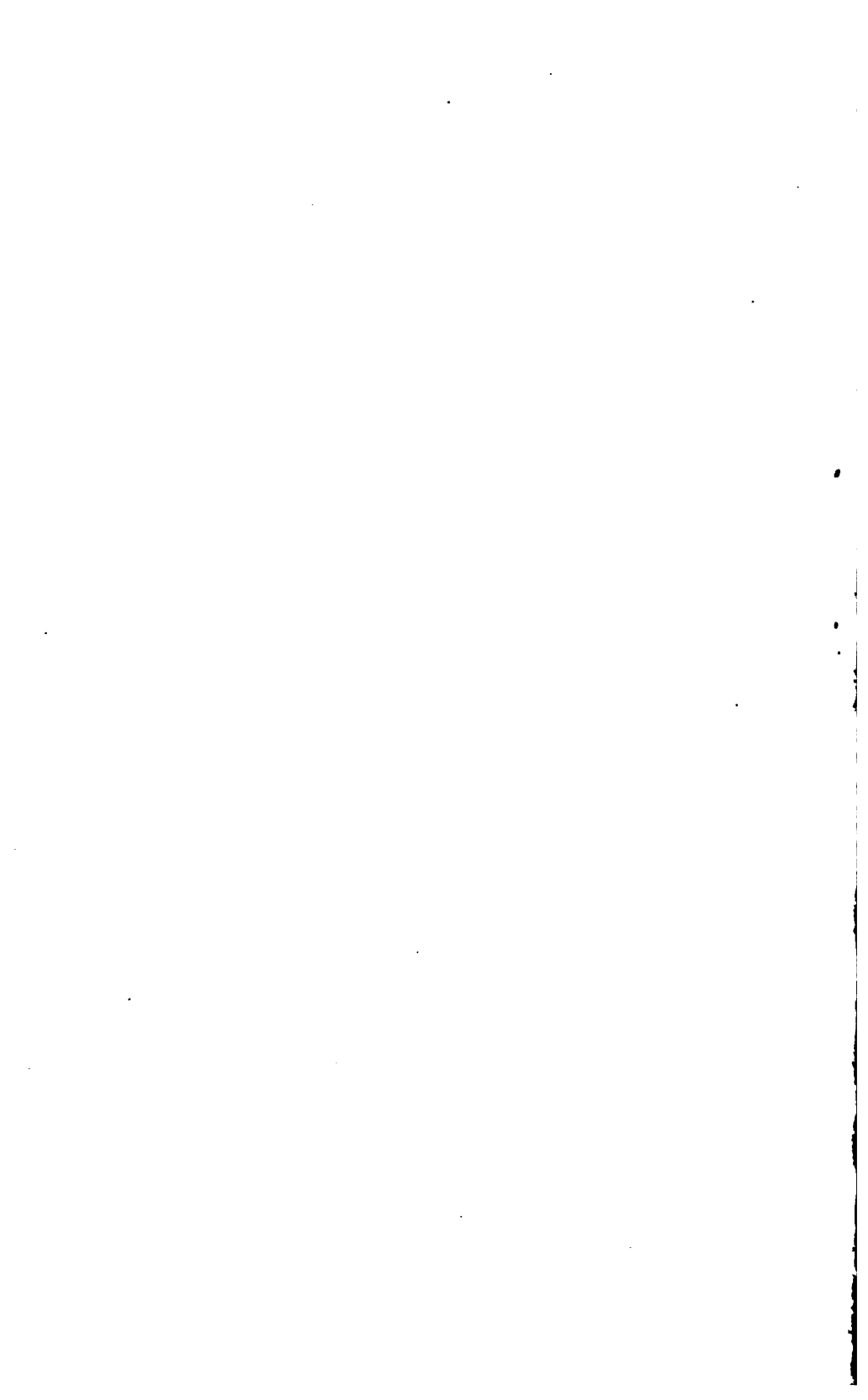
CHAPITRE VII

HELLÉNISME MODERNE.

Séparation des vainqueurs et des vaincus. — Islamisation partielle des chrétiens. — Exploitation des chrétiens par les Turcs. — Hellénisation des immigrants. — Albanais ; leur langue. — Valaques. — Renaissance de l'instruction publique. — Transformation de la langue. — Le nom d'Hellènes repris. — Limites des Hellènes et des Slaves. — Les patriarches et le clergé grecs. — Le clergé et l'instruction publique. — Les Grecs fonctionnaires de la Porte. — Le Phanar. — La Moldo-Valachie hellénisée. — L'hellénisme dans son ancien foyer. — Klephtes et armatoles. — Révoltes ; intervention de l'Europe. — Venise. — Charles VIII. — Doria. — Don Juan d'Autriche. — Charles de Nevers.

— Modification des rapports avec l'Europe. — Rapports avec l'Autriche et la Russie. — La politique occidentale en orient. — Luittes de la fin du XVIII ^e siècle. — Guerre de l'Indépendance. — Création d'un État insuffisant. — Histoire économique et intellectuelle. — Les communautés Ambélakia. — Associations maritimes; développement de la marine. — Effacement des Slaves. — Progrès et influence de l'hellénisme. — Conclusion	385
---	-----

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.





This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine is incurred by retaining it
beyond the specified time.

Please return promptly.

WG 276.1.7
Histoire de la civilisation hellén
Widener Library 006254651



3 2044 088 779 970